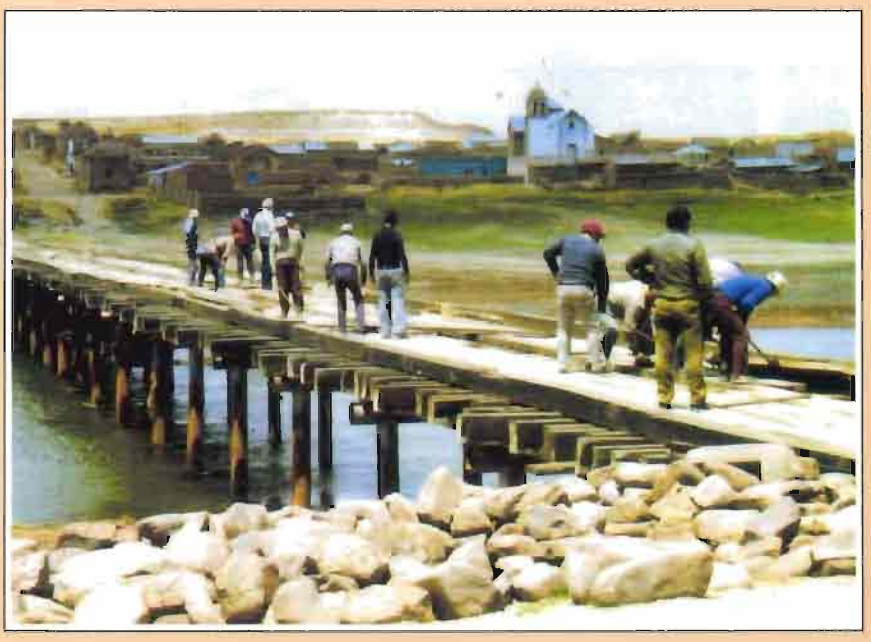
André Franqueville

Du Cameroun à la Bolivie

Retours sur un itinéraire



KARTHALA

DU CAMEROUN A LA BOLIVIE
RETOURS SUR UN ITINÉRAIRE

KARTHALA sur internet : http://www.karthala.com

Couverture : Reconstruction par les habitants du pont de Nazacara sur le Río Desaguadero (Altiplano bolivien). Bâtir des ponts entre les hommes, par-delà les distances culturelles et les fractures économiques (photo A.F.).

© Éditions KARTHALA, 2000
ISBN : 2-84586-057-9

André Franqueville

Du Cameroun à la Bolivie

Retours sur un itinéraire

Éditions KARTHALA
22-24, boulevard Arago
75013 PARIS

Sommaire

Avant-propos

Le Cameroun, la Bolivie et nous..... 11

Sécurité alimentaire

1 - Le Sud nourrira t-il ses villes ?..... 31
2 - Malnutrition et politiques agro-alimentaires en Bolivie 41
3 - L'offre s'adapte t-elle à la demande ? Comparaison de deux enquêtes sur le Marché central de Yaoundé 57
4 - La consommation alimentaire dans les Andes de Bolivie. Pratiques et représentations 71
5 - Insécurité alimentaire et dépendance. Les importations dans le système alimentaire bolivien 85
6 - Surproduction et pénurie de lait en Bolivie. Quand la libéralisation désorganise la production nationale 97

Population

7 - La population rurale africaine face à la pénétration de l'économie moderne. Le cas du Sud-Cameroun 111
8 - Deux cas d'évolution de la population rurale dans le sud du Cameroun 129

Villes

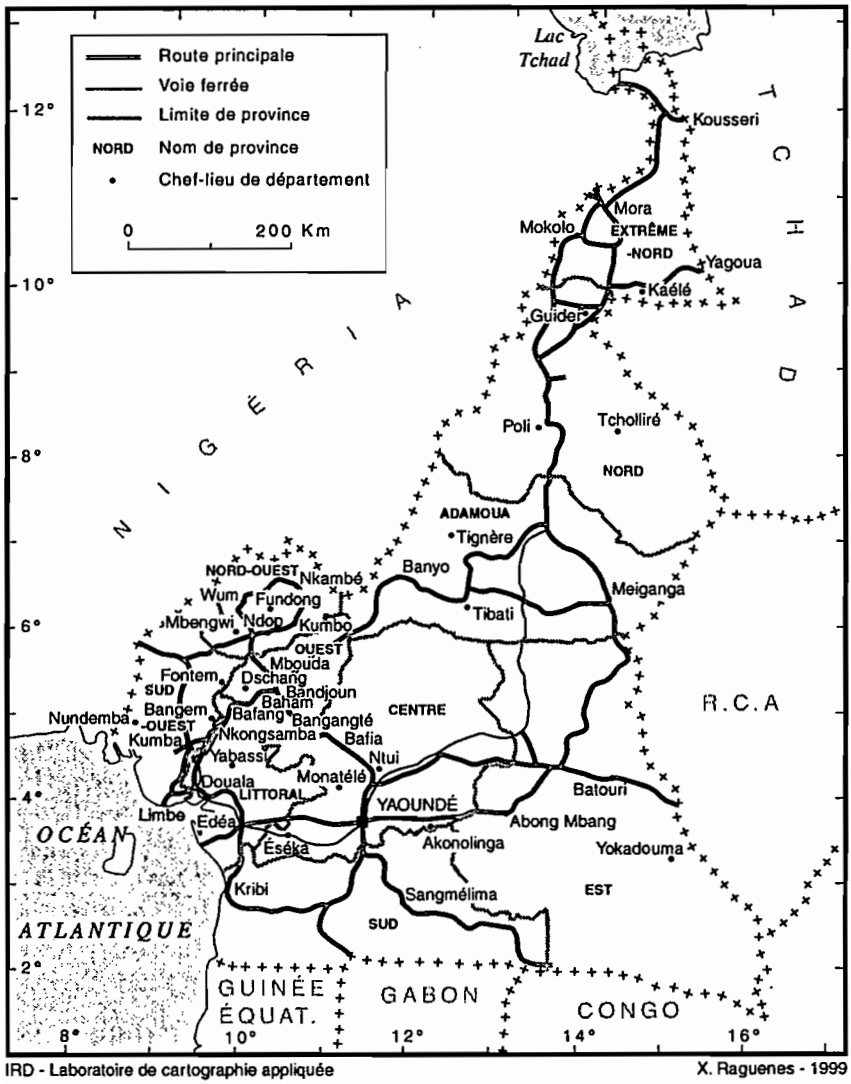
9 - Villes et réseau urbain de Bolivie 147
10 - Le paysage urbain de Yaoundé 163
11 - Être élève à Yaoundé 207

Migrations

12 - L'étude des migrations actuelles en Afrique.
Réflexions méthodologiques 219
13 - Une Afrique entre le village et la ville.
Les migrations dans le sud du Cameroun 231
14 - Espace relationnel et immigration urbaine en Afrique.
La notion de région migratoire 245

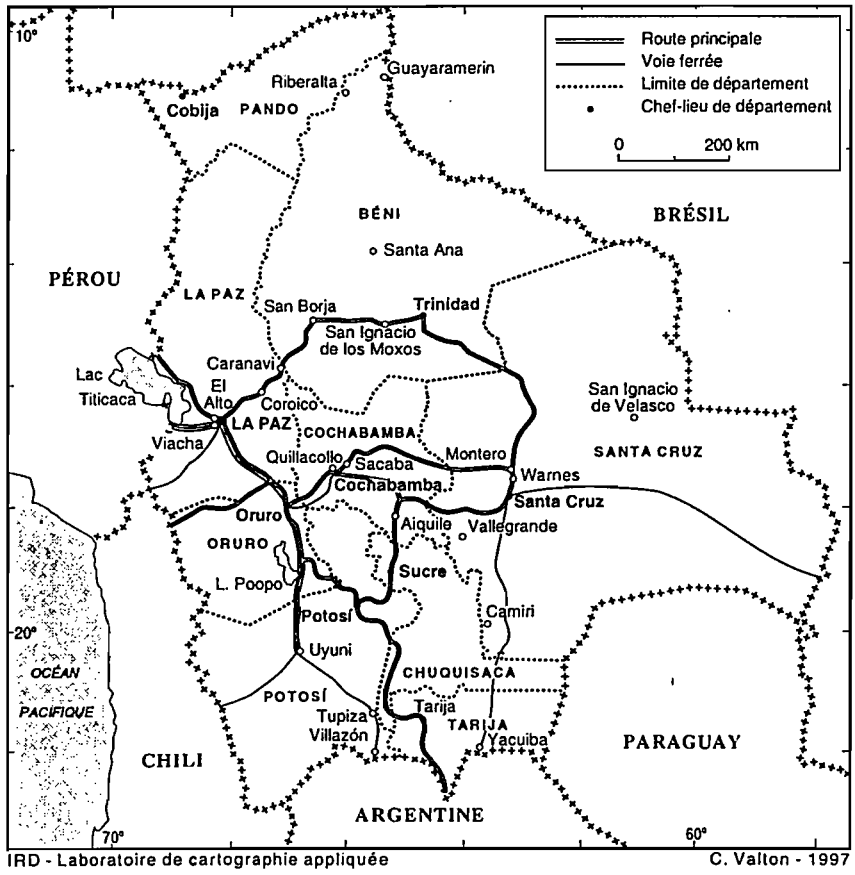
Peuples et cultures

15 - Les 500 ans et l'identité indienne en Bolivie 263
16 - L'espace andin préhispanique..... 285
17 - L'habitat rural dans le sud du Cameroun 301
18 - Persistance et évolution des coutumes béti.
L'enterrement d'un vieux chef en pays éton 315



IRD - Laboratoire de cartographie appliquée X. Raguenes - 1999

Carte du Cameroun



IRD - Laboratoire de cartographie appliquée C. Valton - 1997

Carte de la Bolivie

AVANT-PROPOS

LE CAMEROUN, LA BOLIVIE ET NOUS

Quelle coopération pour quel développement ?

Aux Camerounais et aux Boliviens
avec qui j'ai eu la chance de coopérer.
Ils m'ont appris leur pays.

Cet ouvrage ne doit son existence qu'à l'amicale pression de mes anciens collègues de l'Orstom-IRD qui, au moment où je quittais cet institut, m'ont suggéré de reprendre en un seul volume quelques uns des textes écrits au cours de trois décennies d'activité et publiés de façon dispersée dans des revues variées ou des ouvrages collectifs.

Qu'il s'agisse du Cameroun ou de la Bolivie, les articles sélectionnés ont pu être assez aisément regroupés sous cinq grands thèmes qui reflètent ce que furent, dans l'un et l'autre pays, mes principaux centres d'intérêt : sécurité alimentaire, population, villes, migrations, et aussi un thème plus composite, peuples et cultures, qui déborde le champ de la géographie *stricto sensu* pour toucher à l'histoire et à l'anthropologie. J'ai préféré ce regroupement thématique à une présentation qui aurait traité successivement du Cameroun puis de la Bolivie. A l'intérieur de chaque grand thème, les articles sont classés, dans la mesure du possible, du plus général au plus particulier.

Cette constance des thèmes n'exclut certes pas une certaine évolution de la pensée au cours de ces trente années, évolution parallèle à celle des idées concernant les pays du Sud et leurs rapports avec ceux du Nord. Le lecteur repérera sans doute, ici et là, les échos des débats et des idéologies qui avaient cours au moment où ces textes furent écrits.

Cameroun et Bolivie.

Deux pays dont le rapprochement sous une même couverture peut, *a priori*, paraître totalement fortuit et n'être dû qu'au hasard des affectations décidées par l'Orstom[1]. Et pourtant, malgré les milliers de kilomètres qui les séparent, tous deux partagent des destins fort semblables au point de sembler donner raison à ceux pour qui le déroulement de l'histoire n'est qu'une longue et désespérante répétition à travers les siècles quel qu'en soit le lieu, l'homme ne cessant d'être partout que ce qu'il est.

1494. Deux ans seulement après la "découverte" de Colomb, les grandes puissances européennes de l'époque, Espagne et Portugal, se partagent, par le traité de Tordesillas, le nouveau continent encore largement inconnu, avec la bénédiction du pape Alexandre VI. Ce qui sera la Bolivie tombe dans l'escarcelle des Rois Catholiques. Du Mexique à l'Argentine actuels, en l'espace d'une génération, quelque 90 millions d'habitants vont disparaître de cette partie du monde : le plus grand génocide de l'histoire.

1884. Conférence de Berlin : à l'instigation de Bismarck, les nouvelles puissances européennes se partagent le continent africain dont seules les côtes étaient jusqu'alors fréquentées et écumées. Après la saignée de la traite des Noirs qui, depuis le XVI° siècle, avait déporté vers les Amériques entre 10 à 25 millions d'hommes et de femmes, le dépeçage de l'Afrique commence : France, Allemagne, Angleterre et Belgique en reçoivent leur part. Le Cameroun sera allemand jusqu'au traité de Versailles, puis divisé entre la France et l'Angleterre en vertu de la tutelle octroyée par la Société des Nations.

A quatre cents ans d'intervalle, le même partage colonial au profit de puissances occidentales sûres, comme le sont aujourd'hui les États-Unis, qu'une *"manifest destiny"* les autorisait à dominer des terres et des peuples qu'elles ne connaissaient pas, sous le même prétexte d'une providentielle mission civilisatrice dont elles s'estimaient investies. En Bolivie, la colonisation espagnole dure 300 ans, trois siècles de pillage et de destruction du pays et des sociétés humaines autochtones, au terme desquels l'indépendance (1825) n'est acquise que pour le seul profit des créoles las de voir la lointaine métropole s'emparer des richesses qu'ils considéraient comme leurs. Le joug qui pesait sur les nations autochtones tend, par contrecoup, à s'alourdir davantage encore : massacres et spoliations reprennent de plus belle, de la même façon qu'aux débuts de la

[1]Affectations successives qui m'ont permis de séjourner sans interruption de 1965 à 1975 au Cameroun et de 1985 à 1994 en Bolivie.

colonie. Une nouvelle colonisation commence, seuls les maîtres ont changé. En Afrique, l'histoire avance à plus grands pas : la colonisation européenne ne dure que 75 ans, mais à qui profite cette indépendance que le Cameroun obtient en 1960 ? Le sujet reste tabou aujourd'hui encore. Ici, pas de classe créole pour s'emparer du pouvoir, car cette Afrique-là eut la chance de ne pas être déversoir démographique de l'Europe. Le pouvoir passe aux protégés que la puissance mandataire a formés et qui lui resteront fidèles le temps d'une ou deux générations, métis culturels qui se dénomment complaisamment "l'élite".

Dans l'un et l'autre cas, a été pratiqué le même pillage des richesses nationales, bradées au profit des pays du Nord : Angleterre victorienne puis États-Unis en Bolivie, Allemagne, France, Grande Bretagne au Cameroun. Quant à l'indépendance, elle ne signifie rien d'autre pour le pays profond, pour le petit peuple des campagnes et des villes naissantes, que la mise en place de nouveaux dirigeants avant tout soucieux de leurs aises. La même précaire survie quotidienne reste le lot de la majorité, suscitant parfois des résistances ouvertes quand l'exploitation se fait trop abusive. En Bolivie comme au Cameroun, l'histoire de cette fin de siècle est celle des indépendances gaspillées et perdues. Grâce à l'étau de la dette externe et de la baisse des cours des matières premières, s'est mise en place une recolonisation sous la coupe des organismes financiers internationaux dont les États-Unis sont le fer de lance. Comme toujours, cette nouvelle domination s'habille de bons sentiments, prétendant apporter aide et développement aux pays pauvres ; beaucoup plus subrepticement que la précédente, elle pille leurs richesses naturelles et, sans état d'âme, écrase les hommes par dirigeants nationaux interposés, sous prétexte des lois de ce fameux marché déclaré infaillible qu'elle met partout en place au nom de la mondialisation. La seule mondialisation qui vaille est-elle donc celle de la conquête de la planète par les capitaux des multinationales ? Marchande d'illusions, cette nouvelle colonisation s'efforce de convaincre les pauvres que leur *développement durable* (la dernière expression aujourd'hui à la mode) va nécessairement de pair avec le plus grand profit des capitaux internationaux ! Sur place, seuls font encore semblant d'y croire les fidèles serviteurs que le système porte et maintient au pouvoir, aussi longtemps qu'ils savent étouffer le mécontentement des perdants... Même si elle ne reçoit que les miettes du gâteau, les vrais gagnants étant ailleurs, cette oligarchie privilégiée accumule, sans vergogne face à la misère du peuple, des trésors fabuleux qui reviennent immanquablement prospérer dans les paradis fiscaux du Nord.

"Pourront-ils s'en sortir un jour ?". Rétrospective

La question est classique autant qu'incontournable, et tout chercheur spécialisé sur les pays du Sud s'y trouve nécessairement confronté un jour ou l'autre : *"Vous qui connaissez ces pays-là, vous qui les avez étudiés, vous qui avez vécu si longtemps là-bas, croyez-vous qu'ils pourront s'en sortir un jour ?"*. Quelle réponse donner à une interrogation apparemment aussi simple et aussi justifiée, dont le non-dit est, à l'évidence : comment a été utilisé tout cet argent que nous avons envoyé là-bas sous couvert de coopération et de développement ?

La question évoque d'abord, pour le chercheur, la longue ambiguïté des relations entre recherche scientifique et développement. Il y a 30 ans, les deux mots étaient pratiquement exclusifs l'un de l'autre : le chercheur, le vrai, devait garder les mains pures ; il faisait de la Science (affublée d'un grand S), avec sérieux et compétence, certes, mais à la façon d'un entomologiste observant la société des hommes comme s'il s'agissait de fourmis et devant oublier qu'il en était nécessairement partie prenante. Ne porter aucun jugement, n'émettre aucune opinion et, moins encore intervenir, telle était la règle. Et cette attitude face aux réalités rencontrées se trouvait renforcée par le "devoir de réserve" imposé à tout fonctionnaire résidant en pays étranger. Le développement - mot encore neuf - devait rester l'affaire des autres, des politiciens et des experts qui pouvaient, s'ils le voulaient, utiliser les résultats des recherches, lorsque ceux-ci étaient laissés à leur disposition. Le changement apporté par 1981 fut que l'Orstom, de purement "scientifique et technique" devint "scientifique pour le développement en coopération". L'alliance de ces trois mots parut, aux uns, chose incongrue, voire injurieuse, et ils ne changèrent rien à leur pratique ; pour d'autres, qui souvent avaient anticipé ce changement, ce fut là une raison supplémentaire de poursuivre plus passionnément leur travail. L'adoption de ce nouvel intitulé aurait cependant dû s'accompagner d'un minimum d'éclaircissements et de consensus sur ce que l'on entendait par *développement* et aussi par *coopération*, ce qui ne fut pas fait.

Une sorte d'accord tacite semblait en effet rendre un tel débat inutile, face au défi de ce sous-développement dont la colonisation révélait soudain l'ampleur. Que devait être un pays développé ? Sans aucun doute, un pays qui ressemblerait le plus possible au nôtre, ou tout au moins à l'Occident, modèle indiscuté. Si l'on admettait volontiers que ce développement ne devait pas être seulement économique, on se satisfaisait de la formule du P.

Louis Lebret selon laquelle il s'agissait de "développer l'homme et tout l'homme", non sans maintenir cependant l'idée d'une nécessaire antériorité de l'économique sur le social.

En réalité, on se posait surtout la question du "comment développer ?", tandis que celle du "pourquoi ?" était assez pudiquement tue. Pudiquement parce que, pour les uns, soucieux de ne pas donner prise à la vague "cartiériste" qui préférait la Corrèze au Zambèze, il s'agissait de démontrer que l'aide était payante (pour celui qui la met en oeuvre) et, par là, de rassurer le contribuable sur l'utilisation de ses impôts. Impossible, en effet, de parler générosité ou gratuité en politique : l'aide doit rapporter ! On oubliait, chemin faisant, de préciser que ceux qui donnaient n'étaient pas nécessairement ceux qui étaient payés en retour... et on taisait les noms des véritables bénéficiaires de cette curieuse coopération. Pour d'autres, la réponse relevait d'un idéalisme aujourd'hui facilement qualifié de naïf : il s'agissait d'aider à la construction d'un monde plus vivable pour ces peuples que nous avions opprimés, cette dernière considération restant généralement sous-entendue. Le P. Louis Lebret, Louis Paul Aujoulat, François Perroux furent les guides de notre génération, avec, en arrière-plan, la pensée d'Emmanuel Mounier et de ses successeurs personnalistes. Les thèses marxistes n'étaient certes pas ignorées, mais leur défiguration par cette machine à ne pas penser qu'était le communisme d'alors, les discréditait trop pour que soit acceptée leur part de vérité. En fait, quelle que fût la motivation sous-jacente, l'objectif restait le même : aider les pays réputés "neufs" à se moderniser, à entrer dans la modernité, la nôtre bien sûr.

Plus controversée fut la question du "comment ?". En Bolivie comme au Cameroun, mais avec un certain décalage dans le temps, on peut suivre l'évolution des conceptions sur le sujet. D'abord, le sous-développement conçu comme un retard technologique, en particulier dans le domaine de l'équipement du pays. Des investissements parfois massifs furent donc consentis, qui devaient avoir un effet d'entraînement sur le reste de l'économie. Mais la greffe de modernité prenait mal et les populations ainsi aidées paraissaient assez indifférentes aux attentions dont elles étaient l'objet ; de plus, les bénéfices de ces injections de capitaux se faisant trop attendre, les créditeurs s'impatientaient. La solution des experts en développement (un métier nouvellement apparu) fut le développement "intégré", celui qui visait à promouvoir d'un même coup activité économique et bien-être social, l'homme étant reconnu comme le capital le plus précieux !

L'accent fut donc mis, en un deuxième temps, sur la protection et la formation des "ressources humaines", les organismes internationaux prenant progressivement le relais des États devenus financièrement défaillants. De sibyllins calculs de la Banque mondiale (1991) ne montraient-ils pas qu'au Pérou, par exemple, "*l'allongement de la scolarité des agriculteurs d'un an augmentait de 45 % les chances de les voir adopter des techniques agricoles modernes*", et qu'au Sri Lanka l'éradication du paludisme avait entraîné une augmentation de 10 % des revenus ? Éducation et santé devinrent les deux préalables au développement et la création d'écoles, de dispensaires et d'hôpitaux, publics ou privés, fut fortement encouragée. Bien des "éléphants blancs" datent de cette période. Il fut aussi préconisé de porter une attention particulière à l'instruction des femmes, avec l'arrière-pensée évidente de limiter ainsi le nombre des naissances chez ces populations dangereusement pauvres ; empêcher les pauvres de naître, n'est-ce pas lutter contre la pauvreté ?

Les mêmes calculs sibyllins montraient qu'en Sierra Leone, "*une augmentation de 10 % de la ration calorique des travailleurs agricoles... a provoqué un accroissement de 5 % de la production*". Une bonne alimentation constituait donc l'une des conditions du développement, et non l'inverse. La question alimentaire et nutritionnelle fut donc mise, ou plutôt remise à l'ordre du jour, mais sous une approche nouvelle. La première réponse, trouvée dans les années 1980, celle de la reconquête de l'autosuffisance alimentaire par les populations nationales, ou tout au moins d'une certaine souveraineté en la matière, était en effet devenue totalement inacceptable pour l'idéologie néolibérale conquérante. On prôna donc les vertus du commerce international pour subvenir aux besoins alimentaires des pauvres, ce qui se traduisit, dans les pays insolvables comme la Bolivie, par un accroissement démesuré de l'aide alimentaire et des dépendances variées (économique, politique, psychologique) qui en résultent fatalement. Développement par les investissements, développement par les transferts de technologie, développement par l'éducation, développement par la satisfaction des besoins fondamentaux : que reste t-il donc encore à essayer pour qu'enfin *ces pays là s'en sortent* ?

Les différents thèmes abordés dans le présent ouvrage ne sont pas sans relation avec ces tâtonnements sur les meilleures voies du développement. Outre les inventaires que furent les atlas régionaux réalisés au Cameroun, les études de villes, les recherches sur la scolarisation, sur les zones d'influence des marchés et des dispensaires, et finalement sur la sécurité et l'aide alimentaires, s'inscrivent dans cette histoire.

Un retournement nécessaire

"Alors, croyez-vous que ces pays-là pourront s'en sortir un jour ?"

Dans l'état actuel des choses, la réponse ne peut être que négative, au risque de décevoir tous ceux, hommes et femmes de bonne volonté, qui, au Nord comme au Sud, oeuvrent souvent avec passion à la construction d'un monde meilleur en donnant leur temps, leur argent et parfois leur vie. Par respect pour ceux-là, cette réponse sera cependant assortie de deux attendus : non si les relations Nord-Sud restent ce qu'elles sont et ne changent pas de nature, et non si le concept de développement n'est pas fondamentalement remis en cause.

La réponse ne peut être que négative aussi longtemps que l'état des relations Nord/Sud ne changera pas. Il y a une réelle hypocrisie à prétendre favoriser le développement des pays pauvres tout en les pillant sans vergogne. Le jugement s'applique non pas, bien sûr, aux hommes qui travaillent en toute bonne foi dans les divers organismes de coopération ou de développement, mais aux États et à leurs dirigeants, aux firmes privées et aux institutions financières nationales et internationales. A ce niveau d'intervention, en effet, la pratique des colonisations successives y compris celle d'aujourd'hui, ne consiste pas seulement à reprendre de la main gauche ce qu'a donné de la main droite, mais à prendre bien plus qu'il n'a été donné, après quoi on feint de s'étonner de la persistance du sous-développement et de l'approfondissement de la pauvreté. "*La pauvreté n'est pas une maladie, mais un système que nous avons mis en place*"[2]. Il ne s'agit pas d'apporter des remèdes à un prétendu malade, mais de mettre à bas ce système à fabriquer des pauvres.

Les deux faces du pillage actuel du Sud par les pays riches sont bien connues : d'une part, un remboursement exigé sans faille d'une dette externe en réalité inextinguible parce qu'elle augmente à mesure de son remboursement à la faveur d'un engrenage financier réellement machiavélique, d'autre part un pillage des ressources naturelles, matières premières, minérales et énergétiques, productions agricoles (et en conséquence la ruine des sols) pour obliger à ce remboursement. De surcroît, ce pillage se trouve renforcé par la dévaluation des prix de ces matières premières, savamment organisée sur le marché international et déclarée inéluctable, et soumis à l'injonction néolibérale d'exporter toujours

[2]Sumedha Kailash, Inde, *Le Monde*, 19 mai 1998, article sur la marche des enfants à Toulouse.

davantage celles-ci pour que soient accordés de nouveaux prêts. Depuis les conquêtes coloniales le saccage est continu ; sa dernière forme est celle de l'accaparement des ressources génétiques de ces pays grâce à des dépôts de brevets usurpés, tel celui des Nord-Américains sur la quinoa en Bolivie. Aucune épargne publique ni investissement n'étant possibles dans ces conditions, le rêve d'un décollage économique s'évanouit à jamais et les quelques entreprises nationales de production autrefois mises en place s'effondrent, face à cette autre obligation néolibérale de supprimer toute barrière douanière aux importations de Nord. La boucle est ainsi bouclée. Le système à appauvrir est bien en place et l'on voit combien apparaît chimérique l'idée que le Sud pourrait se développer tandis que le Nord continuerait à s'enrichir. Qui peut encore soutenir sérieusement que "les retombées de la croissance" au Nord profitent nécessairement et comme "naturellement" aux pays du Sud ?

Certes, ces retombées ne sont pas inexistantes, mais bien loin de participer au développement, elles restent aux mains d'une oligarchie qui à s'est emparé pour son propre profit, parfois par la force, du pouvoir politique et économique. "*A Genève, l'Afrique est riche*", nous dit dans les couloirs du métro parisien un chanteur congolais[3]. C'est l'autre aspect du pillage, un pillage dérivé si l'on peut dire. Alors, l'aide publique ou privée au développement, les investissements massifs, les dons et secours divers, les remises partielles de la dette externe (toujours si parcimonieusement et si politiquement calculées) et les bons sentiments quand survient une catastrophe naturelle, tout cela n'est-il pas dérisoire, du cinéma et de la publicité à bon compte ?

Il faut, bien sûr, réviser le système de la coopération officielle française qui a généré, de part et d'autre, tant de rentes de situation et de corruption ; il faut dénoncer et démonter les filières de la "Françafrique" de même qu'aider à la libération de cette arrière-cour des États-Unis que sont encore les pays d'Amérique latine. Mais en venir à considérer les pays pauvres comme des égaux est une autre mystification, et ceux qui crient au "lâchage" de l'Afrique par la France n'ont pas tort : quel pays du Sud peut résister aux fauves du commerce international que sont les multinationales ? Et réserver le "privilège" de notre coopération aux pays les plus pauvres (choisis en fonction de quels critères ?), n'est encore qu'un autre avatar de la même "aide" dont on sait les ambiguïtés : 19 % seulement de notre aide publique au développement va aux pays les moins avancés. Enfin, proposer de nouveau aux pays pauvres (ce fut déjà fait dans

[3]G. Massal'a ma Kongo : Kintouari.

un passé récent) un "co-développement" dont l'objectif fondamental est d'entraver l'émigration vers notre pays et d'obtenir le retour des immigrés, ne saurait être considéré comme une rénovation de la coopération ! C'est, en effet, à une tout autre révision qu'il faut procéder, celle des relations économiques que nous, pays riches, entretenons avec les pays pauvres.

L'Europe et les États-Unis ont les moyens de se livrer à une guerre économique pour placer au mieux leurs productions sur le marché international. Les pays pauvres ne peuvent pas entrer dans un tel jeu dont ils ne détiennent aucune carte ; leur pouvoir de négociation est nul. Ils ne peuvent en aucune façon influer sur les prix des produits d'exportation dont dépend le fonctionnement correct de leurs économies : ceux du café sont fixés à la bourse de New York et six multinationales, trois nord-américaines et trois européennes, contrôlent 80 % du marché du cacao ; les fluctuations de ces prix, qui interdisent au producteur toute anticipation et rationalisation, n'ont pas grand chose à voir avec les lois de l'offre et de la demande, étant avant tout effets de la spéculation[4]. Étrange relation commerciale, en vérité, que celle où le prix se trouve fixé par l'acheteur et non par le vendeur ! Voici déjà plusieurs décennies que l'économiste Rostow dissuadait les pays pauvres de compter sur ces produits dits de base pour leur développement. "Conseiller", ou plutôt enjoindre à ces pays d'exporter toujours davantage pour rétablir leur économie, comme le font les organismes financiers internationaux, relève d'une inconséquence, sinon d'une hypocrisie évidentes.

Coopération ?

Pour noble qu'il paraisse, le terme de coopération revêt aujourd'hui de telles ambiguïtés que nos gouvernants n'osent plus l'utiliser. Qui, quel organisme, quelle entreprise du Nord une fois installés dans un pays du Sud, ne prétend pas y faire de la coopération et du développement ? Et dans ces mêmes pays, le mot n'est-il pas simplement devenu synonyme de captation de financements et de crédits faciles ? Chaque pays du Nord a sa propre conception et sa propre pratique de la coopération officielle, chaque ONG

[4]Ainsi, pour le café, "*les marchés à terme traitent* [...] *de 10 à 14 fois la récolte annuelle et 5 %* [seulement] *des opérations de dénouent en "physique"* (Véronique Alary, 1994 : Le concept d'"infériorité de marché" : l'exemple du marché du café arabica camerounais (98-111). *In* : Courade Georges, coord. : *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*. Karthala. 410 p. Paris. (p. 108, note 6).

a aussi la sienne qu'elle considère comme la meilleure. Dans cette cacophonie, les dirigeants des pays du Sud tentent, souvent avec beaucoup d'adresse, de tirer le meilleur parti de tout ce qui se présente ! Quant aux pays du Nord, dont la générosité tant de fois sollicitée en faveur du "Tiers-Monde" tend à se tarir, leurs dirigeants estiment assez soudainement que le temps de "la coopération de papa" est révolu, lui trouvant à présent des relents de colonialisme[5]. Virage commode qui donne satisfaction à une opinion publique peu au fait de la dure réalité des échanges internationaux, et qui permet de se dégager progressivement de liens aujourd'hui estimés trop coûteux ; la diminution continue de l'aide au développement accordée par la France (0,64 % du PIB en 1994, 0,48 % en 1996, 0,45 % en 1997, environ 0,41 % pour 1998, y compris les TOM), celle, voulue par la réforme actuelle, de l'effectif des coopérants français, montrent que cette tendance-là est bien réelle.

Le premier pas vers une coopération plus claire devrait consister à établir avec ces pays des relations commerciales normales, et non plus de dépendance néocoloniale. C'est là, certes, une exigence beaucoup moins simple à mettre en oeuvre que l'envoi de coopérants - même scientifiques - ou l'octroi de prêts ou de dons, car elle suppose une véritable révolution dans la pratique des relations internationales, une philosophie des échanges internationaux qui ne serait plus celle de la recherche du plus grand profit pour l'acheteur, mais celle d'un profit équitablement partagé entre tous les acteurs économiques, des producteurs aux consommateurs. L'actuelle percée des réseaux de commerce équitable dans les pays du Nord et l'accueil dont ils bénéficient auprès du public, donnent un espoir en ce sens.

Un deuxième pas vers cette coopération renouvelée serait de laisser enfin les pays du Sud développer des industries de transformation de leurs productions, de cesser de saboter systématiquement toutes les tentatives faites en ce sens en érigeant des barrières protectionnistes plus ou moins occultes. La liberté des échanges proclamée par l'OMC n'est pas la même pour tous les pays..., elle n'est pointilleusement défendue que lorsqu'il s'agit les intérêts du Nord. Les pays industrialisés se protègent contre les importations de produits transformés venant du Sud par le système des taxes dites progressives (plus le produit est transformé, plus la taxation est

[5]Témoigne de ce changement la nouvelle appellation, à mon sens regrettable, donnée à l'Orstom, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), de laquelle le mot "coopération" a été gommé selon l'esprit du temps.

élevée), et par un arsenal de mesures au prétexte sanitaire ou de conformité aux normes[6].

Le signe d'une réforme véritable de la coopération sera la fin de ce double langage qui discrédite l'aspect positif que la coopération peut pourtant revêtir et qui conduit les ONG de développement à s'épuiser en luttant contre les conséquences économiques et sociales désastreuses des pratiques commerciales du Nord. Au moment où l'on célèbre le 50° anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, peut-être n'est-il pas inutile de rappeler que : "*Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant, ainsi qu'à sa famille, une existence conforme à la dignité humaine...*" (art. 23-3). Quand le choix sera réellement fait de vouloir corriger effectivement les injustices de ces relations économiques, alors seulement la coopération pratiquée par les États et par les ONG pourra prendre un sens autre que celui d'une tentative sans espoir de remplir un tonneau des Danaïdes. Un tel changement, véritable révolution, ne peut se produire que sous la pression d'une opinion publique conscientisée, aussi bien au Nord qu'au Sud, et dans ce travail de conscientisation, le rôle des ONG est primordial : *"...allumer partout des foyers de vigilance, de résistance et de solidarité... contraindre les grands systèmes [et les États] au débat et imposer un contrôle démocratique à leurs agissements... elles* [les ONG] *seront des îlots de résistance, l'amorce d'un contre-pouvoir*"[7].

Une coopération Nord-Sud digne de ce nom ne peut être qu'une solidarité fondée sur la justice internationale et ne signifie donc en rien la persistance d'une sorte de paternalisme bienveillant envers le Sud, mais d'abord la mise en chantier d'une réforme structurelle des échanges économiques habituels, c'est-à-dire néocoloniaux, avec ces pays. Elle ne peut réussir que si elle s'appuie, parallèlement et au-delà des rouages de la machine économique, sur une (re)connaissance des hommes, sur des relations humaines, des liens de confiance, un effort de découverte mutuelle entre les peuples concernés. En ce sens, demeure indispensable une rencontre directe entre les hommes, facilitée aujourd'hui par la possibilité d'un tourisme "intelligent" et non de pur exotisme, celle des

---

[6]L'Union Européenne n'est pas de reste avec ses taxes sur le beurre de cacao, sur la poudre de cacao, et sur le café selon son degré de transformation (Cf. European Fait Trade Association - EFTA -, 1998 - *Commerce équitable. Mémento pour l'an 2000.* 154 p. Maastricht.

[7]Henri Rouillé d'Orfeuil, 1984 - *Coopérer autrement. L'engagement des organisations non gouvernementales aujourd'hui* (p. 9). L'Harmattan. 301 p. Paris.

associations de solidarité internationale pour lesquelles l'autre n'est pas un pauvre à secourir mais un homme à accompagner, celle de l'immigration étrangère, si elle était enfin reçue de façon moins craintive, celle aussi de la coopération dont le premier rôle est de jeter des ponts entre des hommes aux cultures et aux passés si différents. En ce sens encore devrait être reconnu le rôle "développeur" des "associations d'originaires", ces regroupements de résidents vivant en Europe qui transfèrent dans leur village ou leur région non seulement des sommes au total considérable, mais aussi des connaissances techniques et des savoir-faire à coup sûr mieux acceptés que lorsqu'ils sont proposés ou imposés par des "experts" étrangers.

Face aux habitants de *ces pays-là*, la première attitude de coopération doit être, en effet, celle de l'attention et du respect de la différence, et la démarche de développement, celle de la collaboration à un projet défini et exécuté ensemble, selon un partenariat véritable. Démarche qui n'est pas exempte de difficultés, d'incompréhensions et de malentendus, et la tentation est souvent grande de penser qu'agir seul, sans laisser sa place à l'autre, serait plus rapide et plus efficace. Je dois avouer que l'expérience de telles collaborations au Cameroun puis en Bolivie, chacun restant ce qu'il est et dans son rôle, a été l'une des plus grandes satisfactions de ma carrière à l'Orstom.

Développement ?

Sous ce terme apparemment si simple que le définir semble assez superflu ne s'agit-il pas de faire en sorte que chaque être humain soit mis en situation de vivre dignement sa condition d'homme ou de femme dans toutes ses dimensions ? Et, s'il faut préciser, que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se faire soigner, s'instruire, nourrir et élever sa famille, éduquer ses enfants, bref satisfaire ses besoins essentiels, chose possible grâce aux progrès que la modernité peut apporter à tous aujourd'hui ? Développer serait donc élever le niveau de vie des populations pauvres, faire en sorte que ce niveau (mesuré par le PNB ?) se rapproche du nôtre grâce à un accroissement de leurs richesses.

Cette définition "naïve" est bien la plus communément admise, parfois explicitée à peu près telle quelle. Elle soulève pourtant de sérieuses interrogations dont nous n'évoquerons que quelques-unes. La clé du développement ne consiste t-elle qu'en un accroissement des richesses, cette croissance du PNB par habitant, comme nous le serinent

quotidiennement les médias et les gouvernants ? Et cette fameuse croissance, là où elle se produit, est-elle réellement partagée, bénéficie t-elle réellement à tous, et en particulier aux plus pauvres ? Se traduit-elle nécessairement par un meilleur accès aux soins de santé, à l'éducation, etc., pour tous ? Qui peut prétendre que des pays aussi "riches" que les Émirats soient des pays développés ?

Allons plus loin. Ne nous semble t-il pas évident que le développement, celui que nous imaginons, ne peut être que le fruit du progrès, le progrès que nous, Occidentaux, apportons ? Ce progrès, essentiellement technique, que nous avons mis en oeuvre chez nous, plus ou moins bien (il semble même être chaque jour moins bien partagé), se trouve pourtant aujourd'hui sérieusement contesté de l'intérieur. Ses lacunes, ses "bavures", ses retombées négatives sont de moins en moins bien supportées dans nos pays : chômage structurel, SDF, atteintes à l'environnement et pillage des ressources de la planète, course insensée à une consommation effrénée, troubles psychologiques et somatiques provoqués par des rythmes de vie insupportables, taux de suicides alarmants, drogues, etc. "*Les sociétés développées elles-mêmes constatent l'épuisement de leur conception du progrès sous les coups des contestations et contradictions qu'il engendre*"[8]. Est-il encore si sûr que nous restons le modèle à imiter, hors duquel il n'est point de salut ? La référence à un Indicateur du Développement Humain (l'IDH du PNUD, au lieu du PBN ou du PIB habituels), permet désormais une compréhension moins économiciste et plus concrète des réalités du "développement".

Développer serait aussi, selon le credo occidental, exporter non seulement nos produits et avec eux notre système économique, mais nos institutions, nos langues, nos croyances idéologiques et religieuses, notre façon de vivre, de s'habiller, de manger, de penser, d'être ; depuis César et Cortés, et probablement bien avant, le processus est le même. Il revient, qu'on le veuille ou pas, à effacer la différence, à créer d'autres nous-mêmes en qui nous allons enfin pouvoir nous reconnaître... Et pourtant, quelle déception lorsque l'on rencontre ces représentants des "élites" africaines dont la préoccupation principale est de montrer qu'ils sont au moins aussi "blancs" que nous !

Cessons de nous boucher les yeux. Le développement tel que nous, Occidentaux, l'avons mis en oeuvre, c'est-à-dire le niveau de richesse qui est actuellement le nôtre, n'est pas exportable à l'ensemble de la planète.

---

[8]Yves Goussault : Tiers Monde, développement : de la socio-économie à la sociologie. *Revue Tiers-Monde*, T. XXVIII, n° 112, oct-déc. 1987, p. 771.

D'abord parce que "*Aider vraiment le Burkina Faso, ce serait l'aider à devenir un gagnant, lui donner les moyens de nous battre sur notre propre terrain*"[9], ce qui est naturellement exclu d'emblée (et l'auteur d'ajouter : "*En fait, l'aide est possible parce qu'elle est inoffensive et peut même contribuer à la solution de nos problèmes*"). Ensuite parce qu'il est strictement impossible que le PNB de tous les Mozambique égale un seul jour celui de la Suisse, tout simplement parce que les ressources de la planète n'y suffiraient pas. Notre "développement" repose sur une exploitation systématique, immédiate et maximale des richesses naturelles dans l'instant même et dans toute la mesure où nos techniques sans cesse plus performantes le permettent. Il n'est "durable" qu'à la condition de ne pas être partagé. Étendre ce système à l'ensemble des pays du monde serait programmer son effondrement.

Enfin ce développement que nous prétendons apporter, n'est que celui que nous, Occidentaux, infime partie de l'humanité, avons vécu depuis seulement un siècle dans notre culture très spécifique faite d'inventions techniques incessantes. En sommes-nous donc si satisfaits au point de ne pas admettre que d'autres cultures peuvent être porteuses de façons de vivre différentes de la nôtre ? L'avancée des connaissances historiques et anthropologiques ne nous a donc pas encore appris à relativiser notre prétention à incarner le modèle universel de l'humanité. "*Peu d'Africains*, écrit J.-M. Ela, *sont disposés à assumer une modernité aliénante qui vise à instaurer une manière d'être et d'agir centrée sur l'individualisme propre à l'Occident moderne*", et la remarque doit être étendue à bien d'autres peuples de la planète[10]. Notre monde occidental n'est pas à coup sûr le meilleur qui soit, notre façon de vivre notre vie d'hommes non plus. Il est plus que temps d'abandonner notre conception étroitement occidentale du développement et de le définir de façon bien plus ouverte comme "*la capacité d'un être humain à assumer son destin et non à le subir*"[11] ou, selon la formulation plus explicite de Goussault (*o. c.* p. 772) comme "*le mouvement par lequel les peuples se constituent sujets historiques de leur avenir, recouvrent avec la diversité de leurs cultures la maîtrise de leurs choix économiques, politiques et idéologiques*" et, il faut l'ajouter

---

[9]Serge Latouche, 1993 - *La planète des naufragés. Essai sur l'après-développement* (p. 103). Essais. La Découverte. 235 p.

[10]*Le Monde Diplomatique*, octobre 1998.

[11]F.-X. Nzanzuwera, secrétaire général de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), *Faim et Développement Magazine*, décembre 1998.

aujourd'hui, "écologiques". Dès lors, d'autres "développements" deviennent possibles, d'autres choix de vie et d'organisation sociale, sur la base d'autres valeurs humaines. "*L'interrogation contemporaine sur le développement et l'équité nous renvoie ainsi à la conception d'une commune humanité fondée sur la complémentarité de nos différences*"[12]. N'est-il pas grand temps de mettre fin à ce blocage des sociétés différentes de la nôtre, à ce coup d'arrêt donné par les conquêtes coloniales et poursuivi par cette mondialisation dont on nous rebat les oreilles, pour qu'enfin d'autres façons de comprendre et d'habiter le monde puissent aussi s'épanouir ? N'est-il pas temps d'admettre qu'exporter notre "modernité", aujourd'hui sous couvert de "mondialisation", c'est continuer à détruire de façon irrémédiable des richesses humaines, culturelles, artistiques, des sagesses qui valent largement la nôtre ?

Mais alors, dira t-on, si l'on admet enfin que la différence n'implique pas nécessairement infériorité, que l'égalité enfin reconnue n'implique pas nécessairement assimilation, pourquoi ne pas plutôt choisir la neutralité même respectueuse, voire l'indifférence à l'autre ? A l'heure de cette mondialisation tant célébrée et cependant si ambiguë, un tel aveuglement sur la nécessaire solidarité des peuples et leur communauté de destin sur une planète finie serait suicidaire. "*Nous n'avons pas eu le même passé, vous et nous, mais nous aurons le même avenir, rigoureusement, l'ère des destinées singulières est révolue*" (Cheikh Hamidou Kane). Volontiers ou pas, nous sommes condamnés à vivre ensemble, à vivre avec l'autre dont nous avons les premiers franchi (ou plutôt brutalement défoncé) la porte et qui, aujourd'hui, s'efforce de franchir la nôtre, ce que nous avons tant de mal à accepter. Saurons-nous construire cette nouvelle et difficile relation et en tirer le meilleur. "*Nous voulons l'égalité sans qu'elle entraîne l'identité ; mais aussi la différence sans que celle-ci dégénère en supériorité, infériorité... vivre la différence dans l'égalité : la chose est plus facile à dire qu'à faire*"[13].

Voilà la tâche de la "coopération pour le développement" singulièrement compliquée et à peine commencée ! Ne rien imposer, seulement proposer, être à l'écoute, accompagner, soutenir, cesser enfin de détruire, respecter même ce que l'on ne comprend pas. L'expatriation de coopérants, le transfert de technologies, les prêts ou dons, tout cela suppose qu'il

---

[12]Claude Marchant, 1991 - *Nord-Sud : de l'aide au contrat. Pour un développement équitable* (p. 30). Ateliers du développement. Syros - Alternatives. 243 p.
[13]Tzvetan Todorov, 1982 - *La conquête de l'Amérique. La question de l'autre* (p. 310). Essais. Le Seuil. 343 p.

s'agisse d'abord de répondre à une demande, à une invitation. Reste à savoir si celle-ci a réellement été formulée et par qui. Par des gouvernants sans légitimité ? Par des politiciens, membres de *l'élite*, qui n'ont plus rien de commun avec leurs peuples ? Par des hommes d'affaires de tout bord trouvant là une occasion d'arrondir leur fortune ? Par des "experts" locaux en quête de financements pour les projets qu'ils concoctent ? Par des "experts" étrangers à l'affût d'une expatriation lucrative ? L'exigence de démocratie dont est apparemment assortie la coopération française depuis le discours de La Baule signifie sans doute que cette demande, pour être réellement "sociale", devrait émaner de la "société civile", c'est-à-dire exprimer les besoins du peuple lui-même.

Coopérer ne consistera donc plus à occidentaliser, à exporter systématiquement un savoir, une culture, des techniques, mais en premier lieu, à être à l'écoute de ceux que l'on n'entend généralement pas, surtout en Afrique. De ce point de vue, les choses sont en effet plus claires en Amérique latine aujourd'hui : par-delà les "élites" au pouvoir, la *rosca* dit-on en Bolivie, qui ne représentent souvent qu'elles-mêmes malgré des simulacres de démocratie, les peuples autochtones osent désormais s'exprimer et poser de plus en plus ouvertement leur revendication identitaire, de façon ferme mais pacifique aussi longtemps que la répression qui pèse sur eux depuis des siècles reste humainement supportable. La tâche de la coopération est de répondre à cette demande-là. Le réveil des peuples premiers ouvre le passage à une nouvelle étape de l'histoire de ce continent, à un autre développement "*qui est fondamentalement un processus de restauration identitaire et de réappropriation de soi avant d'être gestion et mise en valeur de ressources physiques et économiques*" (Goussault, *o. c.*).

En Afrique, la situation est moins simple. D'abord parce que les dirigeants "visibles" sont des Africains, et non une minorité de descendants d'étrangers, et qu'ils sont donc présumés solidaires de leurs peuples. Ensuite et surtout parce qu'évoquer la nécessaire naissance d'une société civile qui ne soit pas copie de l'Occident, c'est immédiatement se voir opposer le spectre du "tribalisme africain", de la dislocation de la nation dont, depuis les indépendances, les États africains et ceux qui se dénomment la "communauté internationale" s'efforcent de maintenir la fiction, bref, la menace d'une généralisation de ces horribles guerres civile qui ravagent aujourd'hui le centre du continent.

L'Afrique est sans doute, historiquement et affectivement, trop proche de nous pour que nous sachions la voir telle qu'elle est. Si, à l'étranger, les Africains se disent Sénégalais ou Camerounais, chez eux, ils sont Wolof,

Bassa, Béti ou Bamiléké. Qu'on l'accepte ou pas, la véritable identité africaine reste, tant dans l'Afrique profonde des campagnes que dans les grandes villes et les régions au peuplement nouveau et composite, l'appartenance ethnique, même si l'ethnie procède parfois d'une histoire récente et constitue une réalité toujours en devenir. Ce qui importe, pour construire un pays, c'est la conscience qu'ont les intéressés de leur identité et non ce que peuvent dire les anthropologues et historiens (et moins encore les politiciens) de la notion d'ethnie ou de la formation et du passé de chacune d'entre elles. Le processus de démocratisation aujourd'hui réclamé passe d'abord par la reconnaissance de cette identité-là en tant que partie prenante de la "société civile". Jusque quand refusera t-on d'admettre qu'une langue, des coutumes, des croyances, une cosmovision originale, tout cela constitue une identité qu'il faut respecter et que son affirmation ne devient intolérante que si on s'obstine à en nier la réalité ? Jusque quand refuserons-nous d'admettre aussi que notre forme de gouvernement occidental, avec ses partis si peu représentatifs de l'opinion des citoyens et son "élite" inamovible, n'est pas le seul modèle de démocratie possible, et qu'il en existe d'autres, dans les cultures africaines ou amérindiennes, qui le valent largement ? Une fois cela enfin accepté, là-bas comme chez nous, nous saurons sans doute un peu mieux avec qui coopérer. Mais une telle reconnaissance fait peur, car elle implique fatalement un remodelage de la carte du continent africain, le déplacement de frontière plantées par les colonisateurs au gré de leurs intérêts du moment sans respect des hommes ni de leurs territoires. Pourtant, tôt ou tard, les peuples redessineront eux-mêmes cette nouvelle carte en accord avec les réalités humaines du continent, celles d'aujourd'hui, et disposant enfin d'eux-mêmes, décideront de former, avec qui ils voudront, l'Etat de leur choix. Peut-être est-il encore possible que cette autre Afrique naisse dans la négociation, sans nouvelles manipulations par l'Occident et sans autre génocide ?

Puy Saint-Pierre, mai 1999

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

1

LE SUD NOURRIRA-T-IL SES VILLES ?[1]

Aujourd'hui moins que jamais les inégalités des pays du Sud par rapport à ceux du Nord ne peuvent rester ignorées Parmi celles-ci, le scandale de la faim au Sud, relève pour le commun des mortels, de l'intolérable et de l'incompréhensible. Qui donc en est responsable ? Faut-il réellement en accuser la croissance démographique si rapide des pays pauvres et en premier lieu cette accumulation, dans des villes démesurées, de millions d'hommes et de femmes souvent sans espoir d'emploi, tandis que les campagnes sont peu à peu désertées ? Le fait est qu'au cours de la dernière décennie, et sauf situations de catastrophe, la question alimentaire s'est déplacé du milieu rural au milieu urbain : c'est en ville que se trouve désormais posée la bombe à retardement que prépare la "démographie galopante" des pays du Sud.

Manifestement, les systèmes d'approvisionnement de bien des villes du Sud sont fragiles et le spectre des "émeutes de la faim", en Afrique comme en Amérique latine, hante désormais les autorités nationales et internationales. Les réponses apportées sont-elles réellement à la hauteur du problème, c'est-à-dire de nature à assurer une sécurité alimentaire durable aux citadins du Sud ?

Le défi de l'approvisionnement urbain

Que l'on considère la croissance démographique des villes comme le résultat de la défaillance historique de l'Etat dans son rôle de développement des campagnes ou, au contraire, comme un phénomène éminemment civilisateur, le problème posé reste d'une ampleur sans précédent. Comment alimenter cette masse sans cesse croissante de citadins désormais déconnectés de la production agricole et donc incapables de se nourrir eux-mêmes ? La moitié de la population du Sud vit aujourd'hui dans les villes, contre seulement un tiers en 1980. En l'an

[1]Article publié dans "*Vivre autrement*", journal de la Conférence d'Istanbul, 10 juin 1996 (3-5). ENDA. Paris.

2000, 59 des 79 villes de plus de 4 millions d'habitants appartiendront au pays du Sud, et 13 des 15 villes de plus de 10 millions d'habitants. Or dès maintenant, dans nombre de ces villes, l'intendance ne suit pas. La ville de Lima qui concentre quelque 45 % de la population nationale et vit dans la hantise d'une rupture dramatique de son approvisionnement, illustre bien l'ampleur du défi : au cours des deux dernières décennies elle a frôlé à plusieurs reprises la catastrophe. Une vulnérabilité non moins préoccupante prévaut à Brazzaville, et plus encore à Libreville.

Défi posé par l'énormité d'une demande croissante qui suppose une réadaptation totale des modalités de l'approvisionnement, depuis la production jusqu'à la distribution. Où trouver et comment acheminer chaque jour les considérables quantités d'aliments nécessaires ? Peut-on encore compter sur la production locale, nationale, régionale, quand les campagnes se trouvent justement vidées de leurs forces vives ? Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa se livrent à une guerre du manioc dans un arrière-pays dépeuplé. Au Mexique, le nombre de consommateurs dont chaque actif agricole doit assurer la subsistance a été multiplié par cinq depuis 1940.

Défi également posé par les changements dans la composition de la demande alimentaire, dus précisément à l'urbanisation des populations. Par la diffusion de nouveaux modèles de consommation que propagent les médias, par les nouveaux modes et rythmes de vie qu'elle implique, partout la ville entraîne une mutation sensible de cette demande. Celle-ci porte de plus en plus sur des aliments industrialisés (depuis le pain et les pâtes jusqu'aux surgelés) et sur des produits riches que les populations rurales consommaient habituellement peu, fruits et légumes frais et, plus encore, produits d'origine animale, lait, oeufs ; l'approvisionnement suppose alors des techniques et des moyens de production, de transport et de conservation particuliers dont manquent la plupart des pays du Sud. Mais l'urbanisation s'accompagne encore d'un déclin de la demande en aliments de consommation directe, précisément ceux que savent produire l'agriculture et le petit artisanat alimentaire locaux. Déclin relatif cependant car la rupture entre les types d'alimentation n'est jamais radicale. En Côte d'Ivoire, l'augmentation des importations alimentaires semble bien être due davantage à la croissance du taux d'urbanisation qu'à l'évolution du comportement des consommateurs et des études montrent que cette évolution n'a rien d'irréversible. Confirmation en est donnée à Bogota où l'importance des aliments de consommation directe,

fruits, tubercules, tend à augmenter parmi les dépenses alimentaires des ménages, au détriment des produits agroindustriels.

Défi encore, et non des moindres, enfin posé par la pauvreté globale des populations urbaines, car de rurale qu'elle était, la pauvreté tend aujourd'hui à devenir urbaine. La situation est d'autant plus explosive qu'une majorité de pauvres ou d'indigents côtoient chaque jour en ville, malgré les barrières que l'on s'ingénie à dresser, une minorité de citadins insolemment opulents. Offrir à cette masse de citadins pauvres une alimentation à bas prix est, pour tout gouvernement, non seulement une obligation mais simplement une condition de son maintien au pouvoir. Or la solution adoptée depuis les années 70, celle des importations subventionnées par l'Etat et de l'aide alimentaire, a permis d'éluder la nécessaire opération de restructuration de l'agriculture en accord avec les besoins nationaux et, pis encore, a marginalisé par là même l'agriculture existante. De plus, l'échange inégal entre ville et campagne, systématiquement mis en place un peu partout au détriment de cette dernière, a privé le monde paysan des moyens de construire une agriculture capable de répondre au défi alimentaire actuel. En Côte d'Ivoire, les importations de riz ont concurrencé le riz local jusque dans les villages de production. A Brazzaville, 20 % seulement du prix payé par le consommateur reviennent au producteur. Au Mexique, les prix des biens vendus par la ville à la campagne ont augmenté de 20 à 25 fois entre 1970 et 1980, tandis que ceux des produits agricoles n'augmentaient que de 14 à 15 fois. Même effet de stagnation de la production agricole au Pérou où les marchés internationaux permettaient de se procurer des aliments importés à meilleur prix que ceux produits localement, ou encore en Équateur où un prix de vente maximum au consommateur fut fixé pour les aliments de base (légumes, pommes de terre, fruits, poulet, oeufs), tandis que les producteurs n'eurent droit qu'à un prix minimum pour leurs produits destinés à l'exportation ou à l'agroindustrie.

Sans conteste, l'approvisionnement urbain pose tant à la production agricole qu'à la commercialisation des contraintes très lourdes. Il y faut des produits qui satisfassent à la fois les besoins d'une population aux revenus moyens ou faibles et les citadins aisés, aussi minoritaires soient-ils. Il y faut surtout des produits en quantités inédites, les moins chers possible, les plus frais possible, sûrs quant à la régularité de l'offre, aisément stockables mais sans coût additionnel prohibitif. Or subventionner les aliments, comme pratiqué jusqu'à tout récemment, est désormais considéré comme économiquement hérétique et la "vérité des prix" doit

obligatoirement et partout se substituer aux subventions, quelle qu'en soit l'origine. Le résultat de l'opération peut-il être autre que celui d'une augmentation du coût du panier de la ménagère, tandis que, faut-il le rappeler, la même politique impose compression des emplois et blocage des salaires ?

La réponse des acteurs

Il serait erroné de penser que la production alimentaire, même celle des petits paysans péjorativement qualifiés de "traditionnels", ne s'adapte pas à la croissance de la demande urbaine. Spontanément, même en l'absence de toute planification agricole ou d'intervention incitatrice, les paysans du Sud répondent, comme les autres, à la demande, mais seulement dans la mesure où ils le peuvent, c'est-à-dire dans la mesure où cette réponse n'est pas de nature à mettre en péril leur propre approvisionnement vivrier et présente pour eux un réel avantage. Dans bien des régions d'Afrique, la ville est depuis longtemps perçue par les paysans proches comme un prolongement de leur espace rural, une extension de leur espace de vie. Ainsi en Côte d'Ivoire, grâce à l'existence de liens étroits et anciens avec la ville, la croissance urbaine a suscité un essor des cultures vivrières commerciales. Au Venezuela, les paysans des hautes vallées andines ont su créer des milliers d'hectares irrigués produisant de façon intensive pommes de terre et légumes pour le marché de Caracas. Au Mexique les paysans des *Altos* du Morelos ont spontanément appris la culture intensive de variétés de tomates acceptées sur les marchés urbains. Incontestablement, les campagnes réagissent et se transforment non seulement sous l'effet de la croissance des villes voisines, mais parfois aussi en réponse à des appels venus d'au-delà des frontières, telle la demande alimentaire du Nigeria pour les producteurs togolais, ou celle de l'Europe pour les maraîchers de Dakar. Cette adaptation spontanée s'obtient tantôt par une intensification des cultures (apport d'intrants, semences sélectionnées, irrigation), tantôt par une extension de celles-ci sur de nouvelles terres jusqu'alors sous-utilisées (bas-fonds, pentes), qui parfois ne va pas sans risques de déséquilibres écologiques.

Adaptation des paysans, mais aussi, on le sait moins, adaptation des citadins dont les stratégies d'auto-approvisionnement ne doivent pas être sous-estimées. Pour nombre d'entre eux, Africains comme Sud-Américains, les relations maintenues avec la campagne dont ils sont par-

fois récemment issus, ou encore les champs qu'ils y ont gardés, apportent un sérieux appoint à l'alimentation de base. A El Alto de La Paz (Bolivie), plus de la moitié des familles immigrées au cours de la dernière décennie reçoivent des vivres de leur communauté d'origine, la proportion variant selon les niveaux de revenus. A ces stratégies non-marchandes d'échanges intra-familiaux s'ajoutent des stratégies marchandes qui conduisent des citadins d'Abidjan ou de Douala, même sans lien particulier avec la terre, à investir dans la création d'exploitations agricoles périurbaines ou dans un petit élevage destiné au marché urbain. Enfin, stratégie souvent ignorée, la pratique de cultures intra-urbaines dans les concessions familiales ou sur les terrains vagues en attente de construction, apporte à la cuisine familiale bien plus que de simples aromates ou condiments, elle peut aussi contribuer à compléter substantiellement les revenus urbains. A Kinshasa, le maïs et le manioc ont remplacé les bougainvilliers des quartiers résidentiels, à São Paulo où l'espace manque, on va jusqu'à essayer l'horticulture sans terre dans les garages. Ce que l'on prenait il y a peu pour archaïsmes, solutions de fortune portant en elles-mêmes leurs limites et vouées à une prompte disparition, ne serait-il pas au contraire réponse durable et adaptée aux besoins des villes du Sud et de la majorité de leurs habitants ?

Développement donc de l'agriculture péri ou intra-urbaine, mais aussi élargissement de l'aire d'approvisionnement de la ville. Yaoundé reçoit du pays bamiléké, à 400 kilomètres de distance, une bonne partie de son alimentation. Plus radicalement Recife, à cause de la monoculture de la canne à sucre dont elle est née, ne possède pas de ceinture verte ; à une centaine de kilomètres plus à l'ouest, la région montagneuse de l'Agreste la ravitaille et se spécialise aujourd'hui dans la production maraîchère en réponse à la spécificité croissante de la demande. Au Mexique, l'approvisionnement urbain, et en particulier celui des 17 millions de consommateurs de la capitale, s'organise sur des distances croissantes. Ici, trois États seulement assurent, sur des distances supérieures à 2 000 kilomètres, 80 % de l'approvisionnement en oignons, tandis que douze bassins de quelques milliers d'hectares situés dans le Nord-Ouest et le Sud-Est du pays produisent la quasi-totalité des pommes de terre acheminées aux halles centrales. En Bolivie, une culture aussi stratégique que celle du blé est en passe de devenir le monopole de quelques agriculteurs capitalistes de l'Oriente, la zone la moins peuplée du pays, quand les deux tiers de la population vivent dans la région occidentale.

Mais l'aire de l'approvisionnement urbain peut aussi s'étendre bien au-delà des frontières nationales. Selon la théorie, la commercialisation évoluerait progressivement d'une offre directe de leurs surplus par les producteurs locaux à une couverture de tout le pays par les négociants spécialisés, et la mondialisation actuelle en serait l'étape la plus avancée, celle d'un accès des consommateurs à des produits de tous les pays. Mais ici les acteurs de l'approvisionnement changent : ce sont de grandes entreprises visant à dominer les marchés nationaux et même internationaux et dont le rôle croissant depuis une vingtaine d'années se concrétise par l'implantation de chaînes de grands magasins et de *shopping centers* dans les principales villes latino-américaines. Faut-il donc admettre que l'extraversion caractéristique des villes du Sud doive s'étendre jusqu'à leur alimentation et que seul le marché international est à même de leur apporter la véritable sécurité alimentaire ? Faut-il aussi admettre que le riz asiatique envahisse les marchés de Madagascar et du Sénégal et consacre la marginalisation des producteurs locaux ? Intensification de la production, extension des bassins de ravitaillement, mondialisation des échanges, la réponse au défi de l'alimentation urbaine est-elle réellement trouvée ?

Et les questions non résolues...

Le manque de fluidité des échanges, pourtant nécessaire à un ravitaillement correct des villes, constitue pour la grande majorité des pays pauvres, l'un des principaux goulots d'étranglement des systèmes alimentaires. Qu'ils soient nationaux ou importés, les aliments circulent mal à l'intérieur de ces pays à cause de l'inadéquation persistante des infrastructures de transport. En Tanzanie, le coût de transport par chemin de fer du maïs produit à 1 500 kilomètres de Dar-es-Salam, deux fois supérieur à celui du transport maritime du même produit depuis l'Europe, fut l'une des causes de l'échec de la *self-relience* recherchée dans les années 60. Mais construire des voies ferrées ou des routes dignes de ce nom ne suffit pas, encore faut-il que ces voies de communication servent à désenclaver des zones agricoles capables de ravitailler les villes, alors qu'il ne s'agit trop souvent que de mettre en place des liaisons à longue distance entre les grands centres urbains. Pour qu'intervienne une intensification de l'agriculture régionale, il faut aussi que les producteurs y trouvent leur compte et, en l'occurrence, soient certains qu'une éventuelle amélioration des infrastructures tourne réellement à leur

avantage. Si la rente ainsi obtenue est, comme souvent, prioritairement répercutée sur le consommateur urbain ou bien confisquée par l'intermédiaire, la relation supposée entre accessibilité au marché et développement de la production agricole ne peut s'établir, le constat en a été fait au Ghana et en Sierra Leone. Elle peut même jouer en sens inverse, décourager la production vivrière et conduire bien logiquement au repli des paysans sur une économie d'autosubsistance, quitte à laisser pourrir sur place les excédents.

Or il faut bien constater que les politiques préconisées par les bailleurs de fonds internationaux ne favorisent guère les changements souhaitables. Le désengagement de l'Etat qui cède à des entreprises privées ses infrastructures de transport ne peut avoir d'autre conséquence qu'une contraction des réseaux existants sur leurs seules composantes rentables et la mise hors circuit définitive des régions et des producteurs peu ou pas encore intégrés au système d'approvisionnement du marché urbain. Plus encore, la baisse du pouvoir d'achat subie par la majorité des citadins pendant la "décennie perdue", la réduction du nombre des emplois induite par la récession due à l'ajustement structurel, la disparition des prix subventionnés ont entraîné une compression extrême de la dépense alimentaire. Pour les habitants de la ville de Panama, le pouvoir d'achat que représentait le montant du salaire minimum a diminué de 22 % entre 1960 et 1994 et de 36 % si l'on considère les achats alimentaires. A Tegucigalpa (Honduras), le pouvoir d'achat correspondant au salaire minimum a diminué d'un quart entre 1974 et 1992. Une contraction et un appauvrissement qualitatif de la consommation s'en suivent inéluctablement. Bien qu'inégale selon les aliments, la chute de la consommation est particulièrement nette à Mexico pour des produits comme le boeuf et le porc.

L'évolution des formes de la distribution dans le sens d'une implantation de grandes structures commerciales favorise-t-elle néanmoins le consommateur aux ressources limitées ? Le spectacle qu'offre dans les villes des pays pauvres la clientèle des supermarchés ôte toute illusion à ce propos. Installées dans les quartiers résidentiels ou centraux, ces grandes surfaces ne s'adressent qu'à des clients au pouvoir d'achat suffisamment élevé pour leur assurer une vente de masse qui porte avant tout sur des produits sophistiqués jusque dans leur emballage. Elles s'avèrent donc totalement inadaptées aux nécessités du plus grand nombre des citadins, celles d'un approvisionnement en produits de consommation directe et en très petites quantités. Il en résulte que ce système de

commercialisation n'a nullement signifié la disparition des circuits populaires d'approvisionnement qui peuvent coexister, comme pour la viande de boeuf au Cameroun, avec un circuit "européen" et un circuit parapublic. Elle laisse de fait le champ libre à l'activité des revendeuses dites ici "*bayam-sellam*" et à la prolifération du petit commerce alimentaire. Même dans les plus grandes villes telle Mexico, la différence des niveaux de revenus rend indispensable le maintien, voire le développement, de ces deux styles de commercialisation opposés mais complémentaires : la grande surface d'une part, la petite boutique, *échoppe* ou *tienda* ou encore marché à ciel ouvert et dépourvu des infrastructures les plus élémentaires d'autre part. Leurs clientèles ne se rencontrent pas, reflet de la ségrégation qui marque l'espace urbain du Sud jusque dans la consommation alimentaire, mais cette économie populaire urbaine dite secteur informel, fournit à la fois l'emploi et l'alimentation au plus grand nombre.

Reste à savoir qui profitera réellement du ravitaillement des villes du Sud. Qui des producteurs ? Qui des intermédiaires ? Qui des citadins ?

L'évolution de la demande urbaine contribue à l'apparition d'une opposition de plus en plus nette entre les productions des petits et moyens agriculteurs et les spéculations nées de demandes alimentaires en expansion. La proximité du marché urbain ne suffit plus à garantir la rentabilité de la commercialisation : les producteurs périurbains du bassin de Chalco, autrefois grenier de Mexico, se trouvent de fait rejetés en marge des réseaux de la commercialisation du maïs et des légumes frais, au point que le seul usage rémunérateur de leur parcelle qui leur reste est celui de son lotissement. Ici le développement du transport routier a favorisé des spécialisations régionales fort lointaines et une centralisation de la commercialisation entre les mains de quelques intermédiaires obligés. Dix grossistes contrôlent directement plus de 80 % des arrivages de pomme de terre : les agriculteurs ne peuvent avoir accès au débouché urbain que dans la mesure où ils ont passé contrat avec l'un d'eux ou son mandataire. Même pour l'approvisionnement de la ville en lait frais, les coûts de production, la limitation des prix, les importations de lait en poudre écartent définitivement les *rancheros* proches de la capitale. En Équateur, le désenclavement de la ville de Loja par l'ouverture de nouvelles routes vers la côte désarticule l'économie régionale en permettant aux grossistes de s'approvisionner à meilleur prix à Guayaquil ; mais ici au moins les agriculteurs locaux gardent le monopole des produits frais. A Lima, les productions des vallées proches

de la capitale ne viennent, pour bien des aliments, qu'en complément de celles d'Arequipa. Au Brésil, des circuits à la fois longs et fractionnés des denrées produites dans les États du Sud, du Sudeste ou dans les zones pionnières du Centre-Ouest, augmentent considérablement le coût du ravitaillement en blé, maïs ou riz, des grandes villes du Nordeste et du Nord. C'est un fait qu'il n'existe pas de corrélation automatique entre le niveau d'urbanisation d'un pays ou d'une région et la productivité de son agriculture. L'accès des acteurs au marché vivrier dépend de leur organisation, et force est de constater que dans le les pays du Sud, ceux qui s'organisent au mieux de leurs intérêts sont bien rarement les paysans, mais les intermédiaires et les producteurs capitalistes dont le poids politique est plus déterminant.

Posons donc la question. Quel type d'agriculture veut-on pour nourrir les villes ? Faut-il définitivement écarter pour non-compétitivité le petit ou même le moyen producteur, et dans ce cas, quelle autre activité lui propose-t-on ? Faut-il au contraire parier sur sa capacité d'adaptation, confirmée par maints exemples ? En Équateur, les exploitations de moins de 10 hectares produisent encore la moitié et parfois davantage, des aliments de base du pays, mais les conditions de la commercialisation dont ils n'ont nullement la maîtrise font qu'ils les vendent à perte. Même situation en Bolivie où la demande alimentaire est couverte à 70 % par les petits producteurs, mais qui restent sans défense face à l'emprise des intermédiaires. Il existe pourtant des exemples d'organisation de filières alimentaires par l'amont, tel celui de ces groupements de femmes rwandaises qui, avec l'aide d'un crédit de l'Etat, contrecarraient la spéculation en offrant au producteur un meilleur prix que celui du commerçant au moment de la récolte et en commercialisant les stocks ainsi constitués à un prix moins élevé que celui du marché.

Dans la mesure où les grands projets agricoles sont par définition hautement productivistes, ils sont nécessairement sélectifs des exploitations et marginalisent les autres catégories de producteurs. Choix lourd de conséquences sociales, et dont la faisabilité à long terme n'est pas certaine si l'on songe aux multiples dépendances technologiques qu'il entraîne pour des pays par définition peu solvables. On constate d'ailleurs que face aux crises, ce sont les petites exploitations pratiquant la polyculture qui résistent mieux.

Si produire pour la ville suppose, pour le paysan africain, que la commercialisation de ses vivres s'avère plus rémunératrice que celle des cultures d'exportation habituelles, les dévaluations qui tendent à favoriser

ces dernières et renchérissent les importations devraient être profitables aux producteurs locaux et leur laisser plus d'espace sur le marché urbain. Mais les moyens techniques et les intrants qu'il faut importer, et surtout les crédits si nécessaires à l'intensification de leur production, font plus que jamais défaut. Peut-on s'étonner, dans ces conditions, que l'agriculture "traditionnelle" ne se transforme pas ? La solution la plus logique à la portée du paysan demeure alors celle des cultures mixtes où les vivres ne sont qu'un sous-produit de l'économie de plantation. Mais est-ce suffisant pour nourrir les villes ?

Enfin si l'essor des réseaux de transport nationaux et internationaux de même que la facilité croissante des échanges voulue par la pensée dominante, facilitent l'emprise d'un petit nombre d'opérateurs ou de firmes agro-alimentaires souvent multinationales, que deviennent dans ce contexte les perspectives de développement régional dont la ville était censée constituer le moteur ? Les conditions actuelles de l'approvisionnement urbain conduisent-elles donc inéluctablement à placer les villes en position de chancres par rapport à leur environnement local, voire national ? Est-il sûr que les besoins de citadins de plus en plus nombreux stimuleront "naturellement" les campagnes comme le donne à entendre une vision optimiste de la croissance urbaine en Afrique de l'Ouest ?

Contrairement à une idée reçue, la croissance des villes des pays du Sud n'a pas pour corollaire une dépendance alimentaire inévitablement accrue. De la même façon que le développement d'une ceinture vivrière peut se produire ou pas, un système d'importations alimentaires massives peut ou non se mettre en place. Tout dépend du type d'économie qui régit le pays, du niveau de l'activité de l'économie globale et des choix faits, clairement ou implicitement. Aujourd'hui le choix fondamental est le suivant : soit entériner l'existence et l'élargissement de la "fracture géographique" entre ville et campagne des États et des régions, sous les impératifs d'une mondialisation selon laquelle les villes du Sud ne présenteraient d'autre enjeu que celui d'une masse de consommateurs à livrer au moins offrant, en l'occurrence les marchés mondiaux, soit construire, voire reconstruire une intégration nationale ou régionale selon les cas, grâce à laquelle les populations des villes du Sud non seulement mangeraient à leur faim, mais seraient aussi partie intégrante d'ensembles économiques et sociaux cohérents et solidaires. Les matériaux de l'édifice sont là, où sont les architectes ?

2

MALNUTRITION ET POLITIQUES AGRO-ALIMENTAIRES EN BOLIVIE[1]

Résumé

Surtout connue en Europe pour son instabilité politique, des coups d'Etat incessants et, aujourd'hui, pour sa culture de la coca, la Bolivie est aussi, on le sait moins, le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud comme en témoignent tous les indicateurs socio-économiques disponibles.

Mais la malnutrition qui sévit dans ce pays et qui semble bien en voie d'aggravation, n'est nullement le produit d'une nature particulièrement ingrate, car Altiplano, Vallées et *Oriente* pourraient heureusement combiner leurs ressources agricoles pour satisfaire la demande alimentaire nationale. Elle est bien davantage le résultat de politiques agricoles, passées et présentes, conduites en fonction d'intérêts qui furent rarement ceux de l'ensemble de la population.

Abstract

Malnutrition and food and agricultural policies in Bolivia

In Europe, by and large, Bolivia is notorious for political instability, countless *coups d'Etat,* and in a more modern context, for its coca production. It is less widely known as the poorest country in South America, a fact evidenced by all available socio-economic indicators.

Nevertheless, the malnutrition rife in the country, and which seems to be worsening, is in no way due to a hostile natural environment, given that the combined production of the Altiplano, Valley and Eastern Region could successfully meet the country's food requirements. Malnutrition is far more the outcome of past and present agricultural

---

[1]Article écrit en collaboration avec Joseph Laure, économiste-nutritionniste de l'Orstom, publié dans les *Cahiers Sciences Humaines* de l'ORSTOM, 24 (2), 1988, (199-211).

policies implemented to favour interests which were seldom shared by the people as a whole.

Resumen

Malnutrición y políticas agro-alimentarias en Bolivia

En Europa, decir Bolivia es evocar la imagen de un país marcado ante todo por la inestabilidad política, los sucesivos golpes de estado y, hoy por hoy, el cultivo de la coca. Se ignora, no obstante, el hecho de que Bolivia es el país más pobre de América des Sur, como queda desmostrado por todos les indicadores socio-económicos disponibles.

Sin embargo, la malnutrición que asola el país y que, aparentemente, se agrava no es producto de una naturaleza hostil, pues est Altiplano y las regiones de los Valles y el Oriente muy bien podrían aunar sus recursos para así satisfacer la demanda nacional en materia de alimentos. Dicha malnutrición es mucho más producto de políticas agrícolas pasadas y actuales, adoptadas en términos de intereses que sólo a título excepcional han sido los del pueblo en su conjunto.

Bien qu'elle partage avec les quatre autres pays andins (Venezuela, Colombie, Équateur et Pérou) de nombreux points communs, la Bolivie présente des aspects très particuliers qui fondent son originalité en Amérique du Sud. Relevons, parmi les points communs, une superficie (1 100 000 km²) du même ordre que celle du Venezuela, de la Colombie ou du Pérou, une même subdivision entre trois grandes zones écologiques longitudinales (Altiplano avec ses cordillères, Vallées et *Oriente*), une concentration historique de sa population dans les régions andines (80 % de la population sur 41 % de la superficie du pays en 1976).

Parmi les points marquants propres au pays figurent :

- l'absence de littoral maritime, lequel lui fut arraché en 1879 après une guerre malheureuse contre le Chili,
- la faiblesse de sa population : 6 250 000 habitants en 1984, soit une densité générale de 5 hab./km², deux à quatre fois moindre que celle des autres pays andins[2],
- une population où les autochtones de l'Altiplano et des Vallées (Quechua et Aymara), petits cultivateurs de minifundia, prédominent largement : 70 % du total, les descendants d'Européens, essentiellement citadins, ne comptant que pour 10 % et les métis pour 20 %,
- une histoire qui, depuis quatre siècles, n'est autre que celle d'un intense pillage des richesses minérales (argent de Potosi, étain d'Oruro, or des rivières...) entièrement destinées à l'exportation, le relais étant pris aujourd'hui par le gaz naturel,
- une réforme agraire proclamée en 1953 qui a, certes, supprimé de nombreux latifundia, mais dont le bilan général n'est pas très positif, parce qu'elle fut acte politique et nullement économique[3].

Ces quelques grands traits qui caractérisent la Bolivie laissent déjà deviner les conditions dans lesquelles se pose le problème de l'alimentation dans ce pays dont la population rurale constitue, en 1984, 53 % du total[4], mais ne participe que pour 17 % à la formation du PIB (Dandler, 1985).

---

[2]Au recensement de 1992, la population s'élevait à 6 420 792 habitants, soit une densité de 5,8 hab./km². Ce résultat a été jugé sous-estimé et, dans la pratique, on admet une population de 7 millions d'habitants en 1992.

[3]Sur ces deux derniers points, voir notre ouvrage à paraître aux éditions de l'Orstom sous le titre : La Bolivie, pauvreté, pillage et aide.

[4]Selon le recensement de 1992, la population rurale constitue 42,5 % du total.

Malnutrition et couverture des besoins alimentaires

Tous les indicateurs concordent pour classer la Bolivie au rang des pays les plus déshérités d'Amérique, la faisant avoisiner dans la pauvreté avec la République d'Haïti dont la situation est mieux connue du public francophone. Le tableau 1 donne quelques chiffres qui se passent de commentaire.

Tableau 1
Quelques données sur l'état de la population bolivienne

	Bolivie	Haïti	Am. latine
Population sous-alimentée (%)	45	38	15
Couverture calorique (% des besoins)	83	93	108
Taux de mortalité infantile (p. 1 000)	131	115	67
Espérance de vie à la naissance (années)	49	51	63

Source : *Dossiers et Documents du Monde* n° 108, février 1984.

La situation d'ensemble est donc sombre et évoque celle des pays les plus démunis d'Afrique. Mais, bien sûr, elle n'est pas partagée de façon égale par toute la population bolivienne. Entre grandes régions écologiques, entre villes et campagnes, entre quartiers d'une même ville existent des inégalités très profondes.

Selon le dernier recensement de la population (1976), le taux général de mortalité infantile était de 167 pour 1 000[5], mais avec des écarts considérables entre l'Altiplano (191), les vallées interandines (210) et les plaines de l'*Oriente* (120). Moins élevée en ville (121 pour 1 000 à La Paz, 150 dans les villes secondaires), elle culmine dans les hautes vallées du pays : 223 pour 1 000 et probablement davantage si l'on tente de corriger l'évidente sous-déclaration des décès d'enfants dans ces régions fort isolées.

Cette impressionnante mortalité infantile traduit non seulement un environnement social et médical notoirement insuffisant[6], mais aussi un déficit nutritionnel chronique qui touche enfants comme adultes. La

[5]Le recensement de 1992 annonce un taux de mortalité infantile de 75 pour 1 000, très vraisemblablement sous-estimé.

[6]Insuffisance à laquelle s'ajoute le manque d'hygiène car, chez les populations autochtones, maladie et hygiène ne sont nullement reliées.

population à haut risque qu'est celle des enfants de moins de cinq ans, en souffre particulièrement : la moitié de ceux-ci sont atteints de dénutrition. Cette dénutrition est plus grave en zone rurale qu'en zone urbaine, mais sévit plus particulièrement dans les Vallées et sur l'Altiplano où entre la moitié et les deux tiers des enfants n'atteindront jamais un développement normal.

Tableau 2
Proportion (%) d'enfants dénutris entre 6 mois et 5 ans

	Altiplano	Vallées	Plaines	Ensemble
Zone rurale	62,2	54,4	36,0	50,8
Zone urbaine	51,8	46,8	26,6	41,7
Ensemble	57,2	50,8	31,5	46,5

Source : INAN, 1981.

La population infantile présente, dans une proportion de 40 %, des signes de dénutrition chronique ; c'est là le problème nutritionnel majeur du pays, plus grave en altitude (Altiplano et Vallées) que dans les plaines d'Amazonie. Par contre, la dénutrition aiguë, plus rare, augmente en sens inverse de l'altitude, avec des taux les plus élevés dans les plaines[7].

Cet état nutritionnel de la population infantile constitue un bon indicateur de la situation de l'ensemble de la population, généralement plus difficile à appréhender. Les enquêtes sur la couverture des besoins alimentaires de toute une population sont en effet difficiles à mener et donc rares, ici plus qu'ailleurs. Cependant, la comparaison des différentes sources permet de se faire une iodée de son évolution depuis une vingtaine d'années (Dandler, *o. c.*).

Entre 1958 et 1984, la consommation de calories a diminué de 6,5 %, celle de protéines de 8,5 %, la chute concernant non seulement les aliments réputés chers (lait, viandes), mais aussi les produits de consommation traditionnelle en Bolivie, tels le maïs, la quinoa, l'orge, les tubercules. En ce qui concerne la ville de La Paz, d'importants déficits en calories, calcium et vitamine A existent dans les quartiers d'habitat spontané (Villegas, 1985).

[7]Ces résultats prennent en compte, en suivant les documents boliviens, les enfants situés au-dessous de - 1σ par rapport aux normes NCHS.

Ainsi, à l'évidence, malnutrition et insuffisances alimentaires constituent un problème majeur pour la Bolivie, probablement en voie d'aggravation depuis une vingtaine d'années, et cela en dépit d'une localisation sous "*des tropiques naturellement bienveillants*" (Gourou, 1976), et en dépit de l'étonnante variété de potentialités agricoles qu'offre la diversité des étages et des niches écologiques, en dépit d'une population (et donc de bouches à nourrir) peu nombreuse et qui se consacre encore majoritairement à l'agriculture.

Production et politique agricoles

De cette situation alimentaire inquiétante faut-il accuser les agriculteurs qui seraient incapables de nourrir le pays, soit par incompétence, soit que les conditions climatiques rendent trop aléatoire une production qui ne saurait être à la hauteur des besoins nationaux ?

Certes, comme les pays voisins, la Bolivie a récemment été très fortement touchée par les désastres naturels de 1983 : sécheresse prolongée sur l'Altiplano et dans les hautes vallées et, au contraire, inondations catastrophiques dans les plaines d'Amazonie[8]. Si l'on prend comme base de référence l'année 1970 (indice 100), la production est tombée, en 1983, à 44 pour la pomme de terre, 31 pour le maïs frais, 42 pour l'orge, 51 pour l'arachide, etc.

Pourtant, observée sur le long terme, la production agricole marquait, pour la plupart des cultures, une nette tendance à la croissance. Après une chute passagère liée aux premières années de la Révolution nationale et de la Réforme agraire (1952-1954), la production agricole croît en effet. Entre 1952 et 1958, son taux de croissance annuel moyen est de 6,3 % pour l'Altiplano et les Vallées, et de 3,5 % pour l'*Oriente* où s'ouvre alors la "frontière agricole". Entre 1958 et 1970, la croissance générale de la production agricole se poursuit, quoique les tendances s'inversent : 3 % pour l'Altiplano et les Vallées, et 9,9 % pour l'*Oriente*. Les mêmes tendances se continuent jusqu'en 1975, mais le secteur agricole semble ensuite perdre peu à peu son dynamisme, évolution que l'on ne peut comprendre qu'en distinguant les différents types et zones de production du pays :

- Hormis la période de sécheresse 1983-1984, l'agriculture paysanne de l'Altiplano et des Vallées augmente régulièrement sa production de pommes de terre, maïs et céréales.

[8]Perturbations climatiques que l'on attribue aujourd'hui au phénomène d'*El Niño*.

- En zone tropicale et subtropicale, la production des deux cultures paysannes les plus importantes, manioc et riz, apparaît très fluctuante, les deux seuls produits en croissance constante étant le café et le cacao.

- Au contraire, agro-industrie de l'*Oriente* (zone de Santa Cruz) traverse une crise évidente. La production de coton se réduit à peu de chose à partir de 1978, celle de sucre chute inexorablement, l'arachide stagne et seule la culture du soja connaît un envol spectaculaire à peine affecté par les inondations de 1983.

Cette évolution contrastée dans le temps et dans l'espace s'accompagne et s'explique en partie par une considérable extension de la superficie cultivée. De l'indice 100 en 1963-65, celle-ci passe à 146 en 1980 et à 153 en 1984, mais ici encore, l'évolution est très différente selon les secteurs géographiques du pays et selon les types d'agriculture (tableau 3).

Le plus fort accroissement est celui des plaines amazoniennes, en particulier à cause du "boom" du coton en 1979. En deuxième lieu viennent les terres tropicales, à la fois zones de colonisation agricole (les Yungas) et zones qui ont le plus profité de la Réforme agraire, l'accroissement portant surtout sur les terres cultivées en riz, café, coca. En zone froide ou tempérée, la superficie cultivée augmente aussi, mais de façon beaucoup plus modérée qu'ailleurs ; mais surtout, fait fondamental, bien qu'elle porte la grande majorité de la population paysanne bolivienne, cette zone voit son importance relative dans l'ensemble des terres cultivées diminuer : 86 % du total en 1963-65, 73 % en 1980, 71 % en 1984.

Tableau 3
Évolution de la superficie cultivée (indices)

	1963-1965	1980	1984
Ensemble du pays	100	146	153
Agriculture paysanne des terres froides et tempérées	100	121	126
Agriculture paysanne des terres tropicales et subtropicales	100	245	294
Agro-industrie de l'*Oriente*	100	426	367

Ces changements sont avant tout le fruit des mesures de politique agricole prises depuis la réforme agraire (1953) jusqu'à nos jours. L'objectif déclaré du gouvernement était de mener une politique de

substitution des importations alimentaires auxquelles le pays devait recourir depuis le début du siècle. Selon l'analyse qui en était faite alors, l'origine de cette situation alimentaire du pays qui nécessitait de telles importations, se trouvait à la fois dans une densité rurale trop élevée en zone andine, une mauvaise répartition des terres et une agriculture trop exclusivement tournée vers l'autosubsistance. On a donc pensé que la solution résidait dans le développement d'une puissante agro-industrie qui serait implantée sur les terres vierges et réputées riches de l'Amazonie et auxquelles fut consacrée la majorité des crédits agricoles. Ainsi, entre 1977 et 1982, le département de Santa Cruz reçut 42 % des crédits agricoles et, à l'intérieur de ce département, les entreprises agro-industrielles reçurent 85 % du total attribué, les petits paysans 8 % et les coopératives 3 %.

De fait, cet effort semble avoir porté ses fruits, du moins au début : à partir des années 1960, le pays cesse d'importer sucre, riz et coton qui représentaient, en 1950, 35 % des importations ; en 1970, la Bolivie n'importe plus que sept produits alimentaires : bétail, blé et farine, lait, huiles, graines oléagineuses, fruits et tabac.

Est-ce le succès de la politique agricole préconisée ? La suite de l'histoire le dément. D'une part, entre 1950 et 1983, le total des importations continue d'augmenter, passant de l'indice 100 à l'indice 398 ; elles portent essentiellement et de façon de plus en plus marquée sur le blé et la farine, les produits laitiers et les oléagineux (en tout 80 % des importations alimentaires en 1976). D'autre part, la production de certaines cultures essentielles baisse : sur la base 100 en 1976, la production de blé par habitant tombe à 49 en 1983, tandis que les importations atteignent l'indice 487 la même année (Morales, 1985) ; entre 1952 et 1980, la production de cette céréale n'est multipliée que par 1,5 quand les importations le sont par 3,1.

Que se passe t-il donc ? Pourquoi cet échec d'une politique apparemment judicieuse et qui aurait dû mener le pays à l'indépendance alimentaire ?

Les raisons d'un échec

On peut trouver de multiples raisons à cette situation alimentaire actuelle du pays, caractérisée par une malnutrition étendue à la moitié de la population infantile, une production agricole en baisse, une croissance continue des importations alimentaires. Les unes sont d'ordre général :

l'urbanisation de la population, les changements dans les régimes alimentaires ; d'autres sont plus circonstancielles : sécheresses, inondations. Mais il en est d'autres encore, plus particulières, qui font que la Bolivie apparaît, sous cet aspect aussi, plus "mal partie" que d'autres pays d'Amérique du Sud. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous en retiendrons quatre.

Le choix d'un Oriente agro-industriel

En 1973, le département de Santa Cruz produisait 100 % du coton bolivien, 85 % du sucre, 80 % du riz, 90 % du soja, auxquels on peut ajouter 30 % du maïs, 30 % de la viande bovine, 70 % du bois, etc. Cette spécialisation régionale a rapidement dépassé son but initial, celui de satisfaire la marché intérieur au demeurant fort étroit, pour s'orienter vers l'exportation dans l'espoir de procurer au pays les devises que la production minière ne lui fournissait plus. Il s'agit donc d'une agriculture qui se trouve désormais sous la dépendance directe du marché international, dépendance périlleuse comme le prouve la quasi-disparition de la culture du coton après 1980, conséquence de l'effondrement des cours de ce produit.

Une autre particularité de cette agriculture amazonienne, qui vient encore accroître sa fragilité, est son caractère extensif et "minier". La qualité de la production est donc médiocre, qu'il s'agisse de l'agriculture ou de l'élevage : semences et animaux non sélectionnés, peu de vaccination du bétail, techniques inadaptées au milieu, absence de moyens de conservation... Les excédents de la production de riz trouvent difficilement acheteur sur le marché international.

En réalité, si l'on excepte le cas des colonies japonaises ou mennonites (quelque 1 500 familles) puissamment aidées par des capitaux étrangers, deux grands systèmes de culture coexistent sur ce front pionnier :

- Les grandes entreprises agricoles de plusieurs milliers d'hectares, dont les propriétaires vivent en majorité en ville et montrent généralement peu de compétence et d'intérêt pour une bonne gestion de leur domaine : terres cultivées de façon ultra-mécanisée (*over-tillage*) jusqu'à épuisement, sans restitution, et abandonnées ensuite à l'élevage extensif. Une autre partie du domaine est alors défrichée et utilisée de la même façon. "En dépit d'un haut degré de mécanisation et malgré l'importance économique de la zone, ces grandes entreprises agricoles

pratiquent une agriculture extensive et d'une certaine façon archaïque. Les systèmes de culture et les techniques agricoles ne sont pas adaptés à la situation écologique fragile et ne contribuent pas de façon suffisante au maintien du potentiel productif de la région" (Moll, 1981). Il en va de même du système d'élevage qui, par le surpâturage de terres agricoles déjà dégradées, en achève la destruction.

- Les petits agriculteurs de l'*Oriente* sont des "colons", installés ou non par les organismes de colonisation agricole. Les zones qui leur sont réservées l'ont été sans études préalables suffisantes, tant sur les possibilités agricoles des sols que sur les moyens d'évacuation de la production, de sorte que ces agriculteurs vivent généralement une situation d'isolement et de marginalisation économique et sociale totale. Sans moyens techniques ni même animaux de trait, sans soutien aucun, ils pratiquent une agriculture itinérante surtout consacrée au riz et, dans une moindre mesure, à la canne à sucre. Après deux ou trois années de culture, les rendements baissent et le colon va un peu plus loin vers le nord défricher un autre terrain, à moins que, découragé, il n'aille s'installer dans les villes de Montero ou de Santa Cruz. Ainsi le village de colonisation de Monte Verde, fondé "dans l'enthousiasme" il y a cinq ans avec une centaine de familles, n'en compte t-il plus aujourd'hui que douze (*Presencia*, 07.01.86).

Il apparaît donc qu'à tous points de vue l'agriculture du front pionnier amazonien est une agriculture extrêmement fragile, tant par les systèmes de production utilisés que par sa dépendance du marché international et la vulnérabilité du milieu écologique. Ce dernier aspect est sans doute le plus grave parce qu'irréversible : la destruction de ressources naturelles à laquelle aboutit un type d'agriculture et d'élevage pratiqué sans aucune précaution. Des études ont montré le développement d'un processus de désertification de toute la région de Santa Cruz où une déforestation quasi totale, le surpâturage, l'usage excessif de machines agricoles sur ces sols d'origine éolienne s'ajoutent aux effets agressifs des pluies tropicales et des vents violents venus de la cordillère, pour rendre actives d'anciennes dunes ou donner naissance de nouvelles qui envahissent les terres cultivées. On comprend que, dans de telles conditions techniques et écologiques, la productivité des cultures de l'*Oriente* demeure faible, stagne ou même régresse (canne à sucre : 36 t/ha, riz : 1,7 t/ha, coton : 538 kg/ha). Visiblement l'Amazonie n'est pas la terre promise que l'on croyait et l'utilisation qui est faite des privilèges accordés par les

Pouvoirs publics aux grandes entreprises de cette région devrait, pour le moins, être reconsidérée.

L'abandon de la paysannerie

Certes, cet abandon n'est pas un fait nouveau puisque l'Empire inca, puis de façon beaucoup plus meurtrière, la Colonie espagnole ont utilisé sans compter la main-d'oeuvre paysanne pour l'exploitation des mines de Potosi ou d'Oruro. Mais ici l'histoire semble se répéter indéfiniment : abandon social, culturel, médical, économique, que reflète l'état nutritionnel des campagnes. R. Morales (1984) a pu dresser des cartes de la pauvreté en Bolivie qui font apparaître une vaste région très "sinistrée" recouvrant l'Altiplano et une importante fraction des Vallées (départements de La Paz, Oruro, Cochabamba, Potosi, Chuquisaca et Tarija).

On a vu que la population rurale constitue, en 1984, 53 % du total ; or une proportion de 83 % vit sur l'Altiplano et dans les Vallées, c'est-à-dire dans les zones d'agriculture traditionnelle, là où 77 % des exploitations ont moins de 10 hectares et 60 % moins de 5 hectares. Il est des villages où la terre cultivée se mesure non en hectares, mais en nombre de sillons. Pourtant, fait remarquable, un document récent du ministère de l'Agriculture souligne que 80 % de la production alimentaire destinée au marché intérieur provient encore, en 1986, de ce secteur paysan (*Presencia*, 21.01.86).

En dépit de cette importance économique publiquement reconnue, l'État laisse ce secteur dans un abandon quasi total que deux exemples, celui des prix et celui des crédits au producteur, suffiront à démontrer.

- Le niveau des prix des denrées alimentaires est avant tout dicté par le pouvoir de pression que détiennent sur le gouvernement les différents secteurs économiques (population urbaine, producteurs, intermédiaires et en particulier transporteurs) à travers différents types d'organisations. Or les paysans ne possèdent pas de telles organisations qui, lorsqu'elles tentent de se former, sont aussitôt réprimées ou noyautées par le parti au pouvoir. Une "incroyable persistance dans l'erreur" (Roca, 1985) commence dès 1953, au lendemain de la réforme agraire, et s'est poursuivie presque sans interruption jusqu'en 1982. Les prix au producteur ont été systématiquement "gelés", tandis que ceux des équipements et intrants agricoles demeuraient "libres". En réalité un tel système ne portait préjudice qu'à la petite paysannerie, obligée, dans le

quotidien, de vendre sa production à des prix inférieurs au cours fixé à cause de la situation de concurrence dans laquelle elle se trouve face aux intermédiaires et aux transporteurs. Au contraire, les entrepreneurs de l'*Oriente* disposaient d'un pouvoir économique et politique suffisant pour échapper au système, ne serait-ce qu'en obtenant des subventions pour l'exportation de leur production. J. Prudencio (1984) montre ainsi que, entre 1970 et 1975, les prix des produits alimentaires d'origine paysanne ont diminué de 43 % et ceux de l'agriculture capitaliste ont augmenté de 87 %. Or il semble bien qu'ici comme en d'autres pays andins, une bonne partie de cette paysannerie ne pratique pas une agriculture d'autosubsistance, mais est constituée d'agriculteurs profondément intégrés au marché et qui ne peuvent vivre sans vendre leur production.

- Les choix qui président à l'attribution des crédits agricoles témoignent de façon non moins nette du peu d'intérêt accordé à la paysannerie. Entre 1964 et 1971, la Banque agricole de Bolivie, principal organisme de crédit pour ce secteur, n'a octroyé que 3,1 % de ses prêts aux petits cultivateurs. En 1979, un programme de crédits financé par l'USAID et la Banque centrale a accordé 1 800 prêts pour l'agriculture : 70 % furent destinés à agro-industrie. En réalité, seules les productions destinées au marché international peuvent bénéficier de ces crédits : ainsi, en 1977, quand la culture du coton recevait 100 pesos de crédit à l'hectare et la canne à sucre 23, celle de la pomme de terre n'en recevait que 9,5, celle du blé 1,2 et celle du maïs 0,6. Ce sont pourtant là des aliments de base en Bolivie.

On ne saurait donc s'étonner que, sans grand espoir de pouvoir sortir d'une telle situation, les paysans se tournent quand ils le peuvent vers d'autres activités plus lucratives que la culture pour le marché alimentaire. Pour ceux de l'Altiplano, ce sont les revenus tirés d'une émigration temporaire vers la ville, l'étranger, les mines d'or ou les travaux agricoles saisonniers de l'*Oriente* et des Yungas, ou bien la recherche d'un emploi, le plus stable possible, à La Paz. Pour ceux des Vallées et des zones de colonisation, le salut se trouve dans la miraculeuse culture de la coca, voire la fabrication domestique ou salariée de la *pasta*, premier stade d'élaboration de la cocaïne. Avec une production de quelque 100 000 tonnes de feuilles de coca, la Bolivie est devenue l'un des premiers producteurs mondiaux de coca (*Presencia*, 10.11.85). Ce ne sont vraisemblablement pas les campagnes de destruction de plantations menées par le gouvernement et financées par les États-Unis, qui régleront le fond du problème.

La sirène des importations alimentaires

Le paradoxe est grand quand on compare la volonté affirmée depuis longtemps par l'Etat d'exporter les productions agricoles (et la campagne actuelle pour l'*agro-poder* manifeste toujours cette orientation) avec la croissance constante des importations alimentaires à laquelle il consent. C'est qu'en réalité il ne s'agit nullement d'arriver à une quelconque indépendance alimentaire, mais bien plutôt de rechercher à la fois une sécurité alimentaire et socio-politique, et une rentrée de devises à tout prix, pour montrer au moins un semblant de solvabilité face aux organismes internationaux de crédit.

Avec le "boom" de l'étain du début du siècle (1900-1925) commence un processus de concentration de la population autour des centres miniers qui provoque une première crise de ravitaillement "urbain" à laquelle les Pouvoirs publics répondent en faisant déjà appel à l'importation. Entre 1910 et 1925, les denrées alimentaires constituent déjà 25 % du total des importations et atteignent 43 % entre 1940 et 1945. Peu après la réforme agraire, les États-Unis commencent un vaste programme d'assistance alimentaire à la Bolivie considérée comme un pays "marxiste mais anticommuniste". Entre 1953 et 1982, le quart du programme d'aide (230 millions de dollars) fut consacré à l'Aide alimentaire pour la paix (P. L. 480) et la moitié de celui-ci consista en dons d'aliments.

Si le blé et la farine constituent la majorité de ces dons, en font aussi partie le lait en poudre, l'huile, le maïs, la margarine, le fromage et autres produits laitiers, toutes denrées qui pourraient aussi bien être produites dans le pays si l'on décidait d'y porter réellement intérêt. N'est-il pas d'ailleurs remarquable que, tandis que les importations de blé augmentaient de 91 % entre 1970 et 1981, la production nationale diminuait de 50 % sans qu'aucune calamité naturelle explique cette chute (Prudencio, 1984).

Outre cette aide officielle des États-Unis, la Bolivie reçoit également des aliments par le PAM (Programme alimentaire mondial) des Nations-Unies et par les programmes d'urgence qui combinent les deux sources, sans compter les organisations privées, la CEE et l'Argentine, pays frère auquel eurent souvent recours les dictateurs. Toutes ces importations sont en augmentation constante : + 32 % pour le blé entre 1977 et 1983, + 48 % pour les huiles comestibles, + 34 % pour les fruits, etc. On sait les menaces que fait peser une telle "aide" sur l'indépendance des pays,

quels qu'ils soient, et on sait aussi l'engrenage dans lequel ceux-ci s'engagent par le biais des besoins ainsi créés. Or il ne se passe pas de semaine sans que les journaux annoncent quelque don d'aliments pour "aider le pays", car les occasions sont nombreuses. A ce tableau des importations, il faudrait pouvoir ajouter tous les aliments entrant en contrebande depuis les pays voisins : ainsi, selon les journaux, 40 à 45 tonnes de viande, pommes de terre et riz arriveraient clandestinement du Pérou chaque jour (*Presencia*, 10.01.86).

Il est bien évident que, dans un tel contexte de concurrence déloyale ou même provoquée par les Pouvoirs publics, le paysan ne se trouve nulle part incité à produire davantage pour le marché intérieur.

La faiblesse du pouvoir d'achat

La situation de la majorité des citadins n'est guère plus enviable que celle des ruraux, en particulier pour ceux qui éprouvent les plus grandes difficultés à trouver un emploi convenablement rémunéré, les immigrants. A La Paz, ceux-ci forment près de la moitié de la population.

La faiblesse du pouvoir d'achat urbain est en rapport avec celle du nombre des emplois offerts aux citadins et avec celle des salaires réels dont la chute est vertigineuse depuis quinze ans : sur la base 100 en 1970, l'indice des salaires réels tombe à 80 en 1975 et à 60 en 1980 (Ministerio de Trabajo..., s. d.). La diminution du nombre des emplois urbains touche particulièrement, à partir de 1980, les secteurs de la construction et des industries manufacturières, tandis que croît la population occupée dans le petit commerce et l'ensemble du secteur informel.

Sur la base de l'année 1975, la comparaison pour la ville de La Paz de l'évolution des salaires, des prix des produits alimentaires et du pouvoir d'achat est éloquente (Laure, 1985).

Tableau 4
Évolution récente des salaires, des prix et du pouvoir d'achat à La Paz

Années	Salaire industr.	Indice des prix		Pouvoir d'achat
	moyen	Général	Alimentaire	alimentaire
1975	100	100	100	100
1980	234	219	213	109
1983	2 278	2 438	2 609	87

Quant au salaire minimum, il ne représentait plus, en août 1985, que 27 % de sa valeur de décembre 1982.

Mais en raison de l'énorme inflation monétaire qui sévit actuellement dans le pays, mieux vaut, pour évaluer l'évolution de prix depuis 10 ans, exprimer celle-ci en termes de temps de travail rémunéré au salaire minimum. Le résultat ainsi obtenu ne laisse pas d'inquiéter. Entre 1975 et 1983, le temps de travail exigé pour l'achat de 1 kilogramme de la plupart des céréales (riz, orge, avoine, quinoa, maïs...) a augmenté du quart ou du tiers non seulement pour les productions nationales mais aussi, au moins jusqu'en 1982, pour les céréales d'importation censées remédier à cette situation. La conséquence de cette évolution générale du pouvoir d'achat est une disparition des aliments autochtones comme sources de calories bon marché (orge, quinoa, fèves et même tubercules) et, par suite, une diminution quantitative de la consommation des familles aux plus bas revenus. Les calories et les protéines les moins chères sont désormais apportées par l'agro-industrie dont on a vu la fragilité, ou par des importations dont on sait les dangers, tandis que la production principale des hauts plateaux, la pomme de terre, devient inaccessible même au salaire minimum, sans parler des produits d'origine animale.

Enfin, depuis 1983, l'appauvrissement de la population la plus démunie de La Paz se poursuit : en décembre 1984 le pouvoir d'achat alimentaire du salaire minimum ne représentait plus que 63 % de sa valeur de novembre de la même année, et en janvier 1985, 40 %.

En conclusion, la situation alimentaire actuelle de la Bolivie peut être résumée de la façon suivante : un pays potentiellement riche, que la nature a doté de ressources agricoles très variées, mal ou peu exploitées, non par incapacité mais parce que leur utilisation n'est pas au service d'une mise en valeur du pays ; tout le souci des Pouvoirs publics n'est autre que celui d'exporter pour obtenir devises et crédits dont on ne sait ce qu'ils deviennent. Les Boliviens tentent de s'organiser pour survivre, plus ou moins bien, avec ici ou là des sursauts de révolte vite réprimés, face à cette austérité imposée par une politique d'abord caractérisée par un record mondial d'inflation monétaire, puis par un blocage sévère des salaires en fonction de l'option néolibérale récemment choisie.

Références bibliographiques

BLANES J., 1983 - Bolivia : Agricultura campesina y mercados de alimentos. *Cuadernos CERES*. 121 p. Anexos. La Paz.
DANDLER J. *et al.*, 1985 - *Análisis integral de la estructura y funcionamiento del sistema agroalimentario en Bolivia*. CERES. 185 p. Mult. La Paz.
GOUROU P., 1976 - *L'Amérique tropicale et australe*. Hachette. 432 p. Paris.
Instituto Nacional de Alimentación y Nutrición (INAN), 1981 - Estado nutricional de la población boliviana. Ministerio de Planeamiento y Coordinación. 135 p. La Paz.
LAURE J. *et al.*, 1985 - *Evolución de salarios y precios de los alimentos en la ciudad de La Paz* (1975-1984). ORSTOM-INAN. 167 p. La Paz.
Le Monde, 1984 - Dossiers et Documents, n° 108. Février. Paris.
Ministerio de Trabajo y Desarrollo laboral, s. d. - El empleo en Bolivia. Doc. de trabajo n° 10. La Paz.
MOLL M., 1981 - *Problemas ecológicos en el desarrollo agrícola de Santa Cruz (Bolivia)*. 106 p. Bern.
MORALES R., 1984 - *Desarrollo y pobreza en Bolivia. Análisis de la situación del niño y la mujer*. UNICEF. 285 p. La Paz.
MORALES R., 1985 - *La crisis económica en Bolivia y su impacto en las condiciones de vida de los niños*. UNICEF. 222 p. La Paz.
Presencia - Quotidien. La Paz.
PRUDENCIO J., 1984 - La situación alimentaria en Bolivia. *Cuadernos CERES*. 158 p.
ROCA J. L., 1985 - *Derrotemos al hambre*. UNICEF. 157 p. La Paz.
ROCABADO F. *et al.*, 1985 - La desnutrición en Bolivia. *Boletín del INAN*, n° 1. Marzo. La Paz.
Seminario sobre el sistema de seguridad alimentaria, 1984 - 15-16-17 de octubre. Ministerio de Planeamiento y Coordinación. La Paz.
Simposio sobre políticas de seguridad alimentaria, 1986 - 26-27-28 de febrero. Ministerio de Planeamiento y Coordinación. UNICEF. La Paz.
TERRAZAS W., 1983 - *La supervivencia de los Bolivianos*. Los Amigos del Libro. 59 p. La Paz.
USTARIZ G., MENDOZA D., 1982 - El fenómeno del "rescatismo" en la comercialización de la papa. *Cuaderno de Investigación CIPCA*, 23. 138 p. La Paz.
VELLARD J., 1963 - L'expérience agraire en Bolivie. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 62 (201-213). Bordeaux.
VILLEGAS R., 1985 - Estudio comparativo de los alimentos consumidos en el hogar dentro de la estructura de la canasta familiar. Ciudad de La Paz. 1982. 148 p. Mult. La Paz.

3

L'OFFRE S'ADAPTE T-ELLE A LA DEMANDE ?

Comparaison de deux enquêtes sur le Marché central de Yaoundé [1]

Résumé

Deux enquêtes, menées en 1968 et 1973 dans des conditions identiques sur le "Marché des Femmes", au Marché central de Yaoundé, ont montré la stabilité des effectifs de vendeurs et de vendeuses, dont plus de la moitié habitent la ville elle-même ; les autres viennent surtout de villages situés sur l'axe Yaoundé-Obala-Saa. Il apparaît que ce marché atteint à présent une clientèle plus diversifiée et qu'il s'est davantage spécialisé dans les fruits et légumes obtenus en cultures maraîchères. Les besoins grandissants d'une population en croissance rapide ont suscité dans la capitale la création de plusieurs autres marchés, dont certains ont pris une importance majeure (Mvog Ada, Mokolo...) et jouent un rôle fondamental dans l'approvisionnement des citadins.

Abstract

Two studies, one conducted in 1968 and the other in 1973 under identical conditions, on the "Market of Women" at the Central Market of Yaoundé, have revealed the stability of the number of salesmen et saleswomen, of which more than half live in the city itself ; the others come for the most part from villages situated along of Yaoundé-Obala-Saa axis. It appears that this market at present attracts a more diversified sort of clientele, and that it has further specialized in fruits and vegetables obtained from truck farms. The growing needs of a rapidly expanding population have resulted in the creation of several other market places in

[1] Article publié sous le titre : L'évolution du Marché central de Yaoundé. Comparaison de deux enquêtes. *In* : *Recherches sur l'approvisionnement des villes. La croissance urbaine dans les pays tropicaux* (117-129). Mémoires du CEGET-CNRS. 1976. 295 p.

the capital, some of which have become quite large (Mvog Ada, Mokolo, etc.) and which play an important role in feeding the inhabitants.

Inquiétant sujet de conversations quotidiennes, la hausse du prix des vivres à Yaoundé constitue un problème tant pour la ménagère que pour les autorités qui s'efforcent de l'endiguer. Les causes en sont certainement variées. On peut reprocher aux paysans leurs prix de vente trop élevés, aux revendeurs leurs marges bénéficiaires trop fortes, aux transporteurs leurs tarifs récemment augmentés, mais ne s'agit-il pas seulement là des manifestations les plus visibles des tensions que subit le rapport de l'offre à la demande sur le marché vivrier de la ville ? N'est-ce pas au niveau de ces tensions que doit se situer l'analyse et que doivent être entreprises les interventions ? La question fondamentale devient alors la suivante : le marché vivrier de Yaoundé est-il adapté à la population actuelle ?

La population de la ville (étrangers compris) est passée de 58 000 habitants en 1957 à 165 000 en 1969, soit une augmentation de 107 800 personnes en douze ans, ce qui représente quelque 9 000 habitants supplémentaires chaque année (taux d'accroissement moyen annuel pour cette période : 9,2 %). Face à cette croissance forte et continue, comment le ravitaillement de la ville s'est-il organisé pour répondre aux besoins alimentaires sans cesse grandissants ? Comment la ville arrive-t-elle à nourrir chaque année 9 000 habitants de plus ?

On peut envisager plusieurs hypothèses qui répondraient à la question :

a) La zone de ravitaillement qui assure la couverture des besoins vivriers de la ville s'étend progressivement, ce qui permet d'augmenter le volume de l'offre.

b) La zone de ravitaillement ne s'étend pas, mais elle est mieux organisée grâce à une agriculture vivrière plus intensive et à un réseau de collecte plus efficace; le volume de l'offre augmente donc.

c) Aucune des hypothèses précédentes n'est vérifiée ; le volume de l'offre n'augmente pas en fonction de la croissance de la population et les prix montent de façon inéluctable.

L'observation des faits donne à penser que, depuis quelques années, la troisième hypothèse était la seule bonne. L'intervention des pouvoirs publics, concrétisée par le projet de "Ceinture verte de Yaoundé, se place dans le cadre de notre deuxième hypothèse. Cet article vise à examiner

l'éventualité de la première, sur un exemple limité, celui du Marché central de Yaoundé, l'un des plus importants et des plus anciens de la ville avec celui de Mokolo. La réponse qu'il apportera ne saurait donc être que très partielle et son principal intérêt est, à nos yeux, de suggérer des orientations pour des recherches ultérieures sur ce sujet.

Deux enquêtes successives ont été menées sur ce marché, l'une en 1968, l'autre en 1973, soit cinq ans plus tard. Si l'on admet qu'en cet espace de temps la population de la ville a gardé le rythme de croissance qu'elle avait entre 1957 et 1959, l'accroissement correspondant représente environ 45 000 personnes supplémentaires. Entre nos deux enquêtes, la zone de ravitaillement de ce marché s'est-elle modifiée de façon à répondre à la croissance des besoins alimentaires ?

Les enquêtes

La première enquête n'était qu'un élément d'une étude d'ensemble des relations ville-campagne au nord de Yaoundé (Franqueville, 1972). La renouveler cinq ans plus tard devait permettre de déceler l'éventualité d'une évolution quelconque des résultats précédemment acquis.

Ces deux enquêtes se sont déroulé dans des conditions les plus semblables possible. Elles ont eu lieu au même moment de l'année (22 octobre 1968 et 30 octobre 1973), c'est-à-dire en saison des pluies, un même jour de la semaine (le mardi) pour pallier l'influence possible des autres marchés se tenant le même jour en brousse, dans les mêmes limites d'horaires et avec les mêmes techniques. Dans les deux cas, aucune information concernant les prix des denrées offertes n'a été utilisée. On peut le regretter, mais l'expérience montre que, lors de telles enquêtes, trop voyantes, il est parfaitement inutile de demander les prix : les réponses sont systématiquement faussées, le prix déclaré est toujours inférieur à celui qui sera pratiqué quelques minutes plus tard. On sait d'autre part, que les prix varient suivant l'heure de la journée, suivant l'activité du marché, suivant la saison et, bien sûr, suivant la solvabilité présumée du client. L'objectif premier était de déterminer l'origine des produits vivriers locaux offerts et de cerner ainsi l'aire de ravitaillement du marché.

Sans reprendre ici la description des installations et du fonctionnement du marché, rappelons seulement qu'il est, en réalité, constitué de deux parties bien séparées ; l'une, "Marché européen", entièrement couverte et aménagée en stalles, avant tout fournie en produits répondant aux habitu-

des alimentaires d'Europe, est fréquentée par la population aisée de la ville qui ne constitue qu'une faible fraction des citadins ; l'autre, "Marché des Femmes", ou "Marché vivrier", aménagée de façon beaucoup plus sommaire, offre aux clients des produits vivriers locaux qui constituent l'alimentation quotidienne de la majorité de la population, tant urbaine que rurale (Figure 1). Nos enquêtes ont été uniquement consacrées à ce dernier marché, plus représentatif des liens unissant la ville à sa région proche.

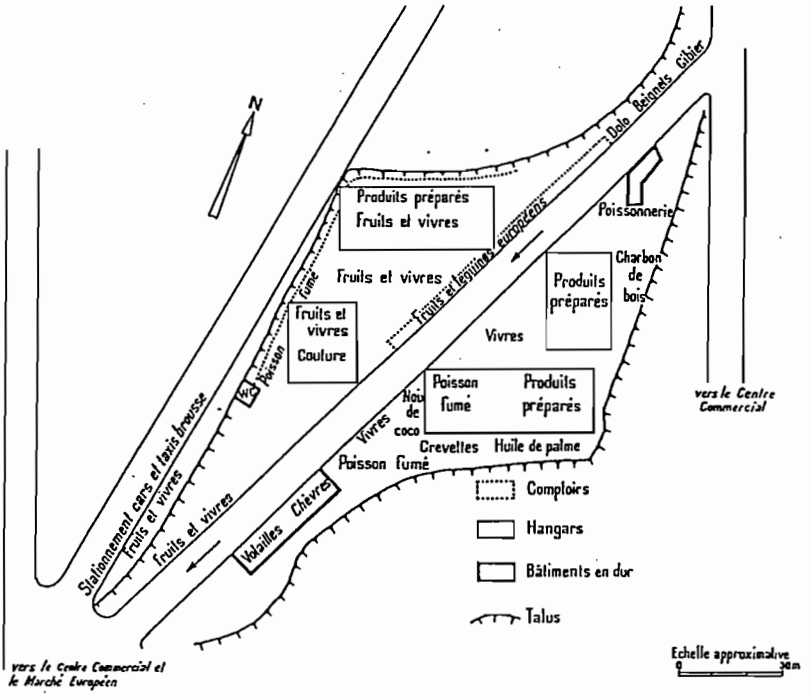


Fig. 1. PLAN SCHÉMATIQUE DU MARCHÉ DES FEMMES

Les résultats

En cet espace de cinq ans, le Marché des Femmes n'a guère, extérieurement, changé d'aspect : même nombre de bâtiments et de hangars, même embouteillage de voitures, cars et taxis-brousse que les revendeurs prennent d'assaut quand ils arrivent, même entassement des vendeuses et

même abondance de détritus variés qui jonchent le sol boueux et donnent de ce marché, il faut le reconnaître, une fâcheuse impression de saleté que la présence de grands bacs-poubelles débordant d'immondices ne contribue pas à atténuer. Les seuls éléments nouveaux, construits le long du talus qui forme l'angle nord-ouest du marché, sont de petits baraquements en planches couverts de tôles, qui constituent autant d'échoppes numérotées de 1 à 50, consacrées les unes à la vente de poisson séché, les autres à la vente d'articles de mercerie, d'épicerie ou de tissus, de vêtements et de pacotille variée. Notons encore que, sur la partie droite de la rue transversale, les comptoirs sommairement installés par les revendeuses et présentant des fruits et légumes européens, ont augmenté en nombre et occupent actuellement près de la moitié de cette façade du marché.

D'une enquête à l'autre, il apparaît que les effectifs des personnes pratiquant la vente ont peu varié, de même que leur composition. C'est à peu près le même total que l'on retrouve (environ 900 personnes) et il est remarquable que leur répartition suivant leur provenance (ville ou brousse) est pratiquement la même (Tableau 1).

Tableau 1
Lieux de provenance des vendeurs (en %)

Lieux de provenance	1968 (%)	1973 (%)	dont en 1973 Hommes	Femmes
Villages	41	44	1	43
Yaoundé	59	56	10	46

La distinction entre hommes et femmes, qui n'avait pas été faite en 1968, non seulement justifie l'appellation de ce marché, mais montre que les hommes sont essentiellement des citadins. La faiblesse de cet effectif masculin s'explique bien si l'on songe que le soin des produits vivriers est, dans la société béti, traditionnellement réservé à la femme, cela depuis la préparation des champs jusqu'à la récolte ; on conçoit que la commercialisation éventuelle d'une partie de cette récolte soit aussi l'affaire de la femme. Les hommes présents sur ce marché vendent, ou plutôt revendent, non pas des produits vivriers traditionnels, mais des fruits et des légumes européens (tomates, carottes, pommes de terre, agrumes...) cultivés le plus souvent en jardin maraîcher ; ils représentent

en quelque sorte l'élément "moderne" de ce marché, encore minoritaire mais qui, on l'a vu, a pris en cinq ans une certaine ampleur.

Vendeurs et vendeuses viennent, pour plus de la moitié, non de la brousse mais de la ville même ; il s'agit donc, dans plus de la moitié des cas, d'une revente, ce qui contribue à augmenter les prix. Cette activité de revente paraît d'ailleurs connaître chez les citadines un succès grandissant et constitue pour elles un moyen d'accéder à une certaine indépendance économique, ou simplement de faire vivre leur foyer quand le mari est sans emploi ; il apparaît d'ailleurs, d'après nos autres enquêtes urbaines, qu'il s'agit surtout de femmes célibataires ou seules, exerçant là une activité régulière et lucrative (N'Sangou, 1973).

Si l'on considère les quartiers de résidence de ces revendeurs (hommes et femmes), on constate que la majorité vient des deux quartiers populeux les plus proches du marché : Nlongkak (y compris Nkol-Éton) et La Briqueterie, mais que, de 1968 à 1973, la part de ces deux quartiers a diminué, passant de 59 à 42 %. C'est dire que d'autres quartiers sont aujourd'hui représentés qui n'apparaissaient guère ou pas du tout en 1968 : Mballa, Essos, Élig-Édzoa, Mfandéna, Étoa-Méki...

Concernant cette activité de revente de vivres sur le Marché des Femmes, on peut donc conclure à une stabilité des effectifs entre les deux enquêtes (la baisse de 3 % n'est pas significative), mais aussi à une extension géographique de l'attrait qu'exerce sur les revendeuses le Marché central.

Tableau 2
Situation des villages des vendeuses venant de la brousse (en %)

Axes routiers	1968	1973
Yaoundé-Obala	38	47
Obala-Saa	14	15
Ensemble	52	62
Autres axes	48	38

La comparaison des deux cartes (Figures 2 et 3) localisant les villages de résidence des vendeuses venant de la brousse offrir leurs vivres, met là encore en évidence une grande stabilité, celle de l'aire de ravitaillement du marché durant ces cinq années. La principale zone concernée reste toujours celle de l'axe routier Yaoundé-Obala-Saa. Bien plus, la prépon-

dérance de cet axe, en particulier de son tronçon Yaoundé-Obala, s'est encore accentuée entre les deux dates (Tableau 2).

La prépondérance accrue de ce tronçon s'est faite au détriment des villages de deux autres axes routiers : la piste de Saa qui envoie un effectif moindre qu'en 1968, et surtout la route d'Akonolinga dont les villages ne sont pratiquement plus représentés sur le marché. Cette évolution se traduit d'ailleurs, dans les chiffres relevés, par un effacement relatif du département de la Méfou devant celui de la Lékié : d'une enquête à l'autre, les proportions se sont inversées (Tableau 3), et le ravitaillement de ce marché est devenu de plus en plus l'affaire des Éton et des Manguissa, et dans une moindre mesure, des Éwondo de la route d'Obala.

Tableau 3
Département de provenance des vendeuses de la brousse (en %)

Département de provenance	1968	1973
Méfou	54	45
Lékié	46	55

Sur les 45 % de vendeuses venant de la Méfou en 1973, 23 % relèvent de villages de l'axe Yaoundé-Obala et 22 % des autres villages. Parmi les 55 % provenant de la Lékié, 24 % vivent dans des villages de l'axe Yaoundé-Obala, 15 % dans des villages de l'axe Obala-Saa et 16 % dans d'autres villages. Si, pour la Lékié, le rôle de l'axe principal est prépondérant, il l'est moins pour la Méfou et les villages dont viennent les vendeuses s'éparpillent dans les secteurs nord et nord-est de la zone proche de Yaoundé. Il s'agit de la zone suburbaine accessible en empruntant les taxis de la ville ou même à pied. En considérant, en effet, la distance qu'ont parcourue les vendeuses de vivres pour atteindre le marché, on s'aperçoit que la majorité vient de moins de 20 kilomètres, en 1973 comme en 1968 (Tableau 4).

En réalité, ces vendeuses viennent, pour un quart d'entre elles, non de la zone la plus proche de Yaoundé (moins de 10 kilomètres), mais d'une zone située entre 10 et 20 kilomètres de la capitale ; d'une enquête à l'autre, la prépondérance de cette zone s'est accrue et la participation de la ceinture toute proche s'est amoindrie. Cela traduit deux phénomènes. D'une part le peu d'intérêt qu'éprouvent les "banlieusards" à pratiquer l'agriculture, vivrière ou autre : hommes et femmes qui résident si près de Yaoundé préfèrent de beaucoup trouver un emploi salarié en ville. On

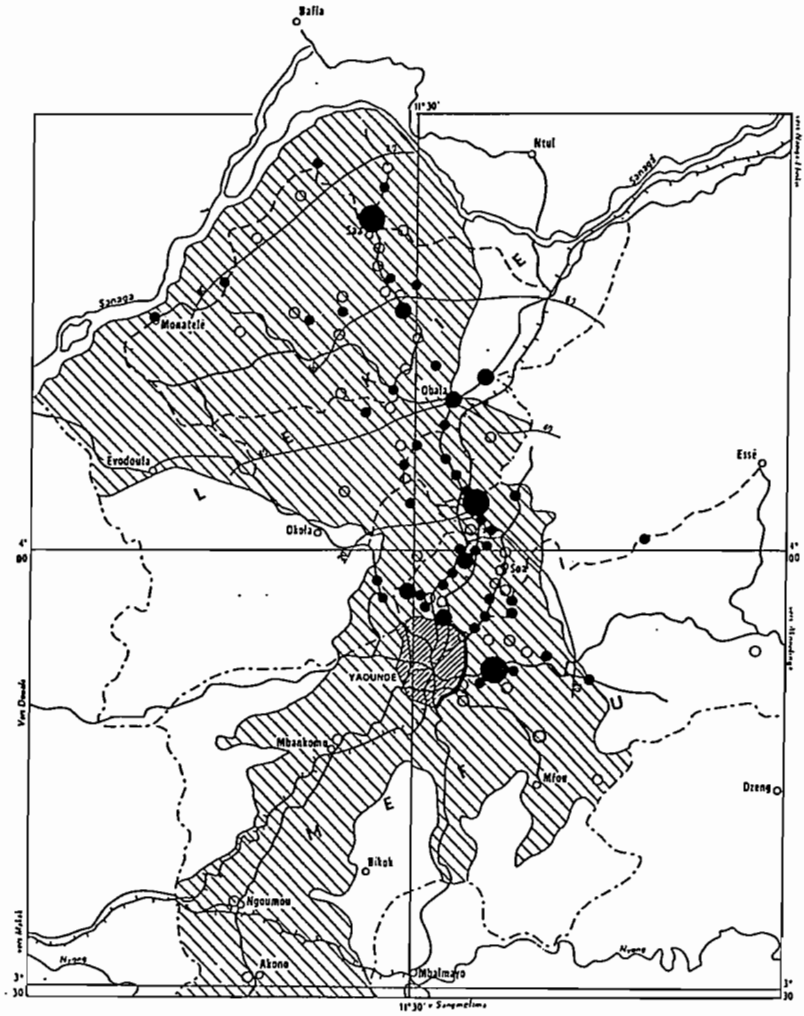


Fig 2 ORIGINE DES VENDEUSES DU MARCHE EN 1968

Distance de Yaoundé

Zone de densité supérieure à 30h/km²

0 15 30 km

Centre administratif

Limite administrative

Route principale

Route secondaire

Chemin de fer

Nombre de vendeuses

1

2 à 9

10 à 19

20 à 30

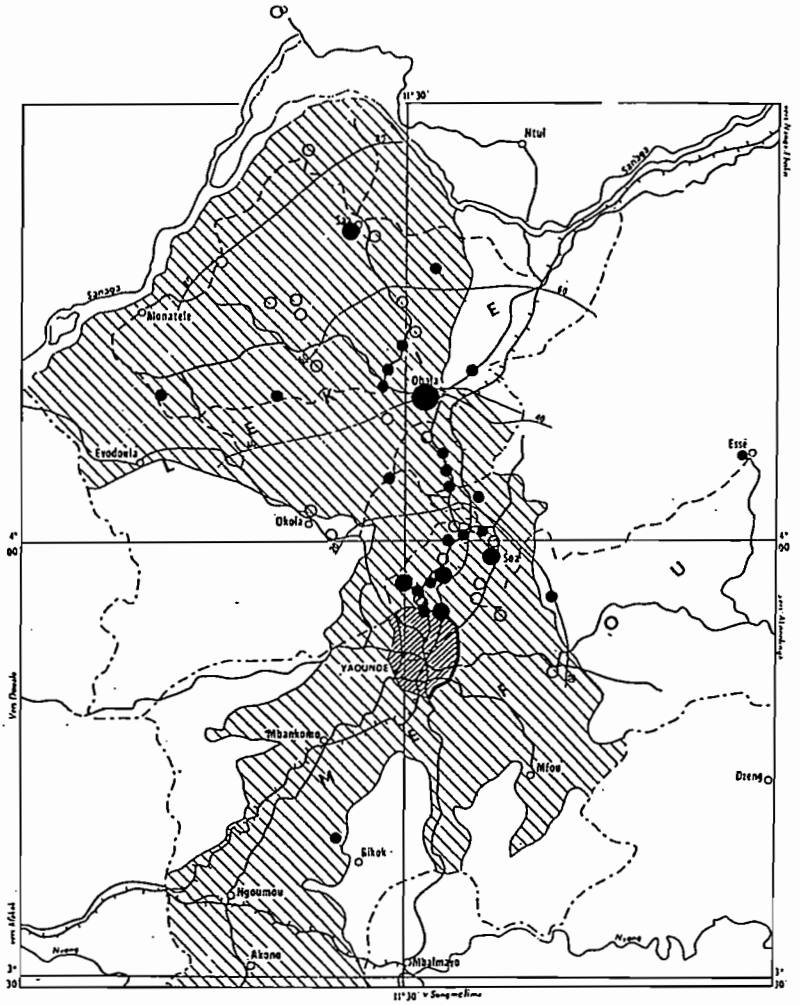


Fig 3 ORIGINE DES VENDEUSES DU MARCHE EN 1973

40 km Distance de Yaoundé

Zone de densité supérieure à 30h/km²

0 15 30km

Centre administratif

Limite administrative

Route principale

Route secondaire

Chemin de fer

touche là un processus d'extension du mode de vie urbain aux dépens de l'activité agricole. D'autre part, la faible représentation de cette banlieue signifie aussi que la commercialisation des vivres qu'elle produit échappe au circuit normal et s'opère bien davantage
de gré à gré entre le producteur et le consommateur ou le revendeur-détaillant. La vente se pratique au village même, ce qui permet à l'acheteur d'obtenir un prix moindre et évite au villageois de se déplacer : il ne s'y résout que s'il a un besoin d'argent immédiat.

Tableau 4
Distances parcourues par les vendeuses du marché

Distance de Yaoundé (km)	% de vendeuses 1968	1973	% cumulés 1968	1973
0 < 10	18	12	18	12
10 < 20	24	26	42	38
20 < 30	19	16	61	54
30 < 40	10	17	71	71
40 50	6	9	77	80
50 60	5	6	82	86
60 - 70	6	2	88	88
70 80	10	7	98	95
Plus de 80	2	5	100	100

En compensation, un renforcement de l'effectif présent sur le marché s'est produit pour les vendeuses venant d'une distance de 30 à 60 kilomètres de Yaoundé, ce qui correspond grosso modo à la région d'Obala. Ce renforcement traduit, semble-t-il, le rôle grandissant du marché d'Obala dans l'approvisionnement de celui de Yaoundé. Un plus grand nombre de vendeuses qu'en 1968 provient de cette ville et il s'agit là des revendeuses appelées "*bayam-salam*". La baisse constatée entre les kilomètres 20 et 30 est à mettre en parallèle avec l'effort de vente sur place réalisé depuis quelques années par les maraîchers de ce secteur de la route d'Obala. Qu'au-delà des 70 kilomètres les effectifs des vendeurs soient supérieurs à ceux de la zone plus proche de Yaoundé peut s'expliquer de diverses façons. Ou bien, comme les densités de population sont plus élevées, cette zone envoie effectivement une représentation plus forte sur ce marché ; c'est l'explication retenue en 1968. Ou bien les femmes

enquêtées ont déclaré venir de Saa ou de Monatélé (respectivement à plus de 70 km et plus de 80 km) et ont été classées comme venant effectivement de ces distances alors qu'elles viennent seulement de villages relevant de ces arrondissements et devraient donc être réparties entre les kilomètres 50 et 90. Ou bien encore, phénomène identique à celui de la ville d'Obala, il s'agit bien de femmes venant de ces chefs-lieux, mais ce sont des revendeuses. Les trois hypothèses sont également plausibles.

Conclusion

C'est donc par la négative qu'il faut répondre à la question posée. Non seulement l'aire de ravitaillement du Marché vivrier ne s'est pas étendue au cours de ces cinq dernières années, mais au contraire il apparaît qu'elle s'est rétractée et tend à se limiter à une zone de la Lékié comprenant les arrondissements d'Obala et, en partie seulement, ceux de Saa et de Monatélé. On constate donc que l'accroissement de la population urbaine durant cette période n'a eu, pour le moins sur ce marché, aucune des répercussions que nous avions envisagées. Que faut-il en penser ?

Deux facteurs nouveaux contribuent à expliquer cette étonnante constatation. D'une part, au cours de ces dernières années, le rôle joué par ce Marché des Femmes a changé. En 1965, un rapport d'enquête de la SEDES notait : "*Le Marché des Femmes, contrairement au marché couvert fréquenté par la clientèle européenne et la classe aisée de la population camerounaise, présente aux ménagères des produits vivriers locaux, du petit bétail sur pied et des volailles*" (SEDES, 1967). Aujourd'hui il apparaît que ce marché est devenu en bonne partie une extension du marché couvert et qu'il offre lui aussi aux ménagères des produits consommés dans les milieux aisés de la capitale. Cette évolution de l'offre traduire une modification progressive des habitudes alimentaires du citadin, ou encore l'importance prise par une classe sociale moyenne qui jouit d'un niveau de vie relativement élevé à Yaoundé. L'apparition de ce nouveau type de clientèle sur ce marché explique d'ailleurs en partie que le niveau des prix pratiqués soit supérieur à celui des autres marchés urbains. On saisit donc là un processus de diversification de la fonction du marché qui n'en continue pas moins à répondre également aux besoins des quartiers populaires proches. L'évolution survenue est d'ordre qualitatif, non quantitatif ; elle

est fonction non de la croissance de la population urbaine, mais d'un changement dans l'appartenance sociale de la clientèle.

Une autre explication rend également compte des prix forts pratiqués ici : l'aire de ravitaillement de ce marché, telle que nous l'avons cernée, se limite, aujourd'hui plus encore qu'en 1968, à la partie nord de la région de Yaoundé, celle qui connaît le plus de problèmes. C'est là en effet que les densités de population sont les plus élevées et que les terres cultivables sont utilisées au maximum, non sans manifestations d'épuisement et d'érosion des sols, au point que l'alimentation même des populations rurales s'en trouve parfois compromise (Lefebvre, 1973). On conçoit donc que cette aire d'approvisionnement, naturellement dessinée par l'orientation du réseau routier, tende à fournir le marché en produits vivriers locaux chers et à se spécialiser de plus en plus dans les fruits et légumes obtenus en jardins maraîchers dans les bas-fonds humides, seuls endroits du terroir villageois encore libres de cultures. J.-L. Morinière (1972) a montré que sur 177 maraîchers dont l'exploitation est supérieure à deux ares, 143 (80 %) sont installés sur l'axe routier d'Obala.

Enfin, si la demande induite par la croissance de la population urbaine est apparemment sans effet sur le Marché central, c'est parce qu'elle s'est en fait répercutée sur les autres marchés de la ville. Il existait en 1965 six marchés à Yaoundé dont trois seulement étaient importants : Marché central, Messa (ou Mokolo) et Awaé (ou Mvog-Mbi), les trois autres étant beaucoup moins fréquentés : Nlongkak (ou Nkol-Éton), Mélen et Mvolyé (SEDES, o.c.). En 1973, il existe à Yaoundé onze marchés dont six sont importants : outre les trois déjà cités, Nkol-Éton, Nkol-Ewé (ou Mvog Ada), Ndjong-Mélen, et quatre autres dont le rôle n'est pas négligeable : Madagascar, Dakar, Jamot, Ngoa-Ekélé ; seul celui de Mvolyé reste secondaire, ne fonctionnant que le dimanche. De nouveaux marchés sont donc apparus. "*A Yaoundé, il y a autant de marchés que de collines et de quartiers*", écrit même un journaliste (Ebongue Soelle, 1972). Ces nouveaux marchés ont ravi au Marché central le rôle prépondérant qu'il avait autrefois, tandis que d'autres ont pris plus d'importance. Exemple significatif : le marché de Mvog Ada, à présent déplacé à Nkol-Ewé et aménagé, a en quelque sorte capté les villages de la route d'Akonolinga qui ravitaillaient en 1968 le Marché central. Autre confirmation de cette évolution : l'agrandissement et la modernisation en cours du marché de Mokolo qui voit sa superficie doublée. Situé dans une zone très peuplée, il est devenu sans conteste le marché le plus animé de la ville, les ventes s'y opèrent toute la journée et même une partie de la nuit. Sa contribution

au ravitaillement de la capitale est aujourd'hui primordiale. Par contre, le Marché central s'avère être devenu trop marginal pour permettre de juger des modalités du ravitaillement de la ville.

Telles sont les conclusions que les résultats de ces deux enquêtes successives permettent d'envisager. Elles plaident en faveur d'un élargissement du champ de ce type de recherches qui saisirait la contribution de chaque marché urbain ou même périurbain, et montrerait sans doute que, contrairement au Marché central, ceux-ci connaissent une activité qui croît au rythme de l'augmentation de la population. Quelle est l'extension de la zone qui nourrit véritablement la ville, et jusqu'où s'étendent les aires d'approvisionnement respectives de ces marchés le long des grands axes de communication ? Car il est évident que c'est de ces axes, de leur practicabilité et de leur fréquentation par les transports collectifs que dépend le contour de cette zone d'approvisionnement, et il est non moins évident (Santos, 1967) que sans extension de ce réseau des communications, les efforts de modernisation ou d'amélioration de l'agriculture restent vains, de même que ceux d'un meilleur approvisionnement de la ville.

Références bibliographiques

EBONGUE SOELLE, 1972 - Faire le marché à Yaoundé. Les ménagères ont le choix. *Bingo*, n° 230, mars. Supplément Afrique centrale (1-2).

FRANQUEVILLE A., 1972 - Les relations ville-campagne sur la route au nord de Yaoundé. *Cahiers ORSTOM*, sér. Sci. Hum., vol. IX, n° 3 (337-387).

LEFEBVRE A., 1973 - Conditions d'un développement intégré dans la Lékié. Groupe des conseillers en développement d'Afrique centrale. 4 t. 106 p. mult. Yaoundé.

MORINIÈRE J. L., 1972 - La région maraîchère intra et périurbaine de Yaoundé. *In* : Dix études sur l'approvisionnement des villes. *Travaux et Documents de Géographie tropicale* n° 7, (47-80). CEGET. Bordeaux.

N'SANGOU A., 1973 - Production et commercialisation des produits vivriers de la Lékié. Mémoire d'Économie rurale. École nationale supérieure d'agriculture de Montpellier. 249 p. mult., annexes.

ONGLA J., 1973 - Étude économique de la production vivrière dans la zone d'intervention de Yemessoa. *Bulletin de Recherches* n°1. ENSA, mars, 106 p. mult., Yaoundé.

SANTOS M., 1967 - L'alimentation des populations urbaines dans les pays sous-développés. *Revue Tiers-Monde*, t. VIII, n° 31, juillet-septembre.

SEDES, 1967 - Enquête sur le niveau de vie à Yaoundé, 1964-1965. Fascicule III, 151 p. Paris.

4

LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE DANS LES ANDES DE BOLIVIE

Pratiques et représentations[1]

La région andine dont il s'agit ici ne constitue en réalité que la partie occidentale, la plus réduite en superficie, de la Bolivie. L'Orient bolivien est beaucoup moins peuplé et diffère singulièrement, par son climat amazonien, de l'Altiplano et des Vallées interandines. Aussi, les lignes qui suivent ne concerneront-elles que la consommation alimentaire des principaux groupes humains, ruraux et urbains, de la zone occidentale : ceux, autochtones, de culture aymara et quechua, ainsi que les créoles.

Pratiques et stratégies d'hier : l'héritage andin

Évoquer le monde andin c'était, il y a peu encore, évoquer des communautés précolombiennes de l'Altiplano (dites *ayllu* en aymara) isolées, enserrées dans leurs structures sociales et économiques traditionnelles et vivant en autosubsistance fort précaire à plus de 4 000 mètres d'altitude. Telle est, du moins, l'image que l'on en avait avant les récents travaux qui ont permis de mieux comprendre le fonctionnement de ces communautés et aussi de mieux expliquer comment de fortes densités de population ont réussi à se maintenir à travers les siècles dans un milieu physique et climatique aussi peu favorable à l'homme.

En réalité, ces communautés autochtones vivaient dans un univers beaucoup plus ouvert et plus vaste qu'on ne l'avait d'abord pensé. Les recherches montrent que l'économie des sociétés préhispaniques fonctionnait selon un modèle que l'on a appelé des "archipels verticaux",

---

[1]Article publié en collaboration avec la nutritionniste bolivienne Ruth Villegas, dans la *Revue Tiers-Monde*, Tome XXXIII, n° 2 (849-859), n° spécial : le fait alimentaire, débats et perspectives, dir. E. Calvo, G. Courade, octobre-décembre 1992. IEDES. PUF. Paris. Nombre de thèmes présentés ici sont repris et développés dans l'ouvrage à paraître aux éditions de l'Orstom : La Bolivie, pauvreté, pillage et aide.

organisé de façon à assurer "*le contrôle vertical d'un maximum d'étages écologiques*" (Murra, 1975), c'est-à-dire mettant à profit l'extraordinaire variété des niches écologiques qu'offre le relief si compartimenté et si contrasté des Andes, de façon à diversifier au mieux leurs cultures et leur alimentation.

C'est ainsi que, sur les rives du lac Titicaca, l'ethnie des Lupaqa de parler aymara, forte de quelque 100 000 habitants au XVI° siècle, étendait son "archipel" sous forme d'oasis, vers l'ouest à dix ou quinze jours de marche jusqu'à la côte du Pacifique, et vers l'est jusqu'à la forêt tropicale, tandis que le noyau central et dirigeant du groupe se situait sur l'Altiplano. De part et d'autre, à des distances considérables, les colons (dits *mitmaq* en quechua) étaient installés à vie, semble-t-il, mais tout en restant sous la dépendance politique du centre.

Tandis que sur l'Altiplano étaient cultivés les divers tubercules andins et la quinoa, les "colonies" de la côte fournissaient le maïs, le coton, le fameux guano et les autres produits marins, et celles de la forêt le bois, le miel et la coca. L'archéologie a confirmé l'importance de ces échanges est-ouest entre zones écologiques, les tombes de la côte du Chili (Arica) contenant souvent des produits de l'Altiplano tels que pommes de terre, frondes de laine de lama, céramiques, etc.

Cette organisation verticale du "terroir" se vérifie en de nombreux endroits et semble avoir été aussi bien celle des grands "royaumes" andins comme celui des Lupaqa, que celle de communautés beaucoup plus réduites. Certes, l'extension de l'archipel devait être fonction de l'importance démographique de *l'ayllu*, car tous ne possédaient pas nécessairement des antennes jusqu'au Pacifique et certains se contentaient de colonies implantées dans les vallées relativement proches de l'Altiplano, telles les Yungas de La Paz ou les vallées de Cochabamba. Mais il est certain que ce modèle de contrôle simultané d'archipels verticaux a constitué (et constitue souvent encore) l'idéal économique andin, et que, loin d'avoir été une création de l'empire inca, il lui fut bien antérieur. Les Incas semblent l'avoir seulement utilisé à leur profit en l'adaptant et en le détournant à des fins de conquête militaire et de contrôle administratif.

Une telle organisation du terroir et de l'économie impliquait de constants échanges à dos d'hommes ou de lamas, généralement sur de très longues distances, dans des civilisations qui connaissaient mais n'avaient pas développé l'usage de la roue. Il est évident que l'objet en était d'assurer à chaque communauté une autonomie et une sécurité

économique et alimentaire fondées sur l'accès à des produits agricoles très variés parce qu'originaires de milieux écologiques divers qui constituaient leur véritable espace de relations et leur aire d'approvisionnement.

La destruction d'un héritage

Tandis que les historiens font peu à peu la lumière ce que fut le fonctionnement d'un tel système agro-économique, les anthropologues observent aujourd'hui ce qui subsiste de l'héritage, malgré les destructions et le saccage qu'ont subis ces peuples depuis leur "découverte".

Déjà l'empire inca avait introduit certaines distorsions dans cette organisation millénaire. On peut certes considérer que l'extension de celui-ci (le *Tawantinsuyu*) avait conduit ses maîtres à introduire dans les territoires conquis ce modèle de contrôle vertical, mais leur objectif fut surtout d'orienter les flux des échanges de biens vers le pouvoir central de Cuzco et d'utiliser les colonies lointaines comme autant de points d'appui d'un système de défense et de conquête aux marges de l'empire.

Pourtant les coups les plus durs portés à cette organisation furent ceux de la colonie espagnole, puis ceux de la jeune République. Si les premiers administrateurs coloniaux (Juan Polo de Ondogardo, Domenigo de Santo Tomás) firent effectivement l'effort de chercher à comprendre le fonctionnement de ce système, même si leur but final était de le mettre au service de la Couronne, il en alla tout différemment avec les réformes du vice-roi Francisco de Toledo et sa politique de "réduction" des Indiens à la fin du XVI° siècle. Certes, une administration aussi centralisée pouvait difficilement se satisfaire de ces territoires étranges, disséminés comme des îles sur des distances de plusieurs centaines de kilomètres. Entre le noyau central d'habitat et ses "îles", les liens furent donc le plus souvent coupés et d'autres maîtres imposés sur les périphéries, rompant ainsi la complémentarité des productions et l'équilibre des ressources alimentaires que permettait le système. Il en résulta un rétrécissement considérable du territoire des communautés, et donc en de nombreux cas une limitation de l'éventail des produits alimentaires à un seul étage écologique.

En réalité, l'histoire de la Bolivie, depuis la colonie jusqu'à la république d'aujourd'hui, est celle d'une permanente tentative de réduire les communautés autochtones et de détruire leur organisation

économique et politique traditionnelle, considérée comme incompatible avec les exigences d'un État moderne. Ces tentatives furent tantôt directes et menées systématiquement par le pouvoir ("réductions" de Toledo, décrets de Simon Bolívar abolissant, en 1824 et 1825, la propriété indivise des terres, et permettant donc l'expropriation des communautés), tantôt indirectes et conséquences d'évolutions ou d'innovations agricoles dont les effets furent finalement les mêmes.

Ainsi, l'introduction par les Espagnols de nouvelles cultures, en particulier les céréales méditerranéennes, et de nouveaux animaux d'élevage (bovins, ovins, caprins), et parfois l'interdiction de cultures autochtones pour des raisons religieuses (ainsi pour l'amarante locale appelée *kiwicha - Amaranthus caudatus*), provoquèrent des changements radicaux dans les régimes alimentaires des habitants. Certaines cultures andines cédèrent peu à peu la place aux cultures méditerranéennes : le lupin local (*tarwi - Lupinus mutabilis*) devant les fèves, la quinoa (*Chenopodium quinoa*) devant le blé et l'orge. Ces dernières "dévalorisèrent et chassèrent les cultures autochtones, leur en substituant d'autres de production et de consommation plus simples, mais de valeur nutritive inférieure" (Salis, 1985). Même si ces nouvelles productions alimentaires ne furent nullement introduites pour la consommation des indigènes, mais bien pour le paiement du tribut que ceux-ci devaient verser sous cette forme aux Espagnols, elles remplacèrent en grande partie les plantes autochtones à la fois par un effet d'imitation et par la concurrence ainsi induite sur l'espace cultivé.

Pourtant les changements les plus décisifs semblent bien être les plus récents, parce qu'ils entrent dans le cadre d'une économie dominante aux dimensions internationales face à laquelle les sociétés andines n'ont plus désormais l'échappatoire de leur isolement.

L'urbanisation, au sens le plus général du terme, est aujourd'hui la voie privilégiée par laquelle ces changements s'insinuent jusqu'aux communautés les plus reculées. Urbanisation physique, en ce sens que se développe sur les hauts plateaux un réseau de villes dont la plus importante, La Paz, bien que modeste comparée aux métropoles sud-américaines, concentre cependant avec sa jumelle El Alto, 15 % de la population nationale et plus de la moitié de la population départementale. C'est dire que la moitié de cette dernière a adopté les pratiques alimentaires imposées par la vie urbaine et qui n'ont plus grand chose à voir avec le milieu local. Dans l'ensemble des trois départements andins de Bolivie (La Paz, Oruro, Potosi), la population urbaine représente 42 %

du total ; ainsi, 42 % de la population andine est en réalité conduite à intégrer d'une façon ou d'une autre à son mode de vie, un régime et des habitudes alimentaires urbaines de plus en plus standardisées et mondialisées.

Mais les populations rurales elles-mêmes ne se trouvent nullement à l'abri de cette vague d'urbanisation de l'alimentation, que ce soit par l'intermédiaire des migrants qui introduisent sur leur lieu d'origine les nouvelles modes alimentaires auréolées du prestige de la ville, ou par l'effet d'ouverture des campagnes au marché qui donne accès aux produits urbains à nombre de foyers ruraux. Ainsi, jusque dans la consommation alimentaire des communautés rurales, se confrontent et se combinent tradition et modernité.

Pratiques, stratégies et représentations : modernité et tradition

Les diverses agressions subies par le monde andin depuis quatre siècles font qu'aujourd'hui les conditions d'accès à l'alimentation ont beaucoup changé et continuent d'évoluer. En milieu rural demeure, ici ou là, quelques éléments du contrôle vertical des étages écologiques. Quelques communautés de l'Altiplano ayant échappé à toutes les réformes, ont gardé des droits, parfois même des terres dans la zone des Vallées. Ainsi l'*ayllu* des Macha du Nord-Potosi, étudié par T. Platt (1976), s'étend encore sur deux zones écologiques, Puna et Vallées, sur une distance de plus de cent kilomètres, les courants d'échanges entre chacune étant facilités par les relations de parenté ; mais l'auteur montre qu'autrefois les terres des Macha allaient bien au-delà, jusque vers Cochabamba.

Toutes les communautés n'ont certes pas la chance d'exploiter encore une telle situation de charnière écologique, mais certaines ont gardé des traditions d'échanges entre le haut et le bas. Ainsi peut-on voir encore, en saison sèche, ces caravanes de lamas décrites par P. Lecoq (1986), qui descendent vers les Vallées, chargées de sel ou de *chuño* et remontent le maïs ou le bois, empruntant des itinéraires millénaires. Mais aujourd'hui les camions supplantent de plus en plus les lamas, et les lieux d'échanges sont les foires et les marchés.

Les différences les plus nettes dans la consommation alimentaire se placent entre milieu urbain et milieu rural. Tandis que le milieu rural andin se caractérise souvent aujourd'hui par une production d'autosubsistance et par la monotonie de son régime alimentaire, un singulier renver-

sement des choses fait que le marché urbain est de nos jours ravitaillé par une extrême diversité de produits provenant des différents étages écologiques du pays. Les paysans n'ont plus, en effet, d'accès direct qu'aux seuls produits cultivés sur ce qui reste de leur terroir, c'est à dire essentiellement aux tubercules et, dans une moindre mesure, à la quinoa et aux céréales de l'Altiplano. Les autres produits doivent être achetés sur les marchés locaux, et proviennent ou transitent par la ville.

Nul doute que cette évolution ait contribué à réduire fortement la gamme des aliments consommés à la campagne ; ceux que la communauté ne peut plus produire doivent désormais être achetés et leur consommation est devenue fonction des disponibilités financières, c'est-à-dire variable suivant les saisons, les années et les lieux. Le milieu rural, en effet, et particulièrement la région andine, reçoit plus brutalement que tout autre l'impact de la crise économique générale, ce qui se traduit par une demande de biens et services extrêmement réduite et s'ajoute aux désastres climatiques cycliques pour compromettre la situation nutritionnelle et la santé des habitants. De plus les paysans, souvent isolés, vendent généralement leurs produits *al pie de la finca,* c'est-à-dire directement du champ au commerçant sans aucun pouvoir de négociation avec celui qui est souvent leur créancier, ce qui marque le début d'une chaîne d'intermédiaires qui, l'un après l'autre, renchérissent les prix jusqu'au consommateur final. Ainsi s'explique que le paysan andin vende sa production à bas prix et doive acheter son alimentation au prix fort, ses propres cultures ne suffisant pas à sa subsistance. Les échanges, le troc se pratiquent là où manquent les liquidités, entre communautés voisines ou entre familles d'une même communauté. Des unités de mesure locales sont alors utilisées : poignée, chapeau, pots de terre..., et les tubercules, les céréales ou le sel sont échangés contre les fruits, le maïs, les feuilles de coca, ou encore des produits manufacturés. En milieu urbain, les aliments sont, comme partout en ville, achetés en quasi-totalité. Les quelques autres formes d'accès à l'alimentation sont marginales : petite production familiale, petit élevage, produits alimentaires provenant de la campagne où l'immigré a gardé des terres ou des parents, ou encore dons d'aliments distribués par des organismes caritatifs variés, sous des prétextes également variés.

La consommation tend, ici comme ailleurs, à devenir homogène dans les principales villes, homogénéité qui se retrouve moins dans la façon de préparer les aliments que dans le choix des aliments de base (riz, pâtes, boeuf, pommes de terre, oignons, oeufs, lait et dérivés, etc.). Cependant

les quantités consommées diffèrent beaucoup entre pays développés et sous-développés, entre classes sociales de ces derniers, ainsi qu'entre ville et campagne. L'accès à l'alimentation est particulièrement inégal selon les catégories socio-économiques urbaines. Bien que les études soient peu nombreuses sur le sujet, il est certain que les classes aisées, une minorité de citadins, bénéficient d'une alimentation fort variée, tandis que celle des classes pauvres est extrêmement monotone et insuffisante. Ces inégalités se marquent en particulier dans l'importance, chez les classes pauvres, de la consommation de pain et céréales (plus du quart de la consommation totale) et des tubercules et dérivés, tandis que viandes et poissons, produits laitiers et oeufs, fruits, légumes et crudités, constituent l'alimentation habituelle des classes aisées. Le problème n'est donc nullement ici celui de la disponibilité alimentaire, mais bien de l'accès à l'alimentation pour les secteurs urbains aux revenus les plus bas.

On ne saurait cependant oublier que les habitudes et les coutumes alimentaires contribuent également et dans une large mesure à déterminer la consommation. Existent, de ce point de vue, deux principaux types de consommation alimentaire :

- Celle qui, en fonction des habitudes et coutumes, est continue dans le temps, passant d'une génération à l'autre, et aussi continue dans l'espace, car la façon de préparer et de consommer ne change guère d'un endroit à l'autre en dépit des migrations.

- Celle d'aliments introduits à l'encontre des habitudes, soit à cause des changements évoqués précédemment, soit comme conséquence des dons d'aliments. Ces derniers, à 90 % de provenance nord-américaine, sont particulièrement suivis depuis les années 1970, surtout dans la région andine où l'extrême pauvreté, ajoutée aux désastres climatiques (sécheresses, gelées, inondations) ont justifié la mise en place de tels programmes et la prolifération d'institutions qui distribuent les dons, créant ainsi de déplorables relations de paternalisme et de dépendance pour les communautés, et ayant pour principal effet de débarrasser les pays industrialisés de leurs surplus en toute bonne conscience[2].

Alimentation et malnutrition résultent donc de la combinaison de nombreux facteurs (de caractère politique, économique, social, culturel et écologique) qui conduisent jusqu'à la table du consommateur des aliments de production locale ou de provenance extérieure. Or les uns et les autres ne parviennent pas aux mêmes tables. Le ravitaillement des

[2]Concernant l'aide alimentaire en Bolivie, voir Prudencio et Franqueville, 1995, et notre article dans la *Revue Tiers-Monde*, n° 153, janvier-mars 1998 (45-68).

trois principales villes andines (La Paz, Oruro et Potosi) est assuré de différentes façons, chacune correspondant à un certain type de produits alimentaires.

Les marchés offrent une grande diversité de produits, le grand nombre de vendeurs faisant que les prix proposés sont réellement compétitifs. Même lorsqu'ils se tiennent à l'abri d'un bâtiment conçu à cet effet, ces marchés présentent des conditions d'hygiène déplorables qui ne peuvent que favoriser le retour périodique des épidémies de choléra. Ordures et déchets s'accumulent faute de service de nettoyage ; pas d'équipement pour le lavage, le conditionnement et la conservation des aliments. En outre se pratiquent, à l'intérieur comme à l'extérieur des marchés, les ventes ambulantes, lesquelles contribuent à augmenter le degré de contamination des aliments, ceux-ci étant disposés sur un *aguayo*[3] ou sur un simple plastique à même le sol. Ces marchés fonctionnent tous les jours selon des horaires fixés.

Les foires, où sont commercialisés aliments et aussi produits d'usage domestique, se tiennent une fois par semaine. Les mêmes vendeurs "suivent" les foires d'un quartier à l'autre, car leur matériel se réduit à quelques tables et caisses sur lesquelles sont posés les aliments, et une toile tendue sur une armature en bois fixée sur un piquet (*chiwiña* en aymara) qui les abrite du soleil ou de la pluie.

La vente dans la rue se pratique le plus souvent à l'unité ou au micro-détail et porte sur de très petites quantités d'aliments, généralement de production locale et périssables.

Les magasins et les boutiques se dispersent dans les quartiers, les premiers pratiquant le commerce de gros et approvisionnant les boutiques (appelées souvent *tiendas de abarrotes*) qui vendent au détail ou micro-détail. Les uns et les autres ne proposent que des produits élaborés, nationaux ou étrangers, et non des produits périssables tels que les fruits et légumes.

Les "tambos" sont des lieux de vente en gros des produits agricoles d'origine locale. Il s'agit le plus souvent d'une cour intérieure entourée de bâtiments où peuvent se loger les voyageurs.

Les supermarchés, qui se multiplient à La Paz depuis quatre ou cinq ans, constituent une forme de commercialisation nouvelle en Bolivie. Y sont offertes des quantités inusitées de produits et, faits nouveaux, les aliments y sont vendus en unités de mesure internationales, les prix sont

[3]*Aguayo :* pièce de tissu rectangulaire aux couleurs vives que les femmes utilisent pour porter sur le dos une charge ou un enfant.

affichés, les aliments sont emballés correctement et manipulés avec soin par les vendeurs. En dépit de ces avantages, la population s'approvisionne encore assez peu à ces supermarchés, car ils sont réputés ne s'adresser qu'à des clients riches ou à des résidents étrangers.

Cette attitude s'explique en partie par le fait que, dans le système commercial traditionnel, vendeurs et consommateurs entretiennent des relations d'ordre personnel, très dépendantes de considérations culturelles. La quantité, la qualité et le prix des aliments varient selon la condition socio-économique de l'acheteur, selon l'heure de la vente et selon la relation personnelle existant avec la vendeuse. La vendeuse réserve, ou tout au moins affirme réserver à sa *casera* (son "habituée") des produits de meilleure qualité, à meilleur prix, auxquels elle ajoute la *yapa,* mot aymara équivalent au "cadeau" en Afrique. Ainsi l'acheteuse se trouve-t-elle dans une obligation de fidélité envers sa vendeuse, laquelle, en retour, lui assure l'approvisionnement, même en période de pénurie. Si n'existe pas cette relation de *casera,* les rapports de vente sont plus froids, même si l'acheteuse ne manque pas de demander un rabais ainsi que la *yapa.* Tout cela ne signifie pourtant pas que le poids du produit vendu soit exact, d'autant plus que la vente se fait en unités de mesure locales qui varient d'une région à l'autre.

Le symbolisme des aliments

A l'occasion de la célébration des fêtes, celles du cycle familial comme celles du cycle annuel, les aliments prennent une signification sociale et symbolique particulièrement marquée. Le rôle des célébrations dans le resserrement des liens horizontaux entre individus et groupes sociaux est connu et universel. Les échanges d'aliments et d'alcools sont partie obligatoire des rituels de baptême, mariage ou funérailles, toute invitation supposant implicitement une contre-invitation au moins équivalente, en vertu du principe de réciprocité qui structure les relations sociales andines.

Moins fréquemment observé est le rôle joué par les aliments dans les relations verticales, celle de l'homme avec les nombreux esprits qui continuent à hanter la nature andine, en dépit de quatre siècles d'apparente christianisation. Ainsi offre-t-on la graisse de porc aux esprits des lacs, et à ceux des sommets la graisse de lama, afin de protéger les champs du gel ou de la grêle. Partie intégrante de l'univers spirituel andin, la *Pachamama* (la Terre-Mère) reçoit obligatoirement, à

l'occasion de toute cérémonie privée ou publique, quelques gouttes d'alcool ou de bière (la *ch'alla*) versées par chaque participant, aussi bien en ville que dans les communautés rurales. Nombre d'anthropologues ont observé que le rôle assigné à l'alcool est celui d'effacer les frontières, autant celles entre les hommes que celles entre ceux-ci et les esprits. L'homme en état d'ébriété (état sur lequel ne pèse aucun jugement moral) est considéré comme en situation de communication avec l'invisible, d'où ses étranges réactions ou son état de prostration.

Les funérailles et les divers rites liés à la mort utilisent aussi largement le symbolisme des aliments et des boissons, et il semble que le rôle de ceux-ci est encore celui de médiateurs entre le monde des vivants et celui des morts. Pour son voyage vers l'au-delà, le défunt a besoin de vivres, suffisamment pour une journée. La nature des aliments semble importer assez peu : outre une couverture et un poncho pour se protéger du froid, le défunt emporte dans son cercueil, en milieu rural, la céréale de l'Altiplano, la quinoa, préparée sous forme de *pito* (farine) ou de *kispiña* (galette pour le voyage), les pommes de terre cuites, le *chuño* (pommes de terre déshydratées), le *charqui* (viande séchée et salée), etc. En milieu urbain, ce sont le riz, les pâtes, le sucre, le pain, la bière, les feuilles de coca et jusqu'aux cigarettes.

Mais le départ des morts n'est pas définitif. En diverses occasions, ils reviennent visiter les vivants, pendant trois ans selon les Aymara. La fête de la Toussaint, dont la date coïncide en réalité avec une célébration traditionnelle des morts dans les Andes, est notamment l'occasion de ce retour et revêt donc une importance essentielle dans le cycle des fêtes familiales et communautaires. On dresse alors dans les maisons des tables destinées aux défunts de la famille, particulièrement à ceux décédés depuis moins de trois ans ; on fabrique pour la circonstance des pains spéciaux, en forme de couronnes de fleurs ou en forme d'échelles (pour le passage des esprits), ou encore en forme d'êtres humains représentant les défunts. On peut y ajouter d'autres aliments, fruits ou alcools, mais la présence de ces pains particuliers est essentielle à la fête. Le jour suivant, la cérémonie se poursuit au cimetière où sont dressées des tables temporaires sur lesquelles on dispose des aliments, des feuilles de coca, de l'alcool, de même que dans la niche que les tombes comportent à cet effet ; la *chicha* (bière de maïs) est particulièrement utilisée pour l'occasion. Ainsi la fête de la Toussaint est à la fois un banquet pour les morts et un partage de nourriture entre les vivants. Lors de cette brève visite chez les vivants (du jour de la Toussaint à midi

jusqu'au lendemain à midi), les morts doivent être bien accueillis et bien nourris, afin d'éviter que leur colère ou leur vengeance ne s'exercent sur la parenté ou la communauté.

Plus originale encore est la symbolique des aliments observée par M. Johnsson (1986) lors de la fête patronale d'une communauté de l'Altiplano bolivien. Outre son rôle classique de resserrer les liens entre les membres de la communauté (en particulier avec les émigrés installés à La Paz) par des démonstrations de solidarité, de compétition ou de partage, la nourriture consommée tout au long de la fête évoque de façon symbolique le déroulement du cycle de la vie humaine.

Ainsi, cinq repas sont servis au cours de cette journée, soit beaucoup plus que lors d'un jour ordinaire. Mais la nourriture présentée n'est pas quelconque. Le premier plat (*sajta de pollo* : poulet avec pommes de terre, *chuño*, riz, laitue, piment, etc.) est celui que l'on sert habituellement pour le "baptême" traditionnel (*rutucha*) ; le deuxième (*papas a la huancayna* : pommes de terre avec laitue, sauce d'arachide) est le plat de mariage ; le troisième (*fricasé* : viande de porc avec *chuño*, maïs, piment) est connu comme particulièrement adapté aux lendemains de fête ; le quatrième (*guiso de cordero* : ragoût de mouton) est typiquement un plat de funérailles, et le cinquième, repas froid de pommes de terre à la sauce piquante, est celui qui accompagne les défunts dans leur dernier voyage, mais aussi celui que l'on emporte aux champs pour la journée de travail. Ainsi la nourriture partagée au long du jour de fête constitue-t-elle une claire représentation des étapes marquantes de la vie ou, si l'on veut, des travaux et des jours.

Conclusions

L'évolution des pratiques de la consommation alimentaire sous l'effet des agressions anciennes ou récentes subies par les populations andines de Bolivie, a abouti à l'adoption d'aliments étrangers aux habitudes régionales et souvent de faible valeur nutritive, mais qui présentent l'avantage d'être accessibles aux bas revenus et peuvent donc être intégrés au corps des représentations symboliques liées traditionnellement à la nourriture. Pourtant, la composition de cette alimentation quotidienne est avant tout fonction, non pas de sa qualité, mais du pouvoir d'achat du consommateur.

La faiblesse actuelle de ce pouvoir d'achat, résultat délibéré d'une politique de gel des salaires cadrée par l'ajustement structurel imposé au

pays (le PIB par habitant est passé de 588 dollars en 1986 à 549 en 1990), l'insuffisance et les déficiences des services nationaux de santé en milieu rural comme en milieu urbain populaire, tout contribue à maintenir une grande partie de la population bolivienne dans des conditions de vie déplorables. Les taux les plus élevés de mortalité infantile sont ceux de l'Altiplano (191,2 p. mille, Bolivie : 167,5 p. mille)[4], et de nombreuses études montrent que cette mortalité est en grande partie imputable à la dénutrition.

Les principaux problèmes de nutrition en Bolivie sont la dénutrition calorico-protéique, le goitre endémique, les anémies ferropéniques et l'avitaminose A. La population de toute la zone andine souffre de dénutrition chronique, signalée chez les enfants par le déficit de la taille par rapport à l'âge. En milieu rural, cette situation peut s'expliquer par l'introduction trop tardive d'aliments solides dans l'alimentation des enfants, tandis qu'en milieu urbain ceux-ci reçoivent une alimentation à base d'hydrates de carbone et de boissons sucrées sans grande valeur nutritive. Aussi la région andine présente-t-elle les prévalences de dénutrition chronique (rapport taille/âge) les plus élevées du pays : 33,3 % en moyenne, contre 29,9 % dans les Vallées interandines et 18,2 % dans les Plaines amazoniennes[5]. De même, les quelques études disponibles montrent que les calories ne couvrent que 82 % des besoins en milieu rural et 71 % en milieu urbain populaire, de sorte qu'à la campagne, malgré un régime fort monotone et une faible consommation de produits d'origine animale, les tubercules, céréales et légumineuses sont d'importantes sources d'énergie, tandis qu'en ville le déficit est qualitatif et quantitatif. On manque cependant d'études générales représentatives qui permettraient de confirmer ou d'infirmer cette situation.

Une autre manifestation de la malnutrition en milieu andin est la forte prévalence du goitre endémique qui touche 60 à 65 % de la population des trois départements andins. Sont particulièrement atteints les femmes et les enfants des catégories les plus pauvres. Le Ministère de la Santé a mis en place un programme de lutte contre le goitre (Pronalcobo) par iodisation du sel de table dont les résultats semblent encourageants. En dépit de la rareté des études sur le sujet, il semble bien que les groupes les plus atteints par les anémies ferropéniques soient encore ceux des

[4]Chiffres de 1960. Selon le PNUD, la mortalité infantile en Bolivie serait de 74 p. mille en 1993, encore très supérieure à la moyenne de l'Amérique Latine et Caraïbe : 45 p. mille.

[5]Chiffres de l'Institut National de Statistique (INE), 1994.

mêmes populations à haut risque, et en particulier celle des Andes, la carence devant être attribuée au fait que le fer absorbé est surtout d'origine végétale et donc difficilement assimilable.

Il est certes bien difficile d'établir, à partir des récits des chroniqueurs coloniaux, ce qu'était la consommation alimentaire dans les Andes préhispaniques et, plus encore, ce qu'était l'état nutritionnel des populations. Les essais tentés en ce sens ne sont guère convaincants. Mais la situation actuelle, caractérisée par une tendance à la détérioration des régimes alimentaires et des taux de couverture nutritionnelle tant en milieu rural que dans les classes urbaines aux revenus faibles ou moyens, et par une autre tendance à la surconsommation en milieu urbain aisé, permet d'affirmer que l'évolution survenue depuis la fameuse "découverte" du continent n'a nullement contribué à assurer une alimentation satisfaisante à la majorité des populations andines.

Références bibliographiques

ANTUNEZ DE MAYOLO S., 1981 - *La nutrición en el antiguo Perú.* Banco Central de Reserva del Perú. Lima. 189 p.

DANDLER J., BLANES J., PRUDENCIO J., MUÑOZ J. A., 1987 - *El sistema agroalimentario en Bolivia.* CERES. La Paz. 210 p.

DEMELAS D., 1980 - *Nationalisme sans nation ? La Bolivie aux XIX-XX° siècles.* CNRS. Toulouse. 227 p.

FRANQUEVILLE A., AGUILAR G., 1988 - *El Alto de La Paz. Migraciones y estrategias alimentarias en Bolivia.* ORSTOM-INAN. La Paz. 163 p.

GIRAULT L., 1988 - *Rituales en las regiones andinas de Bolivia y Perú.* CERES-MUSEF-QUIPUS. La Paz. 467 p.

JOHNSSON M., 1986 - *Food and Culture among Bolivian Aymara. Symbolic Expressions of Social Relations.* Uppsala. 188 p.

LECOQ P., 1986 - Une route du sel dans le Sud bolivien. Compte-rendu du voyage de troc annuel d'une caravane de lamas. 51 p. mult.

MURRA J. V., 1975 - El control vertical de un máximo de pisos ecológicos en la economia de las sociedades andinas. *In : Formaciones económicas y políticas del mundo andino* (59-115). Instituto de Estudios Peruanos. Lima.

MURRA J. V., 1975 - Un reino aymara en 1567. *In : Formaciones económicas y políticas del mundo andino* (193-222). Instituto de Estudios Peruanos. Lima.

PLATT T., 1976 - Espejos y maíz : Temas de la estructura simbólica andina. *Cuadernos de Investigación CIPCA,* n° 10. La Paz. 53 p. bibl. anex.

PRUDENCIO J., FRANQUEVILLE A., 1995 - *La incidencia de la ayuda alimentaria en Bolivia.* Unitas. La Paz. 210 p.

ROCABADO F., 1989 - Bolivia : Situación alimentaria y nutricional. *Cuadernos de Vigilancia nutricional SVEN,* n° 7. MPSSP. La Paz. 47 p.

SALIS A., 1985 - Cultivos andinos ¿ Alternativa alimentaria popular ? Centro de Estudios rurales andinos "Bartolomé de las Casas". *Debates andinos,* 6. Cuzco. 89 p.

VILLEGAS R., 1985 - Estudio comparativo de los alimentos consumidos en el hogar dentro la estructura de la canasta familiar, Ciudad de La Paz, 1982. Fac. de Ciencias de la Salud. UMSA. La Paz. 148 p. mult. anex.

WACHTEL N., 1976 - *Los vencidos. Los indios del Perú frente a la conquista española (1530-1570).* Alianza Universidad. Madrid. 408 p.

5

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DÉPENDANCE

Les importations dans le système alimentaire bolivien[1]

Abstract

Insecurity and dependence : imports in Bolivia's food supply system.

The decline of the agricultural sector in Bolivia for a decade or so is the result of the country's chaotic history, particularly in the economic field. The food supply system now increasingly depends on imports and donations. The article analyses the development and the functioning of this process. Faced with the decline of the traditional mining sector, Bolivia is now searching for alternative resources and this attention might thus finally be led towards the future of Bolivian agriculture and farmers.

Resumen

Inseguridad y dependencia : les importaciones en el sistema alimentario boliviano.

La degradación de la situación en Bolivia durante la última década es la herencia de la historia caótica del país, especialmente en el campo económico. Hoy en día el sistema alimentario boliviano se apoya cada vez más en importaciones y donaciones. Este informe trata de analizar el desarrollo y el funcionamiento de este proceso.

Frente a la crisis de su tradicional producción minera, Bolivia se ha dado a la búsqueda de otro tipo de recursos. Se espera que con ello pronto pueda preocuparse más del futuro de su agricultura y campesinos.

[1]Article écrit avec Julio Prudencio, économiste bolivien, publié dans les *Cahiers ORSTOM*, série Sciences humaines, 27, 1-2 (29-39), 1991.

Pays le plus pauvre d'Amérique du Sud, rivalisant tristement avec Haïti pour ce qui est des taux de malnutrition et de mortalité infantile, la Bolivie est pourtant dotée par la nature de richesses agricoles et minières variées. Les premières paraissent sous-exploitées, au point d'obliger le pays à importer massivement et de façon croissante pour se nourrir, alors que les secondes ont été pillées depuis le XVI° siècle sans qu'il en soit rien resté sur place.

S'agit-il de la situation inéluctable et particulièrement typique d'un pays qui, dans l'état actuel des marchés internationaux, ne peut assurer sa sécurité alimentaire qu'au prix de son indépendance ?

IMPORTATIONS ET DONS ALIMENTAIRES

Les importations alimentaires : la tradition ancienne d'une économie extravertie

Les importations d'aliments de première nécessité ont, en Bolivie, une histoire déjà longue, car le recours à ce type de ravitaillement commence au début du siècle, en étroite relation avec le développement de l'exploitation de l'étain. Les villes directement ou indirectement liées à cette exploitation se développement alors (La Paz) ou connaissent un nouvel essor (Oruro), tandis qu'apparaissent, sur les lieux d'extraction, des agglomérations minières dont certaines regroupent jusqu'à plusieurs dizaines de milliers d'habitants (Siglo XX, Llallagua, Catavi...) malgré leur modeste appellation de *campamentos mineros*.

Dépendance et Révolution Nationale

Pour l'approvisionnement de ces centres plus ou moins urbanisés, les cultures des haciendas latifundiaires voisines s'avérèrent rapidement insuffisantes et la nécessité d'importations alimentaires s'imposa très tôt.

La chose fut d'autant plus aisée que le pays disposait déjà d'une infrastructure ferroviaire le reliant aux ports des pays voisins : dans un sens transitait le minerai d'étain, dans l'autre les aliments. De ce fait, ces

aliments importés pouvaient déjà être offerts à des prix moins élevés que ceux produits dans le pays même, où l'absence de bonnes voies de communication intérieures condamnait à l'isolement des zones potentiellement vivrières. Ainsi s'explique que, dès 1910-1920, les importations alimentaires constituaient, en valeur, 25 % des importations totales du pays.

La crise mondiale de 1930, puis la désastreuse guerre du Chaco avec le Paraguay (1930-1935) provoquèrent un effondrement à la fois des exportations de minerais et des importations, alimentaires ou autres (Prudencio, 1984). A l'inverse, la seconde guerre mondiale, source d'une forte demande en étain bolivien, eut des effets bénéfiques sur l'économie totalement extravertie du pays. Les exportations minières croissantes permirent alors d'augmenter le volume des importations alimentaires, de sorte qu'en 1944, 43 % des importations relevaient de ce secteur.

Tout au long de cette période, le pays importe six principaux produits alimentaires : huiles en général, lait sous des formes variées, blé, sucre, riz et farine de blé. La croissance de l'ensemble est nette durant ces trente années : 41 000 tonnes en 1924, 116 000 en 1955, si l'on excepte la baisse des années 1930-1935 à laquelle ne participe d'ailleurs pas le blé. En trente ans, les importations alimentaires se sont trouvées multipliées par 2,8 alors que la population du pays ne l'était que par 1,7 au cours de la première moitié du siècle. Les importations qui augmentèrent le plus furent celles du blé, des huiles et du sucre.

Une révolution et son échec

Les mesures économiques prises après 1952 par le gouvernement du MNR[2] visaient d'une part à une prise en mains par l'Etat du secteur minier et, d'autre part, à une réforme agraire devant abolir les latifundia et les relations de servage toujours en vigueur dans les campagnes. Dans le domaine de la production agricole, l'ambition du nouveau gouvernement était d'obtenir un auto-approvisionnement du marché alimentaire, de façon à réduire ou même supprimer les importations, cela grâce aux ressources tirées de l'exploitation minière.

Une série d'initiatives furent prises en ce sens entre 1955 et 1962 : programmes de colonisation agricole de l'*Oriente* amazonien, mécanisation de l'agriculture, ouverture de nouvelles routes, création d'usines de

[2] *Movimiento Nacionalista Revolucionario* de Victor Paz Estenssorro, à l'origine de la Révolution Nationale de 1952.

transformation des produits agricoles (huileries, laiteries...). Toutes ces opérations ne pouvaient cependant être entreprises sans une puissante aide étrangère, en l'occurrence celle des États-Unis par le biais de l'Alliance pour le Progrès. Plus tard, avec la dictature du général Hugo Banzer (1971-1978), un nouveau pas fut franchi : en stimulant la production agricole, il ne s'agissait plus seulement de substitution des importations, mais aussi de conquête des marchés extérieurs grâce au développement de cultures d'exportation : café, coton, riz, sucre, etc.

Quelles furent les conséquences de cette politique ? De façon apparemment paradoxale, la réforme agraire de 1953 fut immédiatement suivie d'une hausse générale des importations alimentaires qu'elle devait justement réduire ! Le phénomène s'explique par la désorganisation à la fois agricole et commerciale provoquée par la fragmentation des haciendas qui fournissaient jusqu'alors le marché intérieur, et par l'augmentation de l'autoconsommation des paysans. Affectés par la réforme, les grands propriétaires, qui détenaient jusqu'alors les moyens de commercialisation, cessèrent en effet de ravitailler les villes, principal débouché de leur production avec les mines, déterminant ainsi l'apparition d'une classe d'intermédiaires jusqu'alors inconnue et obligeant les pouvoirs publics à recourir à des importations accrues.

Passée cette étape initiale, la nouvelle politique agricole réussit la substitution pour deux productions : le sucre en 1966, et le riz en 1970, grâce aux cultures de la frontière agricole amazonienne. Pourtant, au cours des années 1970 et 1980, l'ensemble des importations alimentaires poursuit la même tendance continue à la hausse, en même temps que s'observe une concentration sur quelques produits essentiels : blé et farine de blé, lait et huiles. Une part de cette hausse doit être attribuée à la conjoncture particulière des années 1982-83 marquées par de sérieux désastres agricoles (sécheresse sur l'Altiplano, inondations en Amazonie) qui entraînèrent la perte des deux tiers de la production de tubercules et entre le quart et la moitié de celle des céréales (Roca, 1985). Ce fut l'occasion notamment d'importations massives de riz, denrée pour laquelle le pays était devenu autosuffisant depuis plus d'une décennie.

Le principal poste d'importations alimentaires est, de loin, celui du blé et de la farine de blé : 95 % du volume total, tonnages multipliés par 3,5 entre 1977 et 1987. Pour le lait et les huiles, les tonnages importés sont plus irréguliers ; la tendance à la hausse se maintient pour les huiles, tandis que les importations de lait tendent à baisser sous l'effet à la fois

du développement de la production nationale et de la croissance des importations de contrebande. Mais, de façon générale, le total des importations n'a cessé de croître jusqu'à présent, poursuivant la tendance apparue dès le début du siècle, et que le libéralisme économique actuel ne peut que renforcer.

Contrebande et dons alimentaires

Les importations officiellement enregistrées ne représentent cependant qu'une parie de la réalité. Il convient en effet de les compléter par deux autres modes d'introduction des denrées alimentaires : les importations de contrebande et les dons.

Pour les premières, on ne dispose d'aucune donnée qui permettrait d'en évaluer avec certitude le volume. On sait seulement que la contrebande est active aux frontières du Brésil, du Chili, de l'Argentine, du Pérou, au point que ce dernier pays souffrirait d'un déficit alimentaire tant serait importante l'exportation illégale de vivres. La contrebande est d'ailleurs, avec le trafic de la cocaïne, une importante source de revenus permettant aux Boliviens d'amortir les effets de la crise minière et de la libéralisation actuelle de l'économie. L'abondance des produits d'origine étrangère sur les marchés ne laisse aucun doute à ce sujet.

Les informations sont, par contre, plus nombreuses en ce qui concerne les dons alimentaires, chaque donateur s'efforçant de donner un maximum de publicité à ce qu'il tente de faire considérer comme une "bonne oeuvre", et le gouvernement traitant chacun des dons reçus comme autant de succès de sa politique étrangère. En 1987, la Bolivie aura reçu quelque 270 000 tonnes d'aliments donnés à des titres divers, et en 1988 ce volume fut de 146 896 tonnes.

Une quarantaine d'institutions, gouvernementales ou privées, se chargent de distribuer cette manne. Entre 1955 et 1989, 88,2 % de l'aide alimentaire provient des États-Unis. Elle transite par le CRS (*Catholic Relief Service*), la CARE (*Cooperative for American Relief Everywhere*) et l'USAID, puis est répartie entre *Caritas Boliviana* (56 % des aliments reçus), la "Fondation internationale contre la Faim" (11 %), les "oeuvres philanthropiques de l'Eglise adventiste" (ADRA-OFASA, 26 %), le "Service national de développement de la communauté". Les dons du PAM (Programme alimentaire mondial), de la Communauté européenne ou provenant d'accords bilatéraux sont confiés à l'OFINAAL (Office

national d'assistance alimentaire), organisme public qui les redistribue entre une vingtaine d'institutions.

Dans cet ensemble, l'aide nord-américaine, prépondérante, est octroyée annuellement depuis 1955 en vertu du Programme *Food for Peace* voté par le Congrès des États-Unis en 1953 sous le nom de PL (*Public Law*) 480. Cette loi, par les différentes formes d'aide alimentaire qu'elle permet, concrétise la politique nord-américaine qui vise à "*utiliser la productivité de l'agriculture des États-Unis pour combattre la faim et la dénutrition, pour stimuler la croissance économique et le développement et pour promouvoir l'expansion des marchés des aliments produits tant aux États-Unis que dans les pays en développement*" (Bowers, 1986), le dogme selon lequel tout ce qui est bon pour les États-Unis l'est également pour le reste du monde, ne faisant aucun doute.

D'une façon générale, la croissance des tonnages reçus au titre de dons alimentaires est impressionnante : 1 066 tonnes en 1960, 5 614 en 1970, 278 055 en 1987, et seulement une légère diminution en 1988 : 223 980 tonnes. Durant la dernière décennie, la quantité moyenne reçue fut de 179 980 tonnes par an, soit 28,7 kilogrammes par habitant. En 1988, 82,6 % ont été octroyés en vertu de la PL 480, 7,3 % par le PAM, 5,3 % par la CEE et 4,8 % par d'autres sources. Le caractère éminemment politique de l'aide nord-américaine est évident si l'on met en relation ses fluctuations avec les changements observables dans la situation intérieure de la Bolivie. On peut notamment remarquer sa croissance vertigineuse lors des dernières années de la dictature du général Banzer, sa chute lors de la dictature du général García Meza trop ouvertement impliqué dans le trafic de la cocaïne, puis une remontée considérable jusqu'aujourd'hui, seulement interrompue temporairement lors du "lâchage" du président Siles Zuazo après son refus de payer la dette externe.

En dépit de la légère diminution observée en 1988 par rapport à l'année antérieure (qui fut, avec 1983, celle où le pays reçut le plus), le blé et ses dérivés (farine et bulgur) représentent encore 87,9 % du total.

Participant à ces dons se distingue l'action du CRS qui, par l'intermédiaire de *Caritas Boliviana*, a distribué l'équivalent de 13 millions de dollars en 1984 pour la seule aide alimentaire, laquelle relève de quatre principaux programmes nationaux privés : santé maternelle et infantile, alimentation scolaire, alimentation caritative d'urgence et aliments pour le travail, sorte de salaire en nature fourni en contrepartie de travaux d'intérêt public. Ainsi s'est développé, en Bolivie comme dans les pays

voisins, un type d'assistance publique dont la population prend l'habitude au point d'en faire souvent la condition de tout effort d'organisation ou de développement.

Même en ville, grâce à un accord avec OFASA et dans le cadre du programme Aliments pour le travail, la municipalité de La Paz profite de cette dernière possibilité pour faire réaliser sans frais des travaux de voirie (empierrement et nettoyage des rues) par les habitants, dont 95 % de femmes, des quartiers pauvres de la ville. Le "tarif" est de 40 kilogrammes de farine et semoule, 3 litres d'huile et 2 litres de lait pour 12 jours de travail (*Aquí*, 6.12.1986 ; *Presencia*, 8.01.1987). L'opération fait suite à un massif "licenciement économique" d'employés municipaux ; d'abord prévue pour une durée d'un an, elle est renouvelée chaque année et portait, en 1987, sur un don d'USAID (PL 480) de 5 000 tonnes d'aliments intéressant chaque mois 20 000 personnes (*Presencia*, 15.01.1987). Pour la ville d'El Alto de La Paz, ADRA-OFASA a fourni, en 1987, 3 800 tonnes d'aliments dans le cadre de ce programme Aliments pour le travail.

De façon similaire, les maîtres d'école sont, malgré leurs protestations, partiellement rémunérés grâce à des aliments PAN (*Programa alimentario nacional*) donnés par l'Argentine en échange du gaz bolivien. Chacun a droit à 2 litres d'huile, 1 kilogramme de farine blanche, 1 kilogramme de lait en poudre, 3 sacs de semoule, 3 kilogrammes de pâtes, deux de riz et quatre boîtes de conserve (*Presencia*, 11.01.1987).

Ainsi sont introduites dans le pays "*d'énormes quantités d'aliments distribuées de façon anarchique, sur lesquelles l'Etat a perdu toute possibilité de décision et de contrôle, et dont l'utilité sur le plan nutritionnel reste à prouver*" (Rocabado, 1989). Il existerait actuellement en Bolivie quelque 4 891 organisations féminines de base réceptrices d'aliments[3]. Si l'on admet que chaque organisation est composée d'un minimum de 40 membres, 195 640 personnes recevraient donc des dons alimentaires, soit, à raison d'une moyenne de six personnes par famille, 1 173 840 habitants, c'est-à-dire 19,5 % de la population bolivienne[4].

---

[3]Il s'agit des *Clubes de Madres*, regroupements de femmes permettant de distribuer l'aide alimentaire, quelquefois sans personnalité juridique, organisés en Fédérations départementales et Confédération nationale associée à la *Central Obrera Boliviana* (COB).

[4]Pour ce qui concerne l'aide alimentaire en Bolivie, on pourra consulter notre article : L'aide alimentaire en Bolivie : quand sonne l'heure du bilan. *Revue Tiers Monde*, n° 153,

Au fil des années s'accroît donc la quantité de produits alimentaires en provenance de l'étranger, qu'ils soient importés à titre onéreux ou gratuit. Est-ce à dire que la politique d'indépendance alimentaire préconisée et mise en oeuvre voici plus de trente ans a fait long feu ? Alors que les pays exportateurs ou donateurs mettaient au point, au cours de ces trente dernières années, de puissants instruments de pénétration des marchés extérieurs et en particulier vers le tiers monde, il semble bien que, dans le même temps, la Bolivie perdait à la fois les moyens et la volonté de poursuivre les buts qu'elle s'était fixés. Ainsi, à La Paz, OFINAAL construit des magasins de grande capacité pour mieux recevoir l'aide alimentaire et en prévoit d'autres à Oruro et à Potosi (*Presencia,* 18.01.1987) ; de même, des négociations sont en cours avec le Chili en vue de construire des silos à grains à Arica et Antofagasta pour recevoir les dons de blé, lesquels restent actuellement entreposés à l'air libre sur les quais de ces ports.

Qu'il s'agisse du blé, des huiles ou du lait, on ne saurait prétendre que les importations pratiquées se justifient par une incapacité du pays à s'auto-approvisionner, au moins pour la plus grande partie de la consommation. La situation actuelle résulte plutôt des politiques successives menées de façon inconséquente depuis les années 1960. On a d'abord voulu, dans un souci de réduire les importations alimentaires, développer les capacités de transformation du pays, sans avoir estimé à leur juste mesure les possibilités de développement d'une agriculture et d'un élevage de type capitaliste, mais plutôt en fonction d'un véritable pari sur les potentialités agricoles de l'*Oriente*. Cette sorte de fuite en avant n'a jusqu'à présent été réellement concluante que pour l'agro-industrie sucrière. Pour les reste, il a fallu continuer à recourir de façon massive aux importations justement pour faire fonctionner ces industries qui devaient les faire disparaître.

Les importations faciles, à bas prix ou même gratuites, et l'incapacité dont fait preuve l'Etat à contrôler ses frontières, ont rapidement conduit à un abandon total de l'agro-industrie nationale, comme de l'industrie en général. Seule l'industrie meunière semble encore se maintenir, grâce à la protection exceptionnelle dont elle jouit, le pain étant un produit socialement stratégique.

---

janvier-mars 1998 (45-68), PUF, et notre ouvrage : *La Bolivie, pauvreté, pillage et aide*, à paraître, éd. Orstom.

Abandon de l'agro-industrie, abandon de l'agriculture paysanne, urbanisation entraînant le changement des habitudes alimentaires, tout semble se conjuguer pour que la Bolivie ne puisse plus sortir de la spirale de la dépendance alimentaire.

LA VULNÉRABILITÉ DU SYSTÈME

L'exemple des principales importations alimentaires en Bolivie montre assez clairement quel fut et quel est encore l'enchaînement de la dépendance. Il est évident que la politique économique du "laisser-passer", mise en oeuvre depuis août 1985, a pour conséquence d'accroître encore celle-ci et de l'étendre à d'autres domaines. Ajoutons que cette dépendance se double d'une autre, croissante également, celle de l'endettement extérieur, car la mise en route de cette agro-industrie et l'ouverture du front agricole de l'*Oriente* n'ont pu être réalisées que par un appel massif aux capitaux étrangers.

En 1950, le pays s'auto-approvisionnait à 80 % grâce aux cultures paysannes, et à 5 % grâce à l'agro-industrie. En 1981, les petits producteurs satisfont encore les deux tiers de la consommation alimentaire, mais agro-industrie guère plus de 10 à 15 %, malgré l'aide financière apportée à l'*Oriente* (*Presencia*, 18.04.1986).

Une autre façon d'apprécier l'évolution du système agro-alimentaire consiste à considérer les variations de la production, de la consommation et des importations alimentaires dans leurs rapports mutuels. On voit ainsi que la couverture de la consommation par la production était assurée de façon satisfaisante depuis 1955 jusque vers 1975, grâce aux mesures économiques prises par la Révolution Nationale ; durant cette vingtaine d'années, les importations ne furent donc pas nécessaires à la sécurité alimentaire du pays.

La situation se dégrade ensuite rapidement et le taux de couverture de la consommation par la production tombe, dès 1979, à un niveau inférieur à celui de 1950, plonge en 1983 sous l'effet des revers climatiques et demeure ensuite toujours au-dessous de 1, consacrant ainsi l'abandon de la politique d'autosuffisance voulue après 1952. Quant à la part des importations dans le ravitaillement du marché alimentaire, elle a diminué régulièrement jusqu'en 1976, puis s'est accrue brusquement ; en 1982 elle parvient encore à baisser jusqu'au niveau qui était celui de 1950, mais depuis le "pic" de 1983, elle reste en progression constante. Ces évolutions montrent éloquemment qu'en l'espace de quelques années,

les résultats de l'effort d'autosuffisance et d'indépendance alimentaires des 25 années précédentes se sont trouvés réduits à néant. La sécurité alimentaire s'en trouve-t-elle pour autant assurée ?

Elle ne l'est probablement pas à long terme, si l'on prend quelque peu conscience de la versatilité des intérêts qui régissent le commerce comme la "charité" internationales (Schejtmann, 1983). A court terme, elle paraît assurée si l'on se contente de voir les choses de loin ; en réalité, la situation de l'emploi est telle que seule une minorité de plus en plus réduite de Boliviens, ceux qui ont un revenu régulier et décent, peut profiter du flux des importations, d'où un véritable sur-approvisionnement des marchés. Les autres, la majorité, doivent, pour survivre, recourir à des stratégies individuelles aussi variées qu'aléatoires, ou bien ne plus compter que sur une mendicité plus ou moins déguisée dont l'aide alimentaire est l'exemple le plus visible.

Ou bien faut-il admettre que la dépendance alimentaire de la Bolivie s'inscrit inéluctablement dans "la logique de l'histoire" et qu'il est éminemment plus rationnel pour un pays tel que celui-ci de compter sur l'étranger pour se nourrir au moindre coût, au lieu de tenter de se suffire dans toute la mesure du possible ? Cette question de fond, à laquelle n'échappe aucun pays pauvre, est bien plus qu'un débat académique : elle met en présence les vainqueurs et les vaincus du système économique en place, et il ne paraît pas inopportun de reprendre ici cette remarque de l'historien Nathan Wachtel (1976) à propos de la conquête espagnole : l'histoire ne paraît rationnelle qu'aux vainqueurs, tandis que les vaincus la vivent comme irrationalité et aliénation. N'y a-t-il donc pour ceux-ci d'autre issue que la résignation et la soumission ?

Références bibliographiques

Aquí, hebdomadaire. La Paz.

BOWERS G. R., 1986 - El programa de la PL 480 título II en Bolivia. Simposio sobre políticas de seguridad alimentaria, febrero de 1986. Ministerio de Planeamiento y Coordinación-UNICEF, 5 p. *mult.* (communication non reprise dans le document final).

FRANQUEVILLE A., LAURE J., 1988 - Malnutrition et politiques agro-alimentaires en Bolivie. *Cah. Sci. Hum.*, 24,2 (199-211). Orstom. Paris.

FRANQUEVILLE A., PRUDENCIO J., 1988 - ¿Seguridad o dependencia ? Las importaciones en el sistema alimentario boliviano. *In* : Apuntes sobre el problema alimentario en Bolivia (47-87). *Informe* 13. 105 p. Orstom. La Paz.

Presencia, quotidien. La Paz.

PRUDENCIO J., 1984 - La situación alimentaria en Bolivia. *Cuadernos CERES*. 158 p. La Paz.
ROCA J. L., 1985 - *Derrotemos al hambre*. UNICEF. 157 p. La Paz.
ROCABADO F., 1989 - Bolivia : Situación alimentaria y nutricional. *Cuadernos de Vigilencia Nutricional*, n° 7, 47 p. DNNA-MPSSP. La Paz.
SCHEJTMANN A., 1983 - Análisis integral del problema alimentario y nutricional en América Latina. *Estudios Rurales Latinoamericanos*, vol. 6, n° 2-3 (141-180).
WACHTEL N., 1976 - *Los Indios del Perú frente a la conquista española (1530-1570)*. Alianza Editorial. 408 p. Madrid.

6

SURPRODUCTION ET PÉNURIE DE LAIT EN BOLIVIE

Quand la libéralisation désorganise la production nationale[1]

Résumé

Suffisait-il d'augmenter la production laitière nationale pour que la consommation suive et que s'améliore la situation nutritionnelle du pays ? Telle semble bien avoir été la conception de la sécurité alimentaire qui a sous-tendu les efforts de développement laitier menés en Bolivie à partir des années soixante-dix.

Les résultats n'ont pas totalement répondu aux espoirs parce que d'autres facteurs non moins importants ont été négligés ou perdus de vue, tels le potentiel de production du pays, le niveau réel du pouvoir d'achat des consommateurs et leurs habitudes alimentaires, jusqu'au moment où des mesures d'ajustement structurel remirent an cause tout l'édifice.

L'exemple analysé montre non seulement la nécessité de bien définir d'entrée de jeu à quel type de sécurité alimentaire on se réfère, mais aussi les méfaits des changements d'orientation économique qui génèrent des contradictions menant à l'échec des politiques mises en oeuvre à grands frais.

Abstract

Overproduction and milk shortage in Bolivia. When liberalisation disorganises national production.

Was it sufficient to boost the national production of milk in order to increase the consumption of this product, increase and improve the nutritional status of the country ? This seems to have been the idea of the food security policy underlying the efforts made for the development of milk products in Bolivia since the nineteen seventies.

[1]Article publié dans les *Cahiers des Sciences humaines*, vol. 29, n° 1, Orstom, 1993 (139-151).

The results have not fulfilled the expectations of the organisers because other important factors were neglected or overlooked. These factors, the country's production potential, the real purchasing power and the alimentary habits of the consumers, were ignored hitherto when adjustment measures threatened the entire system.

The example analysed shows not only the necessity of giving a global definition of the programme from the very beginning, but also the harmful effects of changes in economical policies, which generate contradictions and impede expensive programmes.

Resumen

Sobreproducción y escasez de leche en Bolivia. Cuando la liberalización desorganiza la producción nacional.

¿ Bastaba aumentar la producción lechera nacional para que también aumente el consumo alimentario y se mejore la sirtuación nutricional de la población ? Tal fue, al paracer, el concepto de la seguridad alimentaria que implicitamente suponian los esfuerzos llevados a cabo a partir de los años 70 para desarrollar la producción lechera en Bolivia.

Los resultados no respondieron totalmente a las esperanzas porque otros factores de igual importancia fueron desatendidos o perdidos de vista, tales como el potencial productivo del païs, el nivel real del poder adquisitivo del consumidor y sus hábitos alimentarios, hasta que medidas de ajuste estructural pongan en tela de juicio todo el edificio construido.

El ejemplo expuesto muestra non sólo la necesidad de definir previamente el concepto de seguridad alimentaria a que se hace referencia, sino también los daños resultando de cambios en orientaciones económicas que generan contradicciones llevando al fracaso políticas ejecutacadas costosamente.

Les aspects paradoxaux, voire absurdes, que présente le marché du lait en Bolivie constituent un bon exemple de la totale désorganisation des marchés alimentaires dans les pays dépendants. D'une part, on déplore depuis longtemps le niveau extrêmement bas de la consommation de lait dans le pays et on considère qu'il s'agit là de l'une des causes majeures de la forte dénutrition infantile qui caractérise la population bolivienne. D'autre part, sur les cinq usines *Plantas Industrializadoras de Leche* (PIL) de transformation du lait existant en Bolivie, au moins deux

(celles de Cochabamba et de Santa Cruz) sont encombrées de stocks qu'elles n'arrivent pas à vendre, tout en fonctionnant au-dessous de leur capacité installée.

Et pourtant, en dépit de cet état de choses, le pays continue d'importer du lait sous différentes formes et tente, avec l'aide du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations-Unies, de développer la production laitière nationale, laquelle ne peut, de toute évidence, être écoulée sur le marché intérieur tant à cause de la faiblesse du pouvoir d'achat de la majorité de la population que de la concurrence considérable des produits laitiers étrangers. Les contradictions de cette curieuse situation montrent clairement l'absence totale de politique suivie en la matière.

La consommation

Selon les sources d'information disponibles, la consommation de lait par personne et par an en Bolivie se situait autour de 22 litres en 1978 (Dandler *et al.*, 1987) et de 28 litres en 1984 (Aramayo, 1984), c'est-à-dire à un niveau très bas, s'agissant d'ailleurs d'une consommation essentiellement urbaine ; en milieu rural, une étude du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MACA, 1980) l'estimait, en 1980, à 18 litres par personne et par an sur l'Altiplano. Si l'on admet que, selon les normes locales, la quantité moyenne nécessaire par personne et par an est de 76 litres, le déficit de la consommation serait de l'ordre de 75 % ; mais si l'on retient les normes de la FAO (1980) selon lesquelles les besoins sont de 150 litres, ce déficit serait de près de 90 %.

Quant à la consommation de l'ensemble des produits laitiers, une évaluation récente (Castells, 1989) donne une moyenne annuelle de 30 litres par habitant en 1988, largement inférieure à celle des autres pays latino-américains (Chili : 100 litres, Équateur : 109 litres, Argentine ; 205 litres, Uruguay : 262 litres). A titre de comparaison, les produits laitiers fournissent 3,8 % des protéines consommées quotidiennement en Bolivie et 39,5 % de celles consommées en France (FAO, *o. c.*).

Certes, cette consommation varie considérablement non seulement entre ville et campagne, mais encore selon les différentes zones agro-écologiques du pays : Altiplano, Vallées et Amazonie. Selon l'estimation de Castells, la consommation moyenne totale (lait et dérivés) par habitant et par an serait de 46 litres dans le département de Santa Cruz (Amazonie) et, pour les villes des Vallées, de 46 litres également à

Cochabamba, de 32 litres à Sucre, 25 litres à Tarija, et seulement de six litres à La Paz (Altiplano)[2].

Il n'est pas moins sûr que cette consommation diffère aussi considérablement selon les revenus des familles. Ainsi, dans la ville de La Paz, une famille aux revenus moyens, composée de cinq personnes, consomme onze litres, tandis que cette consommation est inexistante pour une famille à bas revenus (Prudencio, Velasco, 1987). Une autre étude de la consommation alimentaire dans la même ville (Villegas, 1985) révèle que le groupe "Lait, produits laitiers et oeufs" n'apporte que 6 à 6,5 % des protéines dans les quartiers populaires, mais 22 % dans les quartiers de classes moyennes à aisées.

L'origine du lait consommé

En 1985, dernière année pour laquelle on dispose actuellement de statistiques fiables sur l'origine du lait, sur les 170 410 tonnes consommées en Bolivie, 51 % provenaient de la production nationale, 42 % des importations commerciales et 7 % des dons alimentaires. Ces derniers constituent, depuis une quinzaine d'années, entre 5 et 10 % de l'offre, tandis que la production nationale, égale ou inférieure aux importations commerciales jusqu'en 1983, semble bien avoir désormais un rôle prépondérant dans l'approvisionnement[3].

Depuis 1975, la production nationale croît de façon à peu près régulière, à l'exception des premières années quatre-vingts marquées par de graves désastres climatiques, mais il apparaît que la part commercialisée par les usines PIL stagne depuis 1978, date de création de la dernière d'entre elles, celle de Tarija. Au contraire, depuis 1980 la production et la commercialisation assurées par les autres producteurs n'ont cessé d'augmenter. Il s'agit en majorité de petits éleveurs indépendants pratiquant la vente directe, et également de petites unités de transformation, notamment installées à Cochabamba. On peut donc

[2]Selon les premiers résultats partiels de nos recherches en cours sur la consommation alimentaire (Convention ORSTOM-INE), la consommation moyenne de lait et dérivés en 1990 serait la suivante dans les quatre principales villes du pays : La Paz : 29 litres par personne et par an, Cochabamba : 72 litres, Santa Cruz : 43 litres, El Alto : 9 litres, soit une moyenne de 38 litres en milieu urbain, tandis que dans la partie rurale du département de La Paz, la moyenne serait de 6 litres.

[3]Les données disponibles sur les importations pour les années postérieures sont contradictoires, la totale liberté d'importation et l'ampleur de la contrebande rendant hasardeuse toute tentative d'estimation.

constater que l'augmentation des quantités commercialisées depuis 1975 est avant tout le fait non des usines de transformation PIL, mais plutôt des petits producteurs.

Coexistent en effet, en milieu urbain, deux systèmes concurrents de production et de distribution. Les usines PIL collectent le lait de leur zone d'influence auprès de producteurs paysans, généralement non spécialisés, relevant d'un même "module" mis en place par l'entreprise. Chaque module regroupe une cinquantaine de familles disposant d'un centre de regroupement et d'une certaine assistance technique fournie par la PIL (amélioration génétique du bétail, semences de plantes fourragères, service vétérinaire, octroi de crédits, etc.). Pourtant la matière première utilisée par les usines PIL n'est que partiellement d'origine nationale, de sorte que leur production réelle est supérieure à leur collecte. Elles fonctionnent aussi grâce à des dons de lait en poudre obtenus auprès du programme alimentaire mondial (PAM) et de la coopération religieuse danoise (*Danchurchaid*) ; ainsi, en 1975, ces dons constituaient 23 % du lait utilisé ; en 1980 (années de mauvaise production nationale), 40 % ; en 1985, 15 %. L'usine que recourt le plus à cette aide étrangère est celle de La Paz : au début des années quatre-vingts, le lait de la région pacénienne n'entrait que pour 21 % dans la matière première traitée et ne dépassait pas les 40 % à la fin de la décennie.

Parallèlement, les petits producteurs indépendants, dont le cheptel se limite souvent à deux ou trois animaux, commercialisent une partie de leur production sous forme de lait frais vendu directement à une clientèle urbaine dont ils s'assurent la fidélité, estimant que le profit qu'ils en tirent est supérieur aux avantages qu'offre la PIL (Franqueville, Vargas, 1990) ; certains jouent d'ailleurs sur les deux tableaux. Pour ceux qui résident près de la ville, l'opération n'est pas sans fondements, d'autant que la vente est assurée par les membres de la famille (généralement l'épouse), les seuls frais étant ceux du transport par car ou minibus : les calculs de Castells (*o. c.*) montrent, par exemple, que le producteur reçoit de la PIL de Sucre 0,64 bolivianos par litre quand son coût de production est de 0,75, tandis qu'à Cochabamba le prix payé est de 0,63 bolivianos pour un coût de 0,72.

Pour les paysans plus éloignés des centres urbains, le lait est plutôt commercialisé sous forme de fromage frais salé (le *queso criollo* de l'Altiplano, le *quesillo* de Cochabamba), mais "*les faibles quantités pro-*

duites en font plus un aliment d'autoconsommation réservé aux enfants qu'un produit destiné à la vente" (Morel, 1990).

Les raisons de la crise

Comment expliquer que les usines de transformation n'arrivent pas à augmenter leur activité, tandis que les paysans-éleveurs développent la leur au point de commercialiser, en 1985, 68 % de l'offre nationale, et de satisfaire 35 % de la demande solvable ?

Deux raisons ont été successivement données à cette situation. La première, avancée jusqu'à tout récemment, est que l'activité réduite des usines PIL s'explique par une production nationale trop faible due à des "*déficiences dans l'alimentation donnée au bétail, conséquence d'une utilisation insuffisante des ressources fourragères*" (JUNAC, 1978). Les petits producteurs ruraux avec lesquels les usines passent des contrats ne sont en effet nullement spécialisés dans cette activité. Leur production, résultat d'un élevage techniquement peu performant, ne saurait donc assurer un fonctionnement satisfaisant de l'industrie laitière qui, faute de matière première, n'utilise dans l'ensemble que 22 % de sa capacité installée.

De la même façon, un rapport du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme signalait, en 1986 : "*Il n'y a pas de rendement régulier et soutenu, ni dans la production laitière ni dans celle du troupeau... On observe un manque d'appui au fonctionnement des programmes de développement laitier... Il n'existe pas de dispositions légales permettant de concrétiser les programmes de contrôle et d'éradication des maladies... Dans le domaine de la commercialisation, les Corporations régionales ne sont pas aidées dans leurs programmes d'ouverture et d'amélioration des chemins d'accès aux zones d'élevage...*" (MICT, cit. *Presencia*, 20.02.1986).

Toutes ces raisons s'ajoutent pour expliquer les rendements laitiers dérisoires : une moyenne journalière de 2 à 3 litres de lait par vache, de sorte que les usines de transformation sont sous-utilisées au point de devoir recourir à des importations pour s'assurer un fonctionnement minimal. Dans de telles conditions se justifient pleinement les projets visant à développer l'amélioration du bétail et la généralisation de l'assistance technique. C'est ainsi qu'en 1988, le PAM a destiné 1,5 million de dollars US à l'augmentation de la production laitière dans le pays (*Presencia*, 01.07.1988), tandis que le gouvernement sollicitait du même

organisme un financement de 13,5 millions de dollars pour la même période.

La seconde explication, plus récente, est d'un tout autre ordre et contredit même la précédente : les usines PIL produisent trop et sont au bord de la faillite à cause de l'étroitesse du marché intérieur (*Presencia*, 06.08.1988). L'usine de Santa Cruz compte chaque jour 13 000 litres invendus et celle de Cochabamba 29 200 litres. La première a dû récemment imposer des quotas de livraison aux producteurs. Ainsi, même en fonctionnant au-dessous de leur capacité, ces usines ne parviennent pas à commercialiser leur production, le paradoxe étant que : "*tandis que dans le reste du pays on investit d'importantes sommes pour développer la production laitière, dans le département qui présente le meilleur potentiel de production, les éleveurs sont soumis par la PIL à des contingentements*" (Castells, *o. c.*). Dans un tel contexte, il est évident que les importations (commerciales, dons alimentaires et contrebande) affaiblissent encore un peu plus cette industrie. Il ne s'agit cependant pas là d'une situation entièrement nouvelle puisque, quinze ans plus tôt, on dénonçait déjà cette introduction de lait étranger vendu à bas prix : "*Le choix de la maîtresse de maison ne fait aucun doute, et ainsi augmentent les importations et la contrebande qui découragent la production nationale*" (Ramirez, 1974).

Bien plus, aujourd'hui les firmes transnationales (Nestlé, Quaker Oats, Klim, etc.) installées dans les pays voisins (Brésil, Chili, Argentine, Pérou) déversent en Bolivie leurs productions bon marché que l'on trouve partout, situation qui permet aux pouvoirs publics de contenir les prix intérieurs. Au même moment, la Bolivie continue de recevoir des dons de lait étranger par le biais des programmes d'aide alimentaire : 8 800 tonnes en 1987, 6 000 tonnes en 1988 (FAO, 1989). Ainsi, les "Centres infantiles de lait" soutenus par le ministère de la Santé offrent le "verre de lait" aux élèves des écoles publiques et le "Chicolac" aux jeunes enfants, mais il s'agit de lait étranger reçu comme don alimentaire.

Face à cette situation paraît parfaitement justifiée la proposition des professionnels du lait de Cochabamba selon laquelle les dons de lait devraient être à 50 % de provenance nationale (*Presencia*, 24.08.1988), de la même façon que le PAM inclut à présent du riz et de la quinoa du pays dans ses dons. Une proposition similaire, avancée par la PIL de Cochabamba, préconise de distribuer aux élèves des "déjeuners scolaires" quotidiens à base de lait national. Nul doute que des solutions de ce type contribueraient à améliorer la situation de l'industrie laitière

bolivienne, mais dans le contexte du libéralisme intégral choisi par les gouvernants, qui pourrait imposer de tels choix et de telles limites à l'activité des firmes étrangères ?

Enfin, l'impact négatif des importations sur la production laitière bolivienne se trouve renforcé par la faiblesse du pouvoir d'achat du consommateur moyen. L'étude de Laure (1986) sur les variations des salaires et des prix entre 1975 et 1984 dans la ville de La Paz, montre clairement l'augmentation des prix de tous les types de lait survenue en particulier en 1984. La comparaison de ces prix avec le temps nécessaire pour acquérir un litre de lait, compte tenu des salaires pratiqués, est parfaitement éloquente. Une autre analyse montre que le salaire réel en Bolivie est passé de l'indice 100 en 1982 à l'indice 56 en 1985 et 34 en 1987 (Iriarte, *Presencia*, 22.02.1988). On comprend que, dans des conditions aussi difficiles, la consommation de lait ne puisse se développer, d'autant qu'elle ne fait partie des habitudes alimentaires en aucun endroit du pays ; les consommateurs préfèrent utiliser les quelques ressources dont ils disposent pour acheter des aliments qu'ils estiment plus essentiels.

Des choix à réviser

Les incohérences de la situation laitière actuelle sont le résultat à la fois de choix réalisés sans grand discernement lors de la création des usines PIL, de la conjoncture économique traversée par le pays depuis une décennie et des options macro-économiques prises depuis 1985.

Profitant des crédits faciles de l'époque (qui marquent le début de la dette externe bolivienne), le gouvernement dictatorial du général Banzer voulut, entre 1972 et 1978, doter chacun des principaux départements d'une usine de transformation identique à celle qui fonctionnait à Cochabamba depuis 1960. Autant un tel choix pouvait paraître justifié pour les régions de Cochabamba et de Santa Cruz naturellement assez propices à l'élevage bovin, autant il était aberrant pour Tarija, Sucre et La Paz où les conditions climatiques en limitent considérablement la possibilité. Ensemble, les deux premières usines collectent en effet plus de 80 % du total national, celle de La Paz moins de 10 %, celles de Sucre et de Tarija ensemble moins de 5 %.

Pourtant cette décision, qui relevait sans doute avant tout de calculs politiques visant à satisfaire des revendications régionalistes, n'était pas totalement dépourvue de rationalité économique. Les cinq usines

appartenaient en effet à une même firme, la *Empresa de Indústrias Lácteas* (EIL) créée en 1972 par la *Corporación Boliviana de Fomento* (CBF), entreprise d'Etat chargée de développer l'industrie nationale dans le cadre d'une politique de substitution des importations. Celles de Cochabamba et de Santa Cruz, dont l'arrière-pays possède un potentiel de production élevé, furent équipées pour la fabrication de produits de longue conservation (lait condensé et condensé sucré) susceptibles d'être distribués dans tout le pays, ou encore de produits (lait en poudre) destinés à être réutilisés par les usines de La Paz et de Sucre dont la collecte régionale était déficitaire. Moins rationnelle fut la création de l'usine PIL de Tarija : lors de l'agrandissement de la capacité de traitement de celle de Cochabamba, les machines remplacées furent utilisées à cette nouvelle implantation, nettement sur-dimensionnée par rapport aux possibilités de production et de consommation de cette région.

Survint alors, à partir de 1985, la "Nouvelle Politique Économique" selon laquelle l'Etat devait se désengager de toute activité d'ordre productif. La EIL et la CBF furent donc dissoutes, de même que les autres entreprises d'Etat, et les cinq usines PIL furent transférées aux Corporations régionales de développement des départements où elles se trouvaient établies. Bien que conçues dans une structure de complémentarité au niveau national, elles durent fonctionner désormais de façon indépendante et furent mises en concurrence, à la fois entre elles et avec les produits librement importés du fait de l'ouverture des frontières décidée par la nouvelle option libérale. Elles sont actuellement sur la liste des entreprises semi-publiques qui doivent être privatisées, selon les recommandations des organismes financiers internationaux.

Ces changements radicaux de politique économique expliquent que l'usine de La Paz ne maintient aujourd'hui son activité que grâce aux dons de lait en poudre du PAM et ne parvient pas, malgré ses efforts, à développer une production laitière suffisante sur l'Altiplano dont la vocation n'est certainement pas celle-là. L'attitude logique serait de limiter la production et la transformation aux régions de Cochabamba et de Santa Cruz, ce qui mettrait fin à l'absurde concurrence que se livrent les différentes PIL, et d'organiser la distribution de leurs productions sur l'ensemble du pays, ou encore, comme le propose Castells, de jumeler dans le cadre de la privatisation prévue, les activités des usines de Cochabamba et La Paz et celles de Tarija et Sucre, tout cela à condition que les

infrastructures et équipements de transport nécessaires soient mis en place.

En attendant la concrétisation d'une telle organisation, les petits producteurs-éleveurs auront toute possibilité de poursuivre et d'étendre encore le ravitaillement laitier des principales villes qu'ils assurent actuellement en bonne partie. L'étude réalisée sur le sujet dans la région de La Paz (Franqueville, Vargas, *o. c.*) montre que ceux-ci, n'étant pas soumis à des contraintes économiques aussi rigides que les usines, ont réussi à développer dans la zone périurbaine un petit élevage plus intensif qu'ailleurs sur l'Altiplano et à se doter d'un réseau efficace de vente à domicile principalement auprès des consommateurs aisés. Au contraire, le réseau de distribution des usines PIL demeure extrêmement déficient : ventes dans de petits kiosques propres à l'entreprise ou même sur les trottoirs, sans équipement de réfrigération ou de conservation, présentation peu attractive des produits. Ainsi, constatant que les ventes de la PIL couvraient à peine 20 % de la consommation potentielle à La Paz, Castells (*o. c.*) rapporte que "*des enquêtes indiquent que, si les produits lactés PIL possèdent une image de bonne qualité, il n'en est pas de même pour le lait pasteurisé, car la préférence va au lait frais [des laitières] qui a meilleur goût et plus de crème, tandis que le lait pasteurisé est fréquemment en mauvais état*".

Pourtant, même si l'industrie laitière bolivienne était mieux conçue et la vente de ses produits mieux organisée, il demeure peu probable que sa production trouve avant longtemps une clientèle plus nombreuse que celle d'aujourd'hui. La stratégie qui vise, avec l'aide des organismes internationaux, à développer l'élevage par l'introduction de races améliorées, est en effet bien peu réaliste, sachant l'étroitesse du marché intérieur. Une telle intensification et modernisation de la production ne sauraient réussir qu'à deux conditions. L'une serait la généralisation de la consommation du lait et dérivés dans la société bolivienne, ce qui, plus qu'un problème d'habitude alimentaire, est affaire de pouvoir d'achat des classes les plus pauvres et aussi les plus nombreuses du pays. La politique néolibérale en vigueur depuis 1985, la réduction du nombre des emplois et la compression des salaires qu'elle implique, laissent peu d'espoir d'une évolution positive en ce domaine. L'autre condition consisterait à admettre que la politique économique du laisser-faire, laisser-passer, ne saurait favoriser l'agro-industrie bolivienne, quelle qu'elle soit, ce qui devrait conduire à prendre des mesures de protection contre les importations alimentaires (et autres) sous toutes leurs formes

et à mettre en place, comme le propose Castells, un plan de développement à long terme de l'agro-industrie laitière sous l'égide gouvernementale. Mais, là encore, l'espoir d'un changement est des plus réduit, compte tenu de la philosophie économique dominante.

La situation laitière de la Bolivie, aux éléments si contradictoires, illustre bien les avatars de la notion de sécurité alimentaire. La création des usines PIL répondait en effet, à l'instigation d'experts nord-américains, au souci de lutter contre la grave dénutrition infantile qui sévit toujours dans le pays, la sécurité alimentaire n'étant alors considérée que comme un problème de suffisance au niveau familial, mais sans aucun souci de la solvabilité réelle des familles. Mais la multiplication des usines PIL sans rapport avec les potentialités production régionales réelles et surtout leur mise en concurrence postérieure, conduisirent rapidement la plupart d'entre elles à fonctionner au-dessous de leur capacité installée, c'est-à-dire à perte, ou à recourir aux dons internationaux de lait en poudre pour s'assurer un fonctionnement minimum, battant ainsi en brèche la sécurité alimentaire considérée au niveau national, soit la capacité du pays à subvenir par sa propre production aux besoins essentiels de sa population. Dans le même temps, une politique économique de caractère extrêmement libéral donnait toute liberté d'importation aux laits étrangers, ce qui, ajouté aux dons et à la contrebande, ne pouvait qu'aggraver la situation déjà précaire des usines PIL.

La situation laitière actuelle, qui n'est qu'une illustration entre autres de l'ensemble de la situation économique bolivienne, est donc aujourd'hui à la fois celle d'un sur-approvisionnement du marché et celle d'une sous-consommation due à la faiblesse et à la diminution constante du pouvoir d'achat moyen de la population. Ainsi, grâce à cette "politique de Gribouille", ou plutôt à cette absence de politique cohérente dans le temps et dans l'espace, la sécurité alimentaire se ne trouve plus assurée ni au niveau des familles ni à celui du pays.

Références bibliographiques

ARAMAYO J., 1984 - La agroindústria respecto a la seguridad alimentaria. Ministerio de Planeamiento y Coordinación. La Paz. 14 p. mult.

CASTELLS J. M., 1989 - Diseño de acciones de racionalización en apoyo de la agroindústria lechera en Bolivia. Junac. La Paz. 125 p.

DANDLER J., BLANES J., PRUDENCIO J., MUÑOZ J., 1987 - *El sistema agroalimentario en Bolivia*. CERES. La Paz. 210 p.

FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations), 1980 - *Hojas de balance de alimentos, promedio de alimentos por persona*. Roma.

FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations), 1989 - *L'aide alimentaire en chiffres*. Vol. VII, 2, Rome. 147 p.

FRANQUEVILLE A., VARGAS E., 1990 - *La cuenca lechera de La Paz. Producción, comercialización y calidad de la leche vendida por las lecheras en la ciudad de La Paz*. ORSTOM-INAN. La Paz. 196 p.

JUNAC (Junta del Acuerdo de Cartagena), 1978 - Bolivia. Producción, comercialización y procesamiento de leche y productos lácteos. La Paz. 44 p. mult.

LAURE J., 1986 - *Variations des salaires et des prix des aliments à La Paz (1975-1984)*. Coll. Études et Thèses. Orstom. Paris. 158 p.

MACA (Ministerio de Asuntos Campesinos y Agropecuarios), 1980 - Estudio de la producción de leche en áreas influenciadas por la PIL. Informe de Comisión Interinstitucional. La Paz. 22 p. mult.

MICT (Ministerio de Indústria, Comercio y Turismo), 1978 - Diagnóstico de la indústria de productos lácteos. Dirección de normas y tecnología. La Paz. 118 p. mult.

MOREL D., 1990 - L'élevage et sont fonctionnement dans les activités des familles paysannes. Cas de deux communautés de l'Altiplano bolivien. ORSTOM-INRA, mémoire de fin d'études. La Paz. 136 p., 15 annexes mult.

Presencia. Quotidien. La Paz.

PRUDENCIO J., VELASCO M., 1987 - *La defensa del consumo*. CERES. La Paz. 271 p.

PRUDENCIO J., VELASCO M., 1988 - El impacto de los alimentos donados. *Debate Agrario* 12 : Alimentos donados. ILDIS, 7, 38. La Paz. 123 p.

RAMIREZ J. L., 1974 - *Mesa redonda sobre producción de leche*. 2da reunión de investigadores en ganaderia (183-187). IICA. La Paz. 250 p.

VILLEGAS R., 1985 - Estudio comparativo de los alimentos consumidos en el hogar dentro la estructura de la canasta familiar. Ciudad de La Paz. 1982. UMSA. Facultad de Ciencias de la Salud. Carrera de Nutrición y Dietética. La Paz. 148 p., anexos, mult.

POPULATION

7

LA POPULATION RURALE AFRICAINE FACE À LA PÉNÉTRATION DE L'ÉCONOMIE MODERNE LE CAS DU SUD-CAMEROUN[1]

Résumé

Le propos de cette communication est d'examiner le rôle ou les rôles joués par ce que l'on appelle d'une façon générale la pénétration de l'économie moderne, sur l'évolution démographique de la population rurale en Afrique. La situation particulière présentée ici à titre d'exemple est celle du sud du Cameroun.

Deux manifestations de la modernisation apportée par l'Occident sont retenues : les voies de communication et la culture du cacao. En quoi l'introduction de ces nouveautés dont l'une semble, *a priori*, devoir accroître la mobilité des habitants et l'autre, au contraire, devoir les fixer à la terre, ont-elles réellement agi sur l'évolution des populations rurales ?

Les résultats ne furent pas toujours ceux que l'on aurait pu attendre et ne peuvent être interprétés qu'en référence à la présence et à la croissance récente des deux principaux pôles urbains du Cameroun, Douala et Yaoundé, et en prenant en compte les relations qu'ils suscitent avec la campagne.

Abstract

The African rural population faced with the development of modern economy : the case of South Cameroon.

This paper aims at examining the influence or influences exerted by what is generally called the development of modern economy on the

[1]Texte publié dans l'ouvrage collectif : *Le développement rural en questions*, Mémoires ORSTOM n° 106 (433-445), 1984, présenté en communication au Congrès de l'Union Géographique Internationale.

demographic evolution of the rural population in Africa. The specific situation of South Cameroon is presented here as an example.

Lines of communication and the cultivation of cocoa are two aspects of the modernization brought by Western countries. To what extent has the evolution of the rural populations been modified by the lines of communication which seem a priori to be conducive to an increasing mobility of the populations and by the cultivation of cocoa which, on the contrary, seems to be conducive to their immobility ?

The results are not always those expected and they can be interpreted only by referring to the recent development of the two urban poles of Cameroon, namely Douala and Yaoundé and to the relations being established with the countryside.

Les paramètres qui régissent l'évolution démographique des populations sont multiples et leur action n'est pas toujours simple ni à sens unique. Les uns sont d'ordre primaire : natalité, fécondité, nuptialité, mortalité... mais se trouvent eux-mêmes sous la dépendance d'autres facteurs souvent difficiles à identifier ou encore peu connus. Les autres paraissent moins immédiatement perceptibles et agissent plutôt sur le long terme : ils relèvent de l'environnement au sens large, de l'ensemble des conditions économiques et sociales qui façonnent la vie quotidienne des populations et font que certains lieux sont réputés agréables à vivre tandis que d'autres paraissent sans intérêt et sans avenir.

De ce point de vue, la pénétration en Afrique des techniques de transport modernes (rail, route), la diffusion de productions agricoles nouvelles destinées à l'exportation se sauraient être restées sans répercussions sur le devenir démographique des populations rurales. L'impact le plus spectaculaire de la mutation en cours est, certes, la croissance des villes et la progressive urbanisation des populations, l'une et l'autre inégales selon les pays mais particulièrement prononcées depuis les années 1950 et qui se poursuivent à un rythme élevé. Pourtant, le cas du sud du Cameroun montre que, bien avant cet essor urbain marqué ici par le développement de deux grandes villes, Douala et Yaoundé (respectivement 450 000 et 313 000 habitants en 1976), la population rurale faisait déjà preuve d'une étonnante mobilité. Cette mobilité fut, certes, amplifiée par l'abolition, en 1946, du Code de l'Indigénat qui

entravait la libre circulation des personnes sur le Territoire, mais elle était en réalité bien antérieure à cette décision.

Succédant en 1916 à la colonisation allemande, la tutelle française sur le Cameroun procéda, entre les deux guerres mondiales, à une "mise en valeur" de cette partie méridionale du Territoire reposant à la fois sur l'implantation d'une infrastructure de voies de communication (chemins de fer achevant les projets allemands et routes) et sur la généralisation des cultures arbustives familiales : café et cacao.

Un demi-siècle plus tard, les axes ferroviaires ont été améliorés (rectification du tracé) et complétés (Transcamerounais) et de nouvelles liaisons routières telles Yaoundé-Bafoussam s'ouvrent pour rénover les précédentes. Dans la région forestière du centre, le cacao, qui a peu à peu supplanté le café, est devenu et demeure la principale production agricole de rente et souvent l'unique source de revenus monétaires pour les villageois.

Face à ces modifications continues apportées à leur cadre de vie, quelle fut la réaction des populations rurales ? Quelles ont été les conséquences démographiques de leur rattachement au nouveau type d'économie ainsi mis en place ?

La route et ses ambiguïtés

Lorsqu'elles ouvraient de grands axes de communication, le premier objectif des autorités coloniales n'était certes pas de répondre aux besoins des populations locales. La décision, le choix des tracés, celui du type d'infrastructure, répondaient d'abord à la volonté de conduire au plus vite vers la côte et vers la métropole les productions locales, celles de la cueillette, puis celles de l'agriculture de rente et de l'exploitation minière ou forestière. L'usage que pouvaient en faire les populations riveraines n'entrait guère en ligne de compte et la question ne se posait d'ailleurs pas. "*Dans ces conditions d'extraversion des transports*, écrit ainsi Huybrechts (1970) à propos du Congo, *il n'y a aucun motif pour que la géographie des transports corresponde nécessairement à la géographie humaine.*"

Il devait cependant paraître évident que ces populations ne resteraient pas indifférentes aux changements ainsi introduits ni aux possibilités de nouvelles relations désormais offertes. D'une part, elles allaient tenter d'utiliser au mieux et à leur profit les nouvelles voies, d'autre part, les

modifications des modes de vie qui allaient en découler ne pouvaient manquer de retentir sur l'évolution démographique des régions traversées.

"*C'est la route qui nous a apporté la mort*"

L'effet immédiat de l'ouverture des voies de communication fut, au Cameroun comme ailleurs, de modifier la répartition géographique de la population en incitant, souvent sous la contrainte, les habitants de la région à s'installer le long des nouveaux axes. Parfois cette installation ne fut que temporaire ; ainsi, pour la construction du chemin de fer Douala-Yaoundé, chaque chef de village devait-il envoyer un certain effectif d'hommes pendant. Pourtant quelques-uns d'entre eux s'installèrent à demeure sur les lieux et firent venir leur famille, donnant naissance aux petites villes ou bourgs qui jalonnent la voie ferrée (Champaud, 1973). Ailleurs, le déplacement des populations fut plus brutal et des villages entiers furent installés autoritairement, tant pour la construction que pour l'entretien de ces nouveaux axes. L'ouverture, en 1930, de la route du nord (de Yaoundé à Ngaoundéré par Nanga-Éboko et Bertoua) fut l'occasion de déplacements de ce genre et, pour le département de la Haute-Sanaga, J. Tissandier (1969) a montré comment quatre villages peuplés de Yendzenga venus du sud furent fondés de cette façon. La toponymie béti[2] : Obili, Nguigomen, etc. rappelle d'ailleurs parfois l'origine de ces créations et les contraintes imposées. On peut penser que ces méthodes autoritaires furent surtout employées là où la faiblesse des densités de population ne permettait pas de rassembler une main-d'oeuvre locale suffisante.

A première vue, l'effet immédiat de l'ouverture d'axes de communication, route ou voie ferrée, ne serait autre que celui d'une concentration de la population, organisée ou spontanée, d'une simple redistribution spatiale sans autre incidence.

Observons cependant que, dans le sud du Cameroun comme souvent en Afrique Noire, les rapports établis par les administrateurs coloniaux ne laissent planer aucun doute sur une alarmante dépopulation sévissant dans les villages de leur circonscription : dépopulation telle que ses conséquences inquiétèrent les autorités de l'époque au point qu'elles

[2]De nombreuses populations du Centre se reconnaissent sous le nom général de Béti : Éton, Ewondo, Bané, Mvélé, Yésum, Yébékolo... et ont des parlers très voisins.

tentèrent d'en trouver les causes et de proposer des remèdes. Parmi les causes, les administrateurs retiennent un taux de natalité devenu très faible, une grande fréquence des malades vénériennes entraînant un fort taux de stérilité, la diffusion de nombreuses maladies ou parasitoses, l'alcoolisme, le relâchement des moeurs, l'instabilité de mariages...

Il est vraisemblable que cette dépopulation, qui aurait concerné l'ensemble du sud du Cameroun, a pu être exagérée par des administrateurs ayant quelque difficulté à lever l'impôt ou cherchant à attirer vers leur circonscription les investissements sociaux. On peut cependant supposer qu'elle atteignait plus particulièrement les villages situés au bord des routes. En effet, les populations ainsi installées sur ces axes étaient devenues, de ce fait, extrêmement vulnérables aux agressions variées dont la colonisation était porteuse. Outre l'entretien des voies, elles se trouvaient sollicitées bien plus souvent que les autres pour les réquisitions et recrutements les plus divers dont avait alors besoin l'économie coloniale : portage qui, dans le sud du Cameroun, engageait des dizaines de milliers d'hommes, recrutements pour les grands chantiers publics, les exploitations forestières, les plantations agro-industrielles, recrutements pour les besoins de l'Administration locale et pour ceux des commerçants privés, recrutements pour les plantations de cacao des chefs locaux nommés par l'Administration et qui abusaient souvent de leurs pouvoirs policiers... et enfin, fuite des hommes devant toutes ces réquisitions, vers ce qui était alors le Cameroun britannique ou la Guinée espagnole. On imagine aisément que les villages situés sur les routes furent à la fois les premiers atteints par ces "travaux forcés" (selon l'expression encore habituellement utilisée), et les plus fréquemment mis à contribution.

En outre, il n'est pas interdit de supposer que, selon la suggestion émise par les administrateurs, les populations des villages de la route se trouvaient plus affectés que d'autres par les diverses maladies dont la facilité des déplacements favorisait désormais la propagation. Ainsi, à la limite de la Lékié et de la Haute-Sanaga, les habitants gardent-ils le souvenir des épidémies de variole qui décimèrent les villages de la route. Ajoutons enfin, comme autant de facteurs pouvant expliquer une évolution démographique négative, celui d'une insuffisance de l'alimentation, signalée par Tissandier à Zengoaga (Haute-Sanaga), effet d'une commercialisation des produits vivriers devenue excessive, de même

qu'une extrême mobilité des villageois qu'accompagne une inquiétante instabilité des unions matrimoniales.

Les séries chiffrées qui permettraient de suivre une telle évolution négative des populations villageoises riveraines des axes routiers sont malheureusement rares. Les observations portant sur le village de Zengoaga en donnent cependant une bonne idée : en trente ans (1934-1965), ce village de la route du nord a perdu 597 habitants, soit plus du tiers de sa population, et Tissandier situe sans équivoque le début du déclin aux années 1930, celles de la construction de la route. Ainsi se trouve confirmée l'opinion des habitants qui lui déclaraient : "*C'est la route qui nous a apporté la mort*".

Reprenant les dossiers de l'auteur, nous avons tenté, dix ans plus tard, d'établir ce qu'était devenue la population de ce village. Les chiffres totaux obtenus tendraient à suggérer un redressement spectaculaire de la situation démographique puisque, entre 1964 et 1975, la population s'est accrue de 225 personnes, soit un taux d'accroissement nettement supérieur à celui de l'ensemble rural du sud. En réalité, cette évolution positive n'est que l'effet de l'installation, entre temps, d'une école primaire qui attire vers le village les enfants des environs hébergés sur place par les habitants. N'était cette circonstance particulière, Zengoaga n'échapperait pas à l'émigration généralisée observable dans toute la zone rurale du sud où 36 % des hommes sont absents de leur village natal (Franqueville, 1978, 1987).

Ce n'est certes plus là, aujourd'hui, fuite devant les "travaux forcés", mais départ volontaire vers le chef-lieu (Nanga-Éboko) ou vers les grandes villes plus éloignées, Yaoundé et Douala. S'y ajoute cette circonstance aggravante que la fixation et la concentration de la population le long des grands axes ne permettent plus un fonctionnement satisfaisant du système agricole basé sur une jachère de longue durée : les terres manquent, les sols trop sollicités s'appauvrissent, ce qui contraint les femmes à faire leurs cultures vivrières de plus en plus loin du village, les terres les plus proches étant depuis longtemps plantées en cacaoyers.

Ainsi, loin d'avoir apporté la vie, loin d'animer les échanges et d'être, par là même, source d'enrichissement et de développement, la grande route semble au contraire n'apporter que les aspects négatifs de la "modernité" et n'avoir d'autre résultat que celui de drainer les ruraux hors de leur village. Mettant ceux-ci en rapport avec la ville, ne fait-elle pas

qu'accroître leur insatisfaction en leur donnant de pouvoir comparer leurs conditions de vie à celles des citadins, et n'a t-elle donc d'autre effet que celui de dépeupler les campagnes ? Comment partager, dès lors, la conclusion optimiste de Huybrechts (1970) selon laquelle "*d'une façon générale, il se comprend aisément que les voies de transport aient attiré irrésistiblement les populations comme une première étape de leur intégration à l'économie d'échanges ou comme une mesure préalable à cette intégration*" ?

La route, facteur de croissance démographique

Il est pourtant des signes montrant qu'une tendance inverse n'en existe pas moins : dans la mesure où les données démographiques permettent d'en juger, ici et là, le long des principaux axes de communication (chemin de fer et surtout routes), le bilan de l'évolution de la population des villages paraît meilleur, des petits bourgs naissent et grandissent, pourvus des équipements de base (écoles, dispensaires, commerces...). Signes ponctuels mais d'autant plus remarquables qu'ils vont à l'encontre de la stagnation démographique générale du monde rural du Sud. Une telle réaction à l'ouverture de la route évoquerait d'ailleurs bien celle que G. Sautter (1966) notait à propos des habitants du Niari :"*Tant que les administrateurs ont prétendu, pour des raisons qui n'avaient rien à voir avec les normes locales, déplacer les gens d'un coin de brousse à l'autre, les villageois trouvaient l'idée saugrenue et ne s'exécutaient que contraints et forcés. Mais ils ont immédiatement saisi ce que la route allait leur apporter : mouvement, distraction, facilités pour voyager et vendre leurs produits*".

Il apparaît cependant que, dans l'espace sud-camerounais, cette situation démographique nouvelle, elle-même en rapport avec une représentation nouvelle du milieu rural, se rencontre surtout dans les zones qui peuvent bénéficier de liaisons régulières et commodes avec la ville. C'est, dans la région de Yaoundé, le cas des villages situés sur des axes goudronnés, particulièrement au nord de la ville. Là se trouvent des ruraux qui ont su et pu profiter à la fois de la voie de communication et de la relative proximité de la ville pour développer des cultures nouvelles (maraîchères) ou habituelles (vivres locaux) de façon à répondre à la demande urbaine.

Certes, bien des conditions favorables sont nécessaires à l'apparition et au succès durable d'une telle agriculture : situation foncière, qualité des sols, choix de cultures, changement dans le partage des tâches entre hommes et femmes, moyens de transport abordables pour le paysan et aussi, il faut bien le reconnaître, difficulté à trouver un emploi urbain qui rend ces villageois peu sensibles à l'attrait de la ville à cause de sa proximité même, car ils en ont, pour la plupart, fait la décevante expérience. Il apparaît qu'alors le passage de la route peut ne plus être une traversée indifférente de villages demeurant étrangers aux échanges qu'elle suscite, ou même occasion d'un déclin démographique et économique causé par une émigration massive. La route devient catalyseur d'une transformation et d'un renouveau de l'agriculture villageoise, à cette condition impérative que la ville soit suffisamment proche et accessible aux paysans.

Accessible physiquement : les transports régionaux, assurés par les cars, les taxis-brousse ou les chemins de fer, sont en effet avant tout conçus, même pour les plus récents, comme moyens de liaison de région à région, de ville à ville ou même, plus souvent, de ville à capitale, et nullement comme desserte des villages pour l'utilité de leurs habitants. Le pays a davantage besoin de chemins vicinaux et de "tortillards" que d'autoroutes et de trains express... De ce point de vue, la nouvelle route Bafoussam - Bafia - Yaoundé qui coupe le pays éton à la façon d'une autoroute sans souci des raccordements avec le réseau existant, ni des micro-aménagements nécessaires au fonctionnement de l'agriculture villageoise, ne saurait être considérée comme une contribution au développement régional. La grande route doit, en effet, être reliée et articulée à tout un réseau de voies secondaires et de pistes désenclavant les villages ou encore leur permettant d'étendre leur terroir cultivé. Dans le sud et l'est du pays, de vastes espaces restent inutilisés entre les mailles du réseau de circulation, faute de voies secondaires : que s'ouvre une nouvelle piste, à l'occasion de grands travaux ou d'un chantier forestier, et la mise en valeur agricole de ses abords par les villageois commence aussitôt ; mais elle ne dure que ce que dure l'entretien de la piste...

Accessible aussi en termes de marché, face aux multiples concurrences que subit l'agriculture paysanne : concurrence des vivres offerts en ville par les gros producteurs spécialisés (et souvent citadins

bien placés), concurrence des vivres de provenance plus lointaine (pays bamiléké et bamoun) produits en abondance pour les marchés urbains et que la nouvelle route de Bafoussam contribuera à favoriser davantage, concurrence des aliments importés (légumes, fruits...), souvent subventionnés à l'exportation et avec lesquels la production locale peut difficilement rivaliser tant pour l'aspect et la présentation que pour les garanties exigées (régularité des livraisons et de la qualité, hygiène...).

C'est donc là une évolution démographique et économique du monde rural possible, probable même, mais qui ne va pas nécessairement de soi dès que ville et campagne périurbaine se trouvent bien reliées. Un remarquable exemple à rebours est fourni par les villages situés sur la route au nord de Bangui (Centre Afrique) et dont les paysans n'ont apparemment pas réussi à saisir leur chance (Piermay, 1978). Là se produit en effet une croissance de la population rurale due essentiellement à "l'exode urbain" des citadins en situation d'échec et qui vont s'installer le long de cette route dont ils ne sont pourtant pas originaires. Mais l'auteur montre aussi que les revenus obtenus, tirés surtout de la vente de bois et de charbon de bois, bien que supérieurs à ceux de la majorité des citadins, ne provoquent cependant pas une élévation substantielle des niveaux de vie, faute d'être utilisés à des fins d'investissements agricoles. Enfin, l'appropriation du sol par les citadins, souvent hauts fonctionnaires qui ne mettent que fort médiocrement en valeur leur terrain, constitue un autre phénomène préoccupant.

Du fait de la croissance urbaine et des demandes qui en découlent, et en dépit des obstacles et des nouveaux problèmes soulevés, le passage de la route peut donc, aujourd'hui, présenter dans une zone périurbaine d'extension variable selon les cas, des effets positifs sur l'évolution tant démographique qu'économique des populations riveraines qui trouvent enfin là une raison de vivre au pays tout en profitant des avantages offerts par la ville proche. Peut-être existe t-il, selon la suggestion de Vigarié (1976), un seuil à partir duquel ce retournement devient possible. Il serait fonction non seulement d'un certain stade du développement de la ville proche mais aussi d'une situation plus propice dans tel ou tel village : "*Les moyens modernes et puissants, tels que le rail et la route, n'accèdent à la capacité de modifier le milieu traversé que si celui-ci possède une vie de relations suffisamment ample pour être à la mesure ou s'élever rapidement à la taille de ces moyens puissants*".

Observons encore que les avantages de la proximité de la ville ne sont pas seulement ceux d'une rémunération possible du produit cultivé, mais aussi ceux d'un accès aisé aux équipements qui font généralement défaut dans les villages (dispensaires, écoles, bibliothèques, cinémas, etc.) et encore d'un accès au spectacle que la ville constitue par elle-même. De ce point de vue, les enquêtes montrent que la meilleure situation démographique des villages situés sur la route, opposés à ceux l'intérieur, est pour une grande part le résultat d'une meilleure "santé démographique" de la population féminine (Franqueville, 1987). Dans ces villages, le remplacement des femmes par le jeu des mariages est mieux assuré qu'ailleurs. Ici, en effet, les jeunes filles acceptent (la libéralisation du mariage aidant) de venir rejoindre un mari, beaucoup plus volontiers que dans un village "perdu dans la brousse", sans liens directs ni rapides avec la ville. Cette préférence n'est pas uniquement ni essentiellement l'effet de l'attrait des "lumières de la ville" : elle est d'abord conséquence du sous-équipement des villages auquel les femmes sont particulièrement sensibles. Habiter sur une route qui conduit à la grande ville, c'est avant tout avoir à portée de la main les commodités désormais jugées indispensables et que les villages n'offrent pas : d'abord l'accès aux soins de santé, fort apprécié surtout à cause des enfants, puis la possibilité de faire suivre à ceux-ci des études longues sans les éloigner de la famille, le plus grand choix d'articles offerts par les commerces... tout ce qui est accès au monde réputé moderne. Ici la femme, par ses choix, joue un rôle décisif et souvent méconnu dans les mouvements migratoires et dans la lente redistribution des populations qui en résulte.

A travers le cas du Cameroun méridional, cas nullement unique en Afrique, se fait jour l'émergence progressive d'un nouveau type de rapports de la campagne à la ville, résultat de la "stratégie spontanée" des villageois. Refusant de céder au mirage urbain en émigrant massivement vers la ville, car ils sont bien placés pour en connaître les pièges, ils tentent plutôt, dans toute la mesure du possible, d'en tirer parti en restant au village et, dans cette stratégie, la facilité des relations et des transports joue un rôle essentiel. On conçoit donc toute l'importance qu'il convient d'accorder à la construction d'une région dont le développement serait solidaire de celui de la ville : elle constitue la meilleure parade à une croissance urbaine indéfinie au sein d'une campagne en passe de devenir vieillie et improductive.

Culture du cacao et émigration

Si la diffusion de la culture du cacao dans le sud du Cameroun sous la forme de petites plantations familiales fut bien d'abord l'oeuvre spontanée des populations, l'Administration française ne tarda cependant pas à la rendre quasi obligatoire par des moyens de coercition variée. L'objectif que visaient ainsi les autorités coloniales était multiple. D'une part il s'agissait, bien sûr d'exporter vers la métropole une production initiée par les Allemands mais dont toutes les grandes plantations, localisées au pied du Mont Cameroun, se sont trouvées, après le traité de Versailles, confiées à la tutelle britannique. Mais d'autre part, choisir le système des petites plantations familiales et non celui des grands ensembles agro-industriels traduisait une volonté de monétariser les échanges de la vie quotidienne afin de lever plus facilement l'impôt de capitation, en même temps que le désir des autorités d'attacher enfin par là les populations à leur terre. Ainsi ces villageois, encore agriculteurs itinérants, seraient désormais contraints de rester sur place : non seulement leur village se trouvera fixé là où l'Administration l'avait décidé, mais aussi les hommes ne devraient plus émigrer vers les grandes plantations ou les divers chantiers pour se procurer un revenu monétaire. En outre, l'Administration espérait bien trouver ainsi plus facilement la main-d'oeuvre nécessaire aux divers travaux d'intérêt public et aussi voir naître une "petite bourgeoisie rurale" comblée et donc fidèle à la métropole. Qu'en a t-il été dans les faits et qu'en est-il aujourd'hui ?

Un frein à l'exode rural ?

Au moment où s'est répandue la culture du cacao, tous les villageois ne sont pas réellement devenus planteurs, les uns parce qu'ils se trouvaient alors loin du village natal, manoeuvres sur les plantations du Cameroun britannique ou dispersés sur les exploitations forestières, les autres parce qu'ils s'étaient enfuis plus loin, vers la Guinée espagnole et jusqu'à Fernando Pô pour échapper aux exactions du régime colonial. A ces exactions, les chefs autochtones nommés par l'Administration contribuaient d'ailleurs largement, mettant à profit les moyens policiers dont ils disposaient pour obliger leurs administrés à devenir leurs manoeuvres : ainsi ont-ils pu planter à bon compte de vastes cacaoyères (400 hectares pour le chef supérieur Charles Atangana en 1925), accaparant les terres

coutumières à leur profit et aggravant encore la fuite des villageois (Guyer, 1980).

Si telle fut bien la situation de l'époque, on peut donc supposer qu'une partie seulement de la population villageoise fut concernée par le développement de cette nouvelle culture et s'en trouva réellement fixée sur place.

Force est bien, cependant, de constater que dans cette partie méridionale du Cameroun les densités de population les plus élevées correspondent aussi à la zone principale de culture cacaoyère (Champaud, 1965). Mais quel est le contenu réel de cette relation ? Les fortes densités (à l'échelle régionale, 60 à 80 hab./km²) sont-elles la condition du succès et du maintien de la culture cacaoyère parce que celle-ci aurait besoin de bras nombreux, ou bien cette culture aurait-elle créé, voire accru les densités rurales ? La comparaison avec le pays bassa, voisin de celui des Béti, semblerait probante : les enquêtes portant sur l'intensité de l'émigration rurale masculine (Franqueville, 1987.) montrent ainsi qu'en zone de production cacaoyère le taux d'absence présente des valeurs généralement moyennes à faibles (moins de 36 absents pour 100 hommes natifs), mais qu'il prend de l'ampleur dès qu'apparaît la région où cette culture n'est plus pratiquée : plus de 50 absents pour 100 natifs en pays bassa. Aux faibles densités démographiques bassa correspondrait donc une économie fondée non sur le cacaoyer mais sur l'exploitation du palmier à huile ; bien plus, la seule zone de peuplement bassa où les densités sont relativement fortes (Botmakak - Ndom) est précisément celle où les villageois accordent encore une place assez importante au cacaoyer et au caféier.

Il est cependant difficile d'admettre que cette arboriculture ait pu, en l'espace de 50 ans, créer de toutes pièces ces densités relativement élevées. A la différence de régions comparables d'Afrique occidentale, la région cacaoyère du Cameroun méridional n'a pas été le siège d'une immigration de salariés ou de candidats planteurs, bien au contraire, et le mode de tenure traditionnel de la terre exclut d'ailleurs une telle possibilité d'installer massivement des allochtones. D'autre part, les premiers documents allemands décrivant la région vers 1890 montrent que la répartition de la population devait être alors fort semblable à ce qu'elle est aujourd'hui : à un pays béti dont les nombreux villages étonnaient les colonisateurs s'opposait déjà un territoire bassa où les établissements humains étaient rares et dispersés. Cette inégale

distribution de la population régionale a une origine historique nettement plus ancienne. Enfin, il faut bien remarquer que le sud de la zone centrale est, lui aussi, très spécialisé dans la culture du cacao : plus de 80 ares par adulte au sud de Mbalmayo et même plus de 100 vers Ébolowa (Champaud, *o. c.*) ; or les densités rurales sont pourtant là inférieures à 15 et parfois à 10 hab./km². La relation ne paraît donc pas aussi directe qu'on aurait pu le supposer.

Mais si la culture du cacao n'a pas véritablement créé les densités relativement élevées observables aujourd'hui, du moins ne peut-on penser qu'elle a contribué à les maintenir en zone béti ? Et à l'inverse, chez les Bassa où cette culture n'est guère pratiquée sauf exceptions localisées, la population, déjà clairsemée depuis longtemps, n'aurait-elle pas, de ce fait, décliné plus qu'ailleurs, déclin ensuite aggravé par les années de guerre civile qui ont précédé l'indépendance politique du pays (1960) ?

Une illusoire stabilisation de la population

Une telle constatation, signifierait-elle que, en dépit de leur modicité comparés aux salaires urbains, les revenus tirés de la culture cacaoyère contribuent à fixer la population rurale à la terre, conformément aux souhait des colonisateurs ?

La réalité est moins simple. Dans la région, les mouvements migratoires consistent, en fait, en déplacements et échanges continus de population entre la campagne plantée de cacaoyers et la ville, ici essentiellement mais pas uniquement celle de Yaoundé. De multiples raisons interviennent et se combinent pour que les villages cacaoyers ne retiennent, finalement, qu'assez peu leur population, particulièrement celle des adolescents et des jeunes adultes.

Tantôt l'exploitation cacaoyère paternelle est trop exiguë pour faire vivre toute une famille et, plus encore, pour autoriser un partage successoral entre les fils (selon la coutume régionale), car la part alors reçue ne saurait permettre à ceux-ci de nourrir une famille au village. Tantôt les revenus tirés de la vente du cacao sont trop faibles, à la merci des cours internationaux et en dépit de l'intervention des caisses de stabilisation, et, pour des raisons variées, il n'est pas possible d'étendre la superficie plantée : les enfants partent alors chercher un emploi en ville dès la fin de leur scolarité primaire. En outre, et de plus en plus, se marque ici comme en pays bassa le rôle d'une scolarisation très élevée (taux de 92 %

entre 6 et 14 ans dans le Centre-Sud) qui entraîne vers la ville jeunes gens et jeunes filles allant y poursuivre leur scolarisation, bien avant l'âge adulte donc. Tout cela fait que la plupart des jeunes quittent leur village. Ne restent sur l'exploitation agricole que les parents avec leurs plus jeunes enfants ou, si le père est trop âgé pour travailler, le fils aîné ou un autre désigné par l'aîné ; mais le père restera maître de l'exploitation jusqu'à sa mort, de sorte que bien des émigrés disent être en ville "en attendant l'héritage du père". Enfin, et la chose devient banale, les jeunes filles prennent aussi le même chemin de l'émigration vers la ville pour s'instruire ou aider au ménage d'un membre de la famille déjà sur place ; on retrouve là "l'effet boule-de-neige" bien connu dans le mouvement d'immigration urbaine, mais qui s'applique désormais également à la partie féminine de la population rurale.

L'émigration est donc à la fois, et de façon variable selon les lieux, effet d'une "microfundisation" là où les densités sont particulièrement élevées (nord et sud immédiats de Yaoundé), évitant ou retardant ainsi l'explosion de conflits fonciers, effet de la trop faible rémunération du produit, eu égard aux besoins que les villageois considèrent aujourd'hui comme légitimes, effet d'une productivité limitée par de multiples facteurs (techniques utilisées, âge des exploitants, non-renouvellement des plants, récoltes partielles...) et effet d'une scolarisation très généralisée qui conduit les jeunes vers les multiples établissements scolaires des villes, grandes ou petites, de la région.

L'intensité de cette émigration n'est cependant pas uniforme sur toute la zone cacaoyère et l'histoire des rapports à la ville qu'entretient chaque groupe humain contribue souvent à y apporter quelque nuance. Ville des Éwondo comme l'indique l'étymologie de son nom, Yaoundé voit s'installer définitivement dans ses murs, plus volontiers que d'autres parmi les ethnies locales, les Éwondo et les Bané (culturellement très proches) qui, de ce fait, se désintéressent quelque peu de leurs cacaoyers. A l'inverse, les Éton, dont le domaine s'étend cependant jusqu'aux portes nord de la ville, s'y sentent beaucoup moins chez eux et y immigrent moins, cherchant plutôt à tirer un profit maximum de leurs terres sur lesquelles ils sont pourtant souvent fort nombreux.

Ces nuances étant admises, il faut bien constater que, d'une façon générale, la culture du cacao ne retient pas les hommes au village. Si l'on considère en effet, non plus l'effectif des hommes absents, mais l'effectif de ceux qui n'ont jamais émigré, les différences entre zones béti et bassa

s'estompent : 23 % chez les Béti et 22 % chez les Bassa. Par là se révèle la véritable explication des situations démographiques : l'effet de la culture cacaoyère sur les mouvements de population n'est pas, dans le sud du Cameroun, celui d'un frein à l'émigration, mais bien plutôt celui d'une incitation, d'une invitation à revenir au village, tôt ou tard.

Rentrer un jour au village est un souhait qu'exprime, à Yaoundé, la majorité des immigrés d'origine proche. Le retour idéalement souhaité se place vers l'âge de 45-50 ans, une fois les enfants installés à leur tour dans la vie active. Alors la petite plantation de cacaoyers gardée au village et souvent agrandie par défrichements successifs lors des congés, suffira aux besoins. En fait, le retour de l'émigré se place généralement avant cet âge, car il est souvent consécutif à une perte de l'emploi en ville et alors ponctué de nouveaux départs et d'autres emplois urbains temporaires. Les enquêtes montrent que le retour au village natal constitue, dans le sud du Cameroun, une démarche très fréquente : les deux tiers des villageois présents sont en réalité d'anciens émigrés revenus après une absence plus ou moins longue et, de nos jours, le plus souvent en ville. Pourtant, en pays bassa la situation apparaît tout autre : les anciens émigrés revenus au village forment non plus les deux tiers mais à peine plus de la moitié des résidents masculins, tandis que plus de la moitié des natifs vivent encore au lieu d'émigration quand la moyenne régionale est de 36 %. On voit donc clairement que la fonction dévolue à l'exploitation cacaoyère dans le système des migrations en vigueur au Cameroun méridional, bien loin des objectifs productivistes que lui assigne l'État, est de permettre, de faire accepter plus volontiers quand il le faut le retour au village, temporaire ou définitif, de mieux faire passer la "pilule amère" du chômage urbain. L'effet de cette culture dite "de rente" sur la situation démographique des milieux ruraux semble bien n'avoir été et n'être encore autre que celui-là.

Il faut bien convenir, en effet, que pour la majorité de la population "sudiste", la culture cacaoyère n'est acceptée que comme un pis-aller, une culture dont on ne peut réellement vivre que lorsque les charges du foyer familial se font moins lourdes, lorsque les enfants sont devenus autonomes ; ou bien c'est une culture pratiquée en attendant mieux, quand surviennent les périodes de chômage. Seul le travail urbain, en dépit de ses aléas, peut permettre de répondre aux besoins d'une famille, et le constant va-et-vient des migrants entre ville et village n'est que l'expression d'un "life-cycle" auquel le "Sudiste" se trouve conduit : une

adolescence passée à s'instruire en ville ou à y apprendre un métier, une vie active nécessairement urbaine, du moins pour ceux qui ont la chance de réussir en ville, enfin un retour au village où les modestes revenus tirés de la cacaoyère suffiront malgré tout à des besoins désormais réduits, mais pas de retour envisageable là où n'existe pas une telle culture.

C'est donc bien toujours en référence avec la ville que doit être considéré l'impact éventuel des manifestations de l'économie moderne sur l'évolution démographique des populations rurales. De ce point de vue, le cas particulier du Cameroun méridional ne doit pas paraître exceptionnel. Par l'existence et la croissance continue de Douala et de Yaoundé, il préfigure plutôt ce que sera à plus ou moins brève échéance "l'urbanisation" des populations rurales africaines et illustre bien la voie à choisir si l'on veut éviter une redoutable désertification des campagnes : celle d'une étroite symbiose entre ville et campagne qui, pour le villageois, doit se traduire en termes de facilités d'accès au marché urbain. Cet enseignement devrait être retenu par tous ceux qui se préoccupent de développement rural.

Désormais la ville est tellement devenue symbole de progrès matériel et d'ouverture intellectuelle qu'hommes et femmes ne sauraient plus accepter, où que ce soit, de vivre hors de sa portée. Mais il y a plus, car il n'agit pas seulement de symbole. Ville et campagne ont désormais partie liée en Afrique. Le villageois tente d'utiliser la ville au mieux et deux façons de le faire s'offrent lui : y demeurer la majeure partie de sa vie, voire sa vie entière si rien ne lui assure un retour honorable au village, ou bien tenter de demeurer au village en y faisant des cultures destinées au marché urbain, à condition que le niveau de vie ainsi obtenu supporte la comparaison avec celui de l'émigré.

Références bibliographiques

CHAMPAUD J., 1965 - Atlas Régional Sud-Ouest 2. Cartes h. t. à 1/500 000. Commentaire des cartes, 85 p. mult. ORSTOM-IRCAM. Yaoundé.

CHAMPAUD J., 1973 - Mom, terroir bassa. *Atlas des Structures Agraires au Sud du Sahara*, n° 9. ORSTOM, 59 p., 7 cart. h. t.

FRANQUEVILLE A., 1978 - Deux cas d'évolution de la population rurale dans le sud du Cameroun. *Études Rurales*, n° 70 (81-95).

FRANQUEVILLE A., 1987 - *Une Afrique entre le village et la ville : les migrations dans le sud du Cameroun*. Mémoires ORSTOM, n° 109. 646 p.

GUYER J. 1., 1980 - Head tax, social structure and rural income in Cameroun (1922-1937). *Cah. d'Ét. Afric.*, n° 79, XX-3 (305-329)

HUYBRECHTS A., 1970 - *Transports et structures de développement au Congo.* IRES. Lovanium. Kinshasa. Mouton. 418 p.

PIERMAY J. L., 1978 - Les mutations du milieu rural à proximité de la ville au nord de Bangui (Centrafrique). *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. XV, n° 2 (187-205).

SAUTTER G., 1966 - *De l'Atlantique au fleuve Congo, une géographie du sous-peuplement.* 2 tomes. Mouton. 1102 p.

TISSANDIER J., 1969 - Zengoaga, étude d'un village camerounais et de son terroir au contact forêt-savane. *Atlas des Structures Agraires au Sud du Sahara*, n° 3. ORSTOM, 88 p., 5 cart. h. t.

VIGARIÉ A., 1976 - Signification des transports dans la vie du groupe Nago de Savé (Dahomey). Table ronde CNRS : *Transports et croissance urbaine dans les pays tropicaux.* CEGET, 1974 (23-32).

8

DEUX CAS D'ÉVOLUTION DE LA POPULATION RURALE DANS LE SUD DU CAMEROUN[1]

Cet article a pour objet de comparer les résultats de deux séries successives de recherches. Les premières, menées voici une douzaine d'années dans le cadre de l'*Atlas des structures agraires au sud du Sahara*, avaient permis de réaliser l'étude monographique de deux villages du sud du Cameroun : Mom, en région forestière bassa (Champaud, 1970, 1973), et Zengoaga, au contact forêt-savane (Tissandier, 1969). Les secondes, ayant pour objectif d'observer les mouvements migratoires dans la région de Yaoundé, ont été conduites par nous en 1974-75. Disposant donc de bases sûres et détaillées sur Mom et Zengoaga - occasion rarement offerte - nous avons pensé qu'il serait intéressant d'étudier l'évolution démographique de ces villages durant la période qui s'était écoulée entre les deux séries d'enquêtes[2]. Certes, ces enquêtes ne relevaient pas du même dessein. Si la connaissance des mouvements migratoires était expressément le but des secondes, les premières, essentiellement études de terroir, ne fournissaient guère de données sur les déplacements de population. En revanche, elles dressaient de façon très précise un état de la population des deux villages, à partir duquel il devenait possible de réaliser une analyse démographique longitudinale qui pouvait se révéler riche d'enseignements.

Au sud-ouest de Yaoundé (50 kilomètres à vol d'oiseau), à l'intérieur de la forêt camerounaise, Mom faisait figure, en 1963, de gros village avec ses 649 résidents permanents ; à titre de comparaison, Makak, le

---

[1]Article publié dans la revue *Études Rurales*, n° 70, avril-juin 1978 (81-95).

[2]Les enquêtes de terrain ont été menées en janvier 1964 à Zengoaga (département de la Haute-Sanaga) par J. Tissandier et en janvier 1975 par nous ; en juillet-août 1963 à Mom (département du Nyong-et-Kellé) par J. Champaud et en avril-mai 1975 par nous. Nous avons été aidé dans la réalisation de ces enquêtes par H. Elingui, assistant technique de l'Orstom, et A. Biwolé, aide technique. Les auteurs ayant eu l'amabilité de mettre à notre disposition leurs dossiers de base, il devenait dès lors relativement aisé de suivre dans le temps et dans l'espace ces deux populations rurales.

chef-lieu de l'arrondissement, situé à 22 kilomètres plus à l'ouest, en compte moins de 2 000). Dans leur quasi-totalité, les habitants de Mom appartiennent à l'ethnie bassa qui occupe une aire très vaste entre Yaoundé et Douala. Comme la plupart des Bassa, et contrairement aux autres habitants de la forêt, ils pratiquent une agriculture avant tout vivrière. Manifestant, selon l'expression de J. Champaud, une sorte de refus de l'agriculture de plantation, notamment de la culture du cacao, les habitants de Mom tirent le plus clair de leurs revenus monétaires de la vente des produits du palmier (huile et "vin" de palme, palmistes), qui poussent ici à l'état spontané, et accessoirement de celle de produits vivriers. Ces productions sont commercialisées soit à Yaoundé (68 kilomètres par la voie ferrée), soit sur le marché mensuel de Minka (gros bourg voisin, 11 kilomètres plus à l'ouest), ou sur celui d'Otélé (9 kilomètres à l'est) - dont l'animation dominicale due à la présence d'une mission catholique importante, est une occasion d'échanges -, soit encore une fois par mois au marché du village même.

Ces échanges, qui intéressent d'ailleurs peu le chef-lieu d'arrondissement, sont facilités par le fait que Mom se situe sur la voie ferrée Douala-Yaoundé. C'est, en effet, au chemin de fer que le village doit une grande partie de son importance, sinon son existence, comme en témoigne l'appellation de Mom-Gare qu'on lui donne souvent, le distinguant ainsi le Mom-Brousse ou Mom II, à quelques kilomètres plus au nord. L'arrivée du train déclenche toujours une subite animation et fournit l'occasion d'un bref marché où l'on propose quelque ravitaillement aux passagers : beignets, canne à sucre, vin de palme. En 1963, près de 13 000 voyageurs ont fréquenté cette gare, et 318 tonnes de marchandises dont 140 tonnes d'huile palme, ont été expédiées en direction de Yaoundé.

L'ancienne administration coloniale avait besoin de bras pour l'entretien de la voie ferrée (la piste carrossable ne fut construite que plus tard) et pour l'approvisionnement en bois des locomotives ; aussi avait-elle fortement encouragé le rassemblement d'une population dont l'habitat originel n'était pas moins dispersé que ses palmiers, et qu'il devenait ainsi plus facile de contrôler. La répression de la rébellion upéciste[3], qui ravagea la région dans les années précédant immédiatement l'indépendance, agit dans le même sens : Mom fut l'un des lieux de regroupement de la population. Enfin, aujourd'hui, mouvement plus

[3]Rébellion conduite par l'UPC (Union des populations camerounaises).

spontané, les habitants des villages voisins subissent l'attrait des équipements dont est pourvu le village : deux écoles confessionnelles (catholique et protestante), deux missions religieuses (Église catholique et Église presbytérienne camerounaise), plusieurs boutiques et bars. Tout cela contribue à donner à Mom un certain rayonnement sur les villages voisins plus isolés et moins bien équipés, lui conférant un certain rôle de village-centre.

Le village de Zengoaga apparaît bien différent. Si, en 1963, 14 % des cases de Mom étaient couvertes d'un toit de tôles, indice de la prospérité de leurs occupants, pas une seule ne l'était à Zengoaga en 1964. ; en 1975, elles formaient à Mom 75 % du total, et seulement 26 % à Zengoaga. Ce décalage persistant entre les deux villages révèle deux situations fort contrastées.

A Zengoaga, le paysage est un mélange de savane et de forêt, milieu limite pour les plantations arbustives de rapport (cacao, café) largement pratiquées plus au sud. En 1964, on y recensait 225 personnes, toutes d'installation relativement récente, car le village n'existe à son emplacement actuel que depuis 1930, date de l'ouverture de la route carrossable reliant Yaoundé à l'est et au nord du Cameroun. Mais la capitale est à plus de 200 kilomètres, Nanga-Éboko, chef-lieu du département, à 40 kilomètres de piste, et le bourg le plus proche, Minta (1 500 habitants), est distant de 26 kilomètres. Certes la route du nord, d'ailleurs non goudronnée, est bien fréquentée, mais son trafic présente peu d'intérêt sur le plan local et les villageois n'en tirent guère profit. Le plus souvent, les cars venant de l'est ou du nord sont déjà complets lorsqu'ils arrivent à Zengoaga, de sorte qu'il est bien difficile pour les habitants de se rendre à Yaoundé ou à Nanga-Éboko au moment où ils le désirent. Quant au chemin de fer transcamerounais nouvellement construit, la halte la plus proche est celle de Nanga-Éboko.

Dans un département peu peuplé, Zengoaga n'est qu'un petit village au bord de la route. Or cette route, à laquelle il doit son existence, au lieu de permettre les échanges et la vie, ne lui a apporté jusqu'à présent que la mort, tant a sévi ici l'exode rural. Les villageois en ont parfaitement conscience : "*C'est la route qui nous a tués*", disent-ils. Sans boutique ni bar susceptibles d'apporter quelque ouverture, Zengoaga se réduit à une société rurale sans ressort, que ravage l'instabilité conjugale. En 1964, Tissandier concluait son étude de façon très pessimiste, faisant état d'une dangereuse évolution : détérioration de l'habitat, détérioration du système agricole, détérioration du milieu social et culturel villageois. Alors que,

en 1963, Mom paraissait devoir jouer "*un rôle non négligeable dans la vie de relations de tout l'est de l'arrondissement de Makak*" (Champaud, 1970), en 1964, Zengoaga semblait déjà bien engagé sur la voie du déclin.

Où en sont ces deux villages quelque douze années plus tard ? L'enquête de 1975 livre des résultats de prime abord fort surprenants.

L'évolution de deux situations démographiques

Différents par leur contexte économique et social, les deux villages présentaient également, lors de la première étude dont ils firent l'objet, des situations démographiques fort dissemblables. Certes, dans les deux cas la composition par sexe désavantageait les hommes, situation que l'on retrouve dans toute la zone rurale camerounaise. Ce déséquilibre apparaissait plus marqué à Mom (taux général de masculinité : 81,9 %, et même 66 % pour la tranche d'âges 20-49 ans) qu'à Zengoaga (84 % et 85 %), signalant ainsi la puissance et l'ancienneté de l'attraction de la ville sur les populations bassa. Mais la principale disparité résidait dans la proportion de jeunes de moins de 15 ans au sein de la population : très faible à Zengoaga, très forte à Mom où elle dépassait non seulement la moyenne de la zone rurale du sud du Cameroun : 36 % (Podlewski, 1973), mais aussi celle du pays bassa en général : 44 % (Tableau 1).

Tableau 1
Composition par âges (en %) de la population
lors des premières études

Groupes d'âges	Zengoaga, 1964	Mom, 1963
0 - 14 ans	14	47
15 - 59 ans	78	47
60 ans et plus	8	6

L'influence d'une natalité particulièrement faible à Zengoaga doit être à l'origine d'une telle disparité, faiblesse soulignée par J. Tissandier qui a chiffré la fécondité totale à 2,18 enfants nés vivants par femme de plus de 14 ans, alors que la moyenne est de 4,6 dans le sud du pays. Si l'on divise le nombre d'enfants de moins de 15 ans par le nombre de femmes adultes de plus de 15 ans, on obtient les taux suivants : 43 enfants pour 100 femmes à Zengoaga, et 206 à Mom. Or il est habituel de considérer

que le taux de 130 constitue le minimum nécessaire pour qu'un groupe n'entre pas en récession démographique (Sautter, 1966, I).

On peut chercher l'origine de cette disparité démographique entre les deux villages dans l'inégal équipement scolaire qui était alors le leur : deux écoles primaires à Mom, aucune à Zengoaga, avec ce résultat que le premier abriterait, de ce fait, une population enfantine venue d'ailleurs et logeant éventuellement sur place, parfois sans aucun lien de parenté avec leurs hôtes villageois, et qui gonflerait ainsi artificiellement l'effectif des jeunes.

Les documents de J. Champaud montrent en effet qu'en 1963, 97 des enfants scolarisés à Mom n'en sont pas originaires, soit près de 46 % des écoliers de 5 à 9 ans. Mais il faut aussitôt remarquer que la plupart (85 %) de ces enfants nés hors du village y résident en réalité avec leurs parents venus s'y installer, parfois très récemment. Leur présence ne contribue donc pas à expliquer le rapport précédemment calculé. Seuls dix écoliers de moins de 15 ans sont véritablement des immigrés hébergés au village. Cet effectif est trop faible pour influencer sensiblement la situation démographique : en effet, le rapport précédent s'établit alors à 198 enfants pour 100 femmes au lieu de 206 et demeure donc considérablement supérieur à celui de Zengoaga. La disparité démographique constatée entre les deux villages voici une douzaine d'années apparaît donc bien comme l'effet de taux de natalité très contrastés.

Et cependant, malgré de handicap, selon les enquêtes de 1975 Zengoaga a redressé de façon inattendue cette situation : le taux de masculinité y est passé de 84 % à 91 %, alors que celui de Mom, déjà peu favorable, descendait de 81,9 % à 70,6 %. Mais surtout, la proportion des jeunes a plus que doublé, passant de 14 % à 31 %, tandis qu'à Mom elle diminuait de 47 % à 43 % (Tableau 2).

Tableau 2
Composition par âges (en %) de la population en 1975

Groupes d'âges	Zengoaga	Mom
0 - 14 ans	31	43
15 - 59 ans	49	43
60 ans et plus	20	14

L'évolution survenue en ce laps de temps relativement court semble avoir été l'inverse de celle que l'on attendait. Zengoaga a non seulement

rajeuni sa population mais l'a augmentée, passant de 225 habitants à 285, soit un taux d'accroissement annuel de 2,1 %, légèrement supérieur à la moyenne du sud du Cameroun (2 %). Au contraire Mom, malgré son apparente vitalité, a perdu une partie de ses jeunes et a légèrement régressé, passant de 649 habitants à 628, soit un taux négatif de 0,3 %. Cette évolution semble paradoxale si l'on considère le contexte économique et géographique des deux communautés. Certes, depuis 1964, les paysans de Zengoaga se sont nettement orientés vers la culture du caféier *robusta*, apparemment plus rentable que celle du cacaoyer. Cette conversion réussie peut avoir rendu confiance aux jeunes et les avoir incités à rester ou même à revenir au village. Il est probable également que, la paix civile revenue, un certain nombre de familles bassa qui avaient trouvé refuge à Mom, aient rejoint leur village d'origine. Cependant, certaines observations interdisent une telle interprétation des choses.

En fait, le redressement démographique de Zengoaga ne concerne que la population enfantine qui a augmenté à un rythme annuel moyen de 10 %. Pour le reste, on constate que le groupe des adultes a diminué selon un taux supérieur à celui de Mom (2,1 % contre 1,2 %) et que celui des personnes âgées a augmenté à un rythme presque double de celui de Mom (11 % contre 6,6 %). Cette apparente amélioration cache donc un vieillissement de la population encore plus accentué qu'à Mom, malgré un réel accroissement de l'effectif total. Par ailleurs, le taux de masculinité des personnes actives (20 à 49 ans) de Zengoaga a baissé de 24 points entre les deux enquêtes (passant de 85 % à 61 %) - ce qui traduit un déséquilibre accru dans la composition de la communauté villageoise -, alors que celui de Mom ne diminuait que de 7 points (passant de 66 % à 59 %).

L'analyse détaillée des résultats et la comparaison des diverses enquêtes vont permettre de comprendre les mécanismes de cette évolution, en apparence curieusement désordonnée, et de l'expliquer.

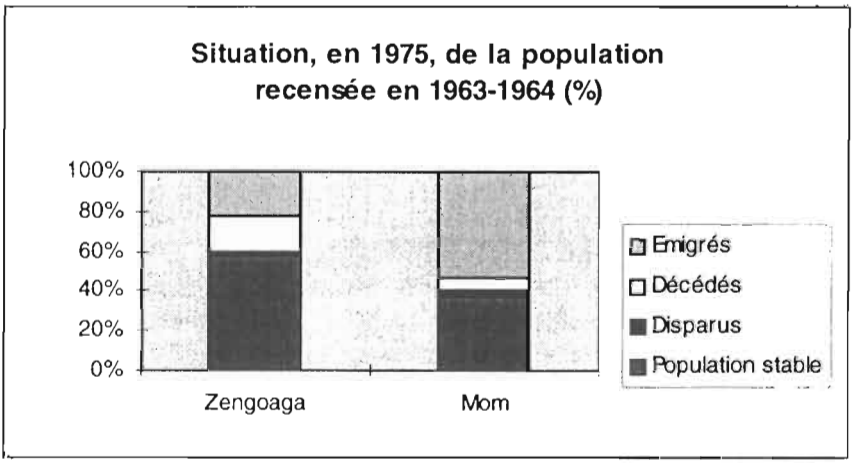
Les mécanismes de l'évolution démographique

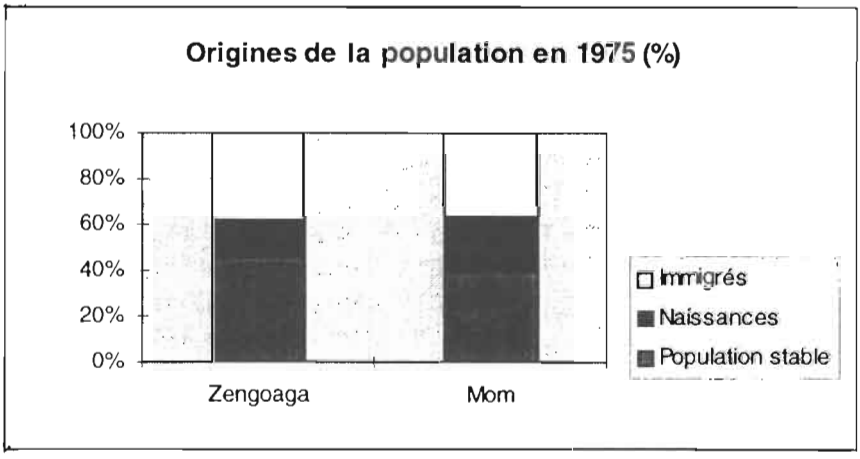
Pour l'un et l'autre village, un premier fait saillant est l'extrême mobilité de la population dont le renouvellement a été considérable entre les deux enquêtes (Figure 1).

Dans les deux cas, plus de la moitié de la population résidente de 1975 n'était pas présente lors de l'enquête précédente. Le noyau stable

d'une enquête à l'autre ne forme que 45,5 % de l'effectif de Zengoaga et 39,5 % de celui de Mom. Tout le reste est constitué d'habitants nouveaux, et les deux tiers de ces nouveaux sont des immigrés, l'autre tiers correspondant aux naissances survenues entre temps.

Figure 1
Les mécanismes de l'évolution de la population entre 1963-1964 et 1975





Ces populations rurales sont donc soumises à une forte mobilité, l'immigration l'emportant à Zengoaga, l'émigration à Mom. Le rôle du mouvement naturel n'est sans doute pas négligeable, mais toujours infé-

rieur à celui du mouvement migratoire. Les résultats des enquêtes ne permettent pas de calculer des taux de mortalité et de natalité, et ce n'était pas le but recherché; On remarquera seulement que la part des naissances vivantes dans le mouvement général de la population est du même ordre pour les deux villages, tandis que celle des décès est curieusement faible à Mom. Cette faiblesse doit être mise en rapport, d'une part avec, l'existence d'une catégorie d'habitants, un peu plus importante qu'à Zengoaga, que nous avons appelée "disparus" - c'est-à-dire dont personne n'a pu nous préciser le sort depuis 1963 et parmi lesquels un certain nombre sont vraisemblablement décédés -, d'autre part avec la forte proportion de personnes émigrées, plus de la moitié de l'effectif de 1963, parmi lesquelles sont également survenus des décès en nombre inconnu et que l'on ne peut prendre en compte dans le schéma d'évolution.

Le phénomène le plus frappant reste donc l'ampleur des mouvements migratoires, ampleur étonnante dans ces milieux ruraux souvent réputés fermés sur eux-mêmes. Qui sont donc ces villageois de Mom et de Zengoaga qui vont et viennent ainsi, et pourquoi de tels déplacements ?

a) L'immigration

Comme toujours dans les villages, l'immigration est à dominante féminine : à Mom, plus de 60 % des non-originaires sont de sexe féminin, à Zengoaga 63,5 %, et le déséquilibre est particulièrement marqué pour la tranche d'âges 15 - 59 ans. Ces déplacements féminins correspondent, on s'en doute, à des migrations matrimoniales, s'agissant ici de sociétés virilocales.

On constate cependant que si la moitié des arrivées féminines à Zengoaga sont bien de ce type, la proportion tombe à 13 % à Mom où les motivations de ces mouvements paraissent moins simples : une bonne partie de la population féminine nouvelle (49 %) provient de l'installation de familles étrangères au village ; on décèle ainsi, en 1975, 120 personnes adultes de tout âge venues s'installer avec leurs enfants. Il se trouve que ces immigrés sont, comme toute population rurale, à majorité féminine, résultats conjugué de la surmortalité masculine et du départ des hommes pour la ville. L'immigration que connaît Mom a donc un certain effet rééquilibrant sur la pyramide des âges, car non seulement elle intéresse les deux sexes, mais encore, mieux qu'à Zengoaga, elle se répartit entre tous les groupes d'âges. Le calcul des taux d'immigration

par sexes et par grands groupes d'âges (Tableau 3) met en évidence les conséquences de cette immigration particulière : taux d'immigration masculine et féminine moins disparates qu'à Zengoaga, immigration qui concerne, plus qu'à Zengoaga, les vieux et les hommes adultes. Cette immigration originale mérite examen, un examen qui prenne en compte, puisqu'il s'agit de familles entières, non pas l'individu, mais la famille, le "feu".

Tableau 3
Taux d'immigration par sexes et grands groupes d'âges en 1975
(Nombre d'immigrés pour 100 personnes de chaque catégorie)

Groupes	Zengoaga			Mom		
d'âges	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
0-14	46	42	44	32	32	32
15-59	21	55	42	40	43	42
60 et plus	13	22	17,5	22,5	34,5	30
Ensemble	29	46	38	34	37	36,5

En 1963, sur un total de 116 familles vivant à Mom, 62 sont des familles immigrées, soit 53 % ; en 1975, sur un total de 125 familles, 86 sont immigrées, soit 69 %. Ce sont des familles dont le chef n'est pas né à Mom, mais est venu s'y installer soit avant son mariage, soit après, accompagné alors d'une suite parfois nombreuse. Ainsi Jean-Marc N., dont la venue en a augmenté la population du village de vingt personnes : son épouse et ses huit enfants, sa vieille mère, ses deux beaux-frères avec leurs épouses et cinq enfants. Les pourcentages précédents pourraient donner à croire que le mouvement d'immigration est plus important si l'on considère l'unité familiale plutôt que l'individu ; en réalité, nombre de chefs de famille sont des femmes venues se marier à Mom et qui y sont restées, souvent seules, après le décès de leur mari. Plus rares sont les femmes présentes pour une autre raison : quelques-unes, veuves ou divorcées, ont préféré venir vivre ici auprès d'un membre de leur famille et quitter le village du mari ; d'autres se trouvent, de fait, chefs de famille parce que leur mari travaille en ville et leur a laissé la garde des enfants et des champs.

Beaucoup plus significatifs sont les mouvements d'immigration familiale dirigés par des hommes. En 1975, on dénombre à Mom 38 unités familiales de ce type, contre 37 en 1963. Mais l'apparente constance du nombre est trompeuse : 19 des 37 familles de 1963 étaient déjà parties en

1975, femmes et enfants compris. C'est donc plutôt d'instabilité qu'il s'agit. A l'origine de cette curieuse turbulence démographique se trouvent plusieurs causes. L'une est d'ordre historique, et J. Champaud l'a bien relevée dans son étude : histoire déjà ancienne, celle de la création du chemin de fer et de la route, à l'origine des migrations des années 1920 auxquelles le village doit sa naissance ; histoire plus récente des regroupements, volontaires ou non, liés aux troubles qui ont précédé l'indépendance. Ces causes n'ont cependant motivé que 17 % des immigrations relevées en 1975. Dans la moitié des cas, le motif du déplacement était d'ordre professionnel, et l'on touche par là un type presque urbain de migration, lié au rôle de bourg joué par Mom : ce sont des artisans et des commerçants qui sont venus tenter fortune ici. Sur douze hommes qui, en 1975, tiennent une boutique ou un bar, ou exercent une activité de menuisier, de maçon, de macanicien-horloger ou de tailleur, six sont étrangers au village. Il faut y ajouter seize chefs de famille que les équipements dont dispose le village ont fixés à Mom : enseignants de l'une ou l'autre école, employés du chemin de fer affectés à la gare de Mom, ministres du culte, presbytériens ou catholiques.

De plus, l'école, la gare, la route présentent par elles-mêmes un intérêt suffisant pour justifier une immigration, et la présence de ces équipements vient encore augmenter le pouvoir attractif de Mom. Ainsi en va t-il des personnes âgées qui se sentent trop isolées dans leur village de brousse (tel Jean-Marcel T., né vers 1915 et venu de Bakoukoué en 1968), des cueilleurs de "vin" de palme ou des fabricants d'huile auxquels le train permet de commercialiser leur production vers la ville, des pères de famille soucieux d'assurer à leurs enfants une scolarité suivie, etc. Confirmant son rôle de village-centre, et semblable en cela aux petites sous-préfectures proches de la capitale, Mom attire également des fonctionnaires à la retraite (8 en 1975), même non originaires du village, qui, sensibles aux avantages de la campagne paisible dont on peut jouir ici, sans renoncer cependant aux commodités de la ville aisément accessible, s'y bâtissent une coquette maison. Mom attire enfin une catégorie d'immigrants que l'on trouve souvent dans les villages, mais dont l'importance est réduite : celle des agriculteurs qui viennent soit rejoindre un membre de leur famille ou un ami rencontré en ville, soit cultiver un terrain familial. Ainsi Guillaume B., né dans un village proche, Song Ntap, après avoir parcouru pendant seize ans le Cameroun et quelques pays voisins, est venu s'installer en 1966 sur la concession

que son père possédait autrefois à Mom, hébergeant sa grand-mère, sa tante paternelle et sa petite-nièce.

Examinée au niveau de la famille, cette immigration, qui concerne plus du tiers de la population du village, présente à la fois un aspect quasi urbain lié au pouvoir d'attraction des équipements, et des caractéristiques purement rurales : dominante féminine, caractère familial. Cette conjonction explique les particularités qu'elle présente à Mom.

La situation à Zengoaga, telle qu'elle ressort du Tableau 3, paraît sensiblement différente. D'une part, parmi les adultes, ce sont essentiellement des femmes qui ont immigré ; d'autre part, les enfants, garçons et filles, participent au mouvement beaucoup plus qu'à Mom, tandis que les personnes âgées y sont beaucoup moins représentées. Ici l'arrivée n'est pas celle de plusieurs membres d'une même famille et le mouvement n'a plus d'effet rééquilibrant sur la pyramide des âges, au contraire. On ne compte, depuis 1964, qu'une seule famille nouvelle sur les 70 recensées : celle d'un homme veuf venu avec sa soeur d'un village voisin, Mfomalen, à la suite d'une mésentente avec leur père. Les quelques autres arrivées d'hommes adultes (neuf au total depuis 1964) correspondent à des retours au village après émigration, "*pour ne pas devenir vieux loin du pays*". Depuis 1964, l'immigration féminine adulte correspond, pour les trois quarts, au processus habituel de déplacement pour cause de mariage.

Beaucoup moins habituelle est la forte immigration constatée pour les enfants des deux sexes et dont le taux est supérieur à celui des autres groupes d'âges. Mais on remarque que sur les 38 enfants de moins de 15 ans nouvellement arrivés, cinq seulement demeurent chez leurs parents, revenus avec eux au village d'origine. Tous les autres sont des enfants hébergés. Depuis 1964 en effet, le village a été doté d'une école, d'abord à cycle incomplet, puis complet, ce qui explique cet afflux récent d'enfants. Ce ne sont pas, dans la majorité des cas, des inconnus au village. La plupart (20 sur 37) logent chez un oncle ou un grand-oncle, cinq seulement n'ont pas de lien de parenté avec leur hôte. Dans les autres cas, il s'agit d'un petit-fils, d'un cousin, d'un frère ou d'un demi-frère de l'épouse du chef de famille. Quand on compare la situation actuelle avec celle décrite par J. Tissandier, on comprend combien l'implantation d'une école, d'apparence pourtant bien misérable, a modifié les choses : on ne comptait alors que deux neveux hébergés, tandis que dix enfants du village étaient scolarisés à Nanga-Éboko, deux à Minta et un à Ndo. L'école a puissamment contribué à élargir la base de la

pyramide des âges, retenant les enfants à Zengoaga et, plus encore, en attirant d'autres. Mais ce rajeunissement ne doit pas faire illusion. Sur les 94 jeunes de moins de 20 ans présents en 1975, 51 quitteront le village à la fin de leur scolarité et ne contribueront en rien à lui rendre son dynamisme.

b) L'émigration

L'analyse de l'immigration à Mom et à Zengoaga a donc permis de constater que, malgré des pourcentages presque identiques, les deux populations se trouvent en réalité impliquées dans des mouvements de types bien différents. En revanche, en ce qui concerne l'émigration, la disparité entre les deux villages apparaît cette fois d'emblée : à Mom, elle touche plus de la moitié de la population (53,5 %) depuis 1963, à Zengoaga, moins du quart (22,5 %).

Qui sont les absents de Zengoaga ? Si l'on ne tient pas compte de six personnes dont le sort, depuis 1964, n'a pu être précisé, on dénombre 50 émigrés dont 37 de sexe féminin. Moins d'un tiers des femmes ayant quitté le village l'ont fait pour suivre leur mari en d'autres lieux, ce qui est banal, mais on constate, phénomène plus curieux, que c'est la rupture de l'union conjugale qui est à l'origine du plus grand nombre des départs féminins (41 %) : femmes divorcées, séparées ou, selon l'expression locale, "femmes évadées". J. Tissandier avait déjà signalé cette étonnante instabilité conjugale. Sur 62 hommes mariés, 21, soit un tiers, ont divorcé au moins une fois, tandis que sur 48 femmes mariées au village, 19, soit les deux cinquièmes, avaient déjà contracté un précédent mariage achevé par une rupture. J. Tissandier avait même relevé, en 1964, des proportions plus fortes : "*56 % des femmes de plus de 14 ans ont fait plusieurs mariages ; 16 % en ont fait trois ou plus*". Il est difficile, bien entendu, d'élucider les raisons de cette instabilité. Celles qui sont invoquées par les intéressées relèvent autant de problèmes de la vie conjugale - "*Mon mari me battait*", "*Mon mari aimait d'autres femmes*" - que de problèmes coutumiers - "*Mon père est venu me chercher parce que la dot n'était pas payée*". Il n'en reste pas moins que cette instabilité est beaucoup plus forte qu'à Mom où moins de 5 % des cas d'émigration féminine sont dus à des séparations, et où seulement 13 % des hommes et 15 % des femmes ont déjà divorcé. Conscients de cette situation, les

habitants de Zengoaga estiment que l'instabilité conjugale explique le petit nombre des naissances : les femmes qui consentent enfin à rester chez eux se sont déjà beaucoup trop "promenées" ou sont trop âgées.

Entre 20 et 44 ans, les hommes absents du village sont plus nombreux que les présents. Mais on constate que, depuis 1964, treize seulement ont émigré, ce qui s'explique par le fait que ceux qui étaient capables d'émigrer sont partis depuis longtemps (42 % d'hommes absents en 1964, selon les chiffres de J. Tissandier) et que les jeunes hommes en âge de partir (entre 10 et 20 ans) étaient fort peu nombreux au village : 12 en 1964. D'une façon générale, les émigrés se sont dirigés surtout vers Nanga-Éboko, dans une moindre mesure vers Yaoundé, une minorité enfin vers d'autres petites villes. Observons que sur les 16 hommes absents en 1964, 11 l'étaient toujours en 1975, les cinq autres, élèves ayant quitté le village pour fréquenter une école, étaient de retour.

A Zengoaga, l'émigration relève donc, en ce qui concerne les hommes, d'un type d'exode rural très commun : 31 % des hommes sont absents, proportion identique à celle relevée ailleurs dans le sud du Cameroun (Franqueville, 1972). L'émigration féminine, par son ampleur et par ses causes, semble être, au contraire, un phénomène plus original.

A Mom, en revanche, l'émigration atteint des proportions considérables. En 1975, plus de la moitié de la population de 1963 est partie : on compte presque autant de partants masculins (48 %) que féminins (52 %), et la composition par groupes d'âges des immigrés est à peu près la même pour les deux sexes. Certes, il existe bien, comme partout, une émigration matrimoniale, mais elle ne représente que le quart des départs féminins et, on l'a vu, les départs consécutifs à une rupture du mariage sont assez rares. L'explication de cette structure de l'émigration réside dans le fait que, à l'image de l'immigration, l'émigration prend à Mom un caractère familial. Ainsi, parmi les émigrés qui avaient entre 10 et 20 ans en 1963, un tiers seulement sont partis seuls (pour faire des études à Yaoundé, Makak, Éséka ou Libamba) ; les autres ont quitté le village avec leurs parents. Les raisons de cette curieuse manie du déménagement dont paraît atteinte la population de Mom sont-elles semblables à celles qui expliquent le mouvement d'immigration ?

Si l'on situe à nouveau l'analyse au niveau du groupe familial (qui comprend souvent ascendants et collatéraux), il apparaît que plus de la moitié des départs (52 %) ont eu lieu en famille. Ainsi 32 familles comptant parois jusqu'à 20 personnes, ont quitté le village depuis 1963.

Mais pour 78 % de ces unités familiales émigrées, le chef de famille n'était pas originaire de Mom. Faute de pouvoir rejoindre les intéressés pour leur demander la raison de leur départ, cette observation va permettre d'en éclairer quelque peu la nature. Pourquoi tant d'"étrangers" parmi les partants ?

Le tiers de ces mouvements familiaux sont le fait de femmes, veuves ou divorcées, qui vont rejoindre, accompagnées de leurs enfants, un fils ou une fille habitant Yaoundé, Douala ou Makak. Dans la plupart des cas, ces femmes ne sont pas nées au village. Les autres départs ont lieu, à égalité, soit parce que la famille peut rejoindre l'homme qui a trouvé un travail salarié en ville, seconde étape de l'exode rural ; soit parce que le commerçant ou l'artisan, étrangers au village, vont tenter leur chance ailleurs, le plus souvent en ville cette fois. Restent enfin cinq situations particulières : trois familles dont le chef, exerçant une profession salariée à Mom (enseignement, Église, chemin de fer), a été muté ; deux familles rentrées au village d'origine (Bakoukoué) quitté durant les troubles des années 1955-1960.

Ces observations ne rendent cependant pas entièrement compte de l'ampleur de l'émigration à Mom. On comprend, certes, le mouvement des commerçants et des artisans. Ce petit bourg a pu leur servir de tremplin permettant d'amasser un pécule suffisant pour affronter la ville : Douala, Yaoundé, Makak, Garoua. Mais pourquoi n'a t-on pas trouvé à Zengoaga de semblables déplacements de femmes veuves accompagnées de leurs enfants ? De ce point de vue, la composition des deux communautés villageoises est très différente : à Mom, sur 100 chefs de famille, 40 sont des femmes, et deux seulement sur 70 à Zengoaga. A Mom, huit fois sur dix ces femmes sont des veuves. La différence avec Zengoaga réside dans cette proportion considérable de veuves qui sont à l'origine d'une bonne part des mouvements migratoires.

Sans doute peut-on penser que la rébellion upéciste et sa répression sont responsables de ces veuvages plus nombreux qu'ailleurs, en pays bassa comme en pays bamiléké[4]. Mais dans les sociétés de ce type, la veuve est habituellement prise en charge par un membre de la famille de son mari, le plus souvent un frère, faisant en quelque sorte partie, avec ses enfants, de l'héritage de celui-ci. Au lieu de former une unité autonome comme ici, elle s'intègre normalement dans une autre unité

[4] "*La moitié de ces veuvages datent des troubles survenus dans les années 56-58 ; les maris ont été tués alors, soit par les maquisards, soit par l'armée*" (Champaud, 1973).

familiale. Serions-nous donc en présence d'une coutume spécifiquement bassa ?

Sans exclure totalement cette hypothèse, il faut tenir compte de deux observations. Tout d'abord, dans une forte proportion (41 %), ces veuves ne sont venues à Mom qu'après la mort de leur mari : certaines parce qu'elles fuyaient, pour diverses raisons, le village de celui-ci, d'autres parce qu'elles connaissaient quelqu'un à Mom, d'autres encore parce qu'elles se trouvaient trop isolées en brousse, et par là réapparaît le rôle de village-centre joué par Mom. Ce mouvement vers Mom continue aujourd'hui puisque 38 % des veuves recensées en 1975 n'étaient pas encore présentes en 1963. Il convient en second lieu d'observer - et là encore la position centrale de Mom n'est pas étrangère au phénomène - que beaucoup d'émigrés qui vivent en ville, parfois originaires non pas de Mom, mais d'un village proche, s'y font bâtir, on l'a vu, une maison en prévision de leur retraite. Une fois construite, cette maison des rêves sera occupée et entretenue par un membre de leur famille, souvent leur mère quand elle est veuve, avec leurs jeunes frères et soeurs. Ainsi, sans rejeter une possible explication sociologique, on constate comment la fonction de village-centre peut contribuer à modifier de façon inattendue la composition de la population résidente et déterminer des mouvements migratoires assez particuliers.

L'évolution de la population de ces deux villages suggère plusieurs conclusions. La première sera l'intérêt qu'il y aurait à mener de telles recherches continues dans le temps sur les mêmes lieux. Cette démarche devrait être tentée chaque fois que possible, car elle se révèle porteuse d'un grand pouvoir explicatif. La seule comparaison, pour ces deux villages, des résultats globaux des recensements aurait été, en effet, beaucoup moins fructueuse et aurait même pu conduire à des interprétations erronées sur le sens de l'évolution des populations étudiées : la croissance de Zengoaga est artificielle, la stagnation de Mom va de pair avec une étonnante mobilité de la population à laquelle la persistance d'un certain rayonnement local n'est pas étrangère.

On a constaté également que les équipements sociaux dont dispose le village exercent une influence considérable, non pas sur le dynamisme, mais sur la structure de sa population. Et c'est bien l'une des explications de ce paradoxe selon lequel les mouvements migratoires en milieu rural, plus intenses qu'on le pense généralement, n'engendrent pas nécessairement un brassage d'idées et d'expériences propice à l'innovation. La vie rurale reste la même, et ceux - rares et souvent "étrangers" - parmi les

villageois qui profitent des possibilités d'échanges offertes localement, quittent rapidement la place pour chercher mieux ailleurs. D'autres les remplacent, qui les imiteront.

Le village, même le village-centre, est dans l'incapacité d'évoluer, de prendre son essor économique et démographique. A Mom, les choses restent ce qu'elles étaient voici douze ans, sans plus. Le village, pourtant bien équipé, ne retient personne sinon des retraités, des veuves et des écoliers, tant est puissant l'appel de la ville. Tout au plus peut-on constater que l'émigré y revient plus volontiers après avoir passé sa vie active en milieu urbain. S'il est vrai que l'implantation d'équipements sociaux maintient dans les villages certaines catégories de la population (mais surtout des inactifs), facilite la vie des habitants et en attire quelques autres de façon très sélective, elle ne résout en rien leur problème majeur, leur état de dépendance vis-à-vis de la ville quand il s'agit de trouver un emploi rémunéré.

Considérées de ce point de vue, les différences relevées entre Mom et Zengoaga sont superficielles ou même accidentelles. Les deux villages se trouvent placés dans la même situation qui est celle de l'ensemble du monde rural dans le Sud camerounais, une situation de satellite gravitant autour de Douala ou de Yaoundé car, dans le contexte actuel, la seule voie de la promotion sociale est le passage par la ville.

Références bibliographiques

CHAMPAUD J., 1970 - Mom (Cameroun) ou le refus de l'agriculture de plantation. *Études Rurales*, n° 37-38-39, Terroirs africains et malgaches, janv.-sept. (299-311).

CHAMPAUD J., 1973 - Mom, terroir bassa. *In : Atlas des structures agraires au sud du Sahara*, 9, 59 p. 7 cartes h.-t.. Mouton - ORSTOM. Paris-La Haye.

FRANQUEVILLE A., 1972 - L'émigration rurale dans le département de la Lékié (Cameroun). *Cahiers ORSTOM*, sér. Sciences humaines, X, 2-3 (151-193).

PODLEWSKI A. M., 1973 - Commentaire des planches démographiques de l'Atlas du Cameroun. 10 p. ORSTOM. Paris.

SAUTTER G., 1966 - *De l'Atlantique au fleuve Congo, une géographie du sous-peuplement*. 2 tomes. 1 102 p. Mouton. Paris-La Haye.

TISSANDIER J., 1969 - Zengoaga, étude d'un village camerounais et de son terroir au contact forêt-savane. *In : Atlas des structures agraires au sud du Sahara*, 3, 88 p. 5 cartes h.-t.. Mouton - ORSTOM. Paris-La Haye.

VILLES

9

VILLES ET RÉSEAU URBAIN DE BOLIVIE[1]

Résumé

L'histoire du système urbain bolivien reflète étroitement celle de l'exploitation minière qui fit, jusqu'à ces dernières années, la réputation du pays. Au début du XVII° siècle, Potosi était, grâce à ses célèbres mines d'argent, l'une des plus grandes villes du monde de l'époque ; elle déclina ensuite rapidement, rattrapée par Oruro, qui devint au cours du XVIII° siècle le grand centre de production de l'étain. Au XIX° siècle s'affirme la prééminence de La Paz devenue capitale, suivie de Cochabamba dont la place de seconde lui est ensuite ravie par Santa Cruz, en plein essor aujourd'hui. La colonisation agricole de l'Oriente remplace à présent l'exploitation minière dans sa fonction urbanisante.

Avec plus d'un million d'habitants sur les six et demi que compte la Bolivie, La Paz demeure cependant la plus grande ville du pays. Le site étroit sur lequel elle est née, celui de la vallée du Río Chukiyapu à 3600 m d'altitude, ne pouvait pourtant suffire longtemps à l'accueil d'une population dont le taux de croissance annuel se situe actuellement entre 4 et 5 %. Une fois occupés les flancs raides de la vallée, le développement de La Paz consiste en un double mouvement de descente vers la zone sud et de remontée vers l'amont, d'abord vers la bordure de l'Altiplano, puis sur l'Altiplano lui-même où El Alto, à 4000 m d'altitude, constitue aujourd'hui, avec ses quelques 600 000 habitants, un dédoublement de la ville originelle.

Abstract

Towns and Urban Network in Bolivia

The history of the Bolivian urban system is closely related to the mining exploitation which gave the country its reputation until the later years. At the beginning of the 17th century, the city of Potosi was known as one of the largest in the world on account of its famous silver mines. It then declined rapidly and was overtaken by Oruro which, in the 18th century, became the largest centre of tin production. In the 19th century,

[1]Article publié dans *Les Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 43 n°171, juillet-septembre 1990 (273-288).

the town of La Paz asserted its pre-eminence, followed by Cochabamba whose second place was subsequently taken away from it by Santa Cruz, today in full expansion. At present, the agricultural colonization of the Oriente has replaced the traditional mining exploitation in its urbanizing function. With more than one million inhabitants of the six and half that live in Bolivia, La Paz still remains the largest city of the country. The narrow site on which it was founded, the Chukiyapu River Valley, standing at an altitude of 3,600 meters above sea level, can't cope much longer with a population increase whose annual growth rate is, at the moment, between four to five per cent. Therefore, once the steep valley slopes are occupied, the development of La Paz must stretch out in two directions : down the Chukiyapu River on the southern side of the city and up-river on the other side, first to the edges of the Altiplano, and then on the Altiplano itself where the city of El Alto, standing at an altitude of 4,000 meters above sea level and with a population of 600,000 inhabitants, today constitutes an extension of the original city.

Resumen.

Ciudades y red urbana de Bolivia

La historia del sistema urbano boliviano está estrechamente ligada a la explotación minera que, hasta hace algunos años, caracterizó al país. Al inicio del siglo XVII, Potosí era, gracias a sus celebres minas de plata, una de las más grandes cuidades del mundo, pero su reputación declina y, en el curso del siglo XVIII, es Oruro que se convierte en un gran centro de producción de estaño. En el siglo XIX se afirma la preminencia de La Paz, convertida en capital de la República, seguida de Cochabamba cuyo segundo lugar en importancia es arrebatado rapidamente por Santa Cruz, hoy en día en auge, pues la colonisación agrícola del Oriente, actualmente reemplaza la explotación minera en su fonción urbanizante.

Con más de un millón de habitantes, de los seis y medio millones que tiene Bolivia, La Paz sigue siendo la ciudad más grande del país. El emplazamiente estrecho sobre el cual esta ciudad se fundó (valle del Río Chukiyapu a 3600 metros de altitud), no podía por mucho tiempo bastar para albergar a una población cuya tasa de crecimiento anual es de 4 ó 5 %. Asi, una vez ocupadas las pendientes del valle, el desarrollo de La Paz presenta un doble movimiento : de descenso hacia la zona sud de la ciudad y de ascenso río arriba, hacia el borde del Altiplano y sobre él mismo (a 4000 metros de altura), donde se situa la ciudad de El Alto que tienne aproximadamente 600 000 habitantes y constituye un desdoblamiento de la ciudad de orígen.

Évoquer la Bolivie, c'est évoquer le souvenir d'une richesse minière aujourd'hui épuisée (argent de Potosi, étain d'Oruro), pillée au profit des puissances européennes au cours de quatre siècles d'exploitation sans limites. C'est aussi évoquer une réalité contemporaine où se mêlent production et trafic de la cocaïne, coups d'Etat et dictatures à répétition, et surtout une pauvreté générale et persistante qui classe le pays parmi les plus déprimés du continent américain, au même rang que la République de Haïti dont la situation de misère est mieux connue du public français.

Le réseau urbain de la Bolivie

Depuis la conquête espagnole jusqu'à ces toutes dernières années, le développement et l'organisation du système urbain en Bolivie, sont demeurés sous l'étroite dépendance de l'économie minière, monoactivité d'exportation dont les hauts et les bas décidaient de la fortune des villes et du pays.

La première grande ville de cette partie de la colonie espagnole qui deviendra, en 1825, la Bolivie, fut la fameuse ville de Potosi, ville-champignon de l'époque, dont la croissance fulgurante commence dès 1545 avec la découverte, à 4 800 mètres d'altitude, des filons d'argent à très haute teneur du Cerro Rico qui permirent aux Habsbourg de mener leurs guerres et au capitalisme européen de fonder ses bases financières. La ville, officiellement crée en 1546, et à laquelle sera décerné le titre de ville impériale, se développe aussitôt rapidement, malgré l'altitude (4 500 mètres), au pied de ce cône argentifère aujourd'hui percé de plus de 5 000 entrées de galeries de mines.

Un an après sa fondation, elle compte déjà 14 000 habitants, en 1611, 150 000, et 160 000 au milieu du XVII° siècle. Elle est alors l'une des plus grandes villes, sinon la plus grande ville du monde occidental de l'époque. Et pourtant le déclin va suivre de près cet apogée, dès que le rendement des mines d'argent, littéralement pillées, commence à baisser, à partir de la seconde moitié du XVII° siècle. Bien que ce soit alors la grande période de construction des nombreuses oeuvres d'art que l'on admire encore aujourd'hui, la population n'est plus que de 70 000 habitants au début du XVIII° siècle, soit moitié moins qu'un siècle plus tôt. En 1719, 22 000 personnes périssent dans une épidémie de typhus, et à la fin du siècle, en 1780, la ville ne compte plus que 24 000 habitants. Le grand cycle de l'argent est désormais passé, sans que rien vienne prendre le relais ; la ville va désormais croître lentement, au rythme de sa

croissance naturelle. Au dernier recensement, celui de 1976, la population était de 77 000 habitants, comme au début du XVII° siècle, ce qui la classe au cinquième rang des villes boliviennes, après La Paz, Santa Cruz, Cochabamba et Oruro[2].

Bien qu'aujourd'hui réduite, l'activité minière demeure cependant la principale source de revenus des *Potosinos*. L'exploitation du minerai (un peu d'argent, mais surtout de l'étain, du zinc, du cuivre, etc.) se fait dans des conditions qui, sans être encore celles, réellement effroyables de la Colonie, demeurent pourtant très primitives, spécialement dans les mines privées : absence d'aération des galeries, absence de soutènement, minerai extrait au pic et évacué à dos d'homme, galeries si étroites que l'on utilise les enfants pour y travailler. La ville de Potosi garde, en Bolivie, la réputation d'être celle de l'éternelle jeunesse, parce que l'espérance de vie n'y est que de 47 ans, et que seulement 8,5% de ses habitants ont plus de 55 ans.

Oruro, aujourd'hui surtout connue pour son carnaval, est apparue dans l'histoire de la Bolivie un peu plus tardivement que Potosi, avec la découverte de gisements d'argent au nord du lac Uru-Uru en 1555. Elle reçut son statut de ville en 1606, ce qui lui permettait de recruter librement les *mitayos*, véritables esclaves pour le travail des mines. Deux ans plus tard, elle compte 20 000 habitants et devient, après Potosi, la deuxième ville de l'Audience de Charcas. A la fin du XVII° siècle, elle a autant d'habitants que Potosi alors en plein déclin, mais ne parviendra pas à la dépasser. Cette ville de l'Altiplano manquait en effet d'eau pour traiter le minerai de la région, à la différence de Potosi où avait été créé à cet effet un savant système de lagunes artificielles. Pour cette raison, les installations de traitement se trouvaient dispersées, ce qui empêcha la formation d'un véritable centre industriel. La ville ne progresse donc pas réellement, et perd des habitants au profit des centres miniers voisins. Elle ne comptait que 15 000 habitants en 1750 et 8 000 au début du XIX° siècle, ce qui la classait alors au sixième rang du réseau urbain.

Au début du XX° siècle, deux facteurs contribuent au renouveau marqué que va connaître Oruro : la construction de la voie ferrée reliant la Bolivie au Chili (Oruro-Antafagosta) en 1892, qui va donner à la ville un rôle de carrefour ferroviaire, et l'augmentation subite des besoins en étain liés à la première guerre mondiale. Oruro devient alors le centre de traitement minier le plus important du pays, avec la fonderie de Vinto, et

[2]Au recensement de 1992, la ville comptait 112 000 habitants.

c'est l'époque des fameux barons de l'étain : Patiño, Aramayo, Horschild, qui n'avaient rien à envier aux magnats du pétrole. Elle se hisse alors au troisième rang des villes boliviennes, avec 63 000 habitants en 1950, et le recensement de 1976 la trouve encore au quatrième rang avec 124 000 habitants[3].

Pendant que ces deux villes minières, Potosi et Oruro, traversaient du XVI° au XVIII° siècles, leurs phases de rapide expansion puis de déclin non moins brutal, les autres villes du pays : Sucre, La Paz et Cochabamba croissaient de façon quasi parallèle, selon des rythmes beaucoup plus lents, mais beaucoup plus réguliers. Jusque vers le début du XIX° siècle, elles devaient faire figure de petites villes de province, bien tranquilles par rapport aux précédentes.

Malgré son titre de capitale du pays, tout formel et plutôt symbole historique parce qu'elle fut le lieu de proclamation de l'Indépendance en 1825, Sucre, la ville blanche à l'architecture typiquement coloniale, n'a jamais connu une expansion réelle. Elle fut plutôt, grâce à son climat agréable à 2 800 mètres d'altitude, le lieu de résidence préféré des riches entrepreneurs miniers de Potosi, ainsi qu'un centre administratif et religieux. Son université, fondée en 1624, est l'une des plus anciennes d'Amérique du Sud, et aujourd'hui encore la ville ne doit son animation qu'aux étudiants de ses nombreux établissements d'enseignement, mais compte moins de 100 000 habitants[4].

Ce n'est qu'au tournant du siècle, à partir de 1800, que La Paz commence à se détacher du lot des autres villes, qui, toutes, comptaient autour de 20 000 habitants : elle amorce alors une croissance démographique qui ne se démentira plus. En 1899, elle devient le siège du gouvernement, ce qui lui vaut la construction de nombreux édifices publics et la quasi-disparition de tous ceux qui présentaient encore une architecture coloniale ; mais ce rôle de capitale ne faisait en réalité que ratifier une importance que lui avait déjà donnée le développement de l'exploitation des gisements d'étain dispersés sur l'Altiplano. En 1900, elle compte quelque 50 000 habitants, vingt ans plus tard, plus du double, en 1950, 267 000, au recensement de 1976, 650 000, et on estime aujourd'hui sa population à 1 200 000, avec sa ville jumelle de El Alto[5]. Nous verrons plus loin les problèmes que pose cette croissance

[3]En 1992, la population est de 183 400 habitants.

[4]131 700 habitants en 1992.

[5]Au recensement de 1992, la population de La Paz est de 713 300 habitants et celle de El Alto de 405 500, soit un total de 1 118 800 pour la conurbation.

démographique sur un site qui n'était visiblement pas fait pour abriter une ville de cette importance. La population pacénienne exerce essentiellement, et à parts égales, trois grands types d'activité : les emplois de bureau, le commerce et l'artisanat sous toutes leurs formes.

Dans l'apparition du système urbain contemporain, La Paz fut en quelque sorte la tête de pont de ce qu'on appelle aujourd'hui l'axe d'urbanisation de la Bolivie (*el eje central*), axe constitué par les trois villes maîtresses : La Paz, Cochabamba et Santa Cruz. Alignées d'ouest en est, elles constituent véritablement l'épine dorsale autour de laquelle s'organise aujourd'hui l'activité du pays, tandis qu'au siècle dernier cet axe était celui de La Paz, Oruro et Potosi[6].

Ville des vallées, à 2 500 mètres d'altitude, Cochabamba était encore, il y a 20 ans, la deuxième ville de Bolivie, appréciée pour son climat tempéré. Fondée au XVI° siècle, elle ne fut d'abord qu'un petit bourg rural chargé, comme tant d'autres, de défendre la bordure orientale de l'Audience de Charcas contre les Indiens Chiriguanos, jusqu'au moment où, en 1741, on découvrit des gisements d'or dans les environs. Bolivar pensait faire de cette ville la capitale du pays, sans doute à cause de sa position centrale. Dans la première moitié du XIX° siècle, le nombre de ses habitants croît rapidement, de 8 000 à 35 000, puis accuse une diminution sans doute liée à la guerre du Pacifique, mais aussi à une famine et une épidémie de peste. Au début du XX° siècle, elle prend le deuxième rang parmi les villes boliviennes. A l'origine de cette prospérité se place la création de nombreuses industries généralement dérivées de l'agriculture et de l'élevage pour lesquels la région est particulièrement réputée. En 1967, elle compte 137 000 habitants, en 1976, 205 000, mais elle a alors perdu sa place de deuxième au profit de Santa Cruz[7]. Une bonne part de son activité est due aujourd'hui au trafic de la cocaïne, la coca servant à sa fabrication étant en grande partie cultivée dans le Chaparé tout proche.

Santa Cruz de la Sierra est en effet la ville-champignon du XX° siècle en Bolivie. Entre 1950 et 1976, elle passe de 42 700 à 257 000 habitants, soit un taux d'accroissement annuel très élevé pour le pays, de 7.2 %. Après avoir été la base de départ des expéditions de conquête de l'Orient, la ville avait vécu au rythme des différents cycles économiques qui

[6]Ce dernier axe d'urbanisation s'était substitué, à l'époque républicaine, à celui de la colonie espagnole centré sur Potosi, Sucre et Tucuman (Argentine), tandis que l'activité économique précolombienne était orientée selon l'axe du lac Titicaca et de l'Altiplano.
[7]Sa population est de 407 800 habitants en 1992.

marquèrent l'exploitation des ressources amazoniennes : celui du quinquina aux environs de 1850, celui du caoutchouc naturel autour de 1900, enfin l'exploitation et le commerce des cuirs et des peaux jusque vers 1930. La guerre du Chaco (1932-1935), bien que désastreuse pour la Bolivie, fut profitable à Santa Cruz en ce sens que la ville servit de base de ravitaillement des troupes, ce qui obligea à améliorer les chemins de la région, de même qu'elle fut à l'origine du développement de la production régionale du riz.

Mais le grand essor économique et démographique de Santa Cruz commence dans les années 50, grâce à une succession d'événements qui lui furent favorables. Ce fut d'abord la Révolution nationale de 1952 et la réforme agraire de 1953 qui permirent aux paysans, libérés de leurs obligations féodales envers les *hacendados*, d'émigrer vers les zones de colonisation agricole de l'Oriente. Dans ce mouvement de colonisation spontanée, l'ouverture, en 1954, de la route Cochabamba-Santa Cruz fut également pour beaucoup. Ce fut aussi l'effet de la politique agricole du gouvernement issu de la révolution, dont l'un des objectifs était de rendre au pays son autosuffisance alimentaire. Dans ce but furent fortement encouragées, dans la décennie 1958-1969, les cultures de riz et de canne à sucre du département de Santa Cruz. Ce fut encore, au cours de la décennie suivante, la volonté gouvernementale de développer les cultures d'exportation, celle du sucre, puis celle du coton pour lesquelles l'Oriente offrait ses plaines encore inoccupées. Au cours de la même période, la découverte et l'exploitation du pétrole et du gaz naturel contribuèrent à faire de Santa Cruz la ville la plus riche de Bolivie[8]. Ajoutons-y, depuis dix ans, les revenus tirés de la fabrication illicite de la cocaïne, que l'on considère pudiquement en Bolivie comme l'une des branches de l'économie informelle. De ses origines coloniales, Santa Cruz a gardé un étonnant plan en damier que la platitude du relief permet d'étendre indéfiniment, doublé d'un système d'anneaux concentriques qui permettent de débloquer la circulation.

C'est donc en fonction de l'économie générale du pays que s'est formé et qu'a évolué le réseau urbain de Bolivie. D'abord postes militaires ou bases de pénétration de l'arrière-pays, les villes ont grandi ou dépéri à la fois sous l'effet des aléas de l'exploitation minière, et selon les fonctions administratives qui leur étaient dévolues par le pouvoir central. Depuis trente ans s'affirme la prééminence de trois d'entre elles : La Paz, Santa Cruz et Cochabamba, dont la croissance n'a désormais plus rien à voir

[8]La population de Santa Cruz est de 697 300 habitants en 1992.

avec l'économie minière, surtout depuis l'effondrement des cours internationaux de l'étain en 1985. La capitale de l'Oriente, Santa Cruz, tient désormais la deuxième place dans ce réseau et croît depuis 1980 à un rythme annuel de plus de 5 %, plus rapidement que La Paz (4 %) et que Cochabamba (3.9 %). On parle aujourd'hui en Bolivie d'une "*crucenización*" de l'économie nationale, parallèle à sa "*despaceñización*". Pourtant, La Paz demeure depuis le début du XIX° siècle, la ville la plus peuplée du pays, et dépasse aujourd'hui, avec El Alto, le million d'habitants, sur les six que compte la Bolivie.

La Paz : la ville et ses problèmes

Un site magnifique, mais impossible

Si les Espagnols choisirent, en 1549, de créer une ville-relais qu'ils ont appelée Nuestra Señora de La Paz, à mi-chemin entre Potosi et Cuzco, dans cette vallée en forme de cuvette du Río Chukiyapu, et non, comme ils l'avaient d'abord tenté, à Laja, à une quarantaine de kilomètres plus au nord, ce fut bien évidemment pour des raisons climatiques. À 3 600 mètres, soit à 400 mètres en contrebas du niveau de l'Altiplano, la ville se trouvait ainsi abritée des vents froids qui soufflent sur les Hauts Plateaux, au risque d'être quelque peu décentrée par rapport aux voies de communications qui se situent sur les hauteurs (Figure 1). Le spectacle de cette ville blottie dans sa *cuenca* et dominée par l'Illimani qui culmine à plus de 6 000 mètres est surprenant et ne manque pas de grandeur. Pourtant La Paz souffre d'être posée dans cette sorte de cul-de-sac où il faut descendre pour atteindre le centre-ville, et dont il faut sortir pour rejoindre le réseau des communications. Si, pour les voies routières, le problème a été résolu, en 1978, par une autoroute d'une douzaine de kilomètres qui franchit la *ceja* (la falaise), il l'a été beaucoup moins bien pour la voie ferrée ; les convois escaladent péniblement cette rampe pour atteindre, 30 km plus à l'ouest, le carrefour ferroviaire de Viacha.

Mais plus encore qu'à un problème de relations avec l'extérieur, la ville de La Paz se heurte aujourd'hui, et de plus en plus, à de graves difficultés de circulation interne dues à ce site particulièrement incommode pour un développement urbain moderne. Jusqu'à la fin du XVIII° siècle, la zone urbanisée n'avait pas dépassé le fond de la cuvette, à pente transversale relativement faible, où coulait le Río Chukiyapu. Celle-ci forme à présent le centre historique, administratif et commercial de la capitale : Place Murillo, sur la rive gauche, au milieu d'un dispositif de rues en échiquier typique de la colonisation espagnole où voisinent la

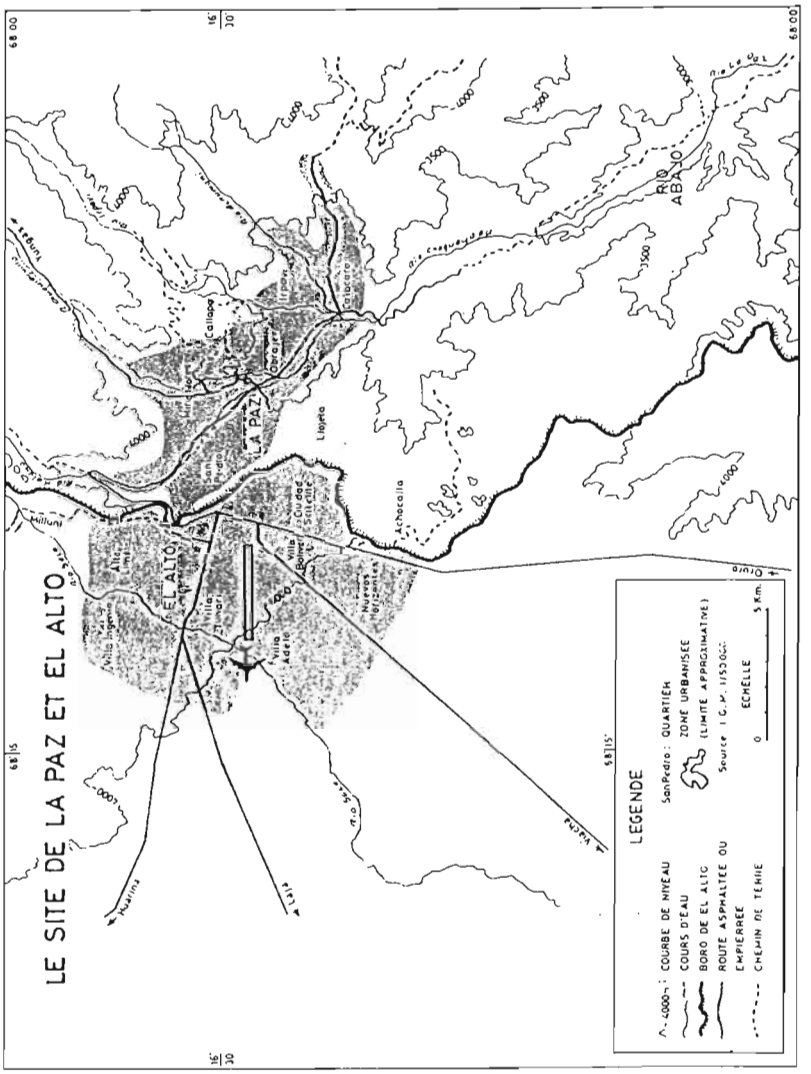


Fig. 1. Le site de La Paz et El Alto

cathédrale (récente) et les organes du gouvernement, axe central du Prado sous lequel a disparu
le Río et, sur la rive droite, première zone résidentielle, entre les paroisses de San Pedro et de San Francisco.

Le problème commence véritablement avec la croissance démographique de la ville à partir du début du XIX° siècle. Peu à peu les immigrants installent leurs maisons d'adobe de plus en plus haut sur les flancs latéraux de la vallée centrale, dont la pente se fait plus abrupte à mesure que l'on monte. Ce sont des terrains extrêmement friables et instables, où chaque année, la saison des pluies apporte son lot d'éboulements et de maisons emportées par les écoulements de boue. Ces versants sont en effet constitués de sédiments argilo-sableux du Tertiaire, généralement surmontés d'une couche de pierres et de cailloutis, sapée à sa base lors des violentes pluies de l'été austral. Il va sans dire qu'ils sont habités par les habitants les plus pauvres de la ville ; c'est la ceinture des *villas*, terme qui désigne ici ces quartiers spontanés des zones périphériques entourant le site primitif de la ville.

Parallèlement à cette extension des quartiers populaires, la zone résidentielle des classes aisées s'est déplacée, et cela en plusieurs étapes. Fixée à l'origine sur la rive droite du Chukiyapu, dans les quartiers de San Pedro et de Sopocachi, la bourgeoisie pacénienne a ensuite, vers les années 1940-1950, construit ses maisons, dans la zone de Miraflores, où l'on venait jusqu'alors passer le dimanche à la campagne. Cette zone se trouvant rapidement saturée, il fallut alors chercher, plus bas et plus loin du centre, des terrains constructibles : à partir de 1955, la ville descend d'un étage, et, passant un gradin de 200 mètres, s'étend dans l'étroite vallée d'Obrajes à 3 400 mètres, toujours en suivant le lit du Río Chukiyapu. Une fois atteint le confluent des ríos Irpavi et Achumani, à 3 200 mètres, aujourd'hui point le plus bas de la ville, cette urbanisation générée par les classes aisées remonte depuis une dizaine d'années le cours des affluents (quartiers de Calacoto, Achumani, Los Pinos, La Florida, etc. et aujourd'hui Aranjuez vers le Río Abajo). Elle met à profit le climat nettement plus chaud de cette zone sud, rejoint et submerge les villages d'agriculteurs et d'éleveurs qui contribuaient encore au ravitaillement de la ville.

Cette extension urbaine vers le bas et vers le sud laisse en réalité peu d'espace aux habitants pauvres, pourtant les plus nombreux. Ils ne peuvent, en effet, avoir accès à ces zones basses et plates, aisément cons-

tructibles, mais trop chères. Ils installent donc leurs maisons de terre sur les versants escarpés, mais ceux-ci sont déjà saturés ou rendus inconstructibles par la pente ; ou bien ils vont grossir les villages suburbains originels, mais que les constructions en dur viennent aussi coloniser peu à peu. Reste donc une seule solution à leur portée : sortir de la cuvette par l'amont et s'installer à El Alto de la Paz.

El Alto de la Paz est le dédoublement de La Paz, sa ville jumelle en quelque sorte, dont la croissance se poursuit à présent sur l'Altiplano, à 4 000 mètres d'altitude, à partir du bord de la falaise séparant les deux villes. Les premières constructions apparaissent vers 1950 (Villa Dolorès, Villa 16 de Julio), à proximité de la *ceja* et de l'aéroport. Le peuplement résulte d'abord d'une émigration urbaine, celle des habitants des quartiers marginaux de La Paz, El Alto fonctionnant au début comme une soupape de sûreté soulageant la capitale de sa trop forte pression démographique. Le nombre des habitants passe de 48 000 en 1950 à 191 000 en 1976. Mais à mesure que s'étend l'occupation de l'espace, surtout à partir de 1960, le système de peuplement évolue ; aujourd'hui, s'il existe encore des opérations de lotissement (dits *urbanizaciones*) qui visent à décongestionner La Paz, la majorité des nouveaux habitants proviennent directement de la campagne et essentiellement des provinces les plus peuplées du nord de l'Altiplano, celles qui bordent le lac Titicaca. El Alto, ville officiellement distincte de La Paz depuis 1988, s'est étendue au nord et au sud de l'aéroport, lequel se trouve à présent quasi enclavé. La partie nord est la plus pauvre, la moins bien équipée à tous les points de vue, celle des immigrés les plus récents, tandis que la partie sud est plutôt la résidence de classes moyennes. La population de El Alto est actuellement estimée à 500 ou 600 000 habitants, soit à peine moins que La Paz proprement dite et 4 à 5 fois plus qu'au recensement de 1976. On peut désormais la considérer comme la quatrième ville du pays, après La Paz, Santa Cruz et Cochabamba, et son extension se poursuit sans limites le long des routes d'Oruro et de Viacha.

Des problèmes de circulation non résolus

Si la capitale bolivienne (ou plus exactement le siège du gouvernement bolivien) est donc bien en cours de dédoublement parce que sa population se partage désormais entre La Paz et El Alto, elle continue cependant d'être une ville unique en ce sens que le centre de La Paz, au fond de sa vallée primitive, concentre toujours la plus grande partie des activités. C'est toujours là que se sont situés tous les rouages de l'administration nationale et régionale, c'est toujours là que des

milliers d'employés doivent se rendre deux fois par jour, là se trouvent la majorité des magasins et maisons de commerce de même que plusieurs des plus importants marchés de la ville. C'est encore là que des milliers d'élèves viennent chaque jour fréquenter leur école ou leur collège. Les industries installées sur El Alto n'offrent guère plus de 11 000 emplois. C'est dire que, pour une majorité de la population, le centre-ville demeure un lieu où l'on ne peut éviter de se rendre quotidiennement.

Un premier problème de circulation est celui de la liaison entre La Paz et El Alto, séparés par une dénivellation de 400 à 500 mètres. On estime que plus de 80 000 personnes descendent chaque jour de El Alto. Celles qui se rendent dans les quartiers populeux de la zone de Buenos Aires empruntent l'ancienne route d'El Alto, celles qui vont dans le centre-ville empruntent l'autoroute. Ces deux seules liaisons sont nettement insuffisantes : l'ancienne route, étroite et sinueuse, est surchargée, tandis que l'autoroute, payante, est au contraire, plutôt sous-utilisée faute de transports en commun en nombre suffisant ; les cars de grande capacité sont trop peu nombreux, et la plupart ne circulent pas faute de pièces de rechange. On reste impressionné par la longueur des files de personnes qui, dans le centre-ville, attendent chaque soir un moyen de transport pour rentrer sur l'Alto. Voici déjà plusieurs années furent proposées, sans qu'aucune décision soit encore prise, des solutions du type funiculaire ou téléphérique unissant les deux villes, chaque échéance électorale ramenant le sujet à l'ordre du jour. On peut cependant penser que dans l'immédiat, une meilleure utilisation de l'autoroute contribuerait déjà à améliorer la situation. Une liaison directe entre Obrajes et El Alto (Ciudad Satélite) par Llojeta est en construction : son effet attendu de décongestionnement de la zone urbaine centrale ne semble pas certain.

Un second problème de circulation (sans parler de la situation désastreuse de la voirie sur El Alto) est celui du trafic interne à la ville de La Paz. La Bolivie est, paraît-il, le pays d'Amérique du Sud qui compte aujourd'hui le plus de voitures par habitant, et plus du tiers de ces véhicules sont à La Paz. La disposition du relief fait qu'il n'existe que deux axes de circulation longitudinaux qui permettent réellement l'accès au centre-ville ou son dégagement, l'un par la vallée du Chukiyapu (par l'axe du Prado), l'autre par la zone de Miraflores. Mais tous deux se rejoignent vers le bas, à Obrajes, sur une seule route très encombrée qui mène aux quartiers aisés de Calacoto et d'Achumani où chaque ménage compte souvent plusieurs voitures ; une avenue dite *Costanera* est en construction pour doubler celle d'Obrajes. Une troisième voie, l'avenue

Kantutani, vient d'être ouverte après dix ans de travaux, à partir de Sopocachi, mais débouche également sur ce même axe d'Obrajes et n'a guère contribué à améliorer la circulation du centre-ville. On constate donc que les améliorations actuelles visent surtout à faciliter la circulation entre le centre et les quartiers riches du sud.

Dans le sens transversal, une fois quitté le fond de la vallée, les rues pacéniennes prennent très vite des pentes impressionnantes où les véhicules s'essoufflent ou patinent dangereusement en saison des pluies (la plupart des rues sont simplement empierrées et donc très glissantes tant pour les voitures que pour les piétons). Nombre de ces rues se terminent d'ailleurs par un escalier. On peut donc imaginer la façon dont, aux heures de pointe, quatre fois par jour, tout le centre de La Paz se trouve parfaitement congestionné, surtout quand s'y ajoute l'une ou l'autre des nombreuses manifestations revendicatives dont la capitale est fréquemment le lieu.

Ici encore est proposée une solution trop spectaculaire pour voir le jour, l'installation de plusieurs téléphériques qui uniraient le centre-ville aux versants de la cuvette. Elle ne contribuerait cependant à améliorer que l'un des deux aspects du problème, celui de la circulation transversale. On peut plutôt penser que quelques modifications de bon sens pourraient déjà rendre la situation beaucoup moins difficile. Cela pourrait être un aménagement des horaires de travail de façon à réduire l'affluence des heures de pointe. Ce pourrait être aussi une volonté réelle de réduire l'anarchie actuelle de la circulation automobile, et en particulier celle que créent impunément les transports en commun. Par tradition, et sous le prétexte d'être au service du client, les véhicules de transport en commun - taxis, "*trufis*" (taxis à itinéraire fixe - *Taxis de Ruta Fija*), bus (dits *micros*) et minibus qui sillonnent la ville s'arrêtent à la demande pour prendre ou débarquer leurs passagers, à tout instant et de façon générale aux carrefours, parfois même au milieu de la chaussée. Il n'y a pratiquement pas d'arrêts fixes ni de stations réglementées pour les transports en commun, et les quelques-unes qui existent ne sont pas respectées. On imagine les arrêts incessants qu'imposent à l'ensemble de la circulation urbaine ces véhicules collectifs, et la quasi-paralysie qui en résulte sur la voie de droite de la chaussée. Un autre facteur de l'anarchie pacénienne est la totale inexistence de parcs de stationnement automobile (seuls quelques petits terrains privés sont utilisés à cet effet), de sorte que les voitures à l'arrêt encombrent toutes les artères. Bien qu'il n'y ait guère de panneaux interdisant ce stationnement, l'ensemble de la circulation automobile paraissant d'ailleurs régie par la tradition orale, celui-ci est

cependant réprimé par les policiers qui trouvent là une intéressante façon d'arrondir leur paie.

Une ségrégation de fait

Le mode de croissance spatiale de La Paz a eu pour conséquence l'apparition d'une réelle ségrégation de la population urbaine. Considérées de façon quelque peu schématique, les deux villes jumelles de La Paz et de El Alto constituent en effet deux mondes, deux sociétés urbaines aux caractéristiques tranchées sinon opposées. La Paz est la ville riche, bourgeoise, où est apparu, dans les années 1970, un nombre étonnant d'immeubles d'une vingtaine d'étages (appelés significativement les immeubles de la cocaïne) ; elle est la ville des blancs et des métis, celle des magasins modernes, des restaurants et des grands hôtels. El Alto est la ville des pauvres, celle d'où descendent chaque matin des milliers de personnes à la recherche d'un travail pour la journée, celle d'où viennent aussi chaque matin les petits cireurs de chaussures, celle des immigrants aymara de l'Altiplano, celle où s'installent les mineurs d'étain aujourd'hui privés de leur travail, les "*relocalizados*" dit-on faussement. Certes, dans la réalité des faits, l'opposition est moins tranchée : il existe sur El Alto de riches Aymara entrepreneurs de transport, comme il existe à La Paz, dans les quartiers périphériques, des zones de misère dépourvues de tout équipement de base et où la nourriture de la famille est une préoccupation quotidienne. De même, tout le versant ouest de la cuvette pacénienne est occupé par des quartiers très populaires où l'habitat et l'équipement se dégradent à mesure que l'on s'élève vers le rebord de l'Alto. Pourtant, grosso modo, la distinction d'ensemble est bien celle-là, celle d'une dégradation des conditions de vie et de ressources en fonction inverse de l'altitude et en fonction directe de la rudesse du climat : en bas les quartiers riches qui s'étendent de plus en plus vers la zone sud, et en haut, sur les versants et sur l'Alto, les quartiers pauvres jusqu'à plus de 4 000 mètres. La température moyenne annuelle de La Paz est de 11°2 C, mais on observe généralement dans la zone sud des températures supérieures de 2 à 3° à celles du centre et celles-ci sont encore supérieures de 2 à 3° à celles de l'Alto.

Parler de deux villes jumelles est un euphémisme, mieux vaudrait parler d'une seule ville de plus d'un million d'habitants totalement disloquée, et le point de vue selon lequel la création d'une municipalité autonome, mais sans ressources, sur El Alto, ne fut pour La Paz qu'une

façon élégante de se débarrasser d'un problème économique et social gênant, n'est pas dénué de fondement.

L'une des caractéristiques de la Bolivie était, jusqu'à ces dernières années, l'urbanisation relativement peu poussée de sa population, comparée à celle des autres pays d'Amérique du Sud : 47,7 % de citadins en 1985, quand le Pérou et le Brésil dépassent les 60 %, l'Argentine et le Chili les 80 %. En 1900, 17,9 % de la population étaient urbains, en 1950, 23,1 %, en 1976, 41,7 %, en 1980, 44,4 %, et 47,7 % en 1985. Plusieurs raisons, et notamment l'importance démographique des campements miniers, expliquent cette évolution plus lente, mais la Bolivie est en passe de rattraper rapidement ce décalage : le taux de croissance de la population urbaine (4,3 % par an entre 1970 et 1980) est à présent l'un des plus élevés du continent, du même ordre que ceux du Mexique et du Brésil[9].

Or, il s'avère que le tiers des citadins boliviens est désormais concentré à La Paz, ce qui pose et posera de plus en plus à cette ville de sérieux problèmes d'aménagement, étant donné les conditions topographiques qui sont les siennes. A mesure qu'elle va s'étendre encore, La Paz ne pourra être qu'une ville éclatée. Cet éclatement s'est déjà produit avec l'urbanisation de El Alto et de la zone sud. Il se produira encore plus quand seront urbanisées les vallées voisines d'Achocalla et de Callapa, comment le prévoient les projets. L'une des tâches des urbanistes sera alors d'éviter que ces zones nouvelles ne deviennent, comme les précédentes, les banlieues réservées, en fait, à certaines catégories de citadins, ce qui renforcerait encore une ségrégation sociale déjà trop visible dans le paysage de la ville.

Références bibliographiques

ALBO X., GREAVES T., SANDOVAL G., 1981 - Chukiyawu, la cara aymara de La Paz. T. I : El Paso a la ciudad. *Cuadernos de Investigación* CIPCA, 20. La Paz. 150 p.

DELER, J.-P., 1988 - Barrios populares y organización del espacio de las metrópolis andinas, ensayo de modelización. *Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines*, XVII (1). Lima. (239-250).

DELPIROU A., LABROUSSE A., 1986 - *Coka Coke*. Ed. La Découverte. Paris, 276 p.

FRANQUEVILLE A., AGUILAR G., 1988 - *El Alto de La Paz, migraciones y estrategias alimentarias*. INAN-ORSTOM. La Paz. 163 p.

INCH B., 1988 - *Desequilibrios regionales y crecimiento acelerado*. ILDIS. Estudios, Diagnósticos, Debates. La Paz. 108 p.

[9]Au recensement de 1992, 57,5 %. de la population était urbaine.

Instituto Nacional de Estadísticas (INE), 1986 - *Bolivia en cifras, 1985*. M.P.C. La Paz. 364 p.

Presencia, quotidien. La Paz.

SANDOVAL G., 1988 - Investigación urbana en Bolivia. *In* IFEA : *Investigación urbana en el área andina* (47-62). Quito. 248 p.

SANDOVAL G., SOSTRES M. F., 1989 - *La ciudad prometida*. SYSTEMA-ILDIS. La Paz. 230 p.

SCHOOP W., 1981 - *Ciudades bolivianas*. Enciclopedia boliviana. Los Amigos del Libro. La Paz. 257 p.

10

LE PAYSAGE URBAIN DE YAOUNDÉ[1]

Plantée au coeur du Sud-Cameroun, la capitale fédérale revêt un aspect insolite parmi les autres capitales d'Afrique. Au contraire de la plupart des États africains dotés d'une fenêtre sur la mer, où le grand port qui anime l'économie du pays s'est aussi adjugé les fonctions de direction politique et administrative, le Cameroun s'est choisi une capitale à 200 kilomètres à vol d'oiseau de la côte et qui vient seulement de dépasser les 100 000 habitants.

Rien ne semble rapprocher Yaoundé de Libreville, Léopoldville et tant d'autres capitales nées sur les lieux d'un ancien comptoir de traite. Ville de l'intérieur, elle aurait pu aussi se développer comme Bamako, Niamey ou Bangui, sur les rives d'un fleuve navigable, au gré des exigences du commerce ; mais il n'en fut rien. En vérité, Yaoundé ne doit sa naissance et sa fortune qu'à un choix délibéré des hommes et J. Richard-Molard (1950) pouvait écrire naguère : "*Ce serait la seule ville d'Afrique intertropicale française qui devrait sa fortune, du reste modeste, à des considérations de confort européen plutôt qu'aux exigences du commerce*".

Une autre particularité de cette ville ne manque pas de frapper le voyageur qui connaît Abidjan, Dakar ou Brazzaville : elle n'a pas cet aspect moderne, voire futuriste, qui étonne un peu dans ces capitales de pays sous-développés : point de buildings impressionnants, point d'hôtels luxueux. Yaoundé fait plutôt figure de petite ville, de cité-jardin aux constructions basses, nichées dans la verdure sous l'abri des palmiers. Le cadre physique dans lequel elle s'est développée explique en grande partie cette particularité.

---

[1] Article publié dans *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n°82, avril-juin 1968 (113-154). Bordeaux. La ville de Yaoundé a, par la suite, fait l'objet d'une étude plus détaillée : Franqueville A., 1984 - *Yaoundé : construire une capitale.* Mémoires ORSTOM, n° 104. Paris. 192 p.

L'ORIGINE ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGGLOMÉRATION

Comme beaucoup de villes d'Afrique noire, Yaoundé a pour origine un poste militaire fondé au début de la pénétration coloniale. Mais l'implantation de ce poste ne se fit pas au hasard : les facteurs physiques et les facteurs humains déterminèrent dans une large mesure le choix de sa situation et de son site.

Le milieu physique et humain

Après une inspection de la "station" mise en place en 1889 dans le pays des "Yaunde" (ou Éwondo), le gouverneur allemand von Puttkamer écrivait :"*La station est située sur une colline à la limite de la forêt et de la savane, situation éminemment favorable*" (*Deutsches Kolonialblatt*, 1897). Cette limite, qui dessine en effet à cet endroit un vaste golfe vers le sud, a probablement une origine anthropique et semble correspondre, en fait, à la limite méridionale de la zone de destruction de la forêt dense humide (Figure 1) ; si, à proprement parler, Yaoundé se trouve encore dans la "forêt semi-décidue éclaircie", la zone post-forestière qui annonce les savanes arbustives de l'Adamaoua commence à moins de 40 kilomètres vers le nord (Letouzey, 1958).

Née à la jonction des bassins versants de la Sanaga et du Nyong, la ville s'est établie sur un seuil dominé à l'est par de hautes collines et à l'ouest par des "monts" dépassant 1 000 mètres, point de passage entre les deux vallées, porte ouverte vers le sud aux tribus que refoula, au XVIII° siècle, la poussée des Foulbé, porte ouverte vers le nord aux conquérants allemands du début de ce siècle. Cette situation la prédisposait à devenir une ville de contact entre le monde de la forêt et celui de la savane. Mais ce ne fut pas cette considération d'ordre économique qui détermina les représentants de la puissance mandataire à transférer la capitale de Douala à Yaoundé au lendemain de la première guerre mondiale (Décret du 23 mars 1921). Ce furent avant tout des raisons d'ordre climatique qui jouèrent.

Les données climatiques

A 760 mètres d'altitude (aéroport), par 11°31 de longitude Est et 3°51 de latitude Nord, Yaoundé jouit d'un climat moins chaud et beaucoup moins humide que celui de Douala (Tableau 1).

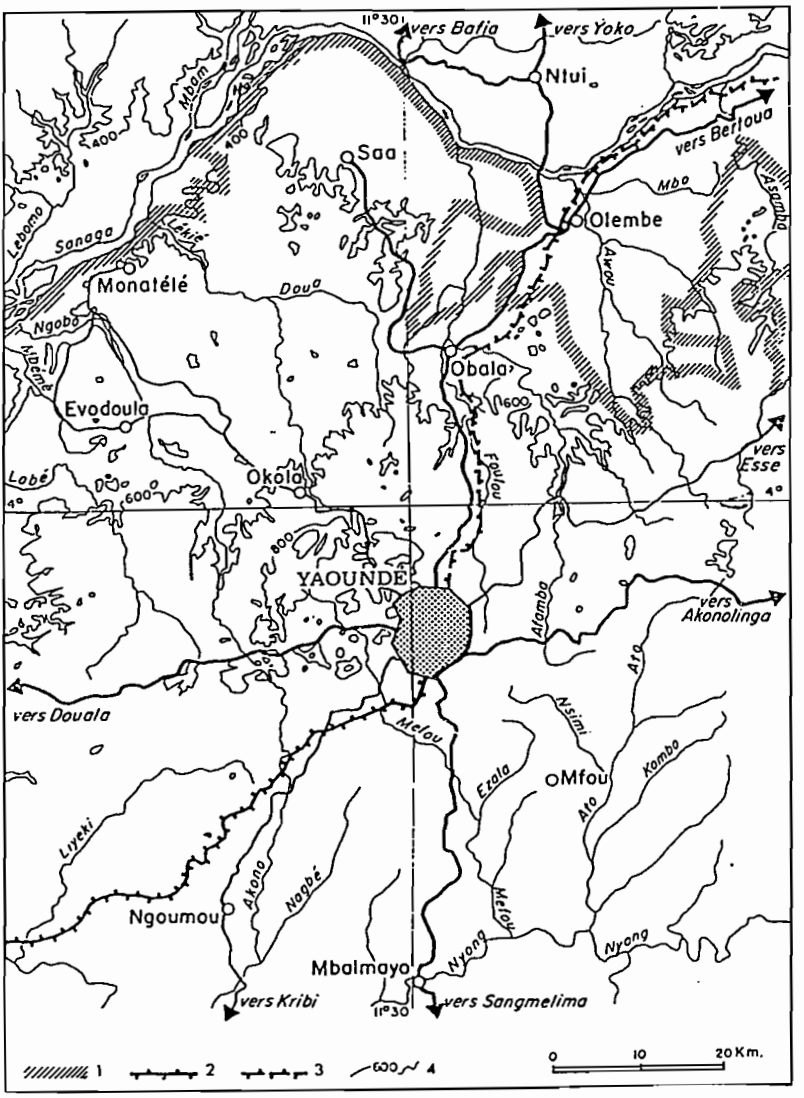


Fig. 1. Croquis de situation

1. Limite forêt-savane - 2. Chemin de fer - 3. Transcamerounais - 4. Courbe de niveau.

Tableau 1
Données climatiques de Yaoundé et de Douala

	Température moyenne	Nombre de jours de pluie	Précipitations annuelles (mm)
Yaoundé	24°1	140	1741,2
Douala (hôpital)	26°4	225	4030,4

Les amplitudes thermiques moyennes, diurnes et mensuelles, sont plus fortes qu'à Douala, rendant ainsi la chaleur plus supportable ; si les maxima journaliers sont du même ordre, les minima sont beaucoup plus marqués. De même, si les degrés d'humidité relative maxima sont comparables, les minima sont toujours inférieurs à ceux de Douala. Bien que situées sensiblement à la même latitude, les deux villes appartiennent en effet à des aires climatiques très différentes (Genieux, s. d.) ; Douala, soumise directement à la mousson déviée par les hauteurs voisines, ne connaît que deux saisons : une saison des pluies et une saison "moins humide" et les précipitations annuelles de cette zone (4 mètres) comptent parmi les plus fortes d'Afrique. Au contraire, Yaoundé présente un climat équatorial classique à quatre saisons, beaucoup moins humide, et que l'altitude vient heureusement tempérer ; en saison humide, les pluies sont tout aussi brutales qu'à Douala, mais beaucoup moins régulières. Cette relative clémence du climat, qui rend d'ailleurs superflu l'usage du climatiseur, décida de l'avenir de l'agglomération.

Le site de la ville

Surnommée la ville aux sept collines, bien qu'elle en possède davantage, Yaoundé est située au coeur de la zone d'affleurement du complexe de base - ensemble de schistes cristallins composé d'ectinites et de migmatites, daté du Précambrien inférieur -qui forme la presque totalité du substratum du Cameroun (Champetier de Ribes et Aubagne, 1956 ; Gazel, 1956). Dans la région, les ectinites, qui apparaissent encore en lambeaux, ont été migmatisées en embréchites et anatéxies à structure oeillée ou rubanée, jusqu'à former des granites d'anatexie. Parmi les nombreux minéraux accessoires inclus dans ces formations se trouvent de fortes concentrations de rutile, oxyde de titane servant à la composition des fumigènes et des peintures, et que les autochtones ont exploité pendant la dernière guerre.

Des carrières on extrait le gneiss embréchite qui constitue un bon matériau de construction ; concassé, on l'utilise aujourd'hui pour la pose du ballast du chemin de fer transcamerounais.

Ces gneiss donnent ici un paysage de collines et d'inselbergs où il est difficile de faire la part de la structure primitive et celle du modelé. Ce type de relief détermina dans une large mesure la forme que prit la ville en se développant.

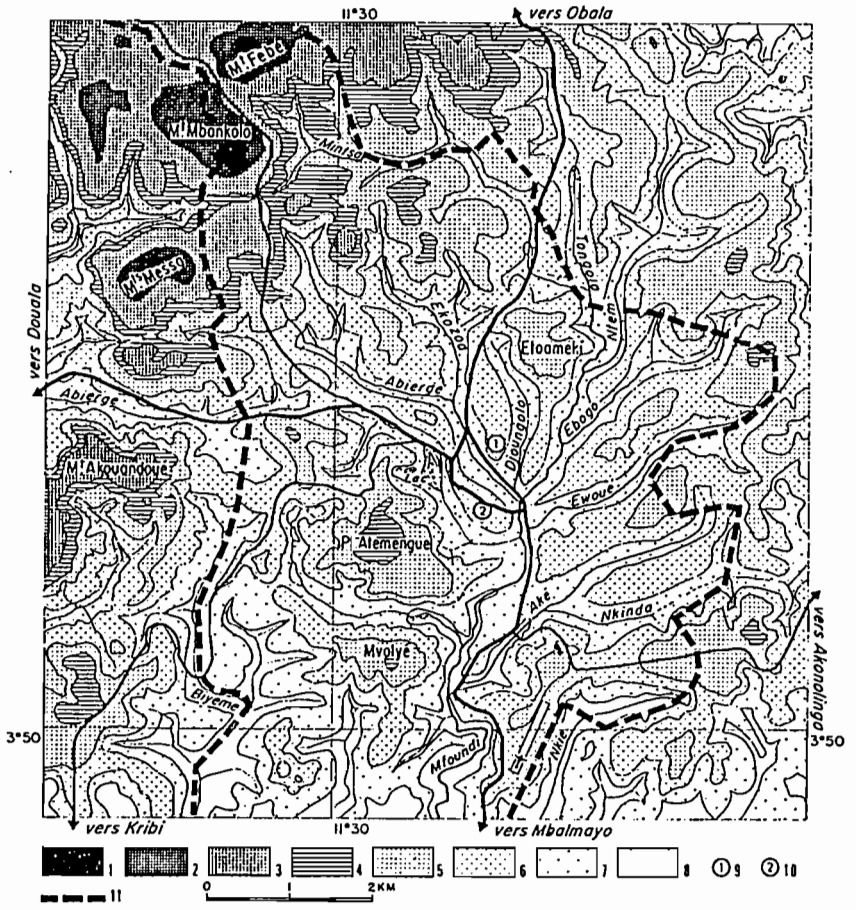


Fig. 2. Le relief de la ville

1. Plus de 1 000 m - 2. De 900 à 1 000 m - 3. De 800 à 900 m - 4. De 775 à 800 m -5. De 750 à 775 m - 6. De 725 à 750 m - 7. De 700 à 725 m - 8. Moins de 700 m - 9. Centre commercial - 10. Centre administratif - 11. Périmètre urbain.

La ville s'est en effet développée sur un plateau disséqué et profondément raviné, découpé en collines aux versants convexes et en vallées à fond plat, relief typique des altérites ; ce plateau, en pente vers le sud, est drainé par un sous-affluent du Nyong, le Mfoundi, qui se jette dans la Méfou (Figures 2 et 3). Ne considérer que cette pente d'ensemble : 764 mètres au nord (Centre Jamot) et 680 mètres au sud (Nsam), soit une dénivellation de 80 mètres sur 8 kilomètres, donnerait une fort mauvaise idée du relief de la ville. Le Mfoundi, dans sa traversée du périmètre urbain, ne reçoit pas moins de cinq ruisseaux sur sa droite et quatre sur sa gauche, qui coulent tous dans de profondes vallées bordées de collines les dominant de 50 ou 100 mètres.

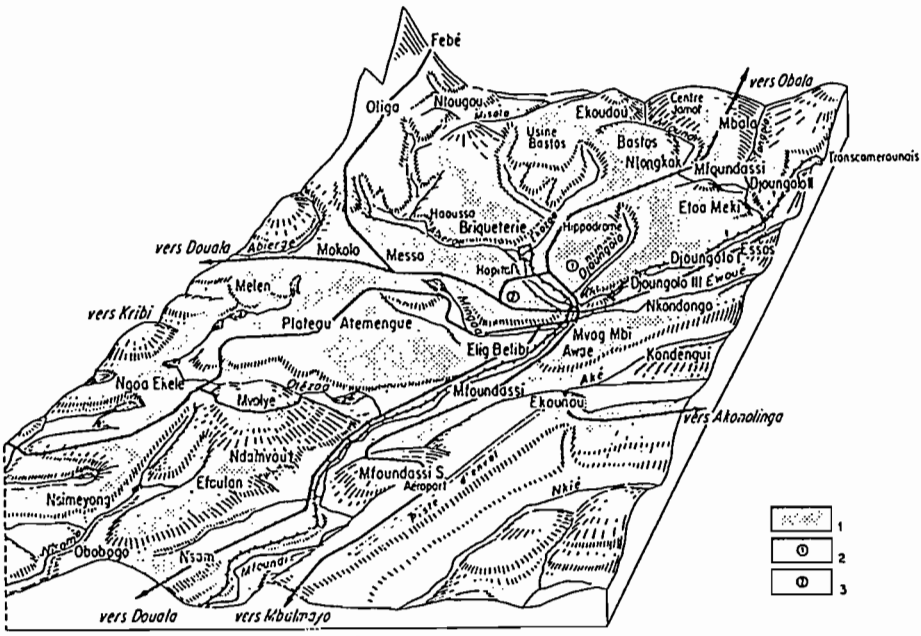


Fig. 3. Le site de Yaoundé

1. Zone habitée - 2. Centre commercial - 3. Centre administratif.

Au nord-ouest, le mont Fébé (1 077 mètres) inclus dans le périmètre urbain, le mont Mbankolo (1 096 mètres), à l'ouest, les monts Messa (1 015 mètres) et Akouandoué (870 mètres) forment une barrière quasi continue, aux flancs raides couronnés de dalles rocheuses sans végétation, et qui ferme l'horizon à l'ouest. Coulant d'abord d'ouest en est, le Mfoundi et ses

affluents ont détaché des hauteurs du mont Fébé une première série de collines d'altitude parfois supérieure à 800 mètres où sont campés les quartiers Oliga, Ntougou, Ékoudou, Bastos et Mfoundassi-Nord. Grossi du Tongolo et du Ntem, le Mfoundi contourne par l'est la colline d'Étoa-Méki et prend ensuite une direction NNE-SSO. Ses affluents ont découpé des collines aux formes oblongues orientées NO-SE sur sa droite et NE-SO sur sa gauche, et convergeant toutes vers son lit ; le relief de la ville semble donc ordonné de part et d'autre d'un axe presque nord-sud constitué d'abord par la vallée du Djoungolo, puis par celle du Mfoundi.

Les collines du versant de rive droite sont les plus élevées. Descendant de Ntougou, l'Abierge et l'Ékozoa entourent, avant de se rejoindre, le quartier de la Briqueterie (760 mètres) ainsi séparé du centre commercial, lui-même limité à l'est par le Djoungolo. Un deuxième affluent, le Mingoa, enserre avec l'Abierge une longue colline où se trouvent le quartier de Mokolo-Messa (760 mètres à la Mission catholique), ainsi que l'hôpital (760 mètres) et le centre administratif (750 mètres). Enfin plus au sud, l'Olézoa sépare le vaste Plateau Atémengue qui s'élève jusqu'à 793 mètres, de la colline de Mvolyé à peine moins élevée (775 mètres).

Le versant Est n'a pas été moins disséqué, mais les altitudes ne dépassent guère 760 mètres. Entre le Djoungolo et le Mfoundi, la colline d'Étoa-Méki semble avoir poussé une digitation vers le sud (quartier de Djoungolo I) au pied de laquelle fut bâtie, voici dix ans, la nouvelle cathédrale catholique. Puis les ruisseaux Ébogo, Éwoué, Aké et Nkié ont découpé les collines d'Essos, Mvog Ada, de Nkondongo, Mvog Mbi, Awaé, Mfoundassi-Sud, de Kondengui et enfin d'Ékounou où ont été installés la station météorologique et l'aéroport dont l'unique piste a aussi adopté la contraignante orientation NE-SO des collines de ce versant.

Parmi les sols que l'on rencontre sur ces croupes (Bachelier, 1957), les uns sont issus de l'altération en surface des embréchites. Ce sont les sols bruns argilo-sableux, peu profonds mais riches, propres à donner de bonnes cultures bien que la roche affleure souvent (colline au nord des Sources, colline au sud de Ntougou, est du Plateau Atémengue, sud de la colline de Mvolyé). Ou bien, ce sont des sols brun-rouges en surface, souvent brun-jaunes en profondeur, plus profonds, plus argileux, mais plus pauvres que les précédents, où les hydroxydes de fer sont plus individualisés (sud des quartiers Bastos et Nlongkak). Les autres, les plus fréquents, résultent de l'érosion des sols rouges ferralitiques évolués, érosion qui met parfois à nu l'horizon gravillonnaire de concrétions ferrugineuses ou même l'horizon bariolé (quartier Mokolo-Hôpital, centre administratif, Mvog Mbi),

concrétions qui peuvent aussi être cimentées en cuirasse de surface au sommet ou en cuirasse de thalweg soulignant le contour des collines (quartier commercial, Plateau Atémengue).Ces derniers sols, stables, plus ou moins indurés, sont parfaitement aptes à soutenir les constructions urbaines.

Les vallées, soumises aux deux orientations principales NE-SO et NO-SE qui leur donnent des tracés presque parallèles, sont toutes drainées par un réseau de ruisseaux que la saison sèche ne tarit pas. Activée par le déboisement, l'érosion en nappe est intense et ces cours d'eau charrient, en saison des pluies, une boue jaunâtre qui, débordant le lit mineur, vient tapisser les thalwegs et leur donne un fond aplani, créant ainsi des marécages où stagnent des eaux propices au développement des anophèles, mais aussi où se forment des sols sablo-limoneux dont l'horizon superficiel est riche en matières organiques (Bachelier, 1954). La partie méridionale de la ville possède ainsi de nombreux étangs, le plus souvent artificiels, l'eau s'accumulant à l'amont des routes qui barrent les vallées (étangs de la Retenue, de Mélen, d'Atémengue, d'Obili). De même, entre le Plateau Atémengue et la colline administrative, un lac artificiel a pu être créé sans gros travaux de terrassement. Les pentes des versants restent toujours fortes : les valeurs de 12 à 15 % sont communes et certains versants atteignent 25 %. L'érosion y est intense, activée par les averses extrêmement brutales du début de la saison des pluies, et les moindres ruisseaux creusent de profondes échancrures et grignotent les collines.

La ville s'est accrochée et a grandi sur ce site remarquablement différencié dont elle a essayé de tirer le meilleur parti, selon les besoins de chaque époque.

Le peuplement originel

Plusieurs gisements préhistoriques découverts à partir de 1940 attestent l'ancienneté de l'occupation du site même de Yaoundé (Mveng, 1963 ; Ketchoua, s.d. ; Jauze, 1944, 1948). L'un au sud, près de Nsam, qui a livré des outils grossièrement taillés dans le quartz (pointes, grattoirs, coups de poing), paraît très ancien : peut-être date-t-il du Paléolithique. Un autre, au village d'Ébogo, beaucoup plus riche, recelait à la fois un outillage de pierre taillée, un outillage de pierre polie (haches, polissoirs) et une abondante poterie ornée de motifs géométriques. Enfin, un autre gisement a pu être daté de l'âge du fer, bien que le climat ne soit guère propice à la

conservation de ce métal. Ainsi, il est certain que dès l'époque néolithique, sinon plus tôt, les collines de la région étaient occupées.

La première expédition allemande qui atteint la région quitte Grand Batanga le 15 octobre 1887. Sous la direction du lieutenant Kund, elle comprend le lieutenant Tappenbeck, le zoologiste Weissenborn, le botaniste Braun et 120 hommes portant chacun une charge de 60 livres[2]. Le 27 novembre, longeant la Lokoundjé, l'expédition rencontre le premier groupement yaoundé, les sujets du "roi" Munifirra "dont le village est le plus méridional des établissements yaoundé". La traversée du Nyong en pirogues a lieu le 4 janvier 1888 et la Sanaga, alors appelée Grand-Nyong, est atteinte le 19 janvier. L'année suivante, l'un des membres de l'expédition, Tappenbeck, crée la "station" de Yaoundé.

-En mars 1890, le lieutenant Morgen dirige une nouvelle expédition qui, de Kribi, fait route vers la nouvelle station avec mission d'atteindre la source de la Bénoué et l'Adamaoua ; il y trouve Zenker activement occupé à la construction du poste avec 15 ouvriers (*Mitteilungen...*, 1890, vol. III). En 1892, Ramsay, partant de la station d'Edéa fondée l'année précédente par Kund, ouvre la piste jusqu'à Yaoundé et pousse ensuite vers la Sanaga (*Mitteilungen...*, 1893, vol. VI). Ainsi, dès 1892 sont reconnus les trois principaux itinéraires vers le nord, le sud et l'ouest, en fonction desquels la région s'organisera peu à peu.

Pour compléter la connaissance du pays, l'Oberleutnant von Stein effectue, de 1895 à 1899, les mêmes parcours, venant d'Édéa, et ses renseignements permettent l'établissement de la première carte Moisel du Sud-Cameroun à 1/150 000° (*Mitteilungen...*, 1895-1899, vol. XIII). Enfin, en 1897, la route de l'est est ouverte par une expédition qui relie Carnotville à Yaoundé par Bertoua.

Il est frappant de constater que, dès cette époque, ces premiers explorateurs sont unanimes à noter la densité du peuplement et la forte occupation du sol en pays yaoundé, contrastant avec les régions qu'ils ont dû traverser pour y accéder. Arrivant dans le pays bané, au sud de la future station, Kund remarque : "*Les villages prennent de l'importance, la forêt*

---

[2] Le récit de cette première expédition se trouve dans : *Mitteilungen von Forschungsreisenden und Gelehrten aus Deutschen Schutzgebieten*, Berlin, vol. I, 1888 : Bericht über den äusseren Verlauf des Batanga-Expedition.

Outre les sources citées en note, nous devons nos informations d'ordre historique à quelques anciens habitants de la région, notamment les abbés Th.. Tsala et F. Essomba que nous remercions ici. Il serait urgent d'entreprendre une étude historique plus poussée des débuts de la colonisation avant que ne disparaissent les derniers témoins de cette période.

entre les villages fait de plus en plus place aux jardins et aux plantations" et von Stein : "*Sur la route entre le Nyong et la station de Yaoundé se rencontrent de nombreux villages, quoique souvent assez petits ; les plus gros villages sont situés près de la station, à l'ouest et au nord de laquelle le pays redevient montagneux*". Le développement ultérieur de la ville n'a donc fait qu'accentuer cette situation, mais ne l'a pas créée. Pays bien peuplé, au relief accidenté, mais pays déjà mis en valeur, où les grandes herbes prennent peu à peu la place de la forêt si péniblement traversée, tel se présente le pays yaoundé aux nouveaux arrivants.

L'excellent observateur G. Zenker, l'un des premiers occupants de la station, a laissé de précieuses descriptions du paysage qu'il découvrait, des habitants, de leur vie sociale et économique (*Mitteilungen...*, 1891, vol. VI, 1895, vol. VIII). "*Le pays des Yaoundé est abondamment peuplé, ses villages sont installés sur de grands espaces dégagés où 10, 20 et jusqu'à 50 huttes s'élèvent près de celle du chef, la plus grande ; elles ne sont pas en tas, mais isolées et en ligne...*", et dès 1890 il écrit que "*son bon climat destinera peut-être ce pays à une exploitation par les Européens*".

Sous le nom de Yaoundé qui, note encore Zenker, signifie "arachides"[3], étaient alors englobés tout un ensemble de peuples béti ; quand les connaissances ethnologiques deviendront plus précises, on lui substituera le mot Éwondo, avec une signification plus restreinte, pour désigner ce groupe du rameau béti de l'ensemble pahouin au sein duquel les Allemands installent leur poste. L'implantation des Éwondo est alors très récente (Dugast, 1949 ; Alexandre et Binet, 1958, Alexandre, 1965). Ils font partie de la dernière vague de la grande migration pahouine de la fin du XVIII° siècle, celle des Béti qui, au contraire des Fang et des Boulou, s'est le moins éloignée de la Sanaga après l'avoir traversée. Les levés du lieutenant von Stein font apparaître, dès 1895, l'existence aux alentours de la station de certains villages qui devaient devenir des quartiers de Yaoundé : à l'est, Mvog Ada qui semble avoir été le village le plus important, au sud Mvog Mbi, Mfoundassi, Mvog Atangana Mballa, Mvolyé, au nord, Oliga. Un autre groupe béti occupe le sud-est du site, les Bané qui opposèrent une certaine résistance aux nouveaux venus jusqu'en 1897.

[3] Sobriquet donné à cause de la consommation qu'en faisaient les habitants ou pour donner une impression imagée de leur nombre.

La fondation et la croissance de Yaoundé

Le Cameroun ayant été, par suite des vicissitudes de l'histoire européenne, placé sous la tutelle successive de deux puissances coloniales, l'administration allemande d'abord, puis l'administration française ont marqué de leur sceau différent l'évolution de la capitale.

La période allemande (1889-1915)

Pour installer son poste fortifié, Tappenbeck choisit le sommet de la colline allongée NO-SE que longent les ruisseaux Ékozoa au nord et Mingoa au sud. Bien qu'elle ne fût pas la plus élevée, cette colline, aujourd'hui siège du quartier administratif, occupée alors par la tribu éwondo des Mvog Ada, constituait un site défensif assez remarquable ; en outre, la piste nord-sud, alors d'importance stratégique, suivait la rive droite du Mfoundi, escaladait cette colline et traversait ensuite l'Ékozoa ; elle se trouvait donc sous la surveillance directe du poste.

La justification officiellement donnée à l'érection de ce poste, le premier créé dans l'hinterland, fut la nécessité de lutter contre le commerce des esclaves que la conférence anti-esclavagiste de Bruxelles (1890) condamnait au même moment (Rudin, 1938). Razziés jusqu'au sud de la Sanaga, ceux-ci étaient ensuite emmenés vers Yola, vendus dans l'empire de Sokoto et contribuaient à l'enrichissement des commerçants haoussa.

Les premières constructions qu'édifie Tappenbeck sont modestes : cinq cases en 1889. En 1892, Ramsay y trouve 25 bâtiments que le lieutenant Barsch, en 1895, voit entourés d'une clôture en bois. Dominik rénove alors la station et construit une solide enceinte carrée de 100 mètres de côté, en briques cuites sur place, dont le mur crénelé est renforcé de tours aux angles[4] ; un large fossé la ceinture, que l'on franchit par un pont-levis. Un petit cimetière, qui existe toujours, y est accolé à l'angle nord. "*Achevée en 1909, elle constitue désormais un solide ouvrage de la puissance allemande dans le sud de ce territoire encore agité*" (*Die Deutschen Schutzgebieten...*, 1911). *Cette fortification, dont il reste aujourd'hui des pans de murs, a déterminé dans le plan du quartier un îlot de forme carrée, toujours apparent. A l'intérieur de l'enceinte se trouvent des hangars et une maison d'habitation massive dont le rez-de-chaussée est occupé par les magasins et l'étage composé de "six pièces vastes et aérées servant de salle à manger et de chambres pour les Européens*" (Rapport de visite..., 1897).

[4] En langue béti, la ville de Yaoundé s'appelle toujours *Ongola*, l'enceinte.

Une large route bordée de palmiers descend la pente devant la station, jusqu'au marigot où se trouve un établissement de bains. Dès l'origine, une briqueterie est donc installée au bord de l'Ékozoa. De l'autre côté du Mingoa, les Pères Pallotins, dont le Père Vieter, établissent en 1901 leur mission sur la colline de Mvolyé, à trois-quarts d'heure de marche de la station. Ils y construisent une chapelle et une maison d'habitation encore utilisées aujourd'hui, et déploient une intense activité que le major Dominik juge en bon militaire : "*J'estime beaucoup l'activité des Pallotins parce qu'ils apportent aux indigènes un vrai christianisme allemand*", écrit-il dans son ouvrage "*et parce que ces missionnaires, du matin au soir, mettent eux-mêmes la main à l'ouvrage et ne mettent pas seulement l'accent sur la prière*" (*Vom Atlantik zum Tschadsee,* 1908, p. 37). En 1908; les Allemands créent une école à trois classes qui comptera aussitôt 75 élèves, 160 en 1913, et où deux heures sont consacrées chaque jour à l'enseignement agricole. Un hôpital pour Européens, prévu dès 1908, est achevé en 1913, à l'emplacement de l'hôpital actuel (*Amtsblatt...*, 1913) ; une léproserie pour 600 malades est projetée. Ainsi la station se transforme peu à peu et perd son caractère exclusivement militaire. L'interprète Atangana, devenu chef suprême des Éwondo, construit une spacieuse demeure à Éfoulan et sera envoyé à Hambourg en 1911 pour enseigner sa langue.

Au début, le personnel était des plus réduit : Tappenbeck se trouvait seul européen, à trente-deux jours de marche de la côte avec laquelle les relations étaient rares (*Deutsches Kolonialblatt*, 1891). Zenker se plaint de manquer de provisions et de marchandises d'échange ; en outre, intempéries et incendie viennent endommager les premières constructions. L'état des pistes s'améliorant, en 1895 les caravanes de Kribi peuvent atteindre Yaoundé en douze jours de marche et l'effectif de la station s'étoffe : en 1897 la garnison compte un officier, un sous-officier, un sergent indigène et 60 hommes des troupes coloniales, sans compter les ouvriers et manoeuvres. En 1908, la station n'est plus un poste avancé de la colonisation allemande, mais une étape vers le nord et l'est, à laquelle on accède en un temps relativement court (Tableau 2).

Les conditions de vie et de ravitaillement s'améliorent, au point qu'en 1911 une femme y rejoint son mari ; en 1912 le personnel comprendra deux enfants de moins de 15 ans et cinq femmes accompagnant leur mari, et une naissance est signalée en 1913 (*Die Deutschen Schutzgebieten...*). La même année, la première automobile joignait Kribi à Yaoundé.

Tableau 2
Temps nécessaire pour atteindre Yaoundé en 1908

Nombre de jours de marche au départ de :	Minimum	Maximum
Kribi	11	14
Édéa	8	11
Lolodorf	6	8
Yoko	11	14
Nguélémendouka	7	9
Doumé	12	16
Nanga-Éboko	6	8

Source : *Deutsches Kolonialblatt,* n° 16, 19° année, 1908, p. 788.

Les rôles que joua la station dans l'histoire de la colonisation furent multiples. Le major Dominik en illustra la fonction militaire, tant par la fortification du site que par la pacification du pays. S'il semble que les Yaoundé se soient facilement soumis aux colonisateurs, encore que le major ne leur ait jamais accordé grande confiance[5], l'arrêt des hostilités entre les différentes tribus, indispensable au développement du commerce, fut plus difficile à obtenir. Souvent les Allemands durent intervenir dans les luttes des Yaoundé contre leurs voisins : Éton, Bané, etc. Mais les ennuis les plus graves vinrent d'une part des "Wute" ou Babouté que les Allemands s'efforcèrent d'abord de contenir au nord de la Sanaga[6] et qui furent définitivement soumis en 1898, d'autre part des Bakoko établis à l'ouest, dont l'hostilité entravait les relations commerciales par la route d'Édea ; ils seront vaincus en 1903.

Leur défaite marque la fin du statut exclusivement militaire de Yaoundé où les forces de police remplacent alors l'armée. La station devient, le 13 avril 1905, chef-lieu de circonscription (*Bezirk*) et sera dotée, la même année, d'une agence postale. Cette pacification définitive, sanctionnée par l'établissement d'une administration civile, permit le plein développement du deuxième rôle de Yaoundé, celui d'un centre de commerce.

[5] "*Ces Yaoundé sont un peuple-enfant, au caractère superficiel, et je sais bien que leur Hosanna d'aujourd'hui peut fort bien devenir un Crucifiez-le demain*", écrit-il dans *Vom Atlantik zum Tschadsee* (p. 32).

[6] "*Une autre tâche importante de la station consiste dans l'observation constante de la situation dans le pays Wute et à Tibati*", Rapport du Gouverneur, 1895.

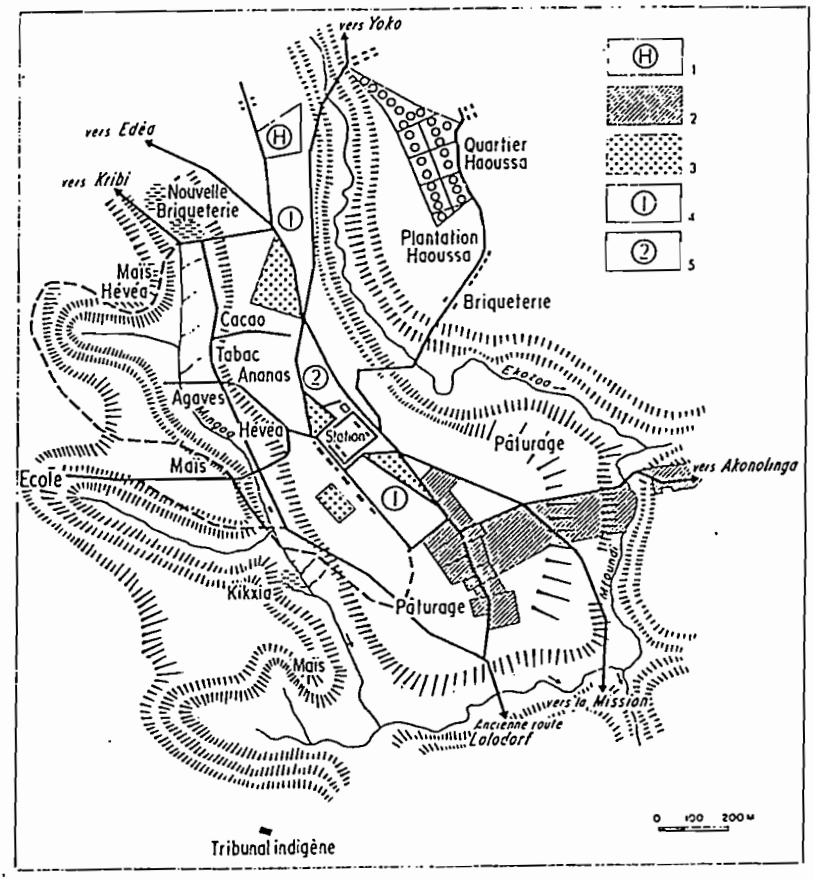


Fig. 4. Plan de la station de Yaoundé et des environs en 1911

1. Terrain de l'hôpital - 2. Terrain affermé aux compagnies commerciales - 3. Jardins - 4. Terrains d'exercice - 5. Logements militaires

En réalité, les exigences du commerce ont contribué à la naissance de la ville autant que les considérations de confort européen. Dès 1895, un agent européen est envoyé à Yaoundé par la firme Karl Maas pour y fonder une factorerie. Dominik note, dans son rapport du 10 juillet 1898, que : "*Presque tous les peuples du pays Yaoundé trafiquent avec les factoreries d'ici*", et les agents s'éloignent parfois à six ou huit jours de marche de la station pour commercer (*Deutsches Kolonialblatt*, 1898). Un "Plan de la Station et des environs" daté de 1911 (Figure 4), découvert parmi les

Archives nationales, indique que des terrains ont été affermés à une quinzaine de firmes, notamment John Holt et Cie, Woermann, R. W. King, Bremer Westafrika Gesellschaft, Randach et Stein, etc. Sur la route qui descend de la station vers le Mfoundi, un embryon de quartier commercial s'organise, un marché se crée.

Les Allemands eurent le souci de protéger les commerçants haoussa (le plan cité révèle les cases rondes d'un village haoussa à l'abri de la station, près de l'Hippodrome actuel) en assurant la sécurité des routes, de les détourner de la traite qu'ils pratiquaient aux frontières du pays avec les Anglais et les Français, et d'orienter leur commerce exclusivement vers la côte. Mais, très vite, ils voulurent aussi tenter, tout autour de la station, des cultures de subsistance et d'exportation que le climat et la fertilité des sols semblaient appeler. En 1889, Tappenbeck écrit : "*Des bananiers sont plantés, le jardin potager est cultivé, une récolte de maïs est rentrée*", et Zenker, en 1890 : "*Les plantations remplacent les mauvaises herbes*". Ce dernier trouve, à proximité, du café sauvage qu'il suggère d'expérimenter. Le plan de 1911 montre l'existence de nombreux champs de maïs : "*Dix hectares de maïs ont été plantés pour la nourriture du bétail, qui donneront, si la récolte est bonne, 400 quintaux*" (*Deutsches Kolonialblatt*, 1911). La station élève alors 13 chevaux, 5 ânes et mulets, 78 boeufs et vaches qui sont apparus pour la première fois dans le pays en 1901, une centaine de porcs et une nombreuse volaille. Des jardins potagers, des vergers, des jardins d'essai se trouvent aux abords du poste ; plus loin, ce sont des plantations de cacao, hévéa, ananas, tabac et *Kickxia elastica* (ou *Funtumia elastica*), arbre à caoutchouc ou *ireh* que l'on espérait pouvoir exploiter industriellement (*Amtsblatt...*, 1910). Plusieurs centaines de pieds de sisal (*Agava rigida*, var. sisala) et de chanvre (*Furcroya gigantea*) sont plantées à proximité de la forteresse, qui, outre leur utilité, "*peuvent mettre obstacle, par leurs feuilles acérées, à d'éventuels assauts ennemis*" (*Amtsblatt...*, 1913). Mais la production la plus sûre est celle de l'huile de palme, et c'est d'elle que la circonscription tire alors son importance économique[7].

Forteresse, centre d'un commerce actif au coeur d'une région bien peuplée où il était aisé de recruter des porteurs, Yaoundé fut aussi une base d'où partirent les expéditions qui devaient soumettre le reste du territoire : pays bafia, pays maka, places fortes de Tibati, Ngaoundéré, Maroua, toutes ces opérations furent menées par le major Dominik, héros de cette

[7] *Der Handel in Südkamerun in des Jahren 1908 bis 1911. Bericht der Handelskammer für Südkamerun.* Berlin, 1912, p. 88.

colonisation[8]. Enfin, si les circonstances l'avaient permis, il est probable que les Allemands auraient fait de Yaoundé "un centre de repos pour les convalescents ou les Européens fatigués par un long séjour sur la côte" (*Amtsblatt...*, 1913). Le climat s'y prêtait bien, les fièvres y semblaient moins virulentes qu'ailleurs[9], l'hôpital pour Européen était construit. Mais déjà la première guerre mondiale ouvrait une nouvelle page d'histoire.

La période française (1916 - 1960) et les débuts de l'Indépendance

Yaoundé fut le point de jonction des colonnes anglaise et française au début du mois de juin 1916, et son occupation marqua pratiquement la fin des hostilités au Cameroun. Deux mois plus tard, elle fut érigée en chef-lieu de la subdivision du Nyong-et-Sanaga[10].

A leur arrivée dans la ville, d'ailleurs totalement désertée par ses habitants qui reviendront peu à peu, les Français furent frappés par son aspect coquet et ordonné : "*Sur le plateau s'élèvent de nombreuses constructions européennes, et il est sillonné en tous sens par des routes et des avenues bien tracées et bordées d'arbres. Des écoles sont bâties aux carrefours les plus importants et au centre des quartiers les plus populeux ; des fontaines publiques sont judicieusement espacées ; des affiches indiquent les noms des rues, des avenues et des places ; des placards sont dressés bien en vue pour faire connaître les arrêtés de l'autorité allemande. En somme, l'organisation germanique minutieuse et tracassière s'étale partout, avec ses défauts mais aussi, il faut bien le reconnaître, avec ses réelles qualités*" (Aymerich, 1935).

Au sud de Mvolyé, autour de l'imposante demeure du chef supérieur Atangana est né le village d'Éfoulan (c'est-à-dire "le rassemblement" des chefs éwondo) qui est alors devenu le plus important des villages indigènes. Les Haoussa ne sont plus seuls sur la colline du futur hippodrome ; les premiers Bamiléké, arrivés en 1918, ont installé leur quartier à proximité du leur. Plus au nord, le lieu où les Haoussa font paître leurs boeufs venus de l'Adamaoua et dont ils font commerce, prend le nom de

[8] Arrivé au Cameroun à l'âge de 24 ans, en 1894, et immédiatement envoyé à Yaoundé, il mourut le 1° décembre 1910, à 40 ans, sur le bateau qui le ramenait en Allemagne.

[9] En 1912 et 1913 on note pourtant plusieurs décès dans la station dus à la *Schwartzwasserfieber*, fièvre bilieuse hémoglobinurique dont l'issue était fatale.

[10] Paradoxalement les documents relatifs à la période qui s'ouvre alors sont rares ou peu aisément accessibles ; une étude satisfaisante exigerait un travail ingrat de recherche dans les archives dont le classement vient de commencer. Le premier plan de la ville que nous ayons pu trouver date de 1949.

Nlongkak, "le pâturage des boeufs" ; là s'installent les premiers immigrants éton et manguissa. Outre le poste, la future colline administrative ne possède encore que des maisons allemandes trapues, couvertes de tuiles, et dont les murs sont flanqués de vérandas qui retiennent la fraîcheur.

Sous prétexte d'hygiène est alors édictée une décision introduisant une ségrégation de fait dans la ville ; en 1923, "*toutes les cases et paillotes habitées par les Noirs ont été transférées hors du périmètre urbain... Ce périmètre, largement établi, permet une ségrégation sérieuse et efficace. La population européenne a été invitée à ne pas laisser se former de villages indigènes aux alentours de ses maisons d'habitation*"[11]. Le même rapport note que 38 % des enfants de moins de 10 ans sont impaludés et que des mesures d'assainissement ont été prises : débroussaillage, plantations, et curage des marigots.

Ainsi prend forme le premier périmètre urbain qu'un arrêté fixe en 1925 (Figure 5). Il englobe la colline administrative (Yaoundé proprement dit) où le palais du Commissaire de la République est érigé en 1921 et reconstruit en 1930, la partie nord du Plateau Atémengue, alors appelé Plateau Tsoungui (nom du véritable chef du lieu, Atémengue n'étant que son second) où se trouve déjà le camp de la milice. A l'est, il suit la rivière Djoungolo jusqu'à la route de Yoko (Obala). A l'ouest, la limite est constituée par une ligne joignant la route de Yoko à celle de Kribi.

Ce périmètre restera pratiquement tel quel jusqu'en 1941, sauf une légère modification en 1934. Il rejette donc à l'extérieur de la ville les anciens villages autochtones : Mvog Ada, Ndamvout, Ngoa Ékélé et la mission catholique de Mvolyé, de même que les campements des immigrants qui s'installent alors à Nlongkak et au lieu dit Akoazoa ou Ékogodozog, "les empreintes de l'éléphant" qui va prendre le nom de la briqueterie toute proche. Autre conséquence du tracé de ce premier périmètre urbain : le camp des Haoussa est transféré à l'ouest, au-delà de La Briqueterie, et ceux-ci adoptent les cases rectangulaires de la forêt. De même, les Bamiléké sont rejetés vers la route de Douala, au-delà du premier camp de fonctionnaires appelé par dérision Mokolo, à cause de son éloignement du

[11] Rapport annuel du Gouvernement français sur l'administration sous mandat des territoires du Cameroun. Année 1923, p. 56.

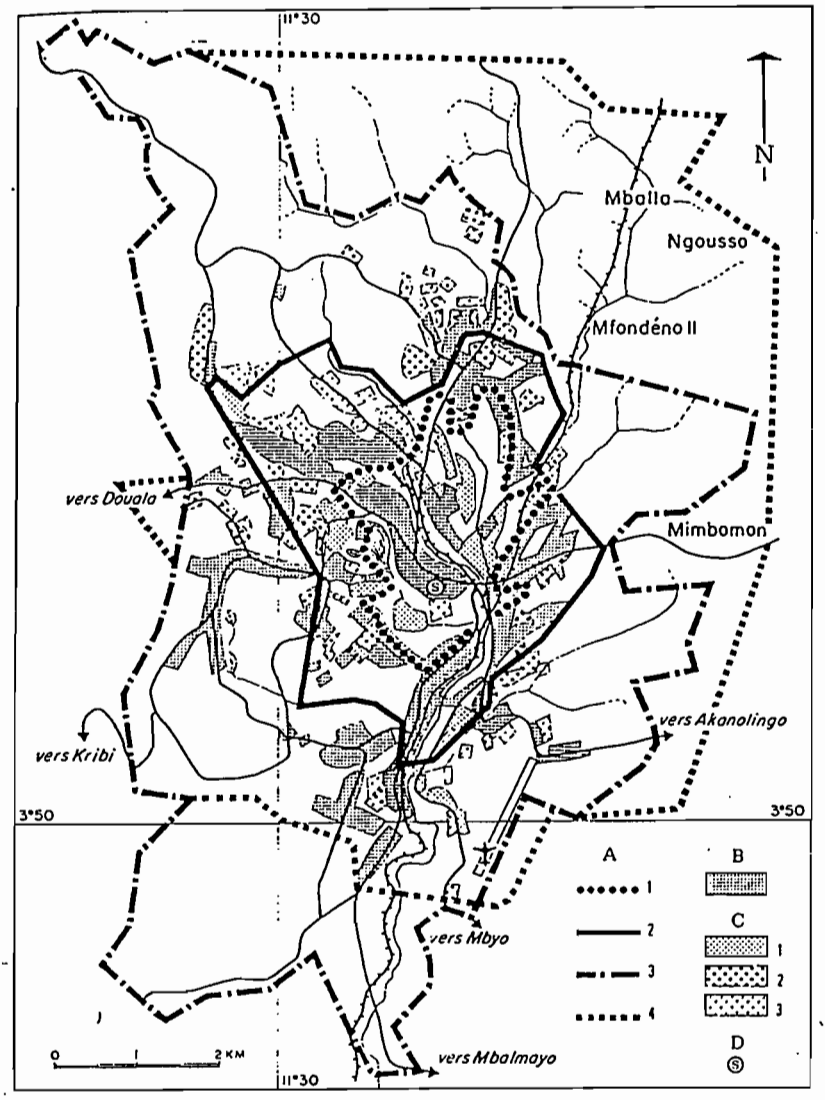


Fig. 5. Le développement de la ville

A. Périmètres urbains successifs : 1. en 1925 ; 2. en 1948 ; 3. en 1956 ; 4. projeté.
B. Situation en 1949 - C. Constructions nouvelles : 1. en 1954 ; 2. en 1959 ; 3. en 1964 -
D. Emplacement de la "station" allemande.

centre (Mokolo, ville du Nord-Cameroun, était alors le siège d'un établissement pénitentiaire). Désormais, ces quartiers périphériques se développeront par agglutination, dans l'indifférence de l'administration qui se bornera à aménager sommairement la voirie. Toutes les cases indigènes sont alors en écorce et en paille (Martin, 1921), jusqu'à ce que l'administration impose les constructions en poto-poto et raphia vers 1925-1930.

La ville, depuis 1921 siège du gouvernement dirigé par le Commissaire de la République Carde, compte alors 11 maisons de commerce dont 7 françaises et 4 anglaises[12]. En 1922 y vivent 89 Européens dont 20 femmes et 12 enfants ; 32 hommes sont des fonctionnaires ou des militaires, 14 sont des commerçants et 11 des missionnaires. L'accès se fait toujours par la route carrossable Kribi-Lolodorf (186 kilomètres) ; depuis Douala, on peut gagner Éséka en une journée de chemin de fer, puis Yaoundé en cinq étapes (Martin, *o. c.*) ; les produits d'exportation sont donc acheminés par portage à tête d'homme jusqu'à Éséka. Pour autant que l'on puisse se fier à ces premiers dénombrements, la ville comptait, en 1926, 5 865 habitants dont 5 500 autochtones (Billard, 1955).

C'est en 1927 que le rail atteint Yaoundé ; la gare sera achevée en 1928. La principale conséquence sur la morphologie de la ville fut le déplacement du quartier commercial, jusqu'alors sis sur le flanc est de la colline administrative, vers la colline opposée, de l'autre côté du Mfoundi et à proximité de la gare. Les maisons de commerce viennent alors rejoindre celle de la King, le long de ce qui deviendra la deuxième route de Yoko et le centre commercial. Une première scierie, la maison Belton, aujourd'hui disparue, s'installe en 1927 près du terminus de la voie ferrée ; quelques factoreries s'ouvrent après 1930 à proximité de la gare : Chidiac, Delioux, Papadopoulos. Cependant, "*tout cela avait un air bien misérable. Les entrepôts consistaient en des hangars couverts de tôle ondulée avec des murs en même matériel. Une porte grillagée laissait seule passer la lumière dans la boutique... Certains commerçants édifient des baraques en planches, mais c'était l'exception*" (Billard, *o. c.*). Une relation de voyage décrit la ville en 1928, "*étagée sur deux collines séparées par un ravin que suit le chemin de fer ; la partie Est est occupée par des maisons de commerce. La place est très mesurée et l'extension de la ville en est gênée*" (De Burthe d'Annelet, 1932).

[12] Commissariat de la République Française au Cameroun : Guide de la colonisation française au Cameroun. 1923.

En 1934, l'ensemble du Plateau Atémengue devient zone militaire ; le périmètre urbain est élargi pour l'englober entièrement et les habitants de Ngoa Ékélé établis là se voient obligés de s'installer le long de la route de Kribi où naît ainsi le village d'Obili (interprétation du mot "obligé"). Des travaux d'aménagement de l'infrastructure sont alors entrepris dans la ville : construction de caniveaux, remblaiement de fonds marécageux, ponts en ciment sur le Mfoundi et le Djoungolo. En 1939 ont lieu les premiers travaux de bitumage des routes donnant accès à la gare.

Le déclenchement de la deuxième guerre mondiale faillit compromettre le développement de la ville. Par mesure de sécurité, les organes de gouvernement furent transférés à Douala et nombreux furent alors ceux qui pensaient que capitale politique et capitale économique devaient coïncider. Finalement, après l'arrêt des hostilités, la pression des chefs éwondo, l'action du docteur Aujoulat, conjuguées à l'attrait d'un climat plus agréable, décidèrent en 1946 du retour du gouvernement à Yaoundé. Durant cette période, deux arrêtés, signés en 1941, agrandissent légèrement le périmètre urbain au sud et au nord-est, englobant pour la première fois dans la ville quelques quartiers indigènes.

Si, pour Douala, les premières années de l'après-guerre furent celles du véritable essor démographique de la ville (Figure 6), il faut attendre les années 1950 pour voir l'expansion de Yaoundé se préciser tant par l'accroissement de sa population que par l'occupation plus poussée du site. La ville, où ne vivaient que 350 Européens en 1930, en compte 3 760 en 1957, date à laquelle le premier recensement de la population autochtone (Service de la Statistique, 1957) donne 54 000 habitants dont le groupe pahouin-béti représente 54 % (24,6 % pour les Éwondo proprement dits) ; au deuxième rang vient le groupe des Bamiléké (14,4 %). Dès cette date, le rapport administratif note : "*Les quartiers sont de plus en plus un mélange de races, les Bamiléké s'y infiltrent sans cesse; suivis des Bassa. Les quartiers n'ayant plus d'homogénéité, il est normal que les chefs de quartier n'aient plus aucune influence*". A cette évolution de la population, qui triple presque entre 1952 et 1962 pour atteindre 89 969 habitants (mais le périmètre urbain a été agrandi entre temps), correspond un élargissement des fonctions de la ville et une transformation de sa morphologie.

Avec les premières industries qui s'installent en 1946, la ville devient plus qu'une simple place de transit vers le Nord et l'Est. Ce sont d'abord la manufacture de cigarettes Bastos, qui s'installe au nord de la ville, et la scierie Coron, au sud. Puis viennent d'autres scieries (Société Africaine des Bois en 1949) et menuiseries (T.P.I.M., 1951), des industries de

transformation des oléagineux (savonneries, huileries), des industries de construction, des ateliers de réparation, les Brasseries du Cameroun. Mais cette expansion économique reste modeste : en 1947, 20 sociétés industrielles ou commerciales exercent à Yaoundé, quand Douala en compte quatre fois plus.

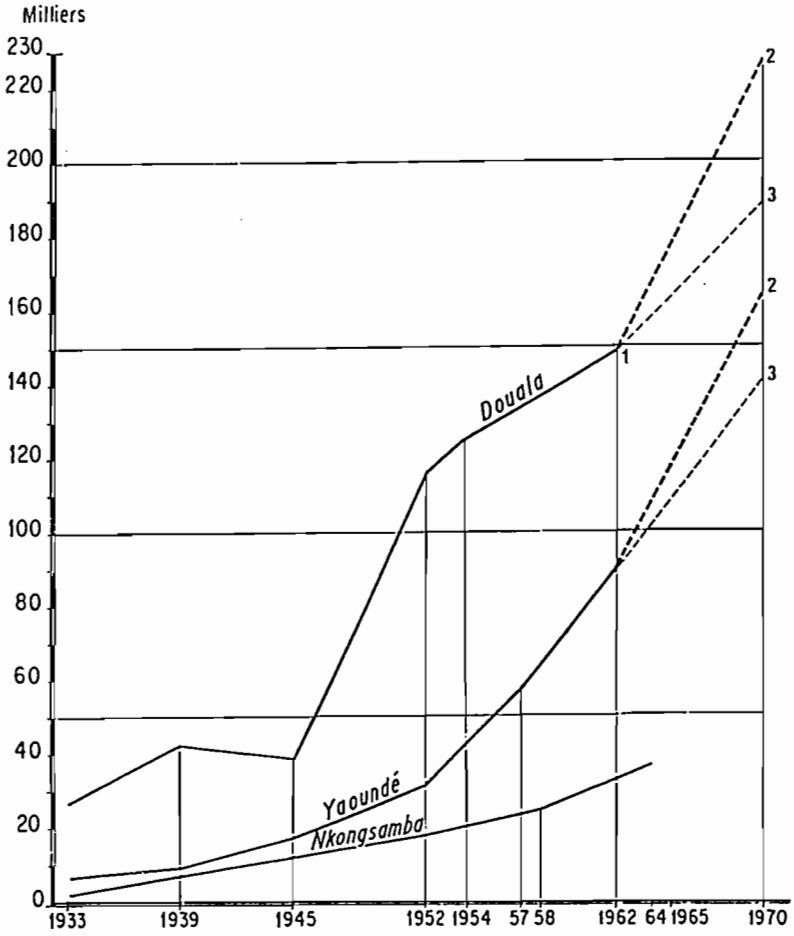


Fig. 6. L'évolution de la population des trois principales villes du Cameroun

1. Estimation - 2. Projection : hypothèse forte - 3. Projection : hypothèse faible.

L'aménagement de l'infrastructure, commencé avant la guerre, est alors activement repris. Il faut croire que, comparé à Douala, cet aménagement avait pris un certain retard, puisqu'en 1949 le chef de Région écrivait au Haut-Commissaire : "*Vue d'avion à basse altitude, Yaoundé offre des perspectives séduisantes ; celles-ci s'évanouissent très vite lorsque, sur la terre ferme, on circule dans les fondrières et les nuages de poussière*". Aussi, dès 1952 commence le bitumage des voies principales dont le total atteindra 48 kilomètres en 1956. La centrale électrique de 900 kilowatts est mise en chantier ; l'adduction d'eau, assurée depuis 1944 par un barrage à Onambélé (8 kilomètres au sud, sur le Mfoundi), est complétée par une prise sur la Méfou ; dans le centre commercial, les artères perpendiculaires à l'axe principal sont ouvertes. Les quartiers de l'Hippodrome, le lotissement des Sources sortent de terre, oeuvres de la Société Immobilière du Cameroun (S.I.C.) créée en 1952, qui aura construit, en 1959, 580 logements à Yaoundé. C'est aussi l'époque où est ouvert l'aéroport de classe C, à 5 kilomètres au sud de la ville, après le déplacement du village d'Ékounou qui en occupait la colline. Sa piste de latérite est ouverte aux DC-3 et, en saison sèche, aux DC-4 ; plus tard, elle sera goudronnée. Un nouvel arrêté élargit, en 1948, le périmètre urbain qui comprend désormais les quartiers de La Briqueterie, Messa, Mokolo, Ndamvout, Mvog Mbi, Mvog Ada, Étoa Méki ; en 1956, un autre arrêté va doubler ce périmètre qui perd alors toute signification géographique ; sur les 5 355 hectares qu'il englobe, 2 200 présentent un paysage purement rural. La ville est alors érigée en commune de plein exercice (C.P.E.) et, depuis lors, la composition du corps municipal a peu changé.

De 5 500 en 1951[13], le nombre de cases de la ville passe à 11 800 d'après le recensement de 1957 et à 35 000 d'après celui de 1962 (Service de la Statistique, 1963). Comment s'est effectuée cette extension des constructions sur un site où le relief paraissait limiter étroitement l'espace disponible ?

Les zones habitées en 1949 (Figure 5) formaient alors, d'une part des unités totalement séparées : ce sont le centre administratif, la partie basse du centre commercial, La Briqueterie avec le Village haoussa, Mokolo, Messa, d'autre part des quartiers étirés le long des routes, à l'exception de

[13] "Les Documents de France" : *Le Cameroun. Aspect géographique, historique, économique et administratif du Territoire*. 1952. 225 p.

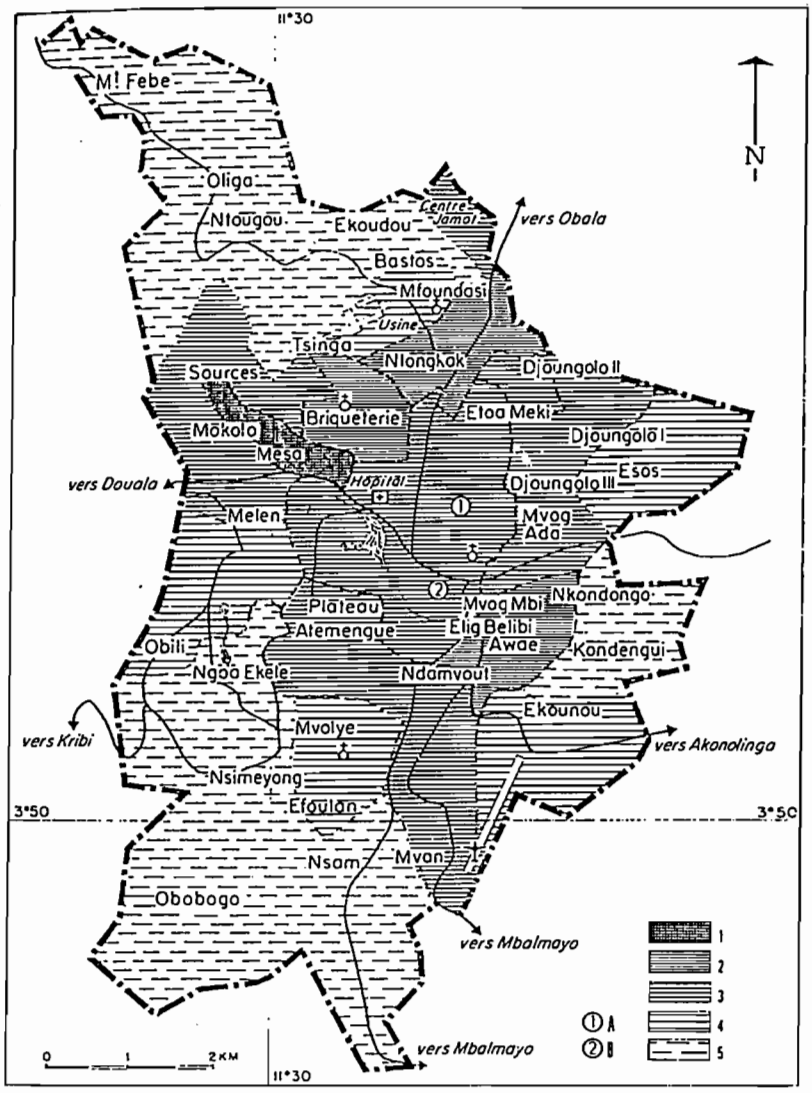


Fig. 7. La densité de la population en 1962 (Source : Service de la Statistique, p. 30)

A. Centre commercial - B. Centre administratif -
1. Plus de 150 hab./ha ; 2. de 45 à 120 ; 3. de 10 à 30 ; 4. de 3 à 7 ; 5. moins de 3.

Nlongkak déjà plus étoffé. Depuis, l'accroissement de la population urbaine s'est traduit à la fois par la création de quartiers neufs : nord et sud du centre commercial, lotissement des Sources, "camps" de fonctionnaires et, tout récemment, quartier Bastos, et aussi par une augmentation de la densité dans les quartiers déjà peuplés d'autochtones. Ainsi, tel îlot de La Briqueterie qui comptait 30 cases en 1950, en possède 50 en 1964. Les quartiers périphériques voient donc leurs cases se multiplier et prennent progressivement leur aspect actuel : un enchevêtrement de constructions basses que l'on s'efforce d'améliorer peu à peu, délimité par un réseau routier sommaire, ou même sans aucun réseau routier comme dans la partie ouest de Messa. L'occupation du terrain fut donc complétée jusqu'à saturation, d'abord sur le sommet des collines, puis par un mouvement de descente vers les marigots qui les ceinturent.

Aujourd'hui, l'extension de la ville se poursuit, planifiée au nord, où naissent de nouveaux quartiers, désordonnée ailleurs, où l'on s'efforce d'occuper les espaces vides dans la mesure où les pentes le permettent. Spontané ici, dirigé là, ce développement de la ville a contribué à lui donner une structure morcelée et très hétérogène que la répartition des densités met en évidence (Figure 7).

LES PAYSAGES URBAINS DE YAOUNDÉ

Les paysages urbains de Yaoundé sont caractérisés par cet aspect hétérogène qu'entraîne la présence de groupes humains de différentes origines et aux revenus très inégaux. Mais le cadre physique lui-même a contribué largement à la diversification des quartiers. Le plan d'ensemble qui en résulte aujourd'hui est loin d'être satisfaisant et pose à la vie quotidienne de la cité de redoutables problèmes qu'il ne sera pas aisé de résoudre.

La structure urbaine actuelle

La structure actuelle est organisée à partir de quelques grands axes routiers dont la direction est imposée par le relief ; c'est à partir de cette trame que s'est élaboré le tissu urbain, tantôt en fonction d'un plan préconçu, tantôt dans la plus totale anarchie.

La disposition générale de la ville

Une comparaison de la carte du relief et de celle du tracé des routes laisse immédiatement apparaître que la ville est littéralement coupée en deux par l'axe nord-sud que forment les vallées de l'Ékozoa et du Mfoundi ; la voie ferrée qui suit cet axe vient encore accentuer cette coupure. De part et d'autre, deux systèmes de routes se sont organisés.

L'artère principale de la ville, la route Mbalmayo-Obala qui prend les noms d'avenue du Maréchal Foch, puis d'avenue du 27 Août, longe cet axe à mi-pente sur le versant oriental. Toutes les routes qui la rejoignent, venant de l'est, empruntent rigoureusement la crête des interfluves, se dissociant à l'amont des vallées secondaires comme pour desservir toutes les collines, ce qui leur fait décrire de larges courbes mais les oriente toujours dans le sens NE-SO. A l'ouest, une autre artère suit également la vallée du Mfoundi jusqu'au centre administratif, s'oriente ensuite vers l'ouest et se dédouble pour former les routes d'Obala et d'Okola. Sur cette artère vient se greffer la sinueuse route de Kribi que trois branches parallèles NO-SE relient à l'axe nord-sud : l'une par le Plateau Atémengue, la plus fréquentée et la mieux aménagée, les autres par Mvolyé et Nsiméyong qui ne sont que des pistes en latérite. Plus au nord, deux routes encore parallèles et également NO-SE, de part et d'autre de l'Ékozoa, viennent doubler la route d'Okola et la rejoignent ensuite, l'une traversant le quartier Bastos et menant au mont Fébé, l'autre desservant le quartier de La Briqueterie.

L'assujettissement au relief se manifeste donc de plusieurs façons dans le plan du réseau routier urbain. Il explique d'abord la présence de cet axe nord-sud seulement traversé par cinq bretelles sur lesquelles la circulation est intense : deux qui rejoignent le quartier de La Briqueterie, deux qui relient par le nord et par le sud (carrefours Warda et Brouillet) le centre administratif au centre commercial, et une qui fait communiquer la route de Mbalmayo avec Mvolyé et le Plateau Atémengue (passage de l'Abattoir). Ces trois dernières traversent la voie ferrée par des passages à niveau où il n'est pas rare de voir les trains manoeuvrer lentement et interrompre toute circulation entre les deux parties de la capitale. La voie ferrée est d'ailleurs source de fréquents accidents graves, les piétons l'utilisant habituellement pour gagner le centre de la ville.

Les routes adjacentes prennent des directions quasi parallèles, calquées sur celles des collines, et font aboutir toute la circulation sur l'axe nord-sud, puisqu'elles suivent les interfluves. Celles que joignent les collines les unes

aux autres sont peu empruntées et généralement en mauvais état, de sorte qu'il faut toujours passer par le centre de la ville pour aller d'un point à un autre et que toute la circulation se localise sur les cinq bretelles ; on a noté 4 000 passages à l'heure au carrefour Brouillet (Zimonjic, s.d.). Ces routes de liaison entre les collines n'existent qu'entre Mokolo et La Briqueterie et, à l'est, entre Mvog Ada, Nkondongo, Awaé, Kondengui et Ékounou, au prix de pentes raides et ravinées, parfois coupées en saison des pluies puisqu'elles sont, sauf la première, en latérite. En 1962, sur un réseau total de 152 kilomètres, 88 étaient encore constitués de pistes de latérite ; aujourd'hui, toutes les routes importantes de la ville sont macadamisées.

Enfin, autre caractéristique de ce plan, due au relief : pour s'adapter au sommet des interfluves et joindre les points les plus hautes des différentes collines en évitant les bas-fonds marécageux, les axes routiers décrivent de larges courbes qui allongent considérablement les trajets, l'exemple extrême étant celui de la route de Kribi. On conçoit qu'une telle disposition du réseau routier ne soit pas sans répercussions sur l'animation de la ville et crée de sérieux problèmes d'urbanisme.

Les quartiers de Yaoundé

Épousant le tracé de ces routes, les quartiers se sont d'abord développés linéairement, puis ont débordé peu à peu sur les flancs des collines jusqu'à atteindre parfois le marigot ; cette évolution est plus ou moins poussée suivant les cas.

Les deux quartiers, construits exclusivement en dur, qui forment le centre-ville et dont la densité est assez faible (10 à 30 habitants à l'hectare) doivent être considérés à part : le quartier administratif, qui a occupé le plus précocement et complètement sa colline, et le quartier commercial dont le développement s'est effectué selon un véritable plan. Le premier, qui s'étend depuis l'hôpital jusqu'au carrefour Brouillet, n'est plus composé que de bâtiments publics que l'on modernise ou reconstruit aujourd'hui, à l'exception de quelques vieilles maisons allemandes toujours habitées, qu'entoure un agréable jardin. Sur cette étroite colline allongée se trouvent concentrés la plupart des organes de direction politique et administrative du pays : Palais présidentiel, Chambre des Députés, Premier Ministère, ministères de la Justice, des Finances, des Travaux publics, de la Santé, de l'Agriculture, des Affaires économiques et du Plan, de l'Éducation nationale, etc. ; seuls, quatre hôtels de classe viennent diversifier quelque peu l'activité de ce quartier qui vit au rythme administratif.

Jusqu'en 1954 une passerelle, tombée en ruines faute d'entretien, enjambait la vallée de l'Ékozoa et la voie ferrée pour relier le centre administratif au centre commercial, face au marché. Ce dernier constituait alors le coeur du quartier commercial qui ne comprenait guère que deux rues parallèles. Depuis lors, l'activité s'est déplacée vers le sud du quartier, attirée par le "Printania", magasin nouveau de type Prisunic, et par les magasins de la rue de l'Intendance. Ce quartier commercial a un curieux aspect vieillot qui n'est pas en accord avec son intense fréquentation ; l'immeuble de seize étages dont la société Shell vient de commencer la construction à côté de la cathédrale, sera le premier de ce genre à Yaoundé. Les magasins, bas et étriqués, n'attirent pas les regards ; un système d'arcades peintes en ocre semble vouloir en éloigner les passants qui empruntent les trottoirs au niveau de la chaussée, non au niveau de la vitrine et de l'entrée. Même la rue de l'Intendance, pourtant de création plus récente, présente cet aspect peu alléchant. Tous les magasins ouvrent tard, comme à regret, et ferment tôt leur lourd rideau de fer, le plus souvent à 18 heures, au mieux à 19 heures. Rien n'est fait pour attirer et retenir le client. Seul, le "Printania", qui vient d'être considérablement agrandi, présente un aspect conforme aux normes commerciales modernes et connaît d'ailleurs un succès croissant, en dépit de ses heures d'ouverture qui dont aussi des plus réduites.

Le nord-est de cette colline dominée par l'Hippodrome (stade de la ville) perd peu à peu ce caractère purement commercial et bancaire au profit de villas cossues qui abritent des ambassades, au milieu de la verdure et des arbres, et constitue certainement le quartier le plus agréable à proximité du centre. De l'autre côté de la vallée inoccupée du Djoungolo, la route qui relie, en arc de cercle, les deux extrémités de cette colline par Étoa Méki ("le lieu du sang", en souvenir de l'exécution d'un notable de la tribu Mvog Ada par les Allemands) présente un aspect mixte, bordé à la fois de petites villas, de cases en poto-poto et d'immeubles de la S.I.C. qui occupent le sol de façon très lâche.

Tranchant avec ce centre-ville, commercial, administratif et partiellement résidentiel, les quartiers suburbains, qui regroupent 60 % de la population, ont tous un même visage qui les a fait regrouper sous le nom évocateur de "zone Ibadan" par les statisticiens du recensement de 1962. Ce sont Nlongkak et Mfoundassi au nord, La Briqueterie et Mokolo-Messa à l'ouest, Mvog Mbi, Awaé et Elig Bélibi au sud. Ces quartiers ont en commun leur forte densité : plus de 120 habitants à l'hectare et jusqu'à 327 à Mokolo. Mais surtout, ils se distinguent par leur aspect : tous sont

constitués de cases basses, construites en matériaux locaux, parfois améliorées jusqu'au semi-dur, mais toujours disposées sans ordre, plantées là où restait un espace libre, envahissant les pentes raides et même les lits des marigots. Ajoutons un trait habituel à ces types de quartiers : la population est jeune (40 % de moins de 15 ans) et composée en majorité d'immigrés (29 % seulement sont nés à Yaoundé).

Nlongkak, partagé en plusieurs îlots par le réseau routier, concentre plus de 10 000 habitants sur un peu moins d'un kilomètre carré. Ce quartier, le seul où l'on ne trouve aucun branchement électrique (S.E.D.E.S., 1965), compte 70 % de cases de type local pur, c'est-à-dire avec des murs de poto-poto et un toit de raphia. Son extension se poursuit aujourd'hui vers la vallée de l'Ékozoa, mais il se trouve véritablement encerclé par un réseau serré de marigots, et le quartier Bastos bloque son développement vers le nord. La sociologue M.P. de Thé (1965) a signalé l'état de fermeture psychologique et sociale qui le caractérise, et que la proximité du quartier aisé de Bastos ne fait qu'accentuer. Ce n'est qu'au-delà du Mfoundi, à Mfoundassi, que des immeubles modernes apparaissent, construits par la C.I.C., contrastant avec les pauvres cases délabrées qui bordent la route de Djoungolo II.

La mosquée, construite en 1955, domine le quartier Haoussa et la colline de La Briqueterie sur laquelle s'entassent plus de 20 000 habitants (densité : 86 habitants à l'hectare). Le flanc méridional est occupé par le sous-quartier dit Briqueterie-Ouest, partie la plus ancienne, et par le quartier Bamoun, le flanc oriental par le quartier Haoussa, tandis que le versant de l'Ékozoa prend le nom de Briqueterie-Est. L'extension s'est d'abord effectuée vers l'Abierge, jusqu'à envahir sa vallée. A présent, la route qui relie La Briqueterie à Mokolo ne laisse apparaître aucune solution de continuité entre ces deux quartiers ; c'est ensuite la vallée de Ékozoa qui a été occupée. Les habitants de ces bas-quartiers gagnent leur case en traversant le marigot au moyen de passerelles de fortune. En saison des pluies, chaque averse un peu prolongée provoque une inondation ; les passerelles en bois disparaissent sous l'eau qui envahit les cases et sape les murs de terre. Pour y parer, certaines cases sont construites sur des monticules tandis que d'autres ont leur entrée barrée par un petit mur de 50 centimètres qu'il faut enjamber. De tels quartiers, campés pendant la moitié de l'année dans l'eau, la boue et la pourriture, et dont l'apparition est toute récente, n'auraient jamais dû voir le jour.

Quant au quartier Haoussa (116 habitants à l'hectare), à l'exception d'une artère goudronnée, ses rues ne sont qu'une suite d'ornières que l'eau

approfondit sans cesse, au milieu d'un enchevêtrement de cases lézardées. Cette zone de taudis du nord-ouest de la ville a fait l'objet d'une étude spéciale de la Direction de l'Urbanisme (Depret et Charlier, 1964) qui en donne un saisissant tableau d'ensemble. Comprenant les quartiers de Mokolo, Messa, La Briqueterie et Haoussa, elle groupe 38 % de la population urbaine en 1963, non compris le Camp des fonctionnaires ; 11 % seulement des habitants du groupe d'âge 20-24 ans sont nés à Yaoundé. La partie nord-ouest de Mokolo constitue la zone la plus critique où, avec ses 378 habitants à l'hectare, on ne trouve ni rues, ni places, ni édifices publics ; l'expression péjorative de "Mokoloman" en témoigne. L'état sanitaire est déplorable, le dispensaire local surchargé ; 20 % des consultants sont paludéens, et maladies intestinales, affections pulmonaires, maladies vénériennes et alcoolisme complètent le tableau ; au quartier de La Briqueterie, la prostitution touche 20 % des femmes, soit près du tiers des femmes du groupe d'âge 15-30 ans. Le sous-équipement n'affecte pas seulement la voirie : on y compte une fontaine publique pour 1 000 habitants, alors qu'il en faudrait une pour 150 à 200 habitants. Bref, il s'agit du second taudis urbain du Cameroun, après celui de New-Bell à Douala (Diziain et Cambon, 1960). Le tiers des actifs relève du secteur traditionnel et de l'artisanat, la proportion atteignant son maximum au quartier Haoussa : 51,5 % des hommes actifs et 90 % des femmes actives. Plus de 500 boutiques et échoppes s'ouvrent le long des rues principales où règne une intense animation jusque tard dans la nuit. Enfin, en ce qui concerne les ressources de ces habitants, une estimation du même document montre qu'elles se situent, pour les trois quarts des cas, entre 6 000 et 15 000 FCFA par mois.

Certes, ces quartiers, tel celui de Mokolo-Messa, ne sont pas exempts d'un certain pittoresque, avec le marché très fréquenté, les innombrables boutiques et bars aux enseignes naïves, le tout animé par les entreprenants Bamiléké, mais c'est un pittoresque chèrement acquis. Sous l'apparente homogénéité que crée l'entassement, l'ensemble est en fait divisé en blocs ethniquement distincts : Sénégalais, Bassa, Babouté, Bamiléké, Bamvélé, Maka, Yambassa, Yébékolo, Éton, Éwondo. Ces quartiers sont encadrés, à l'est par le Camp des fonctionnaires (Mokolo proprement dit) -pauvres cases de terre et de "nattes" dont la seule originalité est la disposition ordonnée - aujourd'hui en cours de démolition, et, au nord, par le quartier Madagascar. Ce dernier, dit lotissement des Sources, dont la plupart des constructions sont d'un type qualifié de "*wagons de chemin de fer accolés*" par J. Denis (1958), a été la première réalisation de la S.I.C. entre 1952 et

1956, entachée d'erreurs psychologiques comme la construction de cuisines communes ; on tente aujourd'hui de l'améliorer, notamment par des travaux d'infrastructure qui lui ont manqué au départ.

A présent, suivant en cela les recommandations d'une mission d'urbanisme (Coquerel et Courtier, 1961), c'est vers le nord-ouest, sur le terrain de Ntsinga et Messa III, que s'organise l'extension. Ce terrain, jusqu'alors exclusivement utilisé comme parc à boeufs, est déjà entièrement loti, des immeubles à étage ont surgi, construits également par la S.I.C. Cette création saura-t-elle décongestionner La Briqueterie, ou lui sera-t-elle seulement juxtaposée à la manière des quartiers Bastos et Nlongkak ? Les logements de la S.I.C. n'étant accessibles qu'aux revenus supérieurs à 20 000 FCFA par mois[14], le résultat ne sera probablement que la juxtaposition de deux quartiers qui s'ignoreront.

Enfin, au sud, constituant la dernière de ces zones à forte densité (67 habitants à l'hectare) et à habitat serré : les quartiers d'Awaé, Mvog Mbi, Nkondongo sur la rive gauche du Mfoundi, et Élig Bélibi sur la rive droite. Les premiers ont occupé tout le flanc ouest de la colline, attirés par la route principale. Désormais, c'est vers le haut de cette colline, entre Aké et Éwoué, que se fait la progression ; là se trouve la plus forte proportion de cases en matériau local : 73 %. Quant au quartier l'Élig Bélibi, cantonné strictement au fond de la vallée du Mfoundi et que la voie ferrée traverse de part en part, il offre aussi le triste spectacle d'inondations inéluctables à chaque orage.

Pour achever cette couronne autour du centre-ville, il faut y ajouter les quartiers suburbains qui ont échappé à cet entassement inconsidéré, anciens villages ayant conservé leur structure traditionnelle ou zones ayant connu une affectation spéciale. A l'est, Djoungolo III et Mvog Ada gardent encore une structure linéaire, peut-être à cause de la raideur des collines, mais même entre les cases subsistent des espaces libres parfois plantés de maïs, manioc ou macabo, ou même de cacaoyers cachés dans l'herbe haute. Il n'est donc pas trop tard pour remodeler rationnellement ces quartiers. Le Plateau Atémengue, on l'a vu, a une histoire particulière ; il a perdu aujourd'hui sa fonction exclusivement militaire au profit d'établissements d'enseignement primaire, secondaire (Lycée Leclerc, Lycée technique) et supérieur (École normale supérieure, École d'administration, Université). Le somptueux palais de l'Assemblée fédérale qui vient d'y être érigé, ajoute une activité d'ordre politique. Mais il s'agit toujours d'un plateau réservé

[14]Cf. "La S.I.C. et l'habitat urbain", *L'Effort Camerounais*, 14-20 novembre 1965.

aux fonctions publiques et peuplé de fonctionnaires. De même les quartiers de Mélen, à l'est du lac, sont voués à des constructions pour fonctionnaires, tantôt proches du type casernement (Camp de la police, Camp de la gendarmerie), tantôt composés d'agréables maisonnettes entourées d'un parc, avec vue sur le lac.

Mais c'est au-delà de ces quartiers suburbains que la ville moderne semble vouloir s'installer. Le débordement s'opère d'abord vers le nord. On a évoqué plus haut la création en cours du quartier Ntsinga ; celle du quartier Bastos, commencée depuis 1960, est beaucoup plus avancée. La colline se transforme peu à peu en quartier résidentiel de haut standing, composé d'immeubles et surtout de villas, lieu d'élection des ambassades de tous pays au milieu desquelles les troupeaux de boeufs descendus de l'Adamaoua s'obstinent encore à chercher pâture. C'est aujourd'hui le "quartier chic" de la ville, mais il souffre de son éloignement du centre, en l'absence de tout équipement commercial. Au sud de la ville, la route de Mbalmayo, dite route de l'Aviation, voit aussi s'élever des immeubles de rapport de plusieurs étages, propriétés de hauts fonctionnaires ou de commerçants, mais ici le relief limite les possibilités de construction aux abords immédiats de la route.

La colline escarpée de Mvolyé, très isolée, est restée fidèle à sa fonction primitive de "colline religieuse" ; l'imprimerie, les écoles, le foyer de jeunes filles, tout y est d'inspiration catholique, même si la cathédrale et l'évêché se sont déplacés vers le centre de la ville. Les cases n'ont pas escaladé ses flancs. Au-delà, les quartiers d'Éfoulan, Nsimeyong, Ngoa Ékélé, Obili, englobés dans un périmètre urbain démesuré, ne sont que des villages d'aspect tout semblable à ceux de la brousse, en dépit d'une économie influencée par la proximité de la ville. Il en va de même des villages du nord : Fébé, Oliga, Ntougou, et de l'est : Essos, Mbala, Kondengui. Seul Ékounou, avec ses entreprises de travaux publics et ses ateliers de menuiserie, paraît un peu plus marqué par l'empreinte de la ville. Enfin, à l'extrême nord, le mont Fébé, lieu de promenade des citadins, porte, avec la résidence présidentielle, un luxueux restaurant, un couvent de Bénédictins et la résidence du Nonce apostolique.

Ainsi, à l'analyse, la structure de la ville apparaît triple : un centre urbain bipolaire, une couronne de quartiers suburbains où les types extrêmes d'habitat se côtoient, et une zone rurale où plus de 20 % des actifs relèvent du secteur agricole. Entre ces quartiers, le réseau des vallées reste sans utilité. A l'exception du chemin de fer, les voies de circulation les évitent ; les inondations périodiques y interdisent les constructions ; çà et

là, quelques planches de légumes sont tentées, minuscules et occasionnelles. Ce n'est qu'au sud de la ville qu'un important travail de remblaiement a permis d'appeler zone industrielle la vallée du Mfoundi. En réalité, jusqu'à ces derniers temps, le problème de l'utilisation des bas-fonds n'avait pas encore été résolu.

L'habitat et les problèmes d'urbanisme

Le système d'occupation du terrain présente, dans les quartiers urbains d'aspect traditionnel, une originalité certaine, puisqu'il n'est pas fondé sur la propriété, mais sur une sorte de location du sol. Par contre, la construction de la case utilise surtout, comme en tant de villes africaines, les matériaux tirés de "la brousse", et fait appel fréquemment à la solidarité familiale.

Les types de logement et le statut d'occupation

Les cases en poto-poto appelées de type local traditionnel, quoique d'introduction relativement récente, constituent aujourd'hui la majorité des constructions de la ville : 62 % (Direction de la Statistique, *o. c.*). Il s'agit de cases rectangulaires au toit à double pan, moins souvent à quatre pans qui sont le signe d'un niveau de vie plus élevé. Les murs sont en terre séchée, le toit en feuilles de palmier raphia assemblées en "nattes" ; les cases aux murs de planches sont plus rares. Il est possible d'améliorer ce genre de construction en remplaçant la toiture végétale par des tôles ondulées (14 % des logements), à condition que la solidité de la charpente le permette, puis en crépissant les murs et en cimentant le sol. On passe alors à un type de case dit en semi-dur (14 % du total). Là s'arrêtent les possibilités d'amélioration, mais ces modifications auxquelles aspire l'occupant viennent compliquer la tâche des urbanistes dans les quartiers insalubres. Les véritables constructions en dur (briques, plus souvent parpaings) ne représentent que 10 % de l'ensemble, contre 54 % à Abidjan ; ce type de construction exigeant un investissement considérable, doit en effet être défini dès le départ. N'y accèdent que les ménages jouissant d'un revenu mensuel supérieur à 20 000 FCFA et, pour plus de la moitié de ces constructions, supérieur à 80 000 FCFA. C'est dire qu'il se limite aux actifs du secteur public et semi-public, et qu'on ne le rencontre que dans le centre urbain et dans les quartiers de fonctionnaires.

La majorité des cases appartient donc au type local. Y prédominent les dimensions réduites (24 % n'ont qu'une seule pièce) et aussi les grandes

dimensions (32 % ont plus de cinq pièces). Au contraire, les cases améliorées n'ont qu'une ou deux pièces, les logements en dur ou semi-dur présentant les plus grandes dimensions.

Le statut d'occupation du logement révèle une autre originalité de la capitale camerounaise : 37 % des occupants sont propriétaires de leur case (Abidjan : 13,5 % seulement) et 28 % en sont locataires (Abidjan : 71,8 %). Mais il faut noter que, dans la plupart des cas, la case seule est possédée et non le terrain. Seuls les gens riches et qui construisent en dur peuvent se permettre d'acheter le terrain ; les autres se contentent de le louer. Le système est d'ailleurs assez curieux : le propriétaire, presque toujours un Éwondo, demande par exemple 50 000 FCFA si la case doit être couverte de tôles, 20 ou 30 000 F si elle doit être couverte de nattes. A cette somme, il convient d'ajouter une chèvre ou à la rigueur un porc, une dame-jeanne de 20 litres de vin rouge ou de vin de palme, une bouteille de whisky, du bois de chauffage, etc. En réalité les conditions de ce marché dépendent beaucoup des affinités tribales ou ethniques qui relient les deux parties. Le contrat de location se fait devant témoins, mais n'est pas enregistré officiellement. Si, par la suite, un toit de tôles remplace les nattes, le propriétaire du terrain est en droit de réclamer une nouvelle somme d'argent pour arriver au total de 50 000 FCFA, mais il en est qui se contentent de moins. Ces opérations une fois réalisées, le locataire est libre de toute redevance, mais le propriétaire peut, à tout moment, reprendre son terrain moyennant une indemnité. Une loi récente vise d'ailleurs à freiner cette pratique en interdisant la reprise si la case est bâtie depuis cinq ans ou davantage. Plutôt que d'une location, il conviendrait de parler ici d'un droit d'usage que le propriétaire éminent du sol peut céder, mais aussi reprendre à tout moment.

La construction et l'équipement de la case

Le terrain une fois désherbé et aplani, on plante en terre des piquets qu'il vaut mieux choisir en *éwoumé* (*Coula edulis*), bois très dur résistant aux termites : il en faut 250 pour une case de 11 mètres sur 8, que l'on peut se procurer pour 60 FCFA pièce en brousse et 80 à 120 F en ville. Ensuite on fixe perpendiculairement à ceux-ci, soit au moyen de fils de fer, soit avec des lianes (*mbikol* ou *atuk*), de tiges d'arbustes (*okon*) ou de rotin (*nlon*), des bambous sur l'extérieur et sur l'intérieur et, dans ce coffrage rudimentaire est entassée la terre rouge dite poto-poto. En pratique, le toit doit être posé avant ce remplissage pour éviter que la pluie ne vienne

effriter ces murs fragiles. Tous les travaux sont, autant que possible, réalisés par l'intéressé lui-même, aidé de sa famille et de ses amis. Il faut cependant faire appel au maçon si l'on veut crépir les murs et cimenter le sol, au charpentier pour la pose de la charpente et au menuisier pour la fabrication des portes et fenêtres.

Tableau 3
Frais de construction d'une case à Yaoundé

Opérations	Coût (FCFA)
Préparation du terrain	5 000
Achat de 260 piquets à 80 F	20 800
Transport des piquets	2 000
Achat de 50 chevrons de 4x8x500 à 225 F	11 250
Transport des chevrons	700
Achat de 10 chevrons de 8x8x500 à 450 F	4 500
Transport des chevrons	200
Achat de 360 nattes à 30 F	10 800
Transport des nattes	2 000
Achat du fil de fer et transport	3 150
Achat de 4 kilos de clous	440
Achat de 600 paquets de bambous à 100 F[2]	6 000
Transport des bambous	1 600
Main-d'oeuvre (maçon, charpentier)	25 000
4 fenêtres à panneau	10 000
1 fenêtre de 1,50 m à persienne	4 000
1 porte à panneau et persienne	6 000
1 porte à panneau	4 500
6 portes simples	10 800
Transport des portes et fenêtres	4 800
Total	133 540

Pour réduire le prix de la construction, les matériaux sont achetés, dans la mesure du possible, au village d'origine ; on y fait confectionner les nattes du toit, tailler les piquets, parfois moyennant un salaire en nature (poisson, viande, vin de palme achetés en ville), mais il faut alors compter avec le prix du transport. Enfin on y fait travailler la famille et les amis pour les tâches non spécialisées (terrassements, pose des piquets, des bambous, du poto-poto) et on essaie de se découvrir un oncle maçon,

charpentier ou menuisier. Le temps de construction varie entre trois mois et plusieurs années, selon la célérité des ouvriers et la solvabilité du propriétaire.

À titre d'exemple, le tableau 3 présente le détail des frais de construction d'une case de modèle local courant de grande dimension, dont on trouvera le plan ci-après (Figure 8). La Banque camerounaise de développement (B.C.D.) peut octroyer des prêts et, pour les fonctionnaires, la Société camerounaise d'équipement qui fait l'avance pour l'achat des matériaux.

A ce total, il faut ajouter les 30 000 F donnés au propriétaire du terrain, la chèvre (3 à 6 000 F), le whisky (1 500 F), la dame-jeanne de vin de palme (600 F pour 20 litres) et le permis de bâtir (1 000 F). Cette case est destinée à recevoir un branchement électrique et sera complétée par une cuisine extérieure avec douche ; on peut estimer le coût de construction de celle-ci à 60 000 F, ce qui donne un total d'environ 250 000 F pour cette habitation simple mais confortable. Lorsque le propriétaire en aura les moyens financiers, il la couvrira de tôles, ce qui exigera une dépense supplémentaire d'au moins 50 000 F (400 F la tôle) ; ce propriétaire est employé du secteur semi-public et gagne 13 000 F par mois. Le coût d'une telle construction à Yaoundé - 1 020 dollars sans compter les améliorations - paraît peu élevé comparé à celui des maisons les moins chères d'Addis-Abeba (800 dollars) ou de Fort-Lamy (4 800 dollars pour une maison de 50 mètres carrés (Nerfin, 1965).

La cuisson des aliments se faisant au bois dans 90 % des cas, on comprend que cette opération se passe presque toujours hors de la case ; la cuisine est totalement séparée du logement comme dans les villages. Dans le meilleur des cas, comme le précédent, un même toit abrite, avec la cuisine, une pièce appelée "magasin" et, plus rarement encore une salle d'eau. En réalité, les statistiques font apparaître que dans 45 % des cas, la toilette se fait en plein air, à côté de la case, au marigot ou à la borne-fontaine, de préférence à la tombée de la nuit, mais pas toujours... La douche intérieure n'existe que dans 5 % des logements, contre 18 % à Abidjan ; quant aux W.-C. intérieurs, moins de 7 % des logements urbains en sont pourvus.

Le nombre des permis de construire variant chaque année, pour les habitations, entre 80 et 100 depuis 1962, la rapide croissance de la ville a-t-elle fait naître un problème de surpeuplement ?

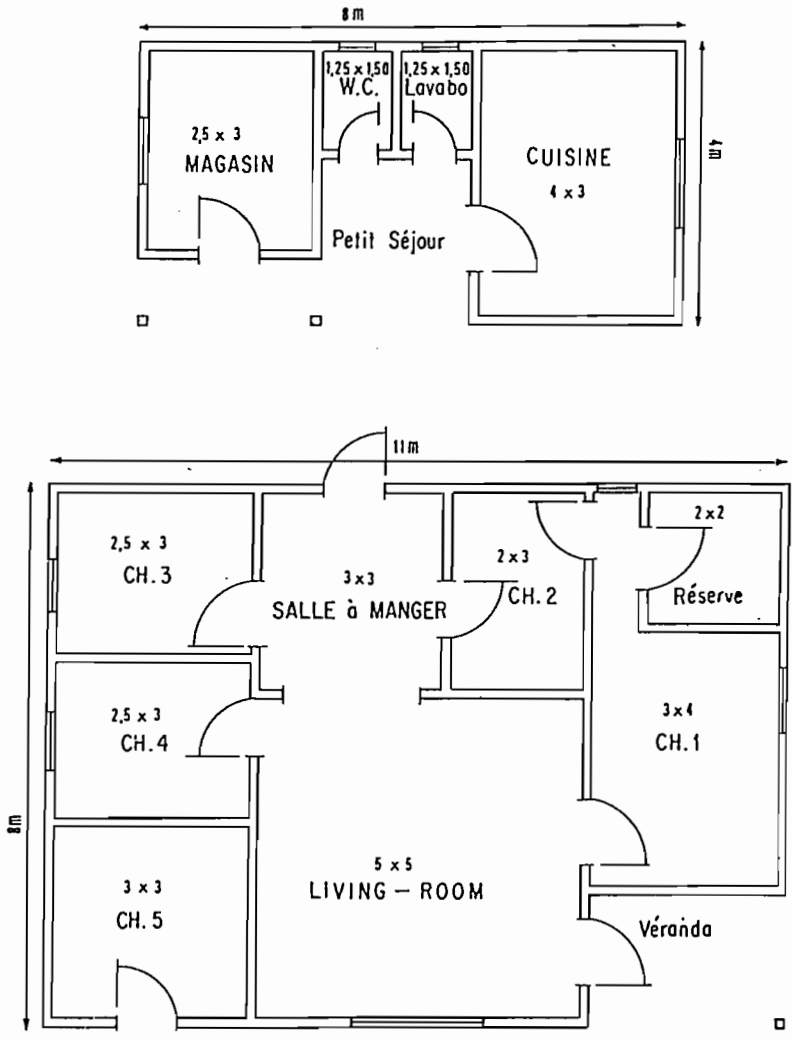


Fig. 8. Plan d'une case moderne de type local

Si l'on compare les moyennes, la situation paraît meilleure qu'à Abidjan : chaque habitant dispose de 8,75 mètres carrés contre 5,01 dans la capitale ivoirienne. Mais l'analyse révèle que sous-occupation et sur-occupation coexistent. Ainsi, parmi les ménages de trois ou quatre personnes, 20 % occupent des logements d'une seule pièce, 18 % des logements de deux pièces, alors que 30 % des logements de cinq pièces et plus comptent moins de cinq personnes. Le surpeuplement affecte à la fois

les petites constructions traditionnelles - et c'est l'effet d'un bas niveau de vie - et les bâtiments en dur ou semi-dur de grande taille occupés par des fonctionnaires aisés, et c'est l'effet du "parasitisme" familial commun aux villes d'Afrique ou, selon les points de vue, de l'hospitalité traditionnelle.

Deux phénomènes viennent en effet expliquer cette mauvaise distribution de l'occupation des logements et fausser le fonctionnement de la loi de l'offre et de la demande en matière de loyers. D'une part, l'Etat loge ses employés et cette location porte sur près de 80 % des constructions en dur ; les fonctionnaires non logés perçoivent une indemnité proportionnelle à leur traitement. D'autre part, on compte presque autant de ménages logés gratuitement par un parent ou un ami que de ménages locataires. Ainsi, sur le marché privé, le loyer moyen s'échelonne entre 500 et 3 000 FCFA la pièce, selon l'état de la construction, la qualité du mobilier et l'humeur du propriétaire, alors que les loyers retenus par l'Etat sur la solde de ses agents sont dix fois moindres. Ajoutons enfin qu'une loi récente ayant interdit de loger les fonctionnaires dans les immeubles bâtis grâce aux fonds publics, de nombreux logements ne trouvent plus preneur tant leur loyer est élevé.

Les problèmes urbains et les projets d'aménagement

L'analyse de la structure de la ville a déjà fait découvrir quelques-uns des problèmes que posent son développement et ses activités.

L'organisation du réseau routier, calqué sur l'agencement du relief, se révèle de plus en plus inapte à la circulation automobile croissante que connaît la capitale. Le centre urbain se trouve le lieu de passage obligé pour les véhicules en transit comme pour les liaisons intra-urbaines, et l'on a vu la fréquence de ces dernières tant à cause de la spécialisation des quartiers que de l'implantation des équipements. Or, situation étonnante pour une telle ville, les transports en commun n'existent pas ; seuls, une quinzaine de cars administratifs, d'ailleurs insuffisants, draine uniquement le personnel des services publics aux heures d'ouverture et de fermeture des bureaux. Les transports sont assurés par plus de 600 taxis privés, représentant 70 % des voitures en circulation, et dont l'activité n'est absolument pas réglementée. Il n'existe pas de parcs de stationnement réservés, les taximètres pourtant obligatoires ne sont jamais utilisés ; ces taxis errent dans les rues, à petite vitesse, ralentissent à hauteur des clients éventuels en attirant leur attention à grands coups d'avertisseurs, s'arrêtent inopinément n'importe où dès qu'un client leur fait signe et le rejoignent en marche arrière. Bref, ces grands "virtuoses de la route" gênent considérablement la

circulation, causent de fréquents accidents, encombrent la chaussée pour une capacité de transport réduite, et demandent une somme cinq fois plus élevée que celle qu'exigerait un service d'autobus (Zimonjic, *o. c.*), somme d'ailleurs variable suivant l'aspect du client. Le deuxième Plan quinquennal (juillet 1966-juin 1971) approuvé le 30 août 1966, prévoit enfin un projet de création d'une société d'économie mixte qui aurait le monopole des transports en commun dans la zone urbaine et dont le coût serait estimé à 178 millions de francs CFA.

Les déplacements en bicyclette ou à vélomoteur sont peu fréquents : 0,7 % (S.E.D.E.S., *o. c.*) ; les fortes pentes de la ville ne s'y prêtent guère et ce moyen de locomotion manque assurément de prestige auprès d'une population composée essentiellement de fonctionnaires. La majorité des déplacements journaliers se font à pied : plus de 75 % des actifs gagnent ainsi leur lieu de travail, plus de 99 % des ménagères vont au marché de cette façon. Et pourtant, seules les deux rues principales du centre commercial sont dotées de trottoirs, en dépit des fréquents accidents qui surviennent notamment aux portes des écoles.

Un autre problème lié au relief et au climat est celui de l'écoulement des eaux dans les vallées à fond plat et naturellement marécageuses. Ce problème n'est pas nouveau ; en 1954, un rapport du chef de région signalait de fréquentes inondations dans le centre commercial et en rendait responsable le bitumage des routes et les constructions nouvelles qui réduisent l'infiltration et accroissent le coefficient d'écoulement. Il semble que la situation se soit aggravée depuis. On a vu que certains quartiers étaient menacés d'inondation à chaque pluie, le long du Mfoundi et de l'Ékozoa. Il en va de même du centre urbain, au confluent du Mfoundi, du Djoungolo et de l'Ékozoa. Ainsi, l'après-midi du 5 septembre 1966, 63 millimètres d'eau tombaient en quatre heures ; dans la soirée, le Mfoundi et l'Ékozoa débordaient, isolant totalement l'est et l'ouest de la ville. Le train venant de Douala ne put entrer en gare, et la circulation automobile était entièrement bloquée dans le centre. Seul le passage de l'Abattoir, grâce à son pont à fort tirant d'air, restait praticable et reliait encore, au prix d'un large détour, les deux parties de la ville.

Pour répondre à ces problèmes et ordonner le développement de la ville, un Plan d'Urbanisme, le premier en date, a été dressé et approuvé par décret en décembre 1963 (Salomon *et al.*, 1963). Notons d'abord qu'il agrandit à nouveau le périmètre urbain, notamment vers le nord-est, zone d'extension prévue de la ville, incluant Ngousso, Mbala, Mfandéna et Mimboman, ce qui aura pour effet d'accroître encore les charges déjà lourdes de voirie et

d'entretien des marigots. Il délimite également un périmètre d'agglomération moins étendu, mais qui comprend encore tout le nord-ouest montagneux avec Oliga et le mont Fébé.

Ce plan prévoit d'une part l'amélioration de l'habitat existant, l'assainissement des quartiers critiques, et oriente le développement ultérieur de la ville. D'autre part, il s'efforce de mieux adapter l'infrastructure et les services de la ville au rôle qui est le sien.

La ville est désormais divisée en quatre secteurs d'habitation comprenant eux-mêmes plusieurs sous-secteurs :

- Le secteur dit commercial et d'habitation englobe le centre commercial proprement dit et les zones commerciales prévues au coeur des nouveaux quartiers. Il doit être composé d'immeubles collectifs possédant bureaux et commerces au rez-de-chaussée et logements à l'étage. La densité ne doit pas dépasser 400 habitants à l'hectare pour le centre et 200 pour les quartiers périphériques, chiffres bien loin d'être atteints actuellement.

- Le secteur d'habitations basses, de deux étages au plus, est composé d'immeubles de grande résidence : Bastos, Nlongkak, périphérie du Plateau Atémengue, Éfoulan (densité maximale : 150), d'habitations familiales avec jardin attenant : flanc ouest de la colline de l'Aviation, Mvog Mbi, Mvog Ada, le futur quartier du nord-est, Mbala, La Briqueterie, Messa (densité maximale : 200), et enfin de cases de poto-poto encore tolérées à titre provisoire au sud de Mvog Mbi, à Nkondongo, et au nord de Messa (densité maximale : 120).

- Le troisième secteur doit être celui des habitations collectives comprenant des immeubles résidentiels au milieu de grands espaces traités en parcs : Étoa Méki, Djoungolo I, zone entourant l'usine Bastos et le centre Jamot (densité maximale : 150), et des immeubles collectifs prévus sur les collines où s'implanteront les nouveaux quartiers du nord-est ainsi qu'à Ndamvout. Toute la "zone Ibadan" est donc à remodeler : Messa, La Briqueterie, Nlongkak, Mvog Mbi, Awaé ; le nord-ouest et le sud-est ont déjà fait l'objet de propositions détaillées.

- Enfin, la quatrième zone, dite de servitudes spéciales, est celle de la colline de Mvolyé, constituée de grandes propriétés mises en réserve pour un développement ultérieur.

Ce plan répond donc, en ce qui concerne l'habitat, à deux préoccupations : maîtriser l'extension de la ville en évitant qu'elle continue à se faire le long des axes routiers comme auparavant, et réaliser un indispensable resserrement de l'habitat dans le cadre du périmètre d'agglomération, seule façon de rentabiliser les coûteux équipements collectifs, en supprimant les

traditionnelles cases basses, génératrices de "villes horizontales" qui ne permettent qu'une faible densité malgré leur extrême entassement. C'est donc un paysage urbain entièrement rénové que propose ce plan.

A ces projets, d'autres s'ajoutent qui doivent à la fois donner à Yaoundé un véritable caractère urbain par les services offerts, la mieux adapter à ses fonctions spécifiques déjà existantes, et en susciter d'autres.

Noeud de communications, relais commercial entre l'ensemble du pays et le port de Douala, centre de redistribution des produits, la ville devait s'efforcer d'adapter son réseau de transport à ce rôle déjà ancien. Sur le plan de la voirie, la principale innovation consiste à utiliser les bas-fonds comme axes du nouveau réseau routier. Deux artères permettront de traverser la ville en évitant le centre commercial, l'une, déjà appelée Champs-Elysées, suivant la vallée de l'Ékozoa et se substituant à la voie ferrée et aux entrepôts de la gare actuelle qui disparaîtra, l'autre, à double voie, par la vallée du Mfoundi comme le Transcamerounais, ces deux artères se rejoignant au nord, sur la route d'Obala. De même, la vallée du Mingoa sera empruntée par la nouvelle route de Douala qui évitera ainsi le populeux quartier de Messa-Mokolo. L'Abierge, l'Ékozoa supérieur, l'Aké serviront également d'axes routiers. Le centre de la ville sera totalement entouré d'un boulevard périphérique à deux chaussées, empruntant les vallées du Mfoundi, du Mingoa, de l'Abierge, de l'Ékozoa et perçant les quartiers de Mokolo et de Nlongkak. De telles réalisations contribueront à décongestionner la ville à condition que soit réglé parallèlement le problème de l'écoulement des eaux dans ces vallées. Notons encore, parmi quelques autres améliorations de la voirie, la création d'un nouveau passage routier sur le Mfoundi et la voie ferrée, au pied de la colline administrative, qui dégagera le carrefour Brouillet, lequel deviendra la place centrale de la ville, et l'élargissement des principales rues du centre commercial.

La construction du chemin de fer transcamerounais est en cours à partir de Yaoundé ; gare de voyageurs et gare de marchandises seront édifiées dans la vallée du Mfoundi, sans d'ailleurs que des voies d'accès spéciales aient été prévues pour elles. Nul doute que la ville va perdre là des activités que lui valait, depuis 1927, le terminus du chemin de fer, liées à la rupture de charge. L'édification d'une nouvelle aérogare qui remplacera celle de 1953 devenue trop exiguë, est en cours ; la piste actuelle, seulement accessible aux DC-6, sera bientôt allongée de manière à recevoir les "Caravelles". A plus longue échéance, une nouvelle piste est prévue sur la colline empruntée par la route d'Akonolinga.

Les nombreux établissements publics, liés au rôle international (O.C.A.M.), national (ministères et autres) ou simplement à l'administration urbaine de Yaoundé (enseignement, santé...), ont été implantés sur des zones d'affectation spéciale et bénéficient d'étendues considérables : près de 300 hectares au total, notamment vers le Plateau Atémengue et Mélen (cité universitaire), auxquels s'ajoutent environ 150 hectares consacrés aux terrains militaires, notamment le plateau Kondengui dans sa totalité. Enfin deux zones industrielles ont été définies. L'une ceinture la colline de l'Aviation au nord et à l'ouest où elle est déjà partiellement occupée, l'autre s'étire le long du chemin de fer transcamerounais jusqu'à Ngousso et pousse des digitations dans les vallées ; elle comprendra spécialement des ateliers et dépôts des chemins de fer. Pourtant, les industries que possède la ville sont encore rares et ne constituent guère des industries d'entraînement : exploitation et travail du bois, carrières, savonneries, huileries, confection, fabrique de cigarettes. Seules d'ailleurs sont situées dans la zone industrielle définie, des scieries, les Brasseries du Cameroun (qui ne fabrique à Yaoundé que des boissons gazeuses) et l'usine en construction de la SOCACAO. Le reste de la zone n'est en fait occupé que par des entrepôts.

La vallée du Djoungolo, totalement libre aujourd'hui, doit devenir un vaste terrain de sports et de loisirs de 30 hectares déjà inscrit sans résultat au premier Plan quinquennal, ce qui permettrait d'établir le futur Hôtel de Ville à l'emplacement de l'Hippodrome. Mais ce projet se heurte à l'hostilité des milieux sportifs qui font valoir les considérables investissements affectés au stade actuel, de création récente ; d'autre part, il semblerait que le sol de la vallée ne soit pas apte à supporter de telles constructions.

L'exécution de ces projets, à peine commencée, rencontre évidemment des obstacles d'ordre financier. Les investissements prévus au deuxième Plan - 2 570 millions de FCFA pour l'habitat et l'urbanisme à Yaoundé - montrent qu'il s'agit là d'une oeuvre de longue haleine, si l'on pense que les coûts prévisionnels pour la réhabilitation de la seule zone nord-ouest s'élèvent déjà à 991 millions.

Si l'on s'en tient à l'analyse de l'organisation de l'espace interne dont les premiers jalons furent posés au début du siècle par la colonisation allemande, Yaoundé présente les caractères communs aux villes des pays sous-développés (Santos, 1961) : faiblesse de la densité générale (16 habitants à l'hectare), violents contrastes sociaux entre les quartiers que révèle l'analyse de leur structure et de leurs densités ; un centre urbain de création européenne (10 habitants à l'hectare), une zone "Ibadan" apparue aux

portes de la ville telle qu'elle fut d'abord administrativement définie, qui groupe 60 % de la population dans des quartiers où 3 % seulement des logements sont en dur et, au-delà, des quartiers modernes qui s'élèvent, adaptés aux ressources d'une bourgeoisie naissante. L'étude des autres aspects de la ville : caractéristiques de la population, niveaux de vie, organisation commerciale, sous-industrialisation, relations avec la région, etc. confirmerait cette situation.

Et pourtant Yaoundé a su garder, malgré un développement rapide, une juste mesure qui fait son originalité. Ville d'importance moyenne, peu peuplée en regard d'autres capitales africaines, son relief lui a valu de sauvegarder, en grandissant, un aspect aéré qui devrait permettre de l'aménager assez facilement ; même ses bidonvilles n'occupent que des zones bien circonscrites sur certaines collines et ne se sont pas étendus à l'ensemble des quartiers autochtones ; enfin, la place ne manque pas pour sa future extension. C'est donc en ayant conservé les atouts qui devraient la faire réussir, qu'elle entre aujourd'hui dans la voie d'une urbanisation planifiée.

Note complémentaire (juin 1970)

Depuis la rédaction de cet article (1967), d'importantes modifications ont déjà transformé certains aspects de ce paysage urbain.

La plus spectaculaire est certainement l'opération "Grand Messa" qui a substitué à l'ancien Camp de fonctionnaires de ce quartier tout un ensemble d'habitations collectives composé d'immeubles à plusieurs étages et de logements en rez-de-chaussée. La voirie de ce secteur a également été entièrement rénovée et un magasin de type "Prisunic" a été ouvert. Par contre, le reste de Mokolo n'a bénéficié d'aucune amélioration (Woillet, 1969). Le quartier Tsinga ne possède toujours que deux immeubles collectifs, mais le nombre de villas construites par les Bamiléké augmente sans cesse. Le quartier Bastos continue à s'étoffer, sans équipement commercial.

Au nord-est, une autre opération spectaculaire et rapidement menée se situe à Essos où un nouveau quartier urbain est en train de naître ; le strict alignement de ses cases en semi-dur offre un spectacle inhabituel à Yaoundé.

D'autre part, les manifestations du 10° anniversaire de l'Indépendance ont été l'occasion d'opérer dans certains quartiers de vastes destructions par le feu, afin d'embellir la ville. Nombre d'îlots ont ainsi été anéantis,

notamment à Nlongkak et à Mvog Mbi. Le réseau routier n'a encore subi que de légères modifications, surtout au Plateau Atémengue, et toujours en raison des fêtes de l'Indépendance. Aucune des grandes chaussées qui doivent traverser la ville n'a reçu un commencement d'exécution, et la seule amélioration apportée à la circulation automobile est l'installation de feux au carrefour Brouillet.

Références bibliographiques

ALEXANDRE P., 1965 - Proto-histoire du groupe béti-bulu-fang : essai de synthèse provisoire. *Cah. d'Ét. Afr.*, n° 20 (503-560).
ALEXANDRE P., BINET J., 1958 - *Le groupe dit Pahouin.* P.U.F.
AYMERICH (Général), 1935 - *La conquête du Cameroun.*
BACHELIER G., 1954 - Étude pédologique sur la submersion des sols de bas-fonds de Yaoundé. ORSTOM.
BACHELIER G., 1957 - Étude pédologique des sols de Yaoundé, pédogénèse des sols ferrallitiques. Carte à 1:10 000°. ORSTOM.
BILLARD P., 1955 - Yaoundé, étude de géographie urbaine. D.E.S., Grenoble. 50 p. dact.
BURTHE D'ANNELET Lieutenant-colonel De, 1932 - *Du Cameroun à Alger.* Paris.
CHAMPETIER DE RIBES G, AUBAGNE M., 1956 - Carte géologique de reconnaissance du Cameroun, 1:500 000°, Yaoundé-Est.
COQUEREL, COURTIER, 1961 - Principes généraux pour une politique d'urbanisme au Cameroun. S.M.U.H.
DENIS J., 1958 - *Le phénomène urbain en Afrique centrale.* Bruxelles.
DEPRET R., CHARLIER R., 1963-1964 - Ville de Yaoundé, zone NO, plan directeur, rapport justificatif. S.M.U.H., 141 p.
Direction de la Statistique - S.E.D.E.S, 1965 - Enquête sur le niveau de vie à Yaoundé. Rapport provisoire n° 1.
Direction de la Statistique - S.E.D.E.S., 1965 - Enquête sur le niveau de vie à Yaoundé. Rapport provisoire n° 4.
DIZIAIN R., CAMBON A., 1960 - Étude de la population du quartier de New-Bell à Douala. *Rech. et Ét. Cam.*, n° 3.
DUGAST I., 1949 - *Inventaire ethnique du Sud-Cameroun.* IFAN.
GAZEL J., 1956 - Géologie du Cameroun. Carte géologique à 1:1 000 000° et commentaire. Planches 1-A-Nord et 1-B-Sud. Atlas du Cameroun. . Institut de Recherches scientifiques du Cameroun.
GENIEUX M., s.d. - Climatologie du Cameroun. Cartes et commentaire. Planche III. *Atlas du Cameroun.* Institut de Recherches scientifiques du Cameroun.
JAUZE J.-B., 1944 - Contribution à l'étude de l'archéologie du Cameroun. *Bull. Soc. d'Ét. Cam.*, décembre, n° 8 (105-123).
JAUZE J.-B., 1948 - L'art inconnu d'une culture primitive africaine dans la région de Yaoundé. *Bull. Soc. d'Ét. Cam.*, sept.-octobre, n° 23-24 (47-49).
KETCHOUA TH., s.d. - *Contribution à l'histoire du Cameroun de 450 av. J.-C. à nos jours.* 209 p.

LETOUZEY R., 1958 - Phytogéographie camerounaise. Carte au 1 : 2 000 000° et commentaire. *Atlas du Cameroun*, Planche VII. Institut de Recherches scientifiques du Cameroun.
MARTIN Dr. G., 1921 - *L'existence au Cameroun. Études sociales, études médicales, études d'hygiène et de prophylaxie.* 535 p.
MVENG E., 1963 - *Histoire du Cameroun.* Présence Africaine. Paris.
NERFIN M., 1965 - Towards a housing policy. *The Journal of Modern African Studies,* vol. 3, n° 4.
RICHARD-MOLARD J., 1950 - Villes d'Afrique Noire. *France-Outre-Mer*, n° 255. 28° année.
RUDIN H., 1938 - *Germans in Cameroons. 1884-1914. A case of modern imperialism.* 456 p.
SALOMON A., NOUAFO E., ROUX-DUFORT R., 1963 - Ville de Yaoundé. Plan d'urbanisme directeur. Carte à 1:10 000° et règlement.
SANTOS M., 1961 - Quelques problèmes des grandes villes des pays sous-développés. *Rev. de Géogr. de Lyon*, n°3 (197-218).
Service de la Statistique générale, 1957 - Résultats du recensement de la ville de Yaoundé.
Service de la Statistique, 1963 - La population de Yaoundé en 1962, résultats principaux.
THÉ M.-P. de, 1965 - L'influence des femmes sur l'évolution des structures sociales chez les Béti du Sud-Cameroun. E.P.H.E., VI° section.
WOILLET C., 1969 - Étude du quartier de Mokolo à Yaoundé. 32 p. mim. Metz.
ZIMONJIC B., s.d. - Étude de l'organisation des transports urbains à Yaoundé et amélioration de la circulation dans la ville de Yaoundé. 98 p.
ZIMONJIC B., s.d. - La situation des transports et de la circulation dans la ville de Yaoundé. 11 p.

Périodiques allemands

Deutsches Kolonialblatt : 1891, n° 22 ; 1897, n° 12 ; 1898, n° 20 ; 1908, n° 16 ; 1911 n° 8.
Mitteilungen von Forschungsreisenden und Gelehrten aus Deutschen Schutsgebieten : 1888, vol. I ; 1890, vol. III ; 1891, vol. VI ; 1893, vol. VI ; 1895, vol. VIII.
Amtsblatt für das Schutzgebiet Kamerun : 1910, n° 15 ; 1913, n° 2, n° 36, n°43.
Die Deutsches Schutzgebiete in Afrika und der Südsee : 1909-1910, 1911, 1912, 1913.

11

ÊTRE ÉLÈVE A YAOUNDÉ[1]

Résumé

En même temps que capitale politique et administrative, Yaoundé joue un rôle de capitale scolaire pour le Cameroun. Ses nombreux établissements d'enseignement attirent une importante immigration d'élèves qui contribuent fortement à la croissance démographique de la ville.

Pourtant on observe, dans cette partie méridionale du pays, une très grande mobilité des élèves, d'un établissement à l'autre et aussi d'une ville à l'autre, mobilité dont les explications sont avancées ici. Elle est généralement subie, car liée aux difficultés de la vie urbaine dont les migrants font donc très tôt l'apprentissage, mais elle n'entame guère leur désir profond de se fixer durablement dans la capitale.

Abstract

Being a pupil at Yaoundé.

Yaoundé is a political and administrative capital as well as an educational one. Its numerous educational institutions attract a great number of immigrant pupils who contribute largely to the population growth of the town.

However, a high mobility of the pupils is observed in South-Cameroun from one institution to the other and from one town to the other. This mobility is generally compulsory, being linked to the difficulties face by the migrants as soon as they live in the town. But hardly alters their longing for settling on a long-term basis in the capital.

[1]Article publié dans les *Cahiers ORSTOM*, série Sciences Humaines, vol. XXI, n° 2-3 (347-353), 1985.

La capitale du monde scolaire et universitaire camerounais

En contrepoint de sa fonction politico-administrative prédominante et qui fait sa raison d'être, Yaoundé se caractérise comme la principale ville universitaire et scolaire du Cameroun dont le rayonnement s'exerce même au-delà des frontières nationales. Historiquement, l'une et l'autre de ces fonctions sont allées de pair, l'école devant fournir les commis dont l'Administration avait besoin, cela dès les premières années du siècle avec la colonisation allemande. Aujourd'hui certes, écoles, collèges et lycées ont été implantés dans tout le pays, l'objectif étant de doter chaque préfecture d'un lycée et chaque sous-préfecture d'un collège, auxquels s'ajoutent les établissements d'enseignement des Missions religieuses dont la localisation est plus anarchique, résultat de l'histoire de la pénétration chrétienne du pays et de ses hasards.

Il se trouve pourtant, en dépit de ces facteurs de dispersion, que la capitale du Cameroun demeure par excellence la ville où l'on vient s'instruire et celle où l'on rêve de venir s'instruire. A ce titre, une comparaison avec Douala fondée sur les résultats du dernier recensement de la population (1976) confirme le rôle de capitale intellectuelle joué par Yaoundé, bien que Douala la surpasse par le nombre d'habitants.

Écoliers, élèves et étudiants forment à Yaoundé 34 % de la population totale, contre 28 % à Douala, et 40 % contre 32 % si l'on ne tient compte que de la population de 4 ans et plus. Mais on observe encore qu'à Douala les deux tiers (66 %) de la population scolarisée sont des élèves du primaire, tandis qu'à Yaoundé ils ne sont que 55 %, laissant ainsi une place nettement plus importante aux élèves du secondaire et du technique (29 % au lieu de 24 %) et aux étudiants (5 % au lieu de 0,3 %). Capitale du monde scolaire, Yaoundé est avant tout capitale de l'enseignement secondaire et supérieur dispensé au Cameroun, malgré les efforts de décentralisation tentés par le Gouvernement.

Il s'agit là de la région du pays où le taux de scolarisation est le plus élevé : 92 % pour la province du Centre-Sud, 93 % en zone urbaine de cette province et 97,4 % dans le département de la Méfou qui entoure Yaoundé. On peut donc considérer qu'ici tous les enfants sont scolarisés, bien que l'école ne soit pas obligatoire au Cameroun. Cette scolarisation massive dans les classes primaires entraîne vers Yaoundé un afflux d'élèves candidats à l'entrée au collège d'autant plus considérable que le taux des abandons scolaires est, dans cette province, le plus faible du pays : 13 % pour les deux sexes entre 6 et 15 ans contre 18 % pour le Cameroun, et

même 9,7 % pour les garçons en milieu urbain (Cameroun : 15,5 %). La barrière que devrait constituer l'examen d'entrée en sixième ne semble réduire qu'assez peu cet afflux.

Cause et conséquence de cette situation, on compte en ville un nombre considérable d'établissements d'enseignement : 81 écoles dont 60 publiques, 39 collèges et lycées dont 31 privés (chiffres de 1979-80), et la presque totalité des Facultés et Grandes Ecoles du pays. On aura remarqué l'importance du secteur privé dans l'enseignement secondaire et technique : il regroupe 65 % des élèves de la ville. Deux catégories d'établissement doivent cependant être distingués ici : ceux qui relèvent de l'enseignement confessionnel et ceux qui relèvent de l'enseignement privé laïc. Les premiers sont très recherchés, mais généralement accessibles aux seules catégories aisées de la population ; l'enseignement y est reconnu de meilleure qualité et plus sérieux qu'ailleurs. Les seconds recueillent les élèves qui, pour des raisons variées, n'ont pu trouver place dans les autres établissements d'enseignement, publics ou confessionnels ; ils constituent souvent pour les élèves une solution de rattrapage ou d'attente, avant de trouver un meilleur établissement où les classes seront moins surchargées.

Mais Yaoundé n'est pas seulement la ville où la majorité des enfants du lieu sont scolarisés, elle est aussi celle où un grand nombre d'enfants viennent pour être scolarisés. Certes, cette immigration scolaire est le fait de tous les centres urbains du pays, mais elle prend à Yaoundé d'autant plus d'ampleur que les établissements susceptibles d'accueillir les élèves sont nombreux et sont encore relayés, s'il le faut, par le système des "cours du soir" qui connaît ici un grand succès. A Yaoundé, les migrants scolaires constituent en effet le tiers du groupe d'âges 6-25 ans et même la moitié de l'ensemble des migrants de 10 à 19 ans, les autres relevant de la migration familiale, de la migration de travail ou, pour les filles, de la migration matrimoniale. Ici la scolarité est l'un des plus puissants moteurs de l'immigration urbaine.

Le rêve et sa réalisation

"Fréquenter" à Yaoundé est le rêve de tous ceux et celles qui ont l'ambition de mener leurs études le plus loin possible, et l'attrait que présente, de ce point de vue, la capitale n'est pas sans bonnes raisons[2].

L'enseignement dispensé est censé de meilleure qualité qu'ailleurs, les enseignants compétents étant supposés demeurer dans la capitale pour en

[2]En français local, "fréquenter" signifie aller à l'école.

maintenir la bonne réputation. Il n'est pas d'autre ville à présenter un choix d'établissements et de sections de formation aussi large et, de ce fait, les élèves ont toujours l'espoir, en cas d'insuccès, de passer d'un établissement à un autre ou de s'inscrire aux cours du soir pour acquérir le niveau du diplôme ou du concours convoités.

Les trois établissements les plus prisés sont aussi les plus anciens : le lycée Leclerc, le collège de la Retraite et le collège Vogt, ces deux derniers privés confessionnels, encore que leur renommée respective varie d'une rentrée à l'autre selon la personnalité des responsables. Existe cependant une sorte de contre-courant, un mouvement d'exode scolaire urbain qui conduit certains élèves vers les petites villes ou bourgades du Sud (Makak, Libamba, Sangmélima...) où des établissements privés confessionnels dispensent un enseignement fort apprécié tout en maintenant les élèves à distance des tentations de la grande ville ; mais il s'agit surtout là des fils et des filles des familles les plus riches. Certains de ces bourgs n'ont d'ailleurs pas d'autre fonction : leur rôle n'est, par rapport à la capitale, que celui d'annexes pour un enseignement secondaire "super-sélectionné" réservé à "l'élite" qui en a les moyens.

Les enquêtes ont montré que sur 100 garçons de 15 à 19 ans nés dans les villages des environs de Yaoundé, 57 poursuivaient des études dont 37 en habitant hors de leur village, s'agissant neuf fois sur dix d'études secondaires ou techniques. Le lieu de cette scolarité est, naturellement, la ville la plus proche mais, pour beaucoup d'élèves, c'est déjà la capitale. En l'absence de tout service de ramassage scolaire, trouver un logement en ville s'avère indispensable dès que le village est distant de plus de 5 ou 6 kilomètres.

L'instabilité des élèves

L'ensemble de ce monde scolaire fait preuve d'une étonnante mobilité qui, a priori, semble assez peu compatible avec des études suivies. Dès la première année du Primaire, près de la moitié des écoliers ne sont pas scolarisés au lieu de leur naissance et près de la moitié changeront d'école, ces changements conduisant un élève sur trois à terminer le cycle primaire à Yaoundé. Dans l'enseignement secondaire, la mobilité n'est pas moins grande et elle se révèle aussi très nettement orientée vers Yaoundé. Sur cinq élèves de la capitale, quatre n'y sont pas nés : deux proviennent du Centre-Sud et un de l'Ouest. Il existe dans la ville une "sur-immigration"

scolaire : plus de 80 % des élèves sont des immigrés alors que, dans le groupe d'âge correspondant, la proportion des immigrés n'est que de 66 %.

Les enquêtes permettent d'imaginer assez bien les élèves du Sud comme à l'affût de toute occasion de venir faire leur scolarité à Yaoundé. Ainsi, dès la nomination dans la capitale de son beau-frère instituteur, Étienne T. l'y rejoint pour y terminer ses études primaires puis entrer au collège, alors qu'il n'avait nullement tenté de le suivre dans ses affectations précédentes, à Yoko et aux environs de Mbalmayo. De la même façon voit-on Roger T. se faire héberger chez son grand frère, inspecteur de police, dès qu'il est nommé à Yaoundé, alors qu'il ne l'avait pas fait quand celui-ci se trouvait en poste à Édéa, Douala ou Nkongsamba.

Pourtant, parvenir à faire sa scolarité secondaire à Yaoundé n'est pas entreprise facile, et y rester ne l'est pas davantage. Le milieu scolaire se trouve en effet animé d'une continuelle turbulence, d'incessants déplacements dont les trois exemples suivants donneront une idée.

- A. N. est né à quelques kilomètres d'Obala (Lékié) ; une fois terminées les études primaires à l'école de la Mission catholique de cette ville, il se dirige tout naturellement vers le collège Jean XXIII d'Éfok, tout proche d'Obala. Mais il n'y suit que la classe de 6° et passe ensuite au CES de Saa, dans le nord de la Lékié, où il réussit le BEPC. Pour la classe de Seconde, il entre au lycée d'Obala, mais on le retrouve ensuite à Yaoundé, suivant les cours du soir au quartier Mélen pour la classe de Première, et au lycée Leclerc pour la Terminale.

- Élève de Terminale au collège de la Retraite, Régine A. est née dans un village du département du Ntem. Après le cycle primaire suivi à l'école catholique proche, elle entre au collège du Saint-Esprit à Japoma près de Douala, le quitte au bout de deux ans et passe deux autres années au collège Albert d'Éséka (Nyong-et-Kellé), puis un an au collège Bonneau d'Ébolowa (chef-lieu du Ntem) et enfin trois ans au collège de la Retraite à Yaoundé.

- Natif de Yaoundé, Jacques E. y suit tout le cycle primaire et obtient le BEPC au lycée Leclerc. Mais il quitte ensuite la capitale, passe un an au lycée Joss de Douala, deux ans au lycée Kisito de Sangmélima (Dja-et-Lobo) et revient au lycée Leclerc pour la Terminale.

Un projet difficile à maîtriser

Ces nombreuses pérégrinations scolaires ne sont pas fortuites et répondent, en fait, à des raisons qui peuvent être fort variées. Un tiers des

changements de lieu de scolarisation sont inévitables : ils concernent des élèves faisant leurs études là où n'existe qu'un CES et qui désirent poursuivre au-delà de la classe de 3° ; on a vu que les villes ayant rang de sous-préfectures ne dépassent généralement pas le niveau d'équipement scolaire du premier cycle. Dix autres changements sur cent relèvent d'un motif à peu près identique : il s'agit d'élèves s'engageant dans le second cycle, mais se trouvant dans un établissement qui n'offre pas la section d'études désirée pour la Seconde ou la Première. Ainsi, les séries à dominante scientifique ne sont-elles pas toujours représentées dans les établissements privés, surtout hors de la capitale.

Ces cas de force majeure mis à part, restent 60 % des changements observés qui relèvent d'autres raisons souvent plus spécifiques de cette partie du pays. La deuxième principale explication des changements de lieu de scolarisation (16 %) est celle d'un déplacement des parents. Sachant que 38 % des actifs de Yaoundé travaillent dans le "tertiaire supérieur", dont 22 % appartenant au secteur public ou parapublic, on ne s'étonnera pas qu'il s'agisse là d'une population fort mobile, souvent appelée à résider indifféremment dans l'une ou l'autre ville du pays au gré des besoins du "service". La mobilité scolaire de Jacques E., cité plus haut, relève d'une telle situation, ses déplacements ne faisant que refléter les affectations successives d'un père fonctionnaire à la Sûreté nationale. De même en va t-il pour Lucien M., du quartier d'Ékounou, élève au collège Mongo Béti : ses études primaires ont été partagées entre cinq villes différentes : Édéa, Mbalmayo, Ngambé, Bafia, Yoko, puis à nouveau Mbalmayo, en fonction des affectations de son père employé aux PTT. Nul doute que si le commerce ou l'industrie étaient les activités dominantes dans la ville, la mobilité des élèves s'en trouverait sensiblement plus réduite.

Plus spécifique encore, non plus cette fois de Yaoundé mais de la situation générale des pays du Tiers Monde comme celui-ci, la troisième explication donnée par les élèves à leurs déplacements (14 %) est d'ordre économique. Elle se traduit par différentes formules, toutes sans équivoque : "*manque d'argent*", "*manque de soutien*", "*frais de scolarité trop élevés*", "*manque de pension*"... qui disent l'interruption des études faute de moyens financiers. Certes, il faudrait distinguer ici les cas des élèves du Public et ceux du Privé confessionnel ou laïque, mais même là où l'enseignement est censé gratuit, les divers frais qu'il implique (fournitures, livres, vêtements, nourriture et logement pour les élèves immigrés) pèsent très lourd pour les familles peu aisées. Le problème est particulièrement crucial pour les élèves dont le père est décédé : souvent on les voit

commencer un cycle d'études dans un collège privé et devoir l'abandonner pour suivre des cours du soir ou tenter d'entrer au lycée. Fabien N. doit ainsi interrompre deux fois ses études, d'abord après la classe de 6° faite au Collège Moderne Camerounais, puis après les classes de 5° et de 4° faites au collège Montesquieu, et on le retrouve, à 19 ans, aux cours du soir où il espère obtenir le BEPC.

Dans un peu plus de la moitié des cas observés, les frais de scolarité sont payés par le père de l'élève, mais le problème financier se pose dès qu'un autre enfant de la famille veut aussi entreprendre des études longues : "*Le père ne pouvait plus me soutenir*" est une explication souvent donnée à la déscolarisation. Pour une proportion considérable de 45 % des élèves, le bailleur de fonds n'est pas le père : décédé ou simplement trop pauvre, il est remplacé dans ce rôle par un frère ou une soeur aînés (22 %), par un oncle paternel ou maternel (12 %), plus rarement par la mère seule (6 %). On conçoit combien, pour l'élève, cette façon de régler le problème financier peut être aléatoire. Sa survie scolaire est liée au bon vouloir d'un membre de la famille, voire seulement d'un ami protecteur qui, lui aussi, doit ou devra faire face aux besoins de ses propres enfants.

Relevons encore, parmi les plus fréquemment citées (9 %), une dernière raison donnée aux déplacements scolaires et relevant typiquement du contexte sud-camerounais caractérisé par une christianisation ancienne. Elle concerne des élèves qui quittent le séminaire où ils avaient commencé leurs études, pour s'inscrire au lycée ou dans un collège privé. Historiquement, le rôle des petits séminaires a été considérable dans la formation reçue par nombre d'intellectuels et de dirigeants passés et présents du pays. C'est aussi une façon, même pour les familles aisées, d'assurer à peu de frais des études à leurs garçons, avec la garantie morale et intellectuelle généralement attribuée à ce genre d'établissements.

Mais pour être élève à Yaoundé, il ne suffit pas de réussir à s'inscrire ici ou là, ni même de pouvoir parer aux frais de la scolarité. Avec une acuité non moins grande se pose en effet le problème de l'hébergement et de la nourriture. De même que les élèves nés à Yaoundé sont en minorité, de même ceux qui y ont leurs parents. On n'en compte en effet que 31 % à être logés et nourris par ceux-ci. Comment les autres se débrouillent-ils ?

Apparaît ici l'une des explications de l'étonnante dispersion des élèves dès le début des études secondaires, et de leur extrême mobilité postérieure. En l'absence de parents citadins, le candidat aux études longues recherche parmi sa parenté la personne résidant en ville qui acceptera de lui servir de "tuteur". Cette stratégie s'appuie sur la traditionnelle solidarité

familiale que tout émigré cherche à mettre en oeuvre dès qu'il quitte le village ou que survient quelque difficulté en ville. Elle tire aussi profit de l'ancienneté du mouvement d'émigration rurale dans le sud du Cameroun et de la grande diaspora familiale qui en résulte, mais qui n'implique nullement un affaiblissement des liens ni du devoir d'accueil.

La charge en "hébergements" que supportent ainsi certains citadins semble quelquefois considérable, et l'exemple de François O., du quartier d'Ayéné (Ékounou 3) en est une bonne illustration. Il exerce le métier de boy-cuisinier, ce qui ne le place pas parmi les privilégiés de la ville, et loue dans une maison un salon, deux chambres et une cuisine. Là vivent avec lui son épouse et leurs six enfants âgés de 2 à 14 ans, mais il y héberge aussi deux cousins de 19 et 20 ans, une cousine de 19 ans, un neveu de 17 ans et un frère de son épouse âgé de 20 ans ; tous des "hébergés" sont des élèves, les cinq garçons aux cours du soir et la cousine dans le Technique privé.

Ainsi certains enfants partent-ils parfois fort loin de chez eux et de la ville voisine pourtant dotée d'un collège, pour aller s'inscrire là où réside un oncle, un frère ou un cousin qui consent à les recevoir. A Yaoundé, 23 % des élèves sont ainsi accueillis par un oncle, 24,5 % par un frère ou une soeur aînés, ce qui, ensemble, représente la moitié des élèves. Mais c'est encore là une autre source de mobilité : que le tuteur soit lui-même appelé à changer de ville, et l'élève le suivra dans sa migration comme il aurait suivi ses parents ; ou bien, qu'il ne puisse plus subvenir aux besoins de son protégé, et l'élève devra se chercher un autre tuteur, peut-être dans une autre ville où réside un cousin éloigné ou simplement une "connaissance".

Deux exemples de tels déplacements. Aujourd'hui étudiant en sciences, B., originaire de l'Ouest, est venu habiter chez son grand frère commerçant à Yaoundé, pour y faire ses études primaires. Mais de la 6° à la 3°, il sera à Saa (Lékié) où le frère émigre, puis il revient avec lui à Yaoundé, d'abord au collège Meyong Méyémé, puis au lycée Leclerc. Plus original est le cas de Charles A., élève à l'école technique privée IMOTEC : dans sa migration de scolarisation, il est suivi à Yaoundé par sa mère, célibataire, qui prend une location et trouve un emploi de cuisinière dans un hôtel, mais souhaite regagner son village une fois terminées les études de son fils.

Existent encore bien d'autres motifs propres à provoquer les déplacements des élèves et à contrecarrer leurs projets d'instruction : renvois, maladies, fermeture de l'établissement, décès des parents ou du tuteur, enseignement jugé peu sérieux dans l'établissement fréquenté, etc., mais leur impact est assez réduit, comparé aux précédents motifs. Tous montrent à l'évidence qu'être élève à Yaoundé n'est jamais chose acquise, et même

ceux, heureuse minorité, qui échappent aux soucis financiers, restent à la merci d'une mutation souvent imprévisible du chef de famille ou du "soutien".

Le choix de la capitale

Devant la réelle banalisation de l'instruction, au moins primaire, dans le sud du Cameroun, on conçoit que la scolarisation, c'est-à-dire le fait d'avoir été scolarisé, ne soit plus le tremplin vers la ville qu'elle fut autrefois pour les ruraux. Être instruit, au moins jusqu'au niveau du certificat d'études primaires, voire au-delà, est aujourd'hui chose commune pour les jeunes hommes, et beaucoup d'entre eux n'en demeurent pas moins au village, cultivant leurs champs. A présent, l'émigration rurale a ici pour ressort essentiel la scolarité, c'est-à-dire le fait de suivre un enseignement secondaire ou technique en ville, et principalement à Yaoundé, bien avant d'être motivée par le niveau d'instruction reçu. Réussie ou non, la scolarité suivie à Yaoundé fixe l'élève en milieu urbain. De ce point de vue, les intentions déclarées par les élèves ne laissent aucun doute sur leur choix de la ville.

A la question : "Où voudriez-vous exercer votre future activité ?", les deux tiers des élèves répondent par les choix suivants : Yaoundé 46 %, Douala 8 %, autre ville 11 %. Certains estiment que l'instruction reçue les prédestine inévitablement à vivre en ville, d'autres reconnaissent qu'ils seraient incapables de vivre au village d'origine, d'autres enfin regrettent de choix de la ville mais le jugent inéluctable. Non moins significatives sont les réponses à la question portant sur un éventuel arrêt des études en cours : 78 % des élèves tenteraient alors de rester à Yaoundé, la majorité en travaillant tout en suivant des cours du soir ; 4 % seulement acceptent l'éventualité d'exercer une activité agricole au village et 9 % y chercheraient plutôt une autre occupation ou s'inscriraient à un cours par correspondance : réussir par les études n'est pas un projet que l'on se résigne facilement à abandonner.

Restons, pour conclure, dans le domaine des aspirations et des rêves en relevant ce que collégiens et lycéens envisagent comme pouvant être leur future profession. Hormis les 10 % qui avouent n'en rien savoir encore, trois préférences principales se dégagent : les métiers de la santé (24,5 %), ceux de l'enseignement (19 %), et ceux d'ingénieur, technicien ou scientifique (17 %). A vrai dire, les deux premiers choix ne font que refléter les seules occasions de contact qu'ont bien des élèves avec des personnes

instruites (médecins, infirmiers, instituteurs et professeurs) et traduisent avant tout le prestige dont elles jouissent à leurs yeux. Sans doute plus significative d'une évolution de mentalités est l'importance accordée aux carrières techniques ou scientifiques, surtout si on les compare à celles qui ont assuré jadis la promotion sociale des aînés et sont aujourd'hui beaucoup moins attirantes : Droit et Administration (9 % des choix), journalisme (7 %), Diplomatie (1,7 %). On reste cependant surpris de la faible attention portée aux carrières commerciales (3,2 %) ou sociales (1,5 %).

Par les professions qu'ils envisagent, ces élèves qui aspirent à devenir médecins, enseignants ou ingénieurs, semblent bien témoigner d'une réelle prise de conscience des besoins de leur pays et veulent d'ailleurs y répondre parfois de façon délibérée : "*Je veux devenir ingénieur agronome pour rendre prospère l'agriculture de mon pays*" déclare ainsi un élève de Terminale. Il faut s'en réjouir, mais un problème n'en demeure pas moins, une contradiction majeure entre ce désir d'être utile au pays et celui, non moins affirmé, de rester à tout prix en ville, et si possible à Yaoundé. C'est l'une des contradictions que les Africains n'ont pas encore résolues.

Références bibliographiques

Bureau Central du Recensement, 1980 - Recensement général de la population et de l'habitat d'avril 1976. Vol II, tome 4 : Scolarisation, niveau d'instruction. Ministère de l'Économie et du Plan. Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale. Yaoundé. 124 p.

FRANQUEVILLE A., 1984 - *Yaoundé, construire une capitale.* Mémoires ORSTOM n° 104. Études urbaines. Paris. 192 p.

MARGUERAT Y., 1969 - Problèmes géographiques de l'enseignement au Cameroun. ORSTOM Yaoundé. S. H. n° 58, 82 p.

MARGUERAT Y., 1976 - Les villes et leurs fonctions. *Atlas du Cameroun*, Planche XVII, commentaire. ORSTOM Petit Bassam. 131 p.

MARTIN J.- Y., 1972 - Sociologie de l'enseignement en Afrique Noire. *Cahiers Internationaux de Sociologie* (337-362).

MIGRATIONS

12

L'ÉTUDE DES MIGRATIONS ACTUELLES EN AFRIQUE.

Réflexions méthodologiques[1]

"*Malgré les investigations entreprises à l'occasion d'enquêtes nationales dans certains pays africains et surtout en Tunisie et au Sénégal, les phénomènes migratoires nécessitent un effort particulier, et cela se justifie d'autant plus que leur connaissance apparaît de plus en plus indispensable à tous ceux qui se préoccupent des problèmes d'aménagement, d'emploi, de santé et d'enseignement*" (Benyoussef, 1971).

Il existe dans les sciences sociales plusieurs façons d'aborder le domaine des migrations : le sondage ou le recensement est l'approche habituelle des démographes, l'enquête rurale, ou plus souvent urbaine, est celle des géographes et des sociologues. L'une et l'autre ont été utilisées en Afrique comme qu'ailleurs. Mais il faut bien constater que les informations ainsi obtenues sur les migrations ne constituent le plus souvent qu'un sous-produit de la démarche essentielle[2]. Elles n'entrent dans le tableau d'ensemble qu'à titre d'explication d'une situation observée, qu'il s'agisse de la croissance démographique, du développement urbain, du déclin de la vie rurale ou de la transformation d'une société particulière. L'approche de l'économiste est autre, mais elle s'inscrit aussi dans le cadre plus vaste de l'analyse d'un système de production ou de consommation dont les migrations tendent à créer, à renforcer ou à modifier le fonctionnement.

Ainsi, que ce soit au point de départ ou au point d'arrivée, la migration est saisie par les sciences sociales, avant tout par ses causes ou par ses conséquences, sur un espace limité, une société ou une population donnée. En réalité, le phénomène même de la migration a été peu étudié

---

[1]Article paru en introduction du numéro spécial des *Cahiers ORSTOM,* série Sciences Humaines, vol. X, n° 2-3, Migrations et déséquilibres villes-campagnes, 1973 (143-149).

[2]"*Comme résidu d'une balance dont les autres éléments sont connus*", selon les termes du Dictionnaire démographique multilingue, p. 62.

en soi ; sujet mouvant par définition, difficile à observer, il s'accommode mal de la méthode habituelle à ces sciences qui cherchent à obtenir, par l'utilisation de documents essentiellement statiques, une image nette d'une situation à un instant donné.

Travaillant avec des outils inadaptés à son objet, le chercheur éprouve les plus grandes difficultés à l'analyser. Ces difficultés se situent aux trois stades de la démarche scientifique : celui de la définition des concepts, que nous n'aborderons pas ici, celui de la collecte de l'information et celui de l'exploitation des données. Elles se trouvent accrues dans les pays qui ne disposent que de statistiques démographiques incomplètes, sujettes à caution et sans périodicité. Si les migrations sont restées, selon l'expression de R. Mansell Prothero (1969), la Cendrillon des études de population en Afrique tropicale, c'est qu'elles présentent des difficultés méthodologiques que les armes classiques des sciences sociales se révèlent impuissantes à maîtriser.

On connaît pourtant l'ampleur avec laquelle s'est développé le phénomène en Afrique, conséquence de l'intrusion du monde occidental, tant en ce qui concerne les déplacements massifs de main-d'oeuvre à travers les frontières nationales (le cas des Mossi est devenu classique depuis les études de J. Rouch) que les migrations vers les villes observées en premier lieu par les anthropologues de langue anglaise en Afrique orientale, australe et occidentale. Les quelques réflexions qui suivent concerneront essentiellement ces migrations vers les villes, étudiées par les géographes de l'Orstom dans le cadre du thème de recherches "Relations villes-campagnes" et dont le présent Cahier offre un certain nombre d'exemples[3].

Les sources classiques de l'étude des migrations[4]

L'évaluation des mouvements migratoires à partir des recensements démographiques est une méthode ancienne et classique[5]. Elle peut consister soit à comparer les résultats de deux recensements successifs, ou plutôt "le résultat de la projection de la population d'un recensement aux chiffres du second recensement" (méthode dite des résidus), soit à

[3]Nous remercions J.-C. Barbier, sociologue, et F. Gendreau, démographe, qui ont bien voulu revoir notre manuscrit.

[4]Cf. Méthodes de mesure de la migration interne, 1971. Manuels sur les méthodes d'estimation de la population. Manuel IV ST/SDA. Nations-Unies, New-York, 85 p.

[5]L'analyse des variantes de cette méthode a été présentée par M. Picouet au colloque sur la démographie africaine organisé en 1970 par l'Orstom l'INSEE et l'INED.

analyser étroitement les différents paramètres caractéristiques de la population recensée pour en inférer les mouvements migratoires. Utilisée de façon courante dans les pays à statistiques satisfaisantes, la méthode comparative est plus difficilement applicable en Afrique[6]. Le recensement est une opération financièrement lourde que peu de pays africains peuvent se permettre de façon régulière ; même quand existent des recensements successifs, leur comparaison pose souvent de délicats problèmes. Peu d'études des migrations ont donc été réalisées de cette façon. On en trouve un exemple au Nigeria où le géographe M. J. Mortimore (1969) a tenté la comparaison des recensements de 1931 et de 1962 dans le cadre de la province de Kano, en concluant d'ailleurs qu'il était impossible d'évaluer de façon précise le volume des mouvements de population. Au Ghana, T. E. Hilton (1969) a également tenté brièvement de cerner les courants migratoires à partir des recensements de 1931, 1948 et 1960. C'est aussi grâce aux recensements successifs que l'on peut évaluer la part de l'immigration dans la croissance des villes, la méthode est classique en géographie urbaine.

Lorsque l'on ne dispose que d'un seul recensement, c'est par la comparaison des lieux de naissance et des lieux de résidence au passage des enquêteurs que l'on peut obtenir une estimation du volume et de la direction des migrations. Au Kenya, une telle analyse basée sur le recensement de 1962, a été faite par le géographe S. H. Ominde et a donné lieu à plusieurs publications. En Sierra-Leone, K. Swindell a utilisé les données de structure par âges et par sexes obtenues au recensement de 1963 pour en déduire une image des courants migratoires qui traversent le pays. En Tanzanie, utilisant un plus grand nombre de paramètres, M. A. Hirst a appliqué l'analyse factorielle aux données du recensement de 1957 ; à partir de six variables relatives à la composition ethnique, il a présenté un essai de détermination de la migration nette par grandes régions. Et pourtant, malgré la rigueur d'un outil mathématique perfectionné, l'auteur conclut que sa méthode de mesure ne saurait être qu'un substitut des données directes sur les migrations qui manquent encore à la Tanzanie.

Le recensement classique, même exploité de façon ingénieuse, ne donne donc qu'un aperçu insuffisant des migrations ; il consigne l'état de la population à un moment donné, ne permettant qu'une approche indirecte des phénomènes migratoires. Il permet, certes, de dresser des

[6]Pour une analyse des études et méthodes relatives à l'Afrique francophone, voir Roussel, 1967.

cartes, de calculer de taux, mais ce sont là des résultats encore bien grossiers dont, il faut bien le reconnaître, le chercheur ne dispose même pas toujours en Afrique ; à défaut de cette source, il lui faut parfois se contenter d'autres documents non moins sujets à caution : listes électorales, statistiques du service de la main-d'oeuvre, registres de l'Etat Civil...

L'adaptation des recensements

Concernant les migrations, l'information que fournit le recensement classique est donc extrêmement pauvre et son insuffisance a été reconnue depuis longtemps (Beltramone, 1962). Tout au plus peut-elle, dans le meilleur des cas, permettre d'évaluer le nombre de migrants et leur destination, mais non donner la mesure et le sens des migrations. Les démographes français, conscients de cette lacune, ont d'abord introduit dans leur questionnaire, à l'exemple de ceux des États-Unis, une question supplémentaire de caractère rétrospectif ; ce fut, pour le recensement de 1962 : "Quelle commune habitiez-vous en 1954 ?". La date de référence a pu être celle du recensement précédent ou une autre pas trop éloignée. De cette façon, les migrations avaient enfin acquis droit de cité dans les questionnaires et l'innovation fut étendue à d'autres pays (Algérie en 1966). Dans d'autres cas, notamment en Amérique latine, deux questions furent même posées, visant à connaître la durée de résidence au lieu de recensement et la résidence antérieure (Tabah et Cosio, 1970). On remarquera que ces questions, si elles permettent enfin de dater la migration, n'apportent d'informations que sur un seul déplacement, le dernier.

La seconde solution adoptée par les démographes est le recours aux enquêtes à passages répétés, déjà utilisées à plusieurs reprises en Afrique et dont la méthode vient de faire l'objet d'une mise au point (ORSTOM, INSEE, INED, 1971). On compte seize enquêtes de ce type en Afrique, réalisées ou en cours. La méthode consiste à mettre sur pied un système d'observation suivie, tirée d'un échantillon permanent de la population, qui, cette fois, permet de constater quasi expérimentalement, les changements intervenus et évite de faire confiance à la mémoire des personnes interrogées comme c'est le cas pour les questions rétrospectives. À cet égard, la ville de Yaoundé a été le lieu d'une remarquable expérience en 1964-1965 (enquête à deux passages à six moins d'intervalle) qui se proposait précisément l'étude des échanges migratoires tant à l'extérieur

qu'à l'intérieur de la ville (SEDES, 1967). La moisson d'informations ainsi obtenues est riche et considérable, et révèle l'ampleur des migrations internes et externes dont la capitale du Cameroun est le siège. Si l'on fait abstraction des nouveaux problèmes techniques soulevés, de la complexité des opérations et du coût élevé de ces deux passages, la description du mouvement migratoire obtenue paraît statistiquement satisfaisante. Elle permet d'évaluer l'importance des flux, d'en déceler la destination et l'origine, de déterminer la structure démographique de la population migrante, d'établir des taux de mobilité, et elle a mis en évidence une véritable turbulence de la population urbaine. Une méthode sans doute moins onéreuse, sinon toujours possible, consiste à faire l'économie du premier passage et à baser l'enquête sur un cahier de recensement préexistant ou sur des données de l'Etat Civil (Roussel, 1970) ; le procédé a été utilisé en Côte d'Ivoire en 1968, mais on sait le peu de valeur que présentent habituellement ces documents en Afrique.

Pourtant, malgré l'intérêt des résultats acquis, ces tentatives d'adaptation des recensements ne parviennent pas à saisir le phénomène migratoire de façon totalement satisfaisante. On se heurte ici aux limites du champ d'observation du démographe, liées à la nature même de son enquête. L'analyse statistique des mouvements migratoires, même très précise, ne saurait présenter qu'un aspect de la migration ; elle ne la définit pas de façon complète mais fournit une base de départ sûre pour l'examen d'autres aspects de la migration. La recherche des relations explicatives est l'un d'entre eux ; le démographe tente parfois une digression de ce côté : l'enquête déjà citée sur Yaoundé traite, en un court paragraphe, des causes de départ des migrants hors de la ville, mais le seul motif retenu ("affectation ou travail") ne constitue qu'une bien pauvre image d'une réalité beaucoup moins simple.

La tentative montre pourtant que les démographes ont bien conscience des limites de leur démarche et essaient parfois de ne pas s'en contenter. Ainsi L. Roussel, déjà cité, propose deux études complémentaires à son enquête démographique : l'enquête "écoles" pour "*vérifier et compléter une partie des résultats de l'enquête générale*", et "*l'interview de jeunes qui ont migré*", cela avec plusieurs objectifs : (a) "*reconstituer la biographie résidentielle, scolaire et professionnelle du jeune depuis son départ du village*", (b) "*essayer de connaître les difficultés et échecs rencontrés par lui dans son intégration au milieu urbain*", (c) "*rechercher, si possible, les raisons de son orientation actuelle*". Voilà l'objet de la démographie singulièrement élargi ! Il est évident qu'une

collaboration pluridisciplinaire devient indispensable dès que l'on veut étendre à ce point le champ des recherches, mais à notre connaissance, cette approche n'a pas encore été tentée.

Les enquêtes spécialisées

Faute d'une telle coordination, chacun tente sa propre recherche globale, et c'est le reproche essentiel que l'on peut faire aux enquêtes spécialisées. Leur nécessité est ressentie dans les pays développés comme ailleurs (Henry, 1963 ; Tugault, 1965). En Afrique, voici plus de vingt ans que les travaux de J. Rouch ont ouvert la voie. Ses enquêtes, menées de 1950 à 1955, ont permis de saisir les déplacements des "Gold-Coastiers" venus du Niger (Rouch, 1956) et, tirant les leçons de cette expérience, l'auteur constatait que non seulement "*il était nécessaire de connaître auparavant le groupe étudié chez lui*", mais encore qu'"*il est impossible d'étudier un mouvement migratoire en l'observant seulement au point d'arrivée et au point de départ, et il est nécessaire de le suivre d'un bout à l'autre en connaissant parfaitement les bases traditionnelles qui ont pu lui donner naissance*" (Rouch, 1960).

Ainsi se trouvent posées deux exigences de ce type d'enquêtes spécialisées : saisir les deux bouts de la migration et suivre le migrant. La première est celle qui soulève le moins de difficultés. L'étude de R. Deniel (1968-a) sur l'expatriation des Mossi en Côte d'Ivoire a été menée tant en Haute-Volta (Kossouka) qu'à Abidjan ; l'auteur en a présenté explicitement la méthodologie (Deniel, 1968-b) : en Côte d'Ivoire, une "enquête-quartiers" à Abidjan et une "enquête-travail" dans trois grandes entreprises de la ville et dans trois exploitations agro-industrielles proches, en Haute-Volta, le recensement systématique des présents et des absents du village étudié et une enquête auprès des élèves du primaire et du secondaire. Si l'on s'en tient à l'étude des mouvements internes de population, c'est le même type d'enquête à deux volets qu'a adopté J. C. Caldwell (1969) dans son ouvrage sur l'émigration rurale vers les villes du Ghana. En ville comme au village, le ménage a constitué l'unité d'observation ("*The household defined by common cooking amenagements and residence*"). Dès lors, il était relativement aisé de relever le nombre d'absents en reconstituant l'ensemble de la famille interrogée et même de recueillir d'intéressantes informations sur ceux-ci. Il semble que ce soit là la seule façon d'obtenir une vue d'ensemble globale de l'émigration rurale.

Déjà utilisée en 1968 pour l'enquête "Migrations" de Bouaké, cette méthode vient de l'être à nouveau par F. Ravault dans un article sur les migrations rurales à Tahiti (1972) où l'auteur constate : "*l'intérêt des documents démographiques se révèle en définitive fort réduit, la seule méthode permettant d'analyser les mouvements migratoires portant sur une longue période, consiste à utiliser les possibilités offertes par les généalogies*". Employée dans notre étude sur l'émigration rurale dans la Lékié, cette méthode nous a en effet paru satisfaisante ; elle n'exige pas un gros effort de mémoire de la part de l'enquêté, chacun étant capable de dire sans erreur combien il a de frères et de soeurs, ces termes une fois bien définis, et où ils se trouvent.

L'exigence de "suivre le migrant" est celle qui pose le plus de problèmes. On ne peut, pour des raisons évidentes, le suivre physiquement. Il est possible, dans certains cas, de suivre le cheminement des migrants, en plaçant un poste d'observation en un point de passage obligé (ainsi le bac de Yéji sur la Volta dans l'enquête de J. Rouch au Ghana), mais le cas reste assez exceptionnel et implique l'existence d'un mouvement migratoire de masse. La solution consiste donc à suivre le migrant non dans l'espace mais dans le temps, par l'emploi de l'enquête rétrospective appliquée à l'analyse longitudinale. Ce type d'enquête a été essayé avec de bons résultats en France où la question posée était la suivante : "Pouvez-vous me dire dans quelles localités vous avez successivement habité depuis votre naissance et quand vous avez changé de résidence ?" (Girard *et al.*, 1964 ; Pourcher, 1966). Ce recours à l'établissement de biographies pour obtenir des données sur les migrations n'est pas chose nouvelle et, voici bientôt cinquante ans, Thomas et Znaniecki (1927) avaient utilisé ce procédé pour leur étude des migrants polonais. En Afrique, la méthode préconisée, on l'a vu, par L. Roussel, avait déjà été utilisée par G. Balandier qui, sans sa "Sociologie des Brazzavilles noires" (1955), présente quelques types de migrants dans le but "*de réaliser une sorte d'échantillonnage qui permette de faire la part des caractères communs et d'apprécier les variantes individuelles*".

Mais il est plusieurs façons d'utiliser les biographies ainsi obtenues. Elles peuvent n'avoir d'autre but que l'illustration, par quelques cas bien choisis, d'une situation migratoire décrite à partir d'autres sources, le plus souvent un recensement ; elles apportent alors un élément qualitatif ou même anecdotique pour la récréation du lecteur. Les recherches actuelles, au contraire, tendent à faire de l'établissement de ces

biographies la matière première de l'étude des migrations, en leur donnant une dimension statistique. De ce point de vue, l'étude des migrations vers Tunis que vient de lancer l'Institut national de la statistique de Tunisie, sera d'un grand intérêt méthodologique. L'enquête prévue est double : une enquête au lieu d'accueil, Tunis, et une seconde, avec un certain décalage dans le temps, dans quelques grandes villes du pays considérées comme points de départ ou comme points relais de la migration vers la capitale. D'autre part elle comporte, pour chaque personne s'étant déplacé, une feuille individuelle où se trouve posée une série de questions concernant l'analyse longitudinale de la migration, les raisons du déplacement, "les aspects socio-économiques et psychologiques essentiels de la migration". L'enquête satisfait donc aux deux exigences initiales de toute étude des migrations ; l'ampleur de la tâche semble appeler tout naturellement la collaboration des diverses disciplines des sciences humaines.

La nécessité de recourir aux biographies pour de telles études semble donc communément admise aujourd'hui. Une présentation complète et critique de la méthode et de son intérêt a été faite par Ph. Haeringer (1968 ; 1972) qui l'expérimente lui-même à Abidjan. La collecte des données biographiques est relativement aisée, mais leur exploitation pose un redoutable problème à cause de la richesse et de la variété mêmes des informations qu'elles apportent.

Comment dépouiller, mettre en ordre et exploiter la masse des informations ainsi collectées ? Faut-il volontairement limiter l'enquête (cas de l'enquête tunisienne) à "l'observation d'un certain nombre de caractéristiques essentielles de la migration", au risque de laisser échapper des données que l'on jugera, après coup, nécessaires à une connaissance globale du phénomène ? Un premier procédé d'exploitation, le plus économique, est l'emploi de fiches à perforations marginales que l'on exploite manuellement. Deux autres procédés semblent, à l'avenir, devoir rendre de grands services aux chercheurs affrontés à cette difficulté : le fichier-image mis au point par J. Bertin (1969) et le traitement informatique ; ces deux solutions autorisent la manipulation relativement rapide des grands nombres. Pour exploiter l'enquête présentée dans ce cahier, M. Vernière a utilisé la première qui permet de traiter beaucoup d'informations sur un petit échantillon et nous espérons qu'il en exposera les principes dans une prochaine publication. La seconde solution a été expérimentée au Mexique, dans une étude des migrations vers la ville de Monterrey portant sur 1 640 hommes (Balan *et*

al., 1969 ; s.d.). Les auteurs ont expliqué de façon détaillée la démarche suivie, depuis l'exposé du questionnaire, le problème de la confiance à accorder aux réponses, jusqu'à la procédure de codage et d'analyse des données, et joint en annexe le programme FORTRAN spécialement écrit pour l'exploitation de l'enquête. L'expérience semble encore être unique, et les auteurs n'en cachent pas les difficultés. Elle suppose "*des enquêteurs qualifiés, des codeurs entraînés, la possibilité d'utiliser des ordinateurs de grande capacité et des programmeurs compétents*", soit, en un mot, un budget bien étoffé.

Conçue comme une revue, non des enquêtes réalisées, mais des méthodes utilisées jusqu'à présent pour étudier les mouvements migratoires, particulièrement les migrations vers les villes d'Afrique, cette introduction s'est, chemin faisant, transformée en plaidoyer par une approche pluridisciplinaire du problème. Il est frappant de constater la convergence des méthodes utilisées en ce domaine par chacune des sciences sociales.

Dans la mesure où l'on ne se satisfait pas d'une simple mesure de la migration, mais où l'on cherche à atteindre ses mécanismes et, par là même, la possibilité de l'orienter ou d'y remédier, il est indispensable de considérer le migrant "en situation", démarche que seule permet l'analyse biographique menée au point de départ comme au point d'arrivée. La connaissance de cette "*situation migratoire totale*" (Taylor, 1969) suppose plusieurs niveaux d'analyse qu'un chercheur ne peut, raisonnablement, mener seul. "*La migration touche tous les aspects de la société. et ceci se traduit par la multiplicité des approches qu'elle requiert : toutes les sciences humaines l'abordent au cours de leurs études. La statistique fournit, elle, la toile de fond*" (Lacombe, 1969).

A la première étape descriptive du démographe succèdent celles de l'économiste et du géographe qui situent leur analyse au niveau des caractéristiques des lieux de départ et d'arrivée et des circonstances du déplacement ; c'est le niveau objectif dont l'autre volet, non moins indispensable, est à la charge du sociologue qui décèle les motivations non économiques de la migration et replace celle-ci dans l'ensemble social où elle s'insère. Le troisième niveau d'analyse est celui du psychologue, voire de l'ethnologue en Afrique, qui cherche la façon dont la communauté d'origine perçoit et évalue la migration comme une nécessité et comment s'élaborent la décision (decision-making) et le choix final du migrant. Pour formelles que soient cette distinction et cette distribution des rôles, il est évident que ce n'est qu'au prix d'une telle

coordination qu'une explication globale de la migration sera atteinte, et que sera posée en toute connaissance de cause la base d'une politique de migration. A cet égard, la collaboration pluridisciplinaire obtenue pour l'enquête "migrations" actuellement mise en place en Haute-Volta par les chercheurs de l'Orstom est un premier exemple fort intéressant qui, souhaitons-le, ne restera pas isolé.

Références bibliographiques

BALAN J., BROWNING H. L., JELIN E., LITZLER L., 1969 - A computerized approach to the processing and analysis of life histories obtained in sample surveys. *Behavioral Science*, vol. 14 (105-120).

BALAN J., JELIN BALAN E., BROWNING H. L., s. d. - Technical procedures in the execution of Monterrey Mobility Study. Population Research Center. Department of Sociology. University of Texas. 22 p. mult., 9 tabl. et annexes.

BALANDIER G., 1955 - Sociologie des Brazzavilles noires. *Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques*, n° 67. 274 p. Paris.

BELTRAMONE A., 1962 - Sur la mesure des migrations intérieures au moyen des données fournies par les recensements. *Population*, 4, (703-724).

BENYOUSSEF A., 1971 - Investigations démographiques en Afrique, méthodes et utilisation. *Développement et Civilisations*, n° spécial 45/46, septembre-décembre (37-49).

BERTIN J., 1969 - Le traitement graphique de l'information. *Atomes*, vol. 24, n° 269, octobre (599-603).

CALDWELL J. C., 1969 - *African rural-urban migration. The movement to Ghana's towns.* Australian national University Press. 258 p. Canberra.

DENIEL R., 1968-a - *De la savane à la ville. Essai sur la migration des Mossi vers Abidjan et sa région.* Aubier. 223 p. Paris.

DENIEL R., 1968-b - Aspects méthodologiques d'une enquête sur les migrations. *Psychopathologie africaine*, 1 (55-63).

GIRARD A., BASTIDE H., POURCHER G., 1964 - Mobilité géographique et concentration urbaine en France. Une enquête en province. *Population,* 2, avril-mai (227-266).

HAERINGER Ph., 1968 - L'étude des migrations par la biographie. *Cah. ORSTOM*, sér. Sc. Hum., vol. V, n° 2 (3-22).

HAERINGER Ph., 1972 - Méthode de recherche sur les migrations africaines. Un modèle d'interview biographique et sa transcription synoptique. Communication au Congrès régional africain de Population. Accra, 9-18 décembre 1971. *Cah. ORSTOM*, sér. Sc. Hum., vol. IX, n° 4 (439-453).

HENRY L., 1963 - Réflexions sur l'observation en démographie. *Population*, 4, (233-262).

HILTON T. E., 1969 - Population growth and distribution in the Upper Region of Ghana, *in* Caldwell J. C., Okonjo C., *The population of tropical Africa.* 28 (278-290). Longmans.

HIRST M. A., 1969 - Net migration patterns over Tanzania. *East African Geographical Review*, 7, april, (25-36).

Institut National de la Statistique, République Tunisienne, s.d. - Enquête Migration et Emploi (Tunis, 1972-73). Préambule. Service des Statistiques Démographiques. 8 p. mult.

LACOMBE B., 1969 - Mobilité et migration. Quelques résultats de l'enquête du Sine-Saloum (Sénégal). *Cah. ORSTOM*, sér. Sc. Hum., vol. VI, n° 4 (11-42).
MORTIMORE M. J., 1969 - Population distribution, settlement and soils in Kano Province, Northern Nigeria, 1931-62, *in* Caldwell J. C. & Okonjo C., *o. c.* 30 (298-306).
OMINDE S. H., 1965 - Population movements to the main urban areas of Kenya. *Cahiers d'Études Africaines*, vol. V (4), n° 20 (593-617).
OMINDE S. H., 1969 - Some aspects of population movements in Kenya, *in* Caldwell J. C. & Okonjo C., *o. c.* 26 (264-269).
ORSTOM, INSEE, INED, 1971 - Les enquêtes démographiques à passages répétés. Application à l'Afrique d'expression française. Méthodologie. 290 p.
PICOUET M., 1971 - Observation des migrations intérieures dans les pays à statistiques incomplètes. *Cah. ORSTOM Sc. Hum.*, vol. VIII (1), (37-49).
POURCHER G., 1966 - Un essai d'analyse par cohorte de la mobilité géographique et professionnelle. *Population*, 2, mars-avril (357-378).
PROTHERO R. M., 1969 - Migration in Tropical Africa, *in* Caldwell J. C. & Okonjo C., The population of Tropical Africa, 2° éd., 25 (250-263).
RAVAULT F., 1972 - Méthode d'analyse, implications et conséquences démographiques des migrations dans un district rural de Tahiti. *Cah. ORSTOM*, sér. Sc. Hum., vol. IX, n° 1 (15-20).
ROUCH J., 1956 - Migrations au Ghana. *Journal de la Société des Africanistes*, T. XXVI, Fasc. 1 et 2 (33-196).
ROUCH J., 1960 - Problèmes relatifs à l'étude des migrations traditionnelles et des migrations actuelles en Afrique Occidentale. *Bull. IFAN*, série B, T. XXII, n° 3-4, juillet-octobre (369-378).
ROUSSEL L., 1967 - Déplacements temporaires et migrations, *in* INSEE, INED : Afrique noire, Madagascar, Comores, démographie comparée n° 7. 108 p. Paris.
ROUSSEL L., 1970 - L'exode rural des jeunes dans les pays en voie de développement : réflexions méthodologiques. *Revue Internationale du Travail*, 101 (3), mars, (253-270).
SEDES, 1967 - Enquête sur le niveau de vie à Yaoundé. 1964-1965. Fascicule I : Généralités. Résultats démographiques. 219 p.
SWINDELL K., 1970 - The distribution of age and sex characteristics in Sierra Leone and their relevance to a study of internal migration. *Tidschrift voor economische en sociale geografie*, 61 (6), (366-373).
TABAH L., COSIO M. E., 1970 - Mesure de la migration interne au moyen des recensements. Application au Mexique. *Population*, 2, (303-346).
TAYLOR R.C., 1969 - Migration and motivation : a study of determinants and types, *in* Jackson J. A. : Migration. Sociological Studies 2 (5), (99-133). Cambridge University Press.
THOMAS W. I., ZNANIECKI F., 1927 - The Polish peasant in Europe and America. New York.
TUGAULT Y., 1965 - Migrations internes, plus spécialement migrations des régions rurales vers les centres urbains. Deuxième Congrès mondial de la population, Belgrade. *Population*, 6, (1003-1008).
VERNIÈRE M., 1973 - Campagne, ville, bidonville, banlieue : migrations intra-urbaines vers Dagoudane Pikine, ville nouvelle de Dakar (Sénégal). *Cah. ORSTOM*, sér. Sc. Hum, vol. X, n° 2/3 (217-243).

13

UNE AFRIQUE ENTRE LE VILLAGE ET LA VILLE

Les migrations dans le sud du Cameroun[1]

Problèmes et enjeux

De même qu'il existe une Afrique des villages à laquelle les géographes ne sont intéressés depuis déjà longtemps, et une Afrique des villes, plus nouvelle et qui inquiète aujourd'hui, de même existe-t-il une Afrique entre le village et la ville dont le sud du Cameroun offre une saisissante illustration. Cette Afrique-là naît à la fois de la ville et de la campagne, des problèmes et des impasses que présentent l'une et l'autre. Entre les deux, le migrant n'est pas seulement l'homme déraciné que l'on a souvent décrit ; il est aussi l'homme qui interprète et utilise la ville au mieux de ses intérêts, cela en fonction de sa propre culture.

Le propos de l'ouvrage est de mettre en évidence le fonctionnement actuel du système des migrations apparu à la faveur de l'entreprise coloniale, d'en préciser le contenu et d'en retracer la genèse dans le contexte géographique, social et historique du Cameroun méridional. Cependant, par la force des choses, ce propos déborde bien vite et de beaucoup le cadre de cette partie du Cameroun et rejoint, par les analyses présentées comme par les problèmes soulevés, les immenses interrogations auxquelles est aujourd'hui confrontée l'Afrique : croissance urbaine apparemment incompressible, impossible maîtrise d'une économie prise aux filets d'un système mondial d'échanges et de domination, ébranlement ou effondrement de valeurs sur lesquelles les sociétés locales fondaient leurs assises, irruption du monde dit moderne, auquel n'échappe aucun village du continent, même le plus reculé.

---

[1]Cet article, publié dans la *Revue de Géographie du Cameroun* (vol. IV, n° 2, pp. 7-12, 1984, Yaoundé), présente les principaux aspects de ma thèse de Doctorat d'Etat en Géographie soutenue, sous le même titre, à l'Université de Paris I - Panthéon-Sorbonne, le 17 juin 1983.

Problèmes et enjeux sont ici abordée de façon très concrète, du fait même de la méthode utilisée. Au sein du vaste espace forestier qui forme le sud du pays, cette recherche a eu précisément pour cadre la zone centrée sur Yaoundé et regroupant principalement des sociétés fort semblables (Éton, Éwondo, Bané...) qui se reconnaissent sous le nom général de Béti. Sans négliger les travaux antérieurs qui ont permis d'utiles comparaisons, cette étude a pour principale source une enquête directe menée en milieu rural et portant sur trente-huit villages inscrits dans une aire d'environ 250 kilomètres autour de Yaoundé ; elle a donc touché, en premier lieu, des sociétés béti, mais d'autres également, notamment bassa et boulou, apportant des informations sur quelque 20 000 villageois présents ou absents, repérés à cette occasion.

La région dont il s'agit est donc essentiellement la zone de production cacaoyère, celle qui a procuré au Cameroun, au moins jusqu'à une date très récente, la part la plus importante, en valeur, de ses exportations et de ses rentrées de devises. Mais elle englobe aussi des villages situés à la frange de la zone forestière et cacaoyère, et quelques autres encore, notamment bassa où le palmier à huile tient cette fois une place déterminante dans les revenus monétaires des villageois.

Mais l'une des originalités de cette recherche est de n'avoir pas limité son approche des migrations à leur seul aspect rural, celui de l'émigration. Celles-ci ont en effet été également observées à leur point d'arrivée, c'est-à-dire essentiellement ici dans la ville de Yaoundé. A l'aide d'enquêtes urbaines variées (quartiers, entreprises, écoles), qui ont permis d'établir quelque 2 000 fiches s'ajoutant aux 3 000 précédentes, ont été retracés les courants migratoires qui traversent le Sud et aboutissent à la capitale par des voies diverses. L'étude s'en est donc trouvée élargie à un domaine géographique et culturel plus vaste, puisqu'elle prenait par là également en compte la présence du deuxième grand groupe d'immigrés de la ville, celui des Bamiléké. Les particularités de leur migration devaient, comme en contrepoint, mettre en évidence celles des migrants plus proprement "sudistes" et conduire à identifier ainsi deux grands modes d'approche de la ville dont les différences se sont précisées à mesure qu'avançait la recherche.

La migration n'est pas simple déplacement d'individus dans l'espace, ni simple déplacement de main-d'oeuvre fuyant une situation de crise ou répondant à l'appel de la ville. Elle est aussi fait social, d'une richesse infinie, qui ne peut être pleinement appréhendé que replacé dans le contexte vécu par le migrant. Les déplacements, le départ, les

cheminements, le retour éventuel ont donc été repérés selon leur insertion dans l'ensemble d'une biographie dont on ne saurait les abstraire. Au fil du texte, de nombreux exemples non seulement illustrent les situations évoquées mais aident à donner leur sens aux indications apportées par les différentes enquêtes.

Trois grandes parties constituent l'ouvrage : le migrant et son village, le migrant et la ville, espaces et migrations. Trois parties distinguées pour la commodité de l'exposé, mais qu'il n'est guère possible de disjoindre si l'on veut tenter d'interpréter les migrations au plus près de la réalité.

Le migrant et son village

L'expression "exode rural" a, en dépit de son emploi courant même en géographie, été ici volontairement bannie à cause de son sens trop vague, trop passe-partout, et parce que trop chargée de présupposés pessimistes ou même dramatiques en lien avec l'histoire européenne et dont rien ne prouve qu'ils aient valeur universelle. L'émigration rurale peut devenir exode, elle ne l'est pas nécessairement. Le terme, plus neutre, d'émigration lui a été préféré, l'objet de l'étude étant de chercher à en préciser l'intensité et les modalités particulières au Sud camerounais.

Dans cet espace, on ne trouve que moins du quart des hommes de 20 ans et plus, nés dans les villages, à n'avoir jamais émigré, et 36 % sont encore absents. Plus précisément, entre 20 et 39 ans, plus de la moitié des hommes sont absents de leur village de naissance.

Il est des déterminants de la migration en Afrique et des caractéristiques du migrant désormais bien connus : le portrait-robot de l'émigré est celui d'un homme jeune, célibataire, muni d'une instruction moyenne, sans ressources au village, venu en ville à la recherche d'un emploi. N'y a-t-il réellement plus rien d'autre à en dire ?

L'exemple du Sud camerounais montre bien que d'importantes nuances doivent être apportées à ce stéréotype. L'une des caractéristiques remarquables des migrants est, ici, leur jeunesse : entre la moitié et les trois quarts des départs prennent place avant l'âge de 20 ans. Il ne s'agit donc pas essentiellement d'une émigration d'adultes ni même de jeunes adultes, mais bien plutôt d'adolescents. Par là se révèle l'influence d'une scolarisation massive qui est l'une des originalités de la région ; elle porte vers la ville des jeunes d'âge scolaire, une fois les études primaires terminées au village ou même parfois avant leur achèvement. La ville est

donc d'abord, pour les villageois, le lieu où ils se sont instruits et où leurs enfants iront s'instruire pour y trouver peut-être, ensuite, un emploi.

C'est là la fonction prédominante des petites villes du Sud dont la population se situe entre dix et vingt mille habitants (Mbalmayo, Bafia, Sangmélima, etc.) et même de centres beaucoup plus modestes tels Makak, Éséka, Libamba ou Akono. Les établissements scolaires y sont, le plus souvent, le seul moteur de l'immigration, ce qui donne à ces centres une population étonnamment jeune, mais extrêmement instable. Aussi, dans l'organisation de l'espace des migrations, les petites villes du Sud interviennent-elles peu. Les migrations qu'elles reçoivent sont surtout celles, fort désordonnées, des écoliers et des élèves qui s'inscrivent ici ou là pour leurs études, au gré des circonstances et à la recherche des meilleures conditions de réussite ; ces villes sont plutôt lieux de formation ou d'apprentissage et, quelquefois, étapes avant le repli vers le village à l'issue d'un séjour à Yaoundé ou à Douala. Pour Yaoundé même, on peut estimer que la scolarisation explique la moitié de l'immigration se produisant avant l'âge de 20 ans.

Mais il faudrait ici parler un langage plus précis, distinguer "scolarisation", c'est-à-dire le fait d'avoir été scolarisé, et "scolarité", le fait de suivre un enseignement. Parmi les facteurs de l'émigration rurale, l'école au sens de lieu de la "scolarisation" est souvent considérée comme l'un des plus décisifs. A vrai dire, dans le sud du Cameroun où fréquenter l'école est devenu chose bien banale, la scolarisation explique désormais moins que la scolarité les déplacements observés. On quitte en effet son village non parce que l'on est instruit, mais pour progresser encore dans l'instruction en suivant un enseignement secondaire ou technique. L'enquête montre d'ailleurs que les élèves issus des milieux ruraux se retrouvent plus nombreux dans l'enseignement technique, et ceux d'origine urbaine plus nombreux dans l'enseignement long.

Que, dans le courant d'émigration vers la ville, les jeunes soient en nombre considérable contribue fortement à expliquer toute l'importance gardée par les relations et les solidarités familiales, très actives entre ville et campagne. Les jeunes hommes, les jeunes filles ne partent pas au hasard vers la ville, ni vers n'importe quelle ville : la famille possède des antennes, des relais, des points de chute mis en place à la faveur d'une dispersion déjà ancienne de ses membres, fruit de l'histoire coloniale de la région. En dépit de la gêne ainsi souvent réellement provoquée, les parents même parfois fort éloignés, la belle-famille, les amis ou, d'une

façon encore plus large, les "frères de village" accueillent et hébergent les nouveaux venus, quelquefois durant plusieurs années.

Quel que soit le niveau atteint, l'instruction ainsi acquise en ville porte naturellement le nouveau citadin à rechercher un emploi sur place, car le village n'offre aucune chance de mettre en valeur les connaissances reçues. Alors commence, pour le "Sudiste", cette quête de l'emploi, ces alternances de périodes d'activité et de chômage ponctuées aussi de retours temporaires au village qui n'est jamais bien éloigné : un pied dans la ville, l'autre au village.

Le sud du Cameroun correspond pourtant bien à la vaste région de production cacaoyère dont les revenus monétaires devraient permettre au paysan de vivre et d'installer ses fils sur les terres du village. Mais les petites plantations familiales qui produisent ce cacao se révèlent en réalité bien incapables de les y retenir. D'une part, l'Administration, les Services publics ont donné dans le passé l'occasion de tant de promotions spectaculaires de petits employés devenus grands notables, même avec une instruction réduite, que l'image du "col blanc" et de la cravate demeurera encore longtemps, dans l'esprit des "Sudistes", le seul symbole de la réussite. D'autre part, les plantations de cacaoyers sont généralement de trop petite taille (la superficie moyenne d'une exploitation agricole est de 2,5 hectares dont deux en cacaoyers ou en cultures mixtes), mal entretenues, leurs arbres sont insuffisamment renouvelés ; et la rémunération du produit, à la merci des fluctuations des cours internationaux, ne saurait, en dépit de l'action des caisses de stabilisation, suffire pour répondre aux besoins jugés aujourd'hui légitimes d'une famille rurale. De plus en plus, la culture du cacao apparaît comme le fait soit d'émigrés qui n'y consacrent qu'une partie de leurs loisirs, soit d'anciens émigrés repliés au village et en attente d'un autre emploi en ville, soit encore le fait d'hommes âgés, c'est-à-dire libérés de leurs charges familiales et qui, rentrés au village, peuvent désormais se contenter des maigres revenus qu'elle procure. Certes, la comparaison des résultats des enquêtes menées en pays béti et en pays bassa montre bien que le taux d'absence est moindre là où le cacao est cultivé, mais seulement en ce sens que cette culture permet au migrant un repli honorable parmi les siens et non parce qu'elle freinerait les départs en permettant aux jeunes actifs de s'y employer avantageusement.

Mais l'émigration rurale n'est pas ou n'est plus seulement masculine. La plupart des femmes, certes, ne quittent leur village que pour répondre à l'appel du mari déjà installé en ville, une fois conclu le mariage

coutumier. Mais ce n'est plus là, aujourd'hui, la seule voie de l'émigration féminine. Comme les jeunes gens, les jeunes filles vont en ville pour suivre une scolarité et l'une des particularités du sud du Cameroun est son taux élevé de la scolarisation, générale comme féminine. L'école ouvre la porte de cette "émancipation féminine" tant redoutée des hommes, ici plus qu'ailleurs, car elle annonce et déjà entraîne une profonde mutation des sociétés locales dont l'exploitation de la femme était peu à peu devenue l'un des fondements.

Désormais l'émigration féminine est aussi démarche individuelle ; elle signifie refus d'une situation sociale où la femme était l'éternelle mineure sans voix. Refus aussi du mariage tel que conçu et imposé par la société villageoise, recherche de revenus dont on puisse disposer librement, la migration féminine apparaît sans retour envisagé, tant le village est, pour la femme, avec les dures conditions de vie qu'il suppose, symbole d'enfermement et de limitations qu'elle n'accepte plus.

Le projet de l'émigré "sudiste" masculin n'est pas, à la différence de celui des Bamiléké, de demeurer définitivement en ville, même si les circonstances peuvent en décider autrement. Les liens qu'il garde avec son village d'origine, les investissements qu'il y consent, ne sont pas que l'expression d'une simple relation affective. Ils signifient aussi réel désir de participer à la vie sociale du village qui demeure espace de référence malgré l'éloignement : "*Le chez moi, c'est mon village*". Mais bien des obstacles viennent perturber la maîtrise d'un tel projet, les uns pour refouler l'émigrer hors de la ville plus tôt qu'il ne l'aurait voulu, les autres au contraire pour suspendre ou entraver le retour espéré, et les pratiques de sorcellerie semblent parfois, en ce domaine, particulièrement déterminantes.

Le migrant et la ville

Le chemin de la ville n'est pas le même pour tous les immigrés. Il emprunte parfois des détours surprenants ou apparemment absurdes. L'une des clés en est, de plus en plus fréquemment, la recherche des conditions d'une scolarisation donnant aux jeunes émigrés le maximum de chances de succès. L'autre clé en est l'extrême dispersion familiale déjà signalée. Dans leurs cheminements; Bamiléké et "Sudistes" présentent à nouveau des traits originaux.

Par sa position centrale dans le sud du Cameroun, par ses fonctions de capitale administrative et politique, de centre scolaire et universitaire,

Yaoundé appelle à elle un flux constant de migrants dont les lieux de provenance se diversifient toujours davantage. La croissance lente mais continue de ses effectifs originaires de l'Ouest et du Littoral (ces derniers également en majorité bamiléké), la relative et progressive diminution des natifs du Centre-Sud (moins de la moitié des émigrés aujourd'hui), découlent d'ailleurs du fonctionnement même des deux systèmes de migration mis en évidence. Les uns, Bamiléké, investissent la ville et s'y installent à demeure sans toutefois perdre leur identité ; les autres, "Sudistes", passent par la ville mais semblent bien, dans leur majorité, refuser de s'y laisser prendre : leur place de choix se situe entre le village et la ville.

La croissance de la ville ne concerne cependant pas tous les quartiers de façon uniforme et indifférente. Pour le migrant, l'espace urbain n'est pas neutre : dans certains quartiers, il se sent chez lui, dans d'autres il se sent étranger. Il existe toujours des quartiers d'élection où l'émigré préfère vivre parce qu'il y retrouve "son pays" d'origine en microcosme et l'étude des mouvements intra-urbains le montre bien.

De même existe t-il toujours des activités plus particulièrement choisies par les membres de certains groupes socioculturels. On sait que le commerce, les petits métiers de production et de réparation, les transports, les affaires en tout genre demeurent activités de prédilection des Bamiléké. Les emplois de bureau ou d'administration et, plus généralement, les activités salariées le sont toujours pour les Béti ; de même, les originaires du Nord, appelés ici "Haoussa", exercent-ils d'autres commerces plus particuliers, tels la boucherie bovine et le colportage...

La même diversité dans l'approche urbaine transparaît à propos du logement et de l'activité du migrant. Certes tous, Bamiléké, "Sudistes" et "Haoussa" recourent aux filières déjà posées en ville par la société d'origine pour trouver hébergement et emploi. Tous cherchent à s'établir là où, en ville, l'environnement culturel leur est le plus familier : ainsi persistent les grandes dominantes ethniques des quartiers en dépit d'un urbanisme souvent destructeur. Le corollaire en est que les effets de brassage des cultures locales (le fameux *melting-pot*) paraissent des plus limités, comme en témoigne le choix du conjoint fait par l'immigré ; la rencontre que favorise la ville est celle de l'Occident bien plutôt que celle des autres cultures locales.

L'identité gardée face à la ville se manifeste donc par des choix caractéristiques des uns et des autres et dans la continuité de l'héritage culturel

reçu. Elle se signale non seulement dans les domaines du logement et de l'emploi, mais encore dans le mode d'insertion dans la ville. L'épargne savamment organisée qui pousse les Bamiléké à tenter l'aventure d'une promotion économique individuelle dans les activités "indépendantes" les porte aussi à investir dans l'immobilier urbain, même de façon quelquefois fort modeste au départ. La proportion de propriétaires de leur logement est plus élevée chez eux que chez les "Sudistes" qui préfèrent le provisoire d'une location ou d'un hébergement par un parent en ville. Observons cependant que de telles particularités ne sont nullement figées pour toujours : la récente percée des Bamiléké vers les postes de responsabilité technique ou intellectuelle en témoigne suffisamment.

Le travail féminin en ville reflète aussi les mêmes clivages culturels par le choix de l'activité pratiquée, et le rôle de l'agriculture intra ou extra-urbaine paraît essentiel dans le ravitaillement des familles citadines. De plus, les rapports de cette activité féminine avec l'importance de la charge familiale qui pèse sur les ménages doivent également être pris en considération pour expliquer les choix des épouses.

Devant la ville, les migrants ne sont donc pas égaux. Leur accès à la ville se fait selon certaines filières, certains cheminements dans l'espace comme dans l'activité exercée ou l'inactivité. Certains, tels les Bamiléké, ont plus de chances de réussir une ascension économique et sociale parfois spectaculaire, car ils arrivent comme déjà préparés par leurs institutions coutumières à affronter avec succès le monde urbain d'aujourd'hui. D'autres, au contraire, tels les Béti, paraissent nettement plus exposés au risque du chômage et de l'échec urbain, tant à cause du type d'emploi recherché et d'ambitions que l'instruction reçue leur paraît légitimer, qu'à cause de leur appartenance à une société foncièrement égalitariste.

Espaces et migrations

Ce n'est pas seulement l'espace urbain que les migrants contribuent à façonner par leur présence et leur approche spécifique de la ville. Insensiblement, le mouvement d'émigration rurale a dessiné et dessine encore une nouvelle distribution de la population ; lentement, mais de façon perceptible, les lignes de force de l'espace camerounais du Sud s'en trouvent modifiées.

Deux types de structuration de l'espace induite par les migrations nous sont apparus dans le sud du Cameroun : l'un est fonction des variations locales de l'intensité de l'émigration rurale, l'autre résulte des particularités d'une migration qui, autour de la capitale, n'est pas exode rural mais incessant va-et-vient de personnes et de biens entre ville et campagne.

1) Une émigration différenciée

En fonction de l'intensité des départs et de l'importance plus ou moins grande des retours au village, il apparaît que l'espace étudié se subdivise en deux grands secteurs dont la ligne de partage se place vers Bafia, Monatélé, Makak et la basse vallée du Nyong.

a) Un premier secteur nord-ouest, caractérisé par une émigration forte à très forte, une faible proportion de retours et, corrélativement, une faible proportion d'hommes n'ayant jamais quitté leur village. Au sein de ce secteur, le pays bassa pousse ces caractéristiques à leur extrême, notamment par son faible taux de retours vers les villages.

b) Un deuxième secteur, au sud et à l'est de la ligne de partage mentionnée, où, de façon générale, on émigre moins, on revient plus volontiers et même on reste à demeure plus souvent qu'ailleurs. Encore faut-il bien distinguer, dans cet ensemble, deux sous-espaces, deux zones qui présentent une situation originale quant à l'émigration masculine :

- une couronne suburbaine d'une vingtaine de kilomètres autour de Yaoundé où l'émigration faiblit. Par rapport à la moyenne du secteur sud et est, elle compte moins d'absents, plus d'hommes rentrés au village et plus d'hommes qui ne l'ont jamais quitté. C'est là l'effet de la proximité de la capitale qui tend à développer autour d'elle une sorte de grande banlieue où les habitants se satisfont de vivre parce que la vie y est moins chère qu'en ville (les champs y assurent la nourriture familiale), mais où la facilité des relations avec Yaoundé permet d'exercer une activité essentiellement urbaine, l'agriculture dite de rente, celle du cacao, n'étant alors qu'une activité d'appoint.

- une zone plus étonnante, la "zone centrale", dont la présence pose problème. Orientée nord-est sud-ouest, elle prend en écharpe la capitale et la zone suburbaine mais se distingue nettement de celle-ci par des particularités bien tranchées : forte émigration, faible taux de retours et peu d'hommes n'ayant jamais quitté le village. Cette zone centrale semble bien correspondre à la fois au premier bassin migratoire de Yaoundé, le plus ancien avant son extension récente, source d'une

familiarité des villageois avec la ville déjà bien entrée dans les moeurs, et où des habitudes de déplacements nés de la configuration des découpages administratifs auxquels s'ajoute une certaine homogénéité ethnique entre ville et campagne, même si celle-ci n'est plus vérifiée aujourd'hui, fait que la ville de Yaoundé n'est pas ressentie comme étrangère par les villageois natifs de cette zone.

Il apparaît cependant que l'originalité de l'émigration féminine se traduit par une structuration de l'espace autre que la précédente. On retrouve, certes, à proximité de Yaoundé, une zone suburbaine où le remplacement des femmes dans les villages est assuré par un quasi-phénomène de banlieue qui permet de ne pas déplacer son lieu de résidence en pratiquant une sorte de semi-émigration. Mais plus loin, là où la distance à Yaoundé devient trop grande pour autoriser une telle solution mais demeure facilement franchissable, le remplacement des femmes dans les villages n'est plus assuré. Existe ainsi autour de Yaoundé une sorte de couronne, une zone périurbaine s'étendant jusqu'à une centaine de kilomètres de part et d'autre de la capitale, où l'attrait de la ville s'exerce à plein sur l'élément féminin de la population villageoise.

Mais aussi les migrations féminines sont plus complexes que celles des hommes en ce sens qu'elles combinent émigration rurale (matrimoniale ou autre) et immigration matrimoniale. Or le rôle de cette dernière est apparu prédominant pour rendre compte des différences de situations perceptibles entre les villages situés sur un axe de communication important et ceux qui demeurent plus difficilement accessibles. Sans doute les filles abandonnent-elles plus facilement les villages "perdus dans la brousse", mais surtout elles répugnent à venir s'y marier et à y enfermer leur vie. Au contraire, vivre dans un village facilement relié à la ville, et surtout à la grande ville, paraît beaucoup plus acceptable pour ces filles instruites et qui ont bien souvent déjà connu la vie urbaine à la faveur de leur scolarisation.

Ainsi les grands axes de communication qui avaient contribué, au temps de leur mise en place, à vider de leur population les villages qu'ils traversaient, peuvent désormais avoir un effet inverse par la facilité des relations avec la ville qu'ils permettent à présent. Il apparaît donc bien qu'ici le développement rural ne saurait plus être conçu qu'en lien et en continuité avec la ville.

2) Une région migratoire

A ce point de vue qui envisage le remodelage de l'espace sous l'effet des migrations, il convient d'en ajouter un autre, non moins important pour l'avenir du Sud camerounais. L'espace du migrant n'est pas seulement celui de la ville, il reste aussi celui de son village. Son village, c'est-à-dire la société qui l'a formé et dont les règles de fonctionnement demeurent sa référence, même s'il est évident que d'autres déterminations, nées de l'ouverture au monde dit moderne, n'en pèsent pas moins aussi sur ses choix et ses décisions.

La relation particulière qu'entretient l'émigré "sudiste" avec son village d'origine induit l'apparition d'un espace original que je me suis risqué à appeler "espace migratoire" de Yaoundé. Cette région est pour le migrant aire de vie, champ de relations entre le village et la ville ; espace qu'il parcourt lui-même souvent mais que parcourent aussi son épouse qui cultive au village, ses enfants qui y accompagnent leur mère ou y vont en vacances, mais aussi de nombreux membres de la très large famille africaine qui lui rendent visite en ville ou lui demandent une hospitalité plus ou moins longue et bien difficilement évitable. Or, en Afrique, de tels déplacements s'accompagnent nécessairement d'échanges de cadeaux, de mouvements de biens et d'argent, parties intégrantes de l'art des relations sociales.

Compte tenu des moyens de transport utilisés et de l'état des voies de communications, on peut estimer que cette région migratoire s'inscrit dans une aire d'environ 100 kilomètres de rayon autour de Yaoundé, limite qui est celle d'une distance-temps permettant des relations au moins mensuelles entre ville et village. Certes, cette région migratoire, lieu d'une plus grande solidarité, d'un continuum rural-urbain entre Yaoundé et ses environs, présente des irrégularités tant dans son contour que dans son contenu. Il est des villages ou même des zones entières où son existence se marque à peine encore à cause de relations trop malcommodes avec la ville qui réduisent ici ou là son attraction ou bien laissent subsister des sortes de poches enclavées. Il est aussi des zones où le contexte socio-historique a pu créer des rapports à la ville de type plus particulier : ainsi ceux des Éton paraissent-ils différents de ceux des Éwondo ou des Bané et, probablement encore, de ceux des Bassa. Mais dans l'ensemble apparaît là une aire de relations privilégiées entre ville et campagne qui n'est pas seulement d'émigration vers la ville, mais aussi de construction de multiples réseaux de relations dont les citadins comme les villageois tentent de tirer le plus grand profit. Et ce sont d'ailleurs

souvent les mêmes migrants qui se trouvent, tout à tour, tantôt villageois tantôt citadins.

3) Les espaces d'appartenance

Si l'on veut réellement tabler sur un développement régional où la ville ferait figure non pas d'îlot de modernisme polarisant l'attention et les investissements, mais bien de centre d'animation et de noeud de relations, c'est sur la réalité d'une telle région migratoire qu'il faudrait miser et poser les bases d'une solidarité accrue entre ville et campagne. Car cette solidarité existe déjà, mise en place par les particularités des migrations locales et des relations qu'elles engendrent. Ce sont là comme des pierres d'attente ; reste à trouver comment les utiliser au mieux des intérêts d'un monde rural frappé d'atonie. Les chances de redresser une telle situation existent ; çà et là des réalisations ponctuelles prouvent que des jeunes ruraux sont prêts à les saisir. Mais leur réussite ne saurait être seulement affaire individuelle sous peine de faire long feu ; elle relève aussi de choix économiques propres à ne pas décourager les efforts spontanément consentis.

Les particularités des migrations dans le sud du Cameroun, la singularité même de chaque cas de migration saisi par les biographies des migrants, ne doivent cependant pas faire illusion. Elles renvoient constamment à l'existence de déterminations qui, à des niveaux variés, agissent de façon tantôt directe tantôt combinée, et dont l'effet est perceptible dans chaque cas particulier. Le migrant de Yaoundé appartient à cet espace sans frontière auquel n'échappe aucun pays et auquel la colonisation a ouvert, bon gré mal gré, chaque village. Le village qu'il quitte, comme la ville où il tente sa chance, sont intégrés à un système économique sur lequel il n'a aucune prise, et dans lequel et par lequel il se trouve inévitablement entraîné. Mais dans le même temps, le migrant n'est pas qu'un jouet à la merci de forces économiques qui lui seraient défavorables, qu'un agriculteur déclassé en voie de prolétarisation, sans projet qui lui soit propre. Son passé collectif offre des ressources dans lesquelles il puise pour s'adapter aux situations nouvelles qui lui sont imposées, et qu'il utilise en fonction de son projet social.

Dans un tel contexte, l'opposition ville-campagne n'a de réalité que pour l'observateur extérieur. En fait, l'une et l'autre appartiennent au même espace vécu qui se trouve seulement élargi à des dimensions beaucoup plus vastes qu'autrefois. L'intégration au groupe demeure la norme,

et le choix des lieux de vie, la décision du départ comme celle du retour, ne sont pas seulement dictées par les contraintes économiques du moment, mais aussi par l'appartenance de chacun à des cellules sociales qui demeurent vivantes et dont les intérêts restent considérés comme supérieurs.

Enfin, la démarche du migrant n'est pas seulement guidée par son appartenance persistante au groupe socioculturel d'origine. La migration est aussi réponse suscitée par l'évolution des besoins propres au groupe domestique, ce cercle étroit des parents et de leurs enfants, en fonction de ce que l'on a parfois appelé le *life-cycle*. La décision de quitter le village ou d'y revenir, ou encore de rester en ville coûte que coûte, est aussi dictée, dans une bonne mesure, par le souci des vieux parents restés au village, le souci des petits frères, celui de réunir l'argent pour la compensation matrimoniale, ou encore celui de la scolarité des enfants. Le migrant "sudiste" se trouve ainsi conduit du village à la ville, puis ramené de la ville au village, en fonction d'impératifs économiques et aussi sociaux liés à ses responsabilités au sein de la cellule familiale.

Ce sont là les trois niveaux de détermination des mouvements migratoires : un espace sans frontière, un espace d'appartenance culturelle et un espace d'appartenance domestique, trois niveaux "gigogne" qui peuvent se combiner différemment dans chaque cas de migration, dont aucun ne doit être perdu de vue dans toute tentative de recherche qui se veut explicative de l'ensemble de la réalité des faits et, moins encore, dans toute tentative de développement du monde rural. Et, dans cette dernière perspective, il apparaît évident que "l'exode rural" ne saurait être enrayé sans que soit acceptée et encouragée une véritable réorientation de la production agricole locale en fonction du marché urbain tout proche, et que soit mise en place une réorganisation de l'espace régional visant à structurer une réelle solidarité économique entre ville et campagne.

N.B. Avec la collaboration d'une équipe camerounaise, William Sunderlin, du Center For International Forestry Research (CIFOR) de Djakarta, vient de reprendre (en 1997-1998), avec les mêmes méthodes d'enquête, l'étude des migrations réalisée dans les 38 villages que j'avais sélectionnés pour cette recherche. La comparaison des résultats (un impressionnant retour des émigrés au village d'origine) avec ceux que j'avais obtenus montre bien tout l'intérêt que peut présenter une telle démarche.

14

ESPACE RELATIONNEL ET IMMIGRATION URBAINE EN AFRIQUE

La notion de région migratoire[1]

Tant de disciplines se sont emparées du mot "région" qu'il est devenu impossible de l'utiliser sans lui accoler un adjectif qualificatif. La précision est ici d'autant plus nécessaire que les pays d'Afrique n'ont pas, mais ce n'est qu'un effet de notre méconnaissance, la profondeur historique qui a permis à l'Europe de forger ses régions, indiscutables mais aujourd'hui dépassées (Sautter, 1967). La notion de région a déjà agité bien des discussions dans divers colloques de géographes, sans que l'on sache encore où il faut la chercher : dans les conditions physiques, dans les dépendances économiques, dans le découpage des planificateurs, dans tout cela à la fois ?

Pour le géographe, l'espace ne devient région que si l'homme y est présent. Or cette présence de l'homme est toujours créatrice de relations qui organisent spontanément cet espace. L'espace peuplé s'organise en fonction de quelques centres vitaux qui constituent autant de points forts de l'existence quotidienne des hommes : la terre (le champ), l'eau (la source, le fleuve, la mer), le toit (la maison, la concession familiale). Pour les hommes de Yaoundé, encore en majorité d'origine rurale, les deux points forts du cadre de vie familier sont la ville (le quartier et, souvent dans une moindre mesure, l'emploi) et le village (la communauté familiale).

Les particularités de la migration vers la ville

Telle qu'on peut l'observer dans le cas de Yaoundé, la migration vers la ville n'est nullement, et de loin, un phénomène simple, unique, réalisé

---

[1]Article publié dans *Recherches Géographiques à Strasbourg*, numéro spécial en hommage à Etienne Juillard (203-222), 1976. UER de Géographie. Université Louis Pasteur. Strasbourg.

une fois pour toutes et irrévocablement, comme pourraient le laisser supposer les termes d'émigration ou d'exode rural. Quitter son village pour aller chercher du travail en ville ne signifie nullement abandonner son terroir et sa parenté pour un monde tout à fait autre. Dans la grande majorité des cas, la migration n'est pas une rupture, bien au contraire elle signifie le plus souvent une nouvelle extension du réseau des relations de la famille dont est membre le migrant.

Chaque fois qu'il le peut, à l'occasion des congés, des fêtes annuelles et parfois même lors des simples week-ends, le nouveau citadin se rend dans son village d'origine : "*Ici, je suis de passage, le 'chez moi', c'est le village*", est une réflexion qui revient souvent au cours des enquêtes en ville. Seulement 5 des 253 salariés d'entreprise interviewés à Yaoundé et 15 des 153 personnes interrogées dans les quartiers ne se rendent pas dans leur village, chiffres identiques à ceux trouvés par Gibbal (1973) dans les quartiers d'Abidjan. La première manifestation du maintien des liens avec le village est donc la visite périodique faite chaque fois que possible, qui traduit cette volonté de "ne pas décrocher" constatée à maintes reprises en Afrique ; ainsi, à propos des immigrés de la ville d'Enugu (Nigeria), Gugler (1971) note t-il : "*They will invariably stress that they are strangers in town*" et, de même que l'auteur, nous avons constaté que les villageois comptent toujours comme étant des leurs les émigrés qui leur rendent régulièrement visite. Seuls les autres, ceux qui n'effectuent pas cette visite, sont "oubliés", implicitement exclus de la communauté villageoise, mais leur nombre est infime.

Cependant, outre les raisons d'ordre affectif qui attachent bien naturellement le migrant à sa famille, outre les obligations d'ordre social qui lui imposent de participer aux événements affectant la communauté villageoise (mariages, deuils, palabres...), ce retour périodique est aussi pour lui une sage précaution. Car si la ville fut souvent, à l'époque coloniale, un refuge permettant d'échapper au travail obligatoire et aux exactions qu'il entraîna, le village est à son tour, aujourd'hui, un refuge devant la précarité de l'emploi urbain et Gibbal a mis en évidence ce rôle du village pour le citadin abidjanais. De même à Yaoundé nous a t-on souvent répondu : "*Si je perds mon travail, je rentre au village*", ou "*Si j'ai des ennuis, je rentre au village*". Ainsi 22 % des salariés d'entreprise interrogés ont séjourné au moins une fois dans leur village à l'occasion d'une période de chômage ; là ils étaient assurés de trouver le gîte et le couvert, en attendant un nouvel emploi.

Mais il est une autre façon, plus positive, de s'assurer contre le chômage et aussi contre la vieillesse : Yaoundé se trouve au coeur de la grande zone cacaoyère du Cameroun et nombre de nouveaux citadins possèdent dans leur village de naissance une ou plusieurs plantations de cacaoyers : c'est le cas de 37 % des salariés d'entreprise et de 43 % des hommes interrogés dans les quartiers. L'idéal est d'avoir un travail en ville et aussi une plantation au village. Cette plantation peut être le fruit d'un héritage ou avoir été plantée par l'émigré avant son départ ou lors de ses retours périodiques ; elle n'est pas réellement un investissement, mais une assurance. En l'absence du propriétaire, un membre de la famille proche se charge de l'entretien et des récoltes, le recours à un manoeuvre salarié restant exceptionnel. Ainsi, comme le remarquait Pauvert (1965) au Togo : "*La mobilité n'est pas incompatible avec certains droits d'exploitation*". Enfin, il est certaines zones de la région, telle le nord du département de la Lékié, où le problème foncier est si sérieux que tout terrain dont le propriétaire semble quelque peu négligent éveille rapidement des convoitises. Le nouveau citadin s'en trouve d'autant plus dans l'obligation de rentrer souvent chez lui pour surveiller son terrain, ou plutôt surveiller les limites de son terrain et voir si le voisin n'a pas empiété sur sa propriété.

Ce va-et-vient incessant du migrant entre la ville et son village tend à susciter d'autres mouvements migratoires : par un effet de "boule de neige", toute migration en suscite d'autres. Même si, au village, l'émigré ne fait pas étalage de richesse, il trouvera à coup sûr des imitateurs attirés par le gain d'un salaire fixe que seule la ville peut procurer, si maigre soit-il ; les obligations et la puissance des liens familiaux restent tels que l'émigré ne peut pratiquement pas refuser à un membre de sa famille (la grande famille africaine) de venir s'installer en ville chez lui pour tenter à son tour sa chance et chercher un emploi. Ainsi la plupart d'entre eux hébergent un "frère" ou une "soeur" qui peut être, selon les expressions locales, "de même père" ou "de même mère", ou "de famille" (cousin), ou "de village", ou plus largement encore, "de race". Il demeurera chez son hôte tant qu'il n'aura pas trouvé d'emploi, parfois un ou deux ans durant.

Ceux qui viennent assiéger l'émigré résidant en ville, lequel, vu du village, est toujours supposé riche, ne sont pas seulement ses éventuels imitateurs. Bien souvent il se voit confier des enfants ou des jeunes gens que l'on envoie poursuivre leurs études à Yaoundé où les écoles jouissent d'une meilleure réputation qu'ailleurs. De même, la ville étant mieux équipée que la brousse en dispensaires, hôpitaux et médicaments,

l'émigré voit arriver chez lui les malades de sa famille désireux de suivre un traitement à Yaoundé et qui peuvent ainsi séjourner pendant de longs mois. Parfois, le "vieux père" ou la "vieille maman" (l'expression désigne aussi les oncles et les tantes) viennent ainsi terminer leur existence auprès de leur "fils" qui habite la ville. Enfin, il n'est pas rare qu'une jeune fille de la famille, nièce ou "soeur", profite également de l'hospitalité du migrant pour venir apprendre la couture ou chercher un petit emploi, prétexte qui lui permettra de rester en ville et d'y rencontrer un mari ou, plus souvent, un "ami".

L'émigré lui-même, s'il a trouvé un emploi, s'il a pu réunir assez d'argent pour le premier versement de la "dot", va aussi emmener son épouse en ville et, dans la majorité des cas, c'est dans un village voisin du sien et parmi les membres de sa propre ethnie qu'il la choisira, non sans que la famille intervienne pour beaucoup dans ce choix. C'est non seulement une nouvelle citadine qui s'installe ainsi en ville, mais c'est aussi une autre cascade de migrations qui s'amorce, constituée par les membres de la belle-famille, car on épouse autant sa belle-famille que sa femme... On voit ainsi par quels mécanismes la migration vers la ville tend à s'auto-amplifier de façon inéluctable, tissant par là de nouveaux liens entre la ville et la campagne.

Le va-et-vient des personnes est incessant. Le mouvement des biens ne l'est pas moins et c'est encore là, semble t-il, une particularité du milieu africain. Toute visite s'accompagne obligatoirement de cadeaux ; l'émigré ne peut rendre visite à son village les mains vides, la chose est impensable. De même ne peut-il laisser les visiteurs qu'il a reçus rentrer chez eux les mains vides. Parfois encore les cadeaux sont acheminés simplement par l'intermédiaire d'amis de passage en ville ou même par l'entremise d'un chauffeur de car ou de taxi-brousse digne de confiance. Le fait est donc général : 92 % des salariés interrogés à Yaoundé envoient ainsi des cadeaux à ceux qui sont restés au village, plusieurs fois par an, selon les disponibilités du moment ; parmi les immigrés des quartiers, qui ne sont généralement pas des salariés, la proportion est encore de 84 %. Il s'agit surtout de nourritures et de boissons propres à la ville (viande de boeuf, poisson, sel, vin rouge...), d'objets difficiles à trouver au village ou moins chers dans la grande ville (tissus, vêtements, savon, pétrole, machette...), ou encore, mais plus rarement, de numéraire distribué par petites sommes aux membres de la famille ou aux vieux du village.

Mais en Afrique le cadeau n'est jamais un don : c'est un échange et son but est avant tout de créer ou de renforcer des liens. Le nouveau citadin reçoit donc à son tour des produits du village, cela grâce à ses visiteurs ou lors de ses séjours au village. De la campagne proviennent, bien sûr, les produits vivriers : bananes plantains, tubercules divers, vin de palme, fruits, poulets, chèvres... Cet échange est souvent inégal et le citadin y est rarement gagnant, car ce n'est bien souvent là, pour le villageois, qu'une façon de se faire accepter chez son hôte. Parmi les salariés enquêtés, 82 % ont déclaré recevoir de tels cadeaux et 86 % par les immigrés des quartiers.

Enfin il n'est pas rare que l'épouse de l'émigré exploite au village de son mari des champs vivriers qu'elle va périodiquement entretenir puis récolter, et cela d'autant plus facilement que le village est proche. Parmi les salariés d'entreprise interviewés, 30 % des hommes mariés envoient ainsi leur épouse faire des cultures au village, ce qui contribue à assurer une bonne part de la subsistance du foyer ; cet apport est d'autant plus bienvenu que le prix des vivres n'a cessé d'augmenter ces dernières années.

Une bonne part du drainage des produits vivriers de la brousse vers la ville est l'oeuvre des *bayam sellam*, ces femmes entreprenantes qui parcourent les villages au petit matin ou même plus tôt, achètent des vivres aux villageois et les revendent à bon prix sur les marchés de Yaoundé. Certaines d'entre elles ne sont pas autochtones (surtout des Bamiléké), mais il en est d'autres qui sont effectivement originaires de la région de Yaoundé. Elles ont souvent une double résidence, à la fois en ville et au village et mettent à profit leur connaissance de la région et de ses habitants, passant dans les villages où elles ont parents ou amis, et achètent ainsi les vivres au meilleur prix. A Yaoundé, la chambre qu'elles louent tient plutôt du magasin de stockage. C'est donc là encore un type de migration aux conséquences économiques considérables et qui tend encore à fortifier les liens reliant la ville et la campagne.

Dès que sa situation en ville le lui permet, l'émigré se doit de "*laisser quelque chose au village*", ce qui signifie y construire une case de type moderne, au moins pourvue d'un toit de tôles et de murs crépis de ciment (case dite en semi-dur), ou mieux encore une case en parpaings de ciment (case en dur). C'est là quasiment une obligation tant envers la famille restée sur place qu'envers la communauté villageoise. L'émigré prouve ainsi que le progrès du village lui tient à coeur. Négliger cette obligation entraîne déconsidération et réprobation, tandis que s'y soumettre force le

respect et accroît le prestige du propriétaire. Mais c'est là une lourde obligation que l'on ne peut satisfaire qu'après plusieurs années passées en ville et si l'on y jouit d'un salaire assuré. Même parmi les salariés des entreprises, nous n'en avons trouvé que 35 % à posséder ainsi une case au village, mais parmi les autres, ceux qui n'en avaient pas le projet n'étaient qu'une infime minorité (5 %) ; parmi les citadins interrogés dans les quartiers, 38 % avaient une case au village et 78 % avaient l'intention d'un bâtir une première ou même une deuxième.

Cette case que l'on construit au village n'est pas seulement l'occasion d'asseoir son prestige "au pays" ou de rendre service à la famille ; elle témoigne aussi que l'émigré quitte rarement son village sans esprit de retour. Dans les quartiers de Yaoundé, 41 % des hommes pensent qu'ils vont rentrer un jour chez eux, 47 % ne le pensent pas et 12 % sont indécis. Dans l'échantillon des salariés, la proportion des premiers est plus forte : 56 % disent leur volonté de rentrer un jour définitivement au village ; la proportion est semblable à celle trouvée par Gibbal (53 %) à Abidjan. Le sujet fait naître habituellement de genre de réponse : "*Ici, je ne suis pas chez moi*", ou encore : "*On ne peut oublier le village de ses pères*".

Ainsi, entre la ville et le village se produit un incessant va-et-vient de personnes et de biens qui tisse un véritable réseau de relations humaines et économiques, ce "rural-urban continuum" des sociologues de langue anglaise (Dewey, 1960 ; Wood, 1968), susceptible de faire exister une région avec tout ce qu'elle implique de solidarités effectives. La réalité et le fonctionnement de ces solidarités entre la ville et le village semblent attestés un peu partout en Afrique autant qu'à Yaoundé ou Abidjan. En Ouganda, une enquête sur la jeunesse (Wallace, Weeks, 1968) a révélé l'étroitesse des liens ainsi gardés, qui se traduit là aussi, pour les jeunes, par la volonté de construire une maison au village natal et d'y élever les enfants. Dans la ville du Caire, on a constaté que "*loin d'isoler le migrant de ses compatriotes du village, le travail en ville contribue à consolider les liens avec le village*" (Petersen, 1971), et dans une vision d'ensemble de l'urbanisation en Afrique, K. Little (1960) a pu écrire : "*Theses exchanges take place through trade and through the movement of migrants in and out of the town, involving town and countryside in a far-stretching network of personal ties and reciprocal obligations*".

Nous sommes donc bien en présence d'un centre qui, par un effet de polarisation démographique, entretient tout en ensemble de relations avec sa campagne, relations dont les acteurs sont les migrants. Il importe, pour

le géographe, de montrer comment ces relations se traduisent dans l'espace et comment elles contribuent à le structurer.

Un espace régional polarisé

"*De cette liaison entre vie de relations et courants de migrants, il résulte qu' horizon migratoire et zone d'influence d'une ville se recouvrent, et que la capacité* [de la ville] *d'organiser un horizon migratoire est associée à son pouvoir régionalisant* "(Schwab, 1971). En adoptant les définitions proposées par R. Schwab, dirons-nous que cette structuration de l'espace se limite à l'horizon migratoire, "*zone d'attirance continue des migrants*" autour d'un centre ? ou bien qu'elle s'étend jusqu'à l'ensemble de l'aire ou zone de recrutement, jusqu'aux espaces polarisés déconnectés du centre ?

La faiblesse de l'armature urbaine au Cameroun est encore telle que les champs migratoires qui en résultent sont relativement simples (Marguerat, 1975) : se partagent l'essentiel des flux migratoires nationaux, au nord, une métropole régionale, Garoua, au sud, deux métropoles nationales, Douala et Yaoundé, cette dernière exerçant son emprise sur un espace beaucoup plus vaste que celui de Douala. Si l'on considère simplement l'origine de la population immigrée à Yaoundé, l'aire de recrutement apparaît à la fois très discontinue et d'une intensité très variable. Une étude des variations locales de la provenance de l'effectif des immigrés de la capitale mettrait en évidence l'influence de la densité de la population dans la zone de départ (cas des départements bamiléké avec Bafoussam), de la disposition des axes routiers qui donne sa configuration générale à la zone, et aussi l'influence des autres villes (Douala et les villes secondaires) dont l'existence semble grossir le nombre des émigrants vers Yaoundé[2]. Ces différents facteurs, étrangers à la ville polarisatrice, interdisent donc de retenir le critère du nombre des immigrés pour juger de l'extension de la zone polarisée.

Si l'on tient compte, non plus du nombre absolu de migrants, mais de l'intensité de la migration rapportée au volume de la population locale, l'aire de recrutement obtenue s'élargit jusqu'à s'étendre à l'ensemble du sud du Cameroun, en annexant même quelques arrondissements du nord. On ne saurait cependant affirmer que la fonction régionalisante de la capitale s'étend à toute cette aire, ni même à l'horizon migratoire ainsi

[2] "*Ce sont les arrondissements les plus urbanisés qui subissent le plus fort exode rural*" écrit Y. Marguerat (1974).

dessiné et qui est très vaste. Faut-il choisir un seuil dans l'intensité de ces migrations et décider qu'à partir de tel pourcentage de migrants installés à Yaoundé, l'attraction est suffisamment forte pour déterminer une appartenance à la zone relationnelle de Yaoundé ? Mais quel seuil choisir ? Et en fonction de quels critères fixer un tel choix, d'autant que ce choix ferait varier de façon considérable l'extension de l'espace polarisé ?

S'agissant, à la différence des recherches réalisées par Schwab, des phénomènes contemporains, il est possible d'être renseigné non seulement sur la nature des rapports entretenus dans cet espace de relations créé par les migrants, mais encore sur l'intensité de ces relations, et il nous a semblé que c'est à l'aide de ces précieux critères que l'extension de la fonction régionalisante de la ville pouvait être le mieux cernée.

Il apparaît, en effet, que le niveau des relations ville-campagne doit être suffisamment élevé pour que cette fonction régionalisante soit effective. Or la fréquence des relations de l'émigré avec son village dépend avant tout de la possibilité de s'y rendre et d'en revenir rapidement, compte tenu des contraintes inhérentes au travail urbain. Deux heures de trajet représentent le temps maximum que l'émigré peut admettre pour se rendre au village au cours d'un week-end normal et revenir en ville le dimanche soir ou même le lundi matin ; ce même seuil de deux heures de trajet est celui qu'avait retenu E. Juillard pour la France préindustrielle (1970)[3]. Si le déplacement requiert une durée supérieure, le séjour au village s'en trouve beaucoup trop abrégé ; l'émigré se borne alors à le visiter à l'occasion des longs week-ends ou des congés annuels. L'état des routes autour de Yaoundé (seul est actuellement goudronné l'axe nord-sud) et les moyens de transport en commun existants sont tels que deux heures de trajet ne permettent guère le parcours d'une distance supérieure à 100 kilomètres en moyenne. Cette limite des 100 kilomètres marque donc le seuil de distance-temps au-delà duquel la fonction régionalisante de Yaoundé s'affaiblit de façon significative : l'examen de l'intensité des différentes relations ville-campagne permet de confirmer la validité de cette limite.

On a vu que la visite au village est une démarche si générale pour les citadins qu'on ne peut la considérer comme critère de la vigueur de la relation maintenue avec le village. Une enquête menée au quartier

[3]Mais pour la période contemporaine en France (1970), l'auteur a abaissé ce seuil à 1 h.30 (Juillard, 1972).

Haoussa de Yaoundé nous a montré que, sur 21 hommes originaires de la province du Nord, 15 se sont rendus au moins une fois à leur lieu de naissance depuis leur établissement en ville, en dépit du millier de kilomètres qui les en sépare. Ce n'est donc pas l'existence, mais la fréquence de ces relations qui est significative ; si l'on met cette fréquence en rapport avec la longueur du trajet que l'émigré doit parcourir pour atteindre son village, on obtient, pour l'échantillon des salariés d'entreprise, le tableau suivant.

Tableau 1
Fréquence des visites en fonction de la distance du village

Fréquence	Distance du village à Yaoundé (km)				
par mois	0 - 19	20 - 49	50 - 99	100 et plus	Ensemble
< 1 fois	4	11	20	144	179
> 1 fois	12	30	21	6	69
Total	16	41	41	150	248

Au-delà des 100 kilomètres, l'effectif de ceux qui se rendent à leur village au moins une fois par mois diminue brutalement ; or cette fréquence semble bien le minimum qui permette de garder un contact suivi avec le lieu d'origine. Il est frappant que J. M. Gibbal (1974) trouve la même liaison distance-fréquence des visites pour la zone d'Abidjan :"[...] *seuls les arrondissements des villages situés à moins de 100 kilomètres d'Abidjan se rendent dans leur famille rurale plus d'une fois par mois*". Sans doute touche t-on là un seuil commun à un certain type de milieu géographique africain. Si l'on examine l'exception à la règle que représentent les six salariés parcourant plus d'une fois par mois une distance supérieure à 100 kilomètres, on voit que l'un possède une moto, ce qui lui permet des déplacements plus rapides sans les contraintes d'horaires des transports en commun, un autre se rend souvent au village parce qu'il doit aller "*voir et activer les travaux de construction* [de sa case]", ce qui est un autre cas particulier, deux autres se situent juste à la limite des 100 kilomètres, et les deux derniers ne quittent pas, pour se rendre chez eux, l'axe goudronné Yaoundé-Sangmélima sur lequel on peut parcourir plus de 100 kilomètres en deux heures. Ce dernier cas montre qu'à la faveur de cet axe goudronné, la

zone relationnelle de Yaoundé connaît certainement une grande extension accrue vers le sud.

Si, mise à part cette distorsion en direction du sud, la limite des 100 kilomètres circonscrit réellement une zone de relations préférentielles avec la capitale, le contenu et non seulement la fréquence de relations gardées doit en être affecté, mettant ainsi en évidence la validité de cette notion de région migratoire. Le tableau 2 montre comment varient, en fonction de la distance à parcourir, les différentes relations que les émigrés de l'échantillon des salariés entretiennent avec leur lieu d'origine.

Tableau 2
Distance du village et intensité (en %) des relations

Nature des relations avec le village	Distance du village à Yaoundé (km)			
	0 - 49	50 - 99	100 et plus	Ensemble
Intention de retour définitif	53 (93 %)	38 (90 %)	47 (31 %)	138 (56 %)
Déjà rentré temporairement	18 (31 %)	14 (34 %)	23 (15 %)	55 (22 %)
Y possède une case	26 (45 %)	15 (37 %)	45 (30 %)	86 (35 %)
A construit une case	17 (30 %)	9 (22 %)	31 (21 %)	57 (23 %)
Y possède une plantation	20 (35 %)	20 (49 %)	52 (34 %)	92 (37 %)
Intention de bâtir (1)	31 (54 %)	23 (56 %)	94 (63 %)	148 (59 %)
Fait des cadeaux	55 (96 %)	38 (93 %)	135 (90 %)	228 (92 %)
Reçoit des cadeaux	47 (82 %)	33 (80 %)	124 (85 %)	204 (82 %)
Mariés	45 (79 %)	32 (78 %)	85 (57 %)	162 (65 %)
Dont l'épouse cultive au village	26 (53 %)	12 (37 %)	11 (13 %)	49 (30 %)
Totaux	57 (100)	41 (100)	150 (100)	248 (100)

(1) Projet d'une première ou d'une deuxième construction.

La réponse la plus significative faite par les émigrés concerne leur intention de rentrer un jour définitivement au village de naissance. On a vu que plus de la moitié (56 %) ont exprimé cette intention, mais celle-ci

apparaît fortement modulée par la distance. Pour les villages situés à moins de 100 kilomètres de Yaoundé, 92 % des salariés interrogés affirment leur intention de retour, mais la proportion tombe à 31 % lorsque la distance est plus grande. Dans ce dernier cas, l'émigration semble bien avoir un caractère définitif. L'une de manifestations de cette rupture est l'affaiblissement du rôle de refuge que joue le village : à moins de 100 kilomètres, les villages ont accueilli une fois ou l'autre 35 % de ces salariés, à plus de 100 kilomètres, seulement 15 %. Le village est, en effet, non seulement refuge mais aussi tremplin pour un nouveau départ vers la ville : à moins de 100 kilomètres, le chômeur peut aisément aller passer quelques jours en ville à la recherche d'un emploi, le déplacement pouvant avoir lieu plusieurs fois par mois. Un tel comportement est général, que son auteur ait déjà travaillé en ville ou pas. A plus de 100 kilomètres, un tel va-et-vient est beaucoup plus difficile à pratiquer.

Tableau 3
Possession d'une case au village, durée de résidence en ville et distance entre le village et Yaoundé

Durée	Moins de 100 km		Plus de 100 km		Ensemble	
de résid.	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
< 5 ans	26 (37 %)	44 (63 %)	29 (26 %)	83 (74 %)	55 (30 %)	127 (70 %)
> 5 ans	11 (55 %)	9 (45 %)	18 (46 %)	21 (44 %)	29 (49 %)	30 (51 %)
Ensemble	37 (41 %)	53 (49 %)	47 (31 %)	104 (69 %)	84 (35 %)	157 (65 %)

Non moins significative est, pour notre propos, la possession par l'émigré d'une case au village. La proportion de ces propriétaires est de 42 % parmi ceux qui proviennent de moins de 100 kilomètres, et descend à 30 % pour les autres, ce qui traduit un moindre intérêt porté à la communauté d'origine. Mais il faut aussi reconnaître qu'une telle construction n'est possible qu'après plusieurs années de résidence et d'économies en ville, et la comparaison de ces deux groupes d'émigrés n'est donc valable qu'à durée de résidence égale. Le Tableau 3 établit cette comparaison.

Plus l'émigré est ancien dans la ville, plus il a, effectivement, de chances de posséder une case au village, et cela quel que soit l'éloignement de ce village. Mais surtout, à ancienneté égale, ceux dont le village est proche de Yaoundé sont toujours, proportionnellement, plus nombreux que les autres à y posséder une case, manifestant ainsi un attachement plus étroit au lieu d'origine. Et cet attachement n'est pas

seulement d'ordre sentimental, puisqu'il se traduit par un investissement relativement coûteux.

Assez surprenante est cette autre constatation que la proportion de salariés mariés est d'autant plus forte que le village est plus proche. Il semble bien que le phénomène reflète l'existence de deux cycles de migrations, l'un relativement récent et d'origine assez lointaine (Ouest) qui comporte encore une forte proportion de jeunes, célibataires, l'autre déjà ancien et d'origine proche comptant une majorité d'émigrés actuellement mariés. Cette différence dans la situation matrimoniale des émigrés n'est pas sans intérêt, car on a vu par quel mécanisme leur mariage vient encore multiplier les relations que Yaoundé entretient avec sa zone proche.

L'agriculture vivrière que l'épouse de l'émigré pratique au village constitue également un remarquable révélateur de l'existence de cette zone de relations préférentielles. A moins de 100 kilomètres de la ville, près de la moitié des épouses (49 %) font de telles cultures, et seulement 13 % à plus de 100 kilomètres. Dans un rayon de 50 kilomètres, plus de la moitié (53 %) des ménages de ces salariés du secteur moderne recourent à ce procédé d'autosubsistance et l'on peut aisément imaginer que la proportion est encore plus forte pour les citadins dont l'emploi et les revenus n'ont pas la même stabilité. L'épouse partage ainsi son existence entre la ville où réside son mari et souvent les enfants d'âge scolaire, et le village du mari où demeurent les jeunes des enfants. Ce type d'existence lui permet en outre, plus aisément que d'autres femmes, de vendre sur les marchés de Yaoundé une partie des vivres produits.

Les autres critères présentés au Tableau 2 paraissent moins significatifs de l'altération des relations en fonction de la distance. On aurait pu penser que l'émigré de provenance proche ne se contentait pas d'hériter de la case de son père, mais s'efforçait, plus que d'autres, de construire dès que possible sa propre case moderne, ne serait-ce que pour s'y loger au retour. Mais c'est à peine si la différence se marque dans un rayon de 50 kilomètres où le taux de construction par les émigrés dépasse légèrement la moyenne ; au-delà, il lui est inférieur et la limite des 100 kilomètres n'apparaît pas ici.

La différenciation entre les émigrés paraît plus nette en ce qui concerne la possession d'une plantation (de cacao ou de café) au village : 41 % des émigrés du premier groupe en possèdent une, et seulement 34 % dans le second. En réalité, cette différence n'a pas de signification, car à plus de 100 kilomètres de Yaoundé, la zone des cultures

d'exportation ne s'étend plus que vers le sud et l'est ; ailleurs l'économie rurale repose sur d'autres ressources et la comparaison devient dès lors impossible.

Le projet de construire au village est formulé par 55 % des émigrés provenant de moins de 100 kilomètres et par 63 % des autres. Les proportions peuvent surprendre, mais elles montrent seulement que les premiers sont plus avancés que les seconds dans la réalisation de leur projet, ne serait-ce qu'à cause de la plus grande ancienneté du courant migratoire qui les a portés vers Yaoundé. Mais, quelle que soit la distance du village, le désir de construire est partagé par la majorité des émigrés.

Enfin les échanges de cadeaux entre ville et village ne sont en rien affectés par la distance qui les sépare, s'agissant là d'une pratique générale. S'il y a différenciation, elle porte vraisemblablement sur la fréquence de ces échanges ou leur valeur, et son étude relèverait d'une enquête particulière.

Cette dernière remarque fait apparaître les limite de la présente étude. Le tableau 2 ne prétend nullement présenter l'ensemble des relations que l'émigré garde avec son village ; ainsi, outre une analyse économique des échanges en fonction de la distance, une analyse sociologique pourrait montrer le contenu des liens gardés. En dépit de ces limites, il apparaît que, des différentes formes de relations entretenues par l'émigré avec son village, certaines, sinon toutes, sont aptes à fonder l'existence, autour de Yaoundé, d'une zone particulière engendrée par le phénomène migratoire. La cellule régionale ainsi créée, et que l'on pourrait appeler proprement la région migratoire, se trouve sous l'étroite dépendance des axes de communications : de leur disposition dans sa forme, de leur état et donc de leur fréquentation dans son animation. Quant à son extension, la limite des 100 kilomètres peut, dans les conditions les meilleures, être dépassée, mais semble bien correspondre, dans l'état actuel des moyens de transport, à un seuil de deux heures dont l'existence est attestée par nombre des relations examinées.

La région migratoire de Yaoundé (Figure 1)

La région migratoire ainsi obtenue couvre quelque 18 000 kilomètres carrés et englobe environ 415 000 ruraux, auxquels s'ajoutent les quelque 500 000 habitants de Yaoundé (485 000 en 1976). Cette population est fort inégalement répartie : un peuplement dense au nord-ouest, un autre,

moins dense, au sud-ouest et au sud-est immédiats de la capitale, et partout ailleurs seulement 10 à 20 habitants au kilomètre carré.

L'étoilement du réseau routier a guidé le contour de la région, avec ses tentacules vers Nanga-Éboko, vers Pouma sur la route de Douala, vers Akonolinga et vers Sangmélima grâce à "l'axe cacaoyer" goudronné. Au nord, notre région ne franchit la Sanaga que par deux courtes antennes, grâce au bac de Nachtigal, très malcommode[4] et au pont de Kikot, fort peu fréquenté. Au sud, le Nyong limite aussi la région par une bonne partie de son cours, sauf dans la zone de Mbalmayo. Cette petite ville possède en effet l'un des rares ponts qui franchisse le fleuve, ce qui permet aux arrondissements de Zoétélé, Ngomedzap, Ngoulemakong et Endom de s'intégrer à la région considérée. Par contre le bac d'Olama, plus en aval, qui perpétue la route ouverte par les Allemands, n'a guère d'effet, de même que le chemin de fer du Centre -Yaoundé-Douala.

La région ainsi esquissée tient fort peu compte du découpage administratif existant ni du compartimentage ethnique sur lequel est souvent basé celui-ci. En outre, à l'intérieur de son périmètre subsistent très vraisemblablement des poches enclavées, des zones dont les habitants sont en réalité à plus de deux heures de Yaoundé : ainsi ceux situés de part et d'autre de la route de Douala. Une telle situation est assez commune dans les pays sous-développés[5].

L'intérêt de la région migratoire est de définir un espace de dimension humaine, créé par les hommes à leur usage, qu'ils parcourent régulièrement en fonction de leurs besoins et de leurs relations sociales et économiques, et dont la clé de voûte est la ville de Yaoundé qui noue toutes ces relations. Pour en affiner la présente esquisse, il serait nécessaire de prendre en compte le volume des relations qui la traversent. Ce volume est évidemment fonction du nombre des acteurs de ce processus de régionalisation. Ainsi, les courants relationnels qui traversent la région sont beaucoup plus denses en direction de la Lékié que vers Nanga-Éboko, tant les situations démographiques sont différentes. De même, autour de Yaoundé et dans un court rayon, un système de migrations alternantes est en place, qui privilégie une véritable banlieue

---

[4]Les bacs ne fonctionnent qu'entre 6 heures et 18 heures. Un pont franchit aujourd'hui la Sanaga, plus à l'ouest, ce qui a eu probablement pour effet d'étendre significativement la région considérée en direction de Bafia.

[5]"*Grâce aux réseaux de transport modernes* [...], écrit Dollfus (1967), *l'influence des villes s'étend plus loin le long des voies de communication, mais elle pourra rester faible dans le secteur mal desservi, même si celui-ci est proche de la ville*".

migratoire. A l'intérieur de la région devraient donc figurer des gammes de densité des relations entretenues.

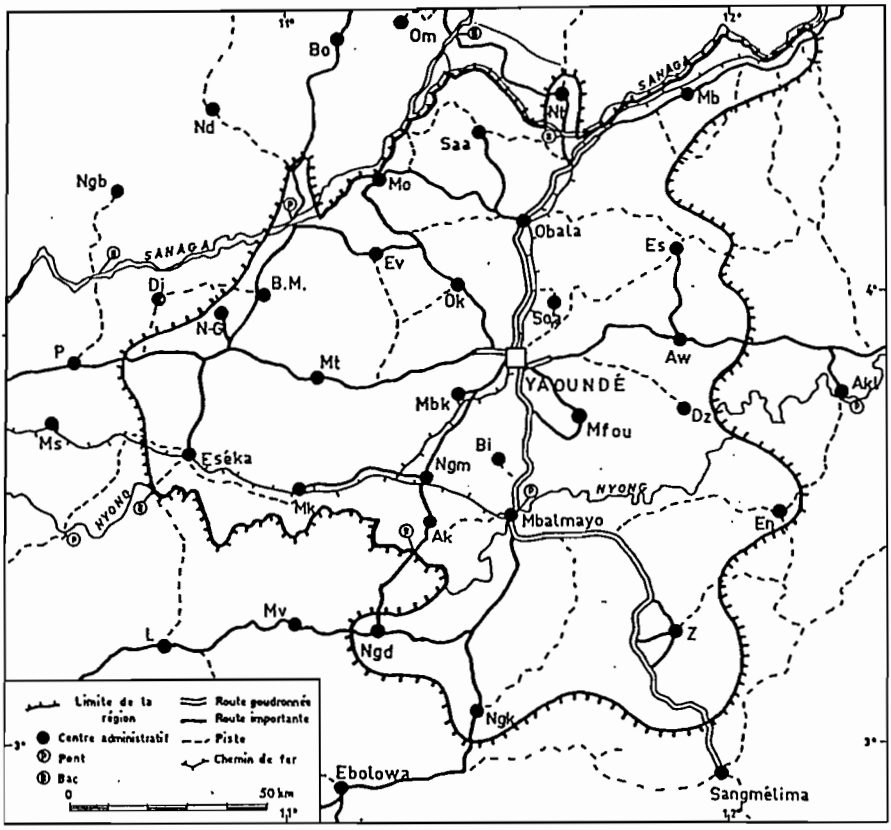


Fig. 1. La région migratoire de Yaoundé - Esquisse

Enfin la formation d'une région migratoire suppose l'existence d'un "umland" suffisamment solide à la fois pour répondre à l'appel démographique du centre urbain et ne pas se scléroser sous l'effet de cet appel. Elle suppose l'existence d'une certaine masse de population rurale accrochée à la terre, et d'une économie agricole capable de l'y retenir. La notion n'est donc pas nécessairement applicable à toutes les villes tant soit peu importantes du pays. Ainsi n'est-il pas sûr que l'arrière-pays de Douala soit propice à une telle construction, alors que Bafoussam et Bamenda se trouvent, semble t-il, dans une situation favorable à l'apparition d'une telle région aussi solidaire de son centre que l'est celle de Yaoundé.

Références bibliographiques

DEWEY R., 1960 - The rural-urban continuum. *American Journal of Sociology*, 60, july (60-66).

FRANQUEVILLE A., 1973 - L'émigration rurale dans le département de la Lékié. *Cahiers ORSTOM*, série Sci. Hum., vol. X, n° 2-3 (151-193).

GIBBAL J. M., 1973 - Le retour au village des nouveaux citadins. Résultats d'une enquête et amorce d'une réflexion méthodologique. *Cahiers d'Études Africaines*, vol. XIII, (3), n° 51 (549-574).

GIBBAL J. M., 1974 - *Citadins et villageois dans la ville africaine, l'exemple d'Abidjan.* F. Maspéro, 398 p.

GUGLER J., 1971 - Life in a Dual System : Eastern Nigerians in Town. *Cahiers d'Études Africaines*, vol. XI (3), n° 43 (400-421).

JUILLARD E., 1970 - L'armature urbaine de la France préindustrielle. *Bull. Fac. Lettres et Sciences Humaines*, mars, (293-307). Strasbourg.

JUILLARD E., 1972 - Espace et temps dans l'évolution des cadres régionaux. In : *Études de géographie tropicale offertes à Pierre Gourou* (29-43).

LITTLE K., 1960 - West African Urbanization as a social Process. *Cahiers d'Études Africaines* (3), (90-102).

MARGUERAT Y., 1974 - Les villes et leurs fonctions. *Atlas du Cameroun*. Notice Planche XVII. ORSTOM.

MARGUERAT Y., 1975 - Analyse numérique des migrations vers les villes du Cameroun. *Travaux et Documents de l'ORSTOM.*, n° 40. 107 p.

PAUVERT J. C., 1965 - Migrations et droit foncier au Togo. *Cahiers de l'ISEA*, octobre (68-69).

PETERSEN K. K., 1971 - Villagers in Cairo : Hypotheses versus data. *American Journal of Sociology* 77 (3), (560-573).

SAUTTER G., 1967 - La région traditionnelle en Afrique Tropicale. *In : Régionalisation et Développement,* Colloque CNRS (65-107). Strasbourg.

SCHWAB R., 1971 - Les champs migratoires ; critères d'étude de la genèse et de l'évolution des structures régionales d'un espace. *Bull. de l'Assoc. des Géogr. Franç.*, n° 393-394, nov.-déc. (368-375).

WALLACE T., WEEKS S. G., 1972 - La jeunesse en Ouganda : quelques perspectives théoriques. *Rev. des Ec. Soc.*, vol. XXIV (2), (176-388). UNESCO.

WOOD E. W., 1968 - The implications of Migrant Labour for Urban Social System in Africa. *Cahiers d'Études Africaines,* vol. VIII (29), (5-29).

PEUPLES ET CULTURES

15

LES 500 ANS ET L'IDENTITÉ INDIENNE EN BOLIVIE[1]

Résumé

Dans plusieurs pays d'Amérique du Sud où la composante amérindienne de la population est demeurée forte, le cinquième centenaire de la découverte du continent fut l'occasion de manifestations visant à affirmer l'identité et la vitalité des groupes autochtones.

En Bolivie, où ceux-ci constituent les deux tiers de la population, l'événement fut particulièrement célébré et se traduisit par des "marches" pacifiques de délégations de paysans vers les principales villes, le but étant de rappeler aux pouvoirs en place des revendications de plus en plus pressantes pour la reconnaissance de droits bafoués depuis cinq siècles.

Mais qu'est devenue, depuis cinq siècles, l'identité revendiquée ? Comment ces autochtones la perçoivent-ils ? Et comment un État qui se veut moderne peut-il s'en accommoder ?

Abstract

The 500 years and Indian identity in Bolivia.

In many South American countries where the Amerindian element of the population remains very strong, the fifth centenary of the discovery of the continent gave rise to demonstrations aimed at asserting the identity and vitality of the native peoples.

In Bolivia, these peoples make up the two-thirds of the national population. Consequently the event received special attention, expressed by peaceful demonstrations of native peasant delegations marching into the main towns. The marches served as an increasingly urgent reminder to the government to recognise the rights of indigenous peoples, stifled for five centuries.

---

[1]Cet article, publié dans les *Cahiers ORSTOM*, série Sciences Humaines, vol. 30, n° 3 (475-495), 1994, a été rédigé avec la précieuse collaboration de Marie-France Franqueville. Sauf mention contraire, les informations utilisées ont pour source les numéros du quotidien *Presencia* (La Paz) parus aux environs du 12 octobre 1992.

But, what has become of the claimed identity after theses five centuries ? How do the natives themselves perceive it ? And how can a state which claims modernity accept it ?

Resumen

Los 500 años y la identidad india en Bolivia.

En varios países de América del Sur donde el elemento indígeno de la población sigue numeroso, el quinto centenario del descubrimiento del continente dió lugar a manifestaciones cuyo propósito fue afirmar la identidad y vitalidad de los grupos poblacionales autóctonos.

En Bolivia donde los mismos constituyen las dos terceras partes del total, el evento fue especialmente festejado mediante marchas pacíficas de campesinos hacia las mayores cuidades, con el afán de hacer recuerdo a los poderes públicos la revendicación cada vez más urgente de sus derechos desconocidos desde hace cinco siglos.

¿ Pero de cuál identidad se trata, después de este lapso de cinco siglos [2]? ¿ Cómo los autóctonos la perciben ? ¿ Y cómo un Estado que se pretende moderno puede conformarse con ésta ?

La Bolivie amérindienne

On sait qu'avec le Guatemala et, dans une moindre mesure l'Équateur, la Bolivie est l'un des pays d'Amérique dite latine qui compte le plus de population autochtone, multitude "*au poids effrayant*", écrivait Cunill il y a peu encore (1966) : 10 % de créoles, 20 % de métis et 70 % d'Indiens, telles sont les proportions généralement données.

En réalité les statistiques ne sont pas si sûres, à cause de l'incertitude des notions de métis et de métissage. Du côté "blanc", beaucoup de créoles se disent ou même s'affichent "métis" : il s'agit alors réellement de métissage biologique, plus ou moins marqué dans les traits, dû au fait que les colons espagnols reconnaissaient et intégraient dans leur propre famille les enfants qu'ils avaient de femmes indiennes. Du côté "indien", il s'agit plutôt de métissage idéologique, en ce sens que l'on passe du statut d'Indien à celui de métis quand on s'élève dans la hiérarchie socio-économique. Les métis des bourgs ruraux, que l'on appelle *vecinos* ou *patrones*, sont en fait bien souvent des Indiens exerçant commerce et transport qui s'estiment devenus supérieurs aux paysans qu'ils exploitent et dont ils sont pourtant

issus depuis peu, sans descendre nécessairement d'un métissage réel avec les créoles. Reste "l'indianité", celle revendiquée lors de la célébration des 500 ans, qui a pourtant été officiellement abolie par la Révolution nationale de 1952, car depuis cette date il n'existe plus d'Indiens (*indios*) en Bolivie, mais seulement des paysans (*campesinos*)[2]. Mais qui sont ceux qui revendiquent cette indianité que l'on croyait révolue, et que revendiquent-ils au juste ?

L'événement

12 octobre 1992, jour anniversaire du débarquement de Christophe Colomb sur les côtes de l'Amérique. Dès l'aube les paysans qui, depuis quelques jours, convergeaient vers les principales villes du pays, se répandent sur les places et dans les avenues, regroupés derrière leur *wiphala* multicolore et des banderoles indiquant leur provenance[3]. Prudent, le gouvernement a décidé de ne rien faire, ou plutôt de ne rien célébrer ce jour-là : le 12 octobre 1992 sera un jour ouvrable comme les autres, n'en déplaise à Christophe Colomb. Pourtant, omniprésente, la police veille : un homme en armes tous les dix mètres dissuade efficacement les éventuels provocateurs.

Les citadins sont en majorité créoles ou métis, même à La Paz qui est pourtant la ville la plus indienne d'Amérique du Sud, et, comme à plusieurs reprises dans l'histoire, ils sont vaguement inquiets devant un tel déferlement, cédant facilement, on en verra la raison, à "*une paranoïa collective du siège de la ville par les Indiens*" (Rivera Cusicanqui, 1986). Pourquoi, en effet, ces célébrations ? Pourquoi vouloir insister sur ces divisions de la nation bolivienne dont la consolidation paraît encore si fragile ? Mais, au fait, que faut-il donc craindre ? Quelques jours plus tôt, le secrétaire de la Confédération syndicale des paysans (*Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia* - CSUTCB),

[2]Sur ces questions le lecteur pourra consulter notre ouvrage : La Bolivie, pauvreté, pillage et aide, à paraître (éd. ORSTOM).

[3]La *wiphala* est un drapeau constitué de 49 petits carrés disposés en échiquier, soit sept fois les sept couleurs de l'arc-en-ciel. La couleur de la diagonale partant du haut de la hampe est propre à chacune des quatre parties de l'ancien empire inca (*Tawantinsuyu* en quechua, *Pusinsuyu* en aymara) ; celle de la partie *Kollasuyu* (actuellement Bolivie andine et sud du Pérou) est blanche. Le déploiement de la *wiphala*, emblème mis hors la loi par la couronne espagnole, accompagne tous les événements sociaux et culturels des communautés de l'Altiplano (Lopez Mamani, 1992).

principale organisatrice du mouvement, rend visite au maire de La Paz et se veut rassurant :

"*Le peuple pacénien ne doit pas s'effrayer. Le défilé et les célébrations qui auront lieu le 12 octobre rappelleront les 500 ans de notre perte d'identité culturelle. Il ne s'agira que d'un geste d'amitié et de paix. En guise de cadeaux, nous échangerons avec la population des fleurs et des objets autochtones symboliques*".

Non moins symboliquement, le maire de La Paz remet alors aux dirigeants de la Confédération le drapeau national bolivien, pour que les paysans puissent le hisser à côté de leur *wiphala*...

On ne peut nier que l'événement fut un succès et prit l'allure d'une fête paysanne avec ses bannières et ses instruments de musique autochtones. Fête grave cependant, et toute en force retenue. Entre le 5 et le 12 octobre, 30 000 paysans marchent vers La Paz et, à leur arrivée, sacrifient rituellement un lama blanc sur la place San Francisco, lieu de toutes les manifestations et revendications. Leur service d'ordre est parfaitement organisé, on ne déplorera aucun excès et la police si nombreuse n'eut pas à intervenir. Les partis politiques, quels qu'ils soient, ont été clairement priés de s'abstenir : "*Il s'agit, ont expliqué les dirigeants, d'une protestation purement paysanne et indigène*". A la Paz, le thème de la manifestation est de renouveler symboliquement le siège de la ville réalisé en 1781, lors de la révolte aymara menée par Tupac Katari, personnage auquel se réfère explicitement le mouvement "katariste" apparu à la fin des années soixante[4].

A El Alto, la ville jumelle de La Paz à 4 000 mètres d'altitude, la *whiphala* est hissée sur la place Libertad. Les discours dénoncent l'oppression d'hier, celle des Espagnols, autant que celle d'aujourd'hui, celle des États-Unis. Et on n'oublie pas de remercier la *Pachamama*, la "Terre-

[4]Les rebellions indiennes de la seconde moitié du XVIII° siècle culminent en 1779-1781 sous la conduite de Tupac Katari pour la zone aymara, au sud du lac Titicaca, et de Tupac Amaru pour la zone quechua comprise entre Cuzco et le lac. Tupac Katari n'est notamment illustré par le siège de la ville de La Paz qui dura six mois et fut finalement rompu par une armée espagnole venue de Buenos Aires. Les deux chefs indigènes, qui furent écartelés en 1781, demeurent les symboles de la résistance indienne et sont explicitement associés soit à des mouvements paysans syndicaux ou politiques : *Movimiento Revolucionario Tupac Katari de Liberación (MRTKL)* et *Movimiento Katarista Nacional (MKN)* en Bolivie, soit à des organisations de lutte armée telles que l'*Ejercito Guerrillero Tupac Katari (EGTK)* en Bolivie et le *Movimiento Revolucionario Tupac Amaru (MRTA)* au Pérou (Labrousse, 1984 ; Albó et Barnadas, 1985).

Mère" vénérée par les peuples andins, qui n'a cessé depuis cinq cents ans de protéger les Aymara.

Un scénario identique est programmé à Cochabamba où 20 000 paysans des vallées voisines prennent symboliquement la ville et convergent vers la place centrale. A Sucre, capitale administrative du pays où l'indépendance fut proclamée en 1825, 25 000 paysans entrés dans la ville par les quatre points cardinaux élèvent une protestation contre "500 ans d'humiliation" et réclament plus de justice et de dignité ; certains ont parcouru plus de 100 kilomètres à pied depuis leur communauté. Occasion aussi pour ces paysans de rappeler à la Cour suprême de Justice qui siège dans cette ville que le jugement du dernier dictateur, Luis García Meza traîne depuis six ans et que l'accusé est toujours mystérieusement "en fuite"[5]. Ici les discours sont en quechua : "*Aujourd'hui nous voulons commencer à construire une nouvelle époque, un temps nouveau*", surprenant écho des paroles de Goethe à Valmy.

Dans la ville historique de Potosi, 4 000 paysans proclament que "*ces 500 ans n'ont laissé que pauvreté et misère pour la majorité des Boliviens*", allusion au pillage du fameux *Cerro Rico*, la "montagne d'argent" qui fit la fortune de la Couronne espagnole.

Dans les petites villes minières, souvent devenues villes fantômes depuis l'effondrement des cours de l'étain et la fermeture de la majorité de mines d'Etat, les manifestations de rue se teintent du souvenir les révoltes des mineurs et des répressions sanglantes dont ils furent victimes il y a peu encore[6]. Plus enclins à évoquer l'actualité, les paysans du Chaco regroupés à Tarija demandent d'en finir avec le remboursement de la dette externe, conspuent les agents de la DEA présents en Bolivie[7] et tentent de débaptiser places et avenues aux noms trop coloniaux.

Ailleurs les manifestations se font généralement plus discrètes, parce que les autochtones y sont moins nombreux et moins organisés. Quelques discours à Trinidad, Riberalta, Guayaramerin ; de même rien ne semble se passer à Santa Cruz, pourtant deuxième ville du pays, mais dans un contexte de "frontière" où la population indigène peu nombreuse et majoritairement allochtone peut difficilement s'exprimer.

---

[5]La sentence (trente ans de prison) a finalement été rendue en avril 1993 et l'accusé arrêté au Brésil en mars 1994.

[6]Notamment : massacres de 1942 et de 1949, et fameuse "nuit de la Saint-Jean" en 1967).

[7]DEA : *Drug Enforcement Administration*, organisme militaire nord-américain chargé de la lutte armée contre le trafic de la cocaïne et dont les abus envers les paysans boliviens sont régulièrement dénoncés.

Ce sont au total quelque 60 000 paysans qui se rassemblent pacifiquement dans les principales villes de l'Altiplano et des Vallées. Les seuls incidents notables, en partie symboliques aussi, sont trois attentats à la dynamite qui n'ont pas fait de victimes : deux à Potosi dont l'un dirigé contre la statue de la reine Isabelle la Catholique et signé "500 ans de résistance au colonialisme", et l'autre à Cochabamba contre le nouveau palais de justice.

L'identité revendiquée

Les discours prononcés lors de ces manifestations n'ont pas manqué de faire resurgir certains des thèmes qui semblent bien constituer le soubassement d'une idéologie de l'indianité revendiquée. Quatre leitmotivs se détachent avec insistance : le rejet du passé colonial, la condamnation des temps présents, une tendance à la résurrection d'un passé précolombien que l'on s'efforce de faire cadrer avec la recherche d'un projet pour le futur.

Le rejet du passé colonial

Le rejet du passé colonial constitue bien sûr l'aspect le plus immédiat de cette commémoration des 500 ans que ses initiateurs, l'Espagne et les gouvernements latino-américains, ne savent plus comment nommer après les critiques dont elle a fait immédiatement l'objet : ainsi passe-t-on du "Cinquième Centenaire de la Découverte" au "Cinquième Centenaire de la Rencontre des Deux Mondes", tandis que, pour les peuples autochtones, cela devient les "500 ans de Résistance au Colonialisme" et pour l'Eglise Catholique les "500 ans d'Évangélisation"! Bien logiquement, il n'y a là, pour les nations autochtones "*rien à fêter, sinon un jour de deuil*". Parmi les consignes que donne la Confédération des paysans se trouve celle-ci :

"*La rencontre des* pueblos originarios *[peuples originaires] commencera le 11 octobre et se terminera le 14 ; son but est d'exprimer le refus des festivités du cinquième centenaire de l'arrivée des Espagnols sur le continent*".

Le choix de l'expression *pueblos originarios* pour cette manifestation n'est d'ailleurs pas sans intérêt, car il s'agissait de trouver un dénominateur commun qui ne lèse aucune des identités revendiquées (Mamani et Fernandez, 1992). Si le terme *indio* fut immédiatement récusé parce que trop péjoratif et marqué par une colonisation traînant derrière elle l'erreur commise par Colomb, celui de *campesino* fut jugé trop limité au milieu

rural, tandis que celui d'*andino* laissait de côté les peuples d'Amazonie et du Chaco qui, pour être minoritaires parmi les autochtones, n'en sont pas moins déterminés dans leur revendication identitaire.

Ainsi les paysans de Cochabamba rejettent l'idée d'une "rencontre" passée et affirment que ce fut "un jour de honte" que celui de l'arrivée de Christophe Colomb, jour qui :

"*nous a seulement apporté sang, deuil et saccage de nos ressources naturelles. Les conquérants ont exterminé les habitants de l'Uruguay et de l'Argentine. Seuls ont résisté ceux de Bolivie, du Guatemala, d'Équateur et du Pérou. Pour nous, ce sont 500 ans de résistance face au colonialisme extérieur et intérieur*".

Et selon le secrétaire de la Fédération locale du syndicat paysan, ce sont :

"*500 ans d'exploitation et de misère endurés par les paysans autochtones. Pour nous, il n'est pas question de fêter les 500 ans, mais de rejeter l'épouvantable misère de notre peuple*".

L'attentat commis à Potosi contre le symbole de cette exploitation, la statue de la reine Isabelle la Catholique sur la place du même nom, signe sans appel ce rejet d'un passé auquel le présent continue d'élever des monuments.

Passé fait de massacres et d'exploitation, mais aussi de "perte de notre identité culturelle" dont précisément les *wiphala*, les instruments de musique autochtones et les discours en langue aymara ou quechua avaient pour rôle de rappeler la survie face à la culture urbaine occidentalisée et à la langue espagnole dominatrice. Or ce qui survit de la culture autochtone ne se manifeste pas seulement par les tissus, les vêtements, la langue, la musique et le folklore, mais bien par une cosmovision différente de celle de l'Occident. Nombre de déclarations rappellent l'existence, en Bolivie, de trente-six nations autochtones, Guarani, Aymara, Quechua, Yuki, Mosetene, Mataco, Chipaya, etc. (Figure 1), qui toutes réclament la reconnaissance de leur identité culturelle et la fin du racisme à leur égard. Ainsi, par le biais de la culture, passe-t-on aisément du rejet du passé à la condamnation des temps présents.

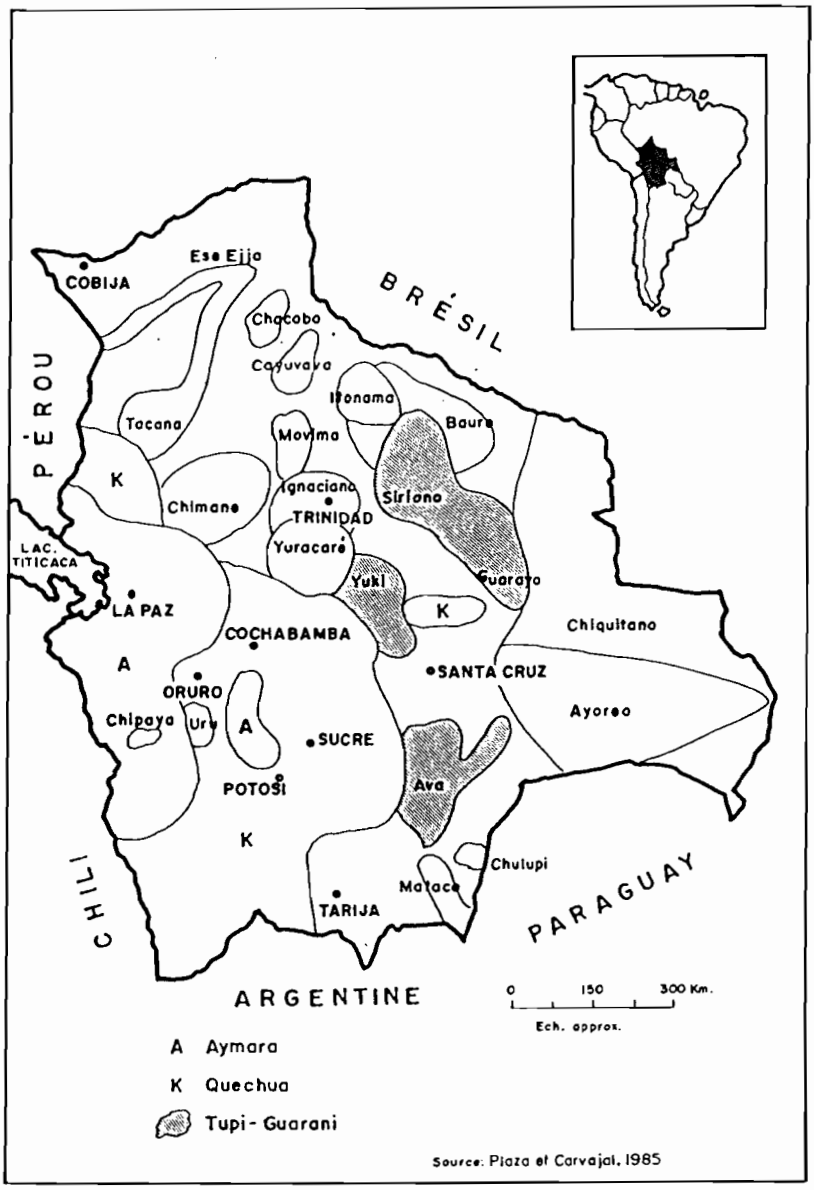


Figure 1. Principaux groupes ethno-linguistiques de Bolivie

La condamnation des temps présents

L'exposition des dessins du peintre bolivien Walter Solón Romero, réalisés pour l'occasion, exprimait bien par ses titres toutes les facettes de cette condamnation : *Le masque est différent, Les envahisseurs sont autres, C'est la même douleur qui se répète*, de même que le titre général de l'exposition : *La conquête interminable*. Il s'agit bien, en effet, d'une double condamnation du passé et du présent, apparemment inséparables dans l'esprit des manifestants, et qui s'affiche sur les pancartes et dans les slogans des paysans de Tarija :

"Protesta *contre l'invasion, la soumission et l'acculturation qui persiste avec la présence des militaires nord-américains et aussi avec le gouvernement bolivien lui-même, lesquels décident ensemble du sort de la population en portant atteinte aux cultures autochtones du pays par leur politique d'éradication de la coca et d'abandon d'une éducation publique au service des majorités nationales*".

On découvre ici l'une des caractéristiques du mouvement indien actuel, tant en Bolivie qu'ailleurs, celle d'avoir su réunir dans une même revendication les problèmes de la classe paysanne et ceux de l'ethnie, synthèse originale qui s'est forgée dans les luttes communes des mineurs et des paysans contre les dictatures successives[8]. Vers la fin des années soixante s'est en effet développé, parmi les paysans des Andes, le mouvement katariste ancré dans "*la mémoire historique des luttes anticoloniales*" (Labrousse, 1984) qui culmine dans les années soixante-dix et début quatre-vingts. En 1973, en pleine dictature du général Banzer, paraît le "Manifeste de Tiawanaku" cosigné par cinq organisations dont deux explicitement kataristes, dans lequel s'exprime clairement l'identité indienne :

"*Nous, paysans quechua et aymara, tout comme ceux d'autres cultures autochtones du pays, déclarons la même chose : nous nous sentons économiquement exploités, et culturellement et politiquement opprimés*".

Le manifeste poursuit en exprimant les idées qui paraissent fondamentales pour favoriser la prise de conscience et la libération indiennes, notamment l'importance de la culture comme "valeur la plus profonde d'un peuple".

En fort peu de temps ce mouvement deviendra la force majoritaire du syndicat paysan dont il changera complètement le caractère alors

[8]Sur ce thème, voir entre autres, pour la Bolivie : Lebot, 1982 ; Rivera Cusicanqui, 1986 ; et pour l'Équateur : Fauroux, 1982 ; Fassin, 1992.

totalement para-étatique. A l'intérieur de la *Central Obrera Boliviana* (*COB*), il saura à la fois coopérer avec la branche des mineurs contre les assauts des dictatures et faire admettre sa différence face à l'idéologie marxiste en vigueur. De la même manière, les militants paysans kataristes en exil, après avoir souffert d'une certaine discrimination de la part de la gauche "classique", feront l'expérience de la nécessité de s'en distinguer.

Il est significatif à cet égard que les manifestations du 12 octobre 1992 se contentent de reprendre des thèmes déjà largement exprimés par le Manifeste de Tiawanaku comme au Congrès national paysan de 1983 : reconnaissance des langues et cultures autochtones, reconnaissance de la feuille de coca comme élément de la culture populaire, mais aussi dénonciation du racisme et du colonialisme interne dont sont victimes les paysans. L'une des thèses de ce congrès affirmait déjà sans ambiguïté, voici dix ans :

"*C'est de nous qu'est née la Bolivie, mais jusqu'à ce jour nous sommes des exilés sur notre propre terre [...], on a essayé de nous faire oublier nos véritables origines et de nous réduire à la condition de paysans, sans personnalité, sans histoire, sans identité*", claire allusion à la transformation des *indios* en *campesinos* voulue par la Révolution de 1952.

Ici comme en Équateur, cette évocation des 500 ans de résistance se situe donc dans la continuité d'un mouvement ancien dont la dernière manifestation médiatique datait de 1990 ; ce fut la "Marche pour le Territoire et la Dignité" réalisée vers La Paz par les peuples Ayoreo et Chimane de l'Amazonie bolivienne qui, à leur arrivée sur l'Altiplano, furent spectaculairement accueillis par les Aymara. On ne s'étonne donc pas que le journal de la Confédération paysanne, *El Pututu*[9], prend alors pour sous-titre : "500 ans de résistance à l'oppression, l'exploitation et la marginalisation, les fils viennent récupérer le pouvoir et le territoire". Les discours qui dénoncent "le saccage de nos ressources naturelles" sont donc beaucoup moins inspirés par une préoccupation écologique que par la revendication d'un territoire pour les peuples autochtones et de la propriété de la terre pour ceux qui la cultivent.

Le récent "congrès organique" de la *COB,* tenu en 1991, fut encore l'occasion pour la Confédération paysanne (*CSUTCB*) de rappeler et de faire mieux connaître son originalité au sein du mouvement syndical bolivien. Elle demande alors à la Centrale, et réussit à leur faire accepter, "d'intégrer le caractère multinational de la Bolivie" en promouvant la

[9]Mot aymara désignant la corne, instrument d'appel et de musique indigène.

création d'une "Assemblée de l'unité des nations originaires et du peuple", laquelle est effectivement admise et symboliquement instaurée par les manifestants du 12 octobre. Sa proposition de résolution précise clairement :

"*L'objectif doit être la lutte pour le territoire, la dignité, la souveraineté et l'autodétermination, en plus des revendications des travailleurs, c'est-à-dire avec un contenu de classe, nation et culture. L'objectif n'est donc pas de défendre l'Etat actuel, mais de lutter pour un État multinational et pluriculturel*".

Et la *CSUTCB* se démarque des revendications syndicales habituelles en ajoutant

"*Nous ne sommes ni classe moyenne ni prolétariat, nous sommes des nations opprimées, exploitées, marginalisées. Mais nous sommes des nations vivantes, nous existons, nous avons une histoire, nous avons un futur* [...]. *Pour cette raison, notre lutte ne porte pas seulement sur le salaire, mais constitue un questionnement au système*".

Récupération de l'histoire, mais aussi récupération des temps présents qui, à l'occasion de la manifestation, s'oriente vers la dénonciation d'un colonialisme tant extérieur qu'intérieur :

"*Le territoire national est militarisé et occupé par les militaires des États-Unis, avec l'accord des parlementaires antinationaux vendus à l'impérialisme*" (*El Pututu*, septembre 1992).

Le secrétaire de la Confédération ajoute dans le même journal :

"*Nous avons vécu 500 ans de colonialisme extérieur (d'abord l'Espagne, ensuite l'Angleterre et maintenant les États-Unis) et aussi intérieur, car toujours les créoles et les métis nous ont gouvernés et nous ont soumis à la faim et à la misère, nous Aymara, Quechua, Guarani, Chiquitanos, Mojenos et autres peuples originaires* [...]. *La politique économique néolibérale actuelle du 21060 est génocide et ethnocide*[10]. *Nos gouvernants sont des poupées obéissantes aux diktats et commandements du maître impérialiste*".

Il n'est pas sans intérêt que cette constatation débouche sur un appel à une solidarité plus large :

---

[10]21060 est le numéro du décret-loi de 1985 qui institue officiellement le néolibéralisme dans le pays. L'allusion à l'occupation du territoire par les militaires des États-Unis se réfère à l'annexe III de l'accord de 1990 (les deux gouvernements ne parvinrent pas à le garder secret) qui organise la coopération des forces armées nord-américaines et boliviennes dans la lutte contre le trafic de la cocaïne et surtout la répression des planteurs de coca.

"*Nous devons nous unir entre pays andins pour nous libérer du nouveau* coloniaje *des États-Unis et reconstruire une nouvelle nation*".

On peut considérer que la proclamation par l'ONU de l'année 1993 comme "Année internationale des peuples indigènes" afin d'assurer la protection de leurs droits sur leurs terres, leurs ressources, leur culture et aussi leur droit à un gouvernement autonome, constitue la reconnaissance d'une telle conception. La dénonciation du colonialisme intérieur, outre son élément culturel, vise donc

"*les nouveaux* conquistadores *: autorités du gouvernement, entrepreneurs, intermédiaires et transporteurs qui exploitent et marginalisant nos peuples* [...]. *Pour nous, le colonisateur c'est le gouvernement qui a décrété la liberté des importations, et le transporteur qui nous impose les prix qu'il veüt pour nos productions* [...]. *Les intermédiaires qui achètent à bas prix nos produits sur la foire et les revendent plus chers sont aussi des nouveaux colonisateurs, responsables de la marginalisation des communautés paysannes*".

Aux revendications anciennes et classiques de l'agriculteur contre l'intermédiaire s'ajoute la critique plus politique des mesures néolibérales en vigueur et aussi de la répression dont sont l'objet les leaders paysans. Ainsi le siège symbolique de la ville de La Paz se transforme-t-il, au cours de la manifestation, en encerclement de la prison centrale de San Pedro où sont détenus sans jugement des paysans accusés d'appartenir à l'organisation terroriste *EGTK*. De même à Cochabamba, les manifestants brûlent l'image d'un coq (emblème du *MIR*, parti au pouvoir) enveloppée d'un drapeau nord-américain.

Résurrection du passé ou projet d'avenir ?

Il existe sans aucun doute, dans le mouvement en cours, une tendance au retour vers un passé précolombien souvent simplement évoqué par quelques mots à valeur magique, lancés comme autant de slogans, qui sont censés représenter ce que fut l'histoire grandiose du continent avant l'invasion espagnole. Ainsi en est-il du mot *Abya-Yala* qu'utilisaient les Kuna de Panama pour désigner le continent et qui tend à entrer, malgré la distance géographique et culturelle, tant dans le vocabulaire syndical bolivien que dans celui des anthropologues[11]. De la même façon, le mot

[11]On le trouve cité dans le journal *El Pututu*, sous la plume du second secrétaire de la Confédération ouvrière bolivienne (*COB*), de même que dans le titre d'un article de l'anthropologue Tristan Platt (1992).

andin *Pachacuti* est utilisé pour qualifier la mobilisation du 12 octobre, mot qui évoque tout à la fois le châtiment, le miracle et le cataclysme cosmologique qui, selon la croyance, renverse périodiquement le cours du temps (Bouysse-Cassagne, 1988). A cette conception se rattachent des déclarations comme celle-ci :

"*Nous voulons une terre nouvelle, un ciel nouveau, un pays nouveau où nous serions traités avec justice, dignité et dans lequel nous pourrions être partenaires*".

Revivifier le passé grandiose, fût-il partiellement imaginaire, permet d'enraciner le futur : "Je meurs, mais après moi des milliers et des milliers se rebelleront" furent les dernières paroles, précieusement gardées, que Tupac Katari laissa en héritage (Tola Larico, 1993). A cette glorification du passé se rattache la fête du Soleil (*Inti Raími*) organisée depuis peu chaque 21 juin, à l'exemple de la célébration organisée à Cuzco, mais ici sur le site archéologique de Tiawanaku : de fête purement touristique à l'origine, elle semble bien en cours de récupération par le mouvement indien pour devenir lieu de refondation de l'identité andine.

Mais au-delà des mots porteurs d'utopies, la revendication du passé peut se faire plus précise et se traduire par un véritable programme politique. Tel est le cas du nouveau parti katariste *MNK* qui, à l'occasion des élections de 1993, base explicitement sa proposition économique sur le modèle de *l'ayllu*, la communauté précolombienne fondée sur la réciprocité, le troc, la complémentarité des étages écologiques, etc., le tout présenté comme une alternative au modèle néolibéral (*Presencia*, 17.04.93).

La proposition qui a cours ce 12 octobre 1992 n'est cependant pas aussi explicitement ni catégoriquement élaborée. Idéalement, l'objectif est alors d'initier la construction d'un "*État démocratique différent qui cesse d'être raciste et reconnaisse l'identité culturelle des peuples originaires*" ; c'est là le thème récurrent de tous les discours du jour : un nouvel État pluriculturel et multilingue ou plurinational. Pratiquement, il s'agit de mettre en place la "première Assemblée des nations originaires et du peuple" constituée d'élus de chaque province, laquelle "se convertira en une sorte de Parlement qui installera le nouvel État".

Les documents soumis à l'examen des différentes commissions de cette assemblée portent significativement sur les thèmes suivants : Terre et Territoire, Stratégie économique, Éducation nationale (interculturelle et bilingue), Histoire nationale, Proposition d'une nouvelle constitution politique, etc. Propositions pratiques, mais qui restent dans la continuité de l'ordre cosmologique andin :

A El Alto, "*un* yatiri [à la fois sage et devin] *et une paysanne clôturent la manifestation et officialisent la création de l'Assemblée des peuples originaires. Invoquant les divinités, le soleil, la lune et les montagnes, un ancien leur demande de bénir les paysans, leurs terres et leurs animaux*".

Mais dans la réalité de l'événement, il s'agit de prendre, lors de ce 12 octobre, des mesures pratiques qui constitueront autant de menaces pour le pouvoir en place : la manifeste proclamé à Cochabamba, sur la place Colón renommée pour la circonstance place Zárate Willca (chef d'une rébellion, aymara de la fin du XIX° siècle), stipule que les nations originaires :

- "*n'obéiront plus aux lois et décrets de l'Etat capitaliste et des gouvernements de l'oligarchie qui n'auront pas été élaborés avec leur participation*" ;

- "*récupéreront leur territoire en expulsant les "patrons" qui continuent à en exploiter les terres et les ressources naturelles non renouvelables (or, pétrole) et renouvelables (bois)*" ;

- "*exigent la mise en place d'un projet d'éducation interculturelle bilingue, projet historique d'éducation des peuples originaires*" ;

-"*insistent sur la lutte nécessaire pour détruire l'impérialisme nord-américain et ses agents serviles, l'oligarchie nationale, laquelle s'est accaparée du pouvoir depuis 500 ans*".

Et depuis lors, face à l'inertie du gouvernement qui tarde trop à examiner le projet de loi indigène et le laisse "s'empoussiérer", les organisations de communautés paysannes menacent de préconiser l'abstention lors des élections nationales de juin 1993 (*Presencia*, 06.02.93).

Une autre caractéristique des revendications du jour est qu'elles ne sont en rien antinationales : aucune ne propose le démembrement du pays, la Bolivie reste la patrie de tous. Elles demandent avant tout la transformation de l'Etat en un nouvel État capable d'accepter la pluralité des nations qui le constituent, ce qui remet en question :

"*la prétendue unité du pays telle qu'elle se trouve organisée aujourd'hui* [...]. *Les peuples indigènes demandent à être reconnus à l'intérieur de l'Etat et de jouir des droits qui sont les leurs en tant que tels*".

Ils posent au gouvernement le défi de reconstruire une unité basée sur une diversité reconnue et acceptée comme telle, et d'organiser une "*coparticipation dans l'administration des ressources naturelles*", selon l'expression des Chiquitanos (*Presencia*, 11.04.93). Dans de telles conditions, le risque de voir surgir un "fondamentalisme indigène" ne paraît guère sérieux, encore moins lorsque ceux qui en brandissent la menace

cherchent à assimiler ce mouvement indigène au Sentier Lumineux du Pérou[12].

Tentative de résurrection du passé ou projet d'avenir, le mouvement que cette célébration des 500 ans a suscité pose à l'Etat des questions de fond dont les gouvernements ne pourront longtemps encore éluder la solution. Ce mouvement a mis à jour le démantèlement du paradigme national sur lequel, voulait-on croire, était fondée la nation bolivienne depuis la Révolution nationale de 1952, et dont les piliers étaient : unité, métissage, monolinguisme et religion catholique (Mesa, 1992-a). Désormais l'existence de "l'autre" ne peut plus être esquivée et questionne l'Etat et la nation tout entière, car il s'agit de refonder, mais obligatoirement d'une autre manière, l'idée même de nation bolivienne. Un nouveau paradigme est à construire à partir d'une société nationale multi-ethnique, défi que la Bolivie n'est certes pas le seul pays à affronter, mais qui va à l'encontre de la conception commune selon laquelle développement économique et reconnaissance d'un droit d'exister pour les communautés indigènes seraient foncièrement incompatibles (Morin, 1982).

Une Amérique à redécouvrir

"*Durant cinq siècles, nous avons été entraînés à ne pas nous voir. Cela à cause de plusieurs masques qui nous empêchent de voir notre véritable visage qui est un visage de visages, un visage multiple. L'un d'eux est l'organisation élitiste de la société qui a réservé à quelques-uns le droit à la création, comme s'il s'agissait d'un privilège et non d'un droit. Un autre de ces masques est le racisme qui a réduit la culture latino-américaine à une oeuvre de Blancs, pendant que l'élitisme la réduisait à une oeuvre de riches. Un système où les riches sont normalement Blancs, parce que ce que l'on appelle démocratie sociale est un système où ceux qui ont la peau foncée sont en bas et ceux qui ont la peau plus claire en haut*".

Ces réflexions de l'écrivain Eduardo Galeano faites lors d'une entrevue[13], résument clairement "la question indienne" mais ne résolvent pas celle du visage de l'autre. Quel est donc cet "autre" qui, après cinq siècles, oblige à sa re-découverte ?

---

[12]Un exemple de cet amalgame est donné par les déclarations du Mexicain R. Benitez Manaut, "spécialiste de la prévention des conflits", reproduites dans *Presencia* du 20.02.93.

[13]*Presencia,* 24.01.93 : "Entrevista con Eduardo Galeano : La realidad es un desafío", Linterna diurna (4-5).

Une identité externe

Toute identité a besoin d'un certain recul pour s'affirmer. Le mouvement katariste, essentiellement paysan, s'est d'abord créé à la ville, celle de La Paz surtout, dans un milieu où les fils de paysans, collégiens, étudiants ou autres, ont fait l'expérience de la discrimination et, *a contrario*, de leur originalité (Sandoval *et al.*, 1987). Le mouvement s'est ensuite amplifié à la campagne grâce aux relations entretenues entre les "résidents" urbains et les leaders paysans restés sur place.

En outre, il faut reconnaître que l'attention sur cette identité ainsi que les recherches historiques et anthropologiques sur sa nature, ont été généralement initiées par des chercheurs étrangers. Selon une certaine logique, l'identité indienne s'est donc trouvée d'abord reconnue à l'étranger où il était certes plus facile de l'accepter. De toute évidence, le prix Nobel décerné à Rigoberta Menchu constitue la consécration de cette "reconnaissance des nombreux visages de l'Amérique latine", selon le dirigeant du *MRTKL*, tandis que celui du *MBL* (*Movimiento Bolivia Libre*) y voit

"*la reconnaissance du passé et de la capacité de résistance des peuples originaires, et aussi de leur identité et d'un futur possible pour eux*" (*Presencia*, 17.10.92).

Une autre instance internationale a également joué un rôle de caisse de résonance du mouvement, quoique dans une moindre mesure et avec plus de retard en Bolivie qu'en Équateur ; il s'agit de l'Eglise catholique qui redécouvre à cette occasion les "défenseurs des Indiens" que furent en leur temps Bartolomé de Las Casas, Antonio de Montesinos, etc. Déjà en 1990, l'Eglise locale s'était jointe à la "Marche pour le Territoire et la Dignité" ; cette fois l'archevêque de La Paz déclare que son Église ne participera pas à la commémoration des "500 ans de la Rencontre de deux Mondes", *car "nous partageons la douleur et l'injustice dont souffrent ces peuples"*. En même temps l'Église catholique de Bolivie lance une "campagne de solidarité avec les droits des peuples originaires" de façon à soutenir le projet de loi qui vise à leur donner une existence juridique et à faire reconnaître leur identité culturelle et ethnique et leur droit à un territoire propre.

Récupération du mouvement ? Tactique destinée à faire pièce à la montée et au succès des sectes en milieu rural et qui permet de s'en distinguer nettement sur un sujet sensible ? On peut certes s'interroger, ou bien admettre que certains dirigeants de cette Église ont enfin pris conscience de l'existence du problème. Quoi qu'il en soit, les apports de l'Eglise boli-

vienne à la quatrième Conférence des évêques latino-américains (CELAM) réunie à Saint-Domingue au cours du même mois d'octobre, sont de ceux qui plaident alors le plus nettement pour une reconnaissance des peuples indigènes au sein de l'organisation catholique.

Quelle identité interne ?

Si, pour l'observateur extérieur, tous les autochtones sont des Indiens dont il est grand temps d'admettre l'existence et l'identité, il n'en va certainement pas de même à l'intérieur des frontières nationales.

Au long de l'histoire républicaine s'est développée chez les créoles la conviction que la "race indienne" disparaîtrait inéluctablement. Ainsi, le commentateur des résultats du recensement de la population bolivienne de 1900 ne met pas en doute que "*cette race est blessée à mort depuis les années 1878, par la sécheresse, la faim et l'alcoolisme*" et il invite le lecteur à apprécier les conséquences de ces faits, en précisant que s'il existe dans le pays une cause du retard de "la civilisation", elle provient de cette "*race indigène essentiellement réfractaire à toute innovation et à tout progrès*" (Rivera Cusicanqui, 1986).

Cependant, après la Révolution nationale de 1952, le mot d'ordre est, en Bolivie comme ailleurs en Amérique du Sud, à l'intégration et au métissage :

"*Au-delà du traumatisme de la conquête, le solde de ces cinq cents ans consiste en la création d'une identité basée sur le métissage*" (Zea, 1992).

Depuis, la Bolivie officielle n'a cessé de vivre sur une telle conception qui, ici plus qu'ailleurs, était pourtant sans fondement réel ; quarante ans plus tard, il lui faut bien se réveiller de cette illusion. "*Le métissage culturel est la plus grande illusion de notre projet de nation*" lit-on dans *Presencia,* et l'auteur de cet article intitulé "Rencontre avec nous-mêmes" rappelle que la situation d'apartheid envers les *cholos*, intelligemment instaurée par le vice-roi Toledo en 1570, est toujours de mise dans le pays[14].

On peut certes soutenir que, d'un certain point de vue, le métissage a bien eu lieu, ou tout au moins une certaine forme de métissage.

"*Le monde colonial a donné lieu, malgré l'existence de dominants et de dominés, à une réalité mêlée, des messages entrecroisés, des mythologies*

[14]Le terme *cholo* désigne, de façon généralement méprisante en Bolivie, le métis. L'auteur rapporte à ce propos comment un grand hôtel de La Paz venait de refuser ses salons pour une réunion à laquelle devaient participer des femmes *de pollera* (habillées à l'indigène).

fondues, une religion [catholique] *neuve et enrichie. Le ciel des Écritures bibliques s'est peuplé de lunes, de soleils et d'étoiles des Andes, de sirènes et de singes...*" (Mesa, 1992-b).

Mais ce que la Bolivie officielle prenait pour un métissage et l'Eglise catholique pour une évangélisation réussie n'étaient en réalité que la manifestation de cette remarquable capacité d'intégration dont les peuples andins ont toujours fait preuve au cours de leur histoire, tout en sachant préserver leur identité propre, même si celle-ci demeurait cachée aux envahisseurs pour des raisons bien compréhensibles de sécurité. De même, l'immigration des Aymara vers les villes de La Paz et d'El Alto ne doit pas faire illusion : il ne s'agit nullement d'une assimilation ni d'une dilution de leur identité ; l'avis des sociologues est plutôt que cette migration est l'occasion d'une "accentuation de leur conscience ethnique" (Sandoval *et al.*, 1987). Anecdote significative, les Aymara persistent à dénommer la ville de La Paz *Chukiyago Marka*, la région du Chukiyago, rivière qui traverse la ville, ignorant délibérément le nom hérité de la colonisation.

Mais il y a plus. L'événement de l'arrivée et de l'installation des Européens s'est trouvé intégré à la cosmovision andine de façon à ne constituer qu'une étape dans une longue histoire qui n'en poursuit pas moins son déroulement propre. La méprise des créoles sur leur espérance de métissage en Bolivie est aujourd'hui bien éclairée par les anthropologues qui mettent en évidence, chez les peuples andins, cette conception "*qui minimise l'impact de l'histoire et privilégie la continuité aux dépens des immenses transformations que nous savons avoir lieu*" (Harris, 1987).

Un jour, le monde se renverse, c'est *Pachacuti*, on passe d'un âge à l'autre de l'humanité andine, ou plutôt d'un soleil à l'autre de son histoire, cela dans une progression non cyclique du temps. Ce qui était au-dessous revient à la surface, un nouvel ordre s'instaure dont les 500 ans, ainsi réinterprétés, constituent l'annonce et déjà l'aurore. L'invasion européenne et la conquête qui s'est poursuivie durant cinq siècles, ne constituent que "*la dernière des crises cosmiques que prévoyaient les mythes prophétiques andins*" (Platt, *o. c.*) ; ce que l'on prenait pour un métissage n'est qu'une appropriation de l'apport colonial dans une identité dont le pouvoir d'intégration n'avait pas été soupçonné. "*Nous sommes catholiques, mais nous sommes d'abord aymara*" répondait récemment une employée de maison à un journaliste qui l'interrogeait sur sa religion...

Ces considérations ne valent certes que pour les peuples andins de Bolivie, lesquels sont majoritaires parmi les "nations originaires" ; on trouverait sans doute d'autres explications à la survie identitaire non moins

évidente des Guarani ou des Chiquitanos, tandis que pour les peuples minoritaires d'Amazonie ou du Chaco, les recherches en ce domaine sont fort peu avancées encore[15].

Conclusions

A la différence de la plupart des pays d'Amérique du Sud, la survie et la résistance d'un monde indigène majoritaire en Bolivie ont posé au pouvoir de l'oligarchie espagnole, puis créole, un problème qu'il n'a pas réussi à résoudre, les solutions oscillant tout à tour entre génocide plus ou moins direct (tel qu'il fut pratiqué dans les pays moins peuplés), indifférence ou intégration[16]. Mais à 500 ans de la conquête, la question rebondit de façon inattendue : celui que l'on prenait pour "l'autre", celui qui fait problème parce qu'il est autre, s'il n'a pas réussi à échapper à l'exploitation économique, a cependant gardé pleinement conscience de qui il est, et il en a donné la preuve par sa longue résistance, ouverte ou latente, à l'oppression politique et culturelle. Les peuples autochtones non seulement n'ont pas disparu en Bolivie, mais cherchent à faire accepter peu à peu leur identité fondée sur la langue et la culture, l'organisation du pouvoir et, dans certains cas, le territoire. L'exemple du Canada où l'évolution constitutionnelle en cours vise à donner un niveau de participation au pouvoir particulier aux autochtones, montre que la proposition des mêmes en Bolivie n'a rien d'irréalisable (Rouland, 1993).

L'incertitude identitaire sur laquelle il convient désormais de s'interroger concerne non pas les autochtones, mais bien les "latino-américains".

"*La première tâche est de commencer à nous dire à nous-mêmes la vérité sans euphémismes*, écrit C. Mesa dans l'article déjà cité. *Quand nous serons capables de nous regarder dans le miroir sans cracher sur notre propre image, nous aurons commencé à avancer dans la bonne direction...*".

Première tâche, certes, mais que des États centralisés, calqués sur le modèle jacobin dont étaient imprégnés les *libertadores*, ne sont probablement pas encore prêts à mettre effectivement en oeuvre.

---

[15]Une recherche de ce qui fonde "l'identité indienne" en Bolivie dépasserait les limites de cet article, et plus encore une recherche de ce qui fonde l'identité de chacune des ethnies autochtones. Voir à ce propos : Albó, 1979 ; Albó *et al.*, 1989 ; Bouysse-Cassagne, 1987.

[16]Pour la période coloniale, voir Saignes, 1982.

Mais une "rencontre" ne peut avoir lieu qu'entre des identités clairement définies ; or, si le monde autochtone connaît bien la sienne et la revendique hautement aujourd'hui, l'identité créole au contraire ne s'est pas encore trouvée : "*Nous ne savons pas qui nous sommes, et moins encore qui nous voulons être*" (Lumbreras, 1992). Le criolisme s'est d'abord défini par opposition à la métropole espagnole ou portugaise, puis par opposition au monde indien auquel il dut cependant reconnaître une certaine dette (ne serait-ce qu'à cause des guerres de libération qui ont fait largement appel à lui), d'où ce concept commode de "métis" qui, pour les créoles, permit de garder ses distances tant avec le passé colonial qu'avec le présent indien. Mais à la différence du monde autochtone, le monde créole cherche encore ses références et continue à situer son futur du côté de l'Occident. Tour à tour, l'Europe et les États-Unis lui ont fourni ses modèles culturels, économiques, sociaux, sur lesquels il lui faut bien s'interroger aujourd'hui. Peut-être sera-t-il ainsi conduit à se reconnaître enfin une identité qui lui soit propre.

Références bibliographiques

ALBÓ X., 1979 - Khitïpxtansa ¿ Quienes somos ? *América Indígena,* vol. XXXIX, 3 (477-488).

ALBÓ X., BARNADAS J. M., 1985 - *La cara campesina de nuestra historia.* Unitas. La Paz. 2° ed.

ALBÓ X., LIBERMANN K., GODINEZ A., PIFARRE F., 1989 - *Para comprender la culturas rurales en Bolivia.* MEC-Cipca-Unicef. La Paz.

BOUYSSE-CASSAGNE T., 1987 - *La identidad aymara. Aproximación histórica (Siglo XV, Siglo XVI).* Hisbol. La Paz.

BOUYSSE-CASSAGNE T., 1988 - *Lluvias y cenizas, dos Pachacuti en la historia.* Hisbol. La Paz.

Central Obrera Boliviana (COB), 1992 - *I Congreso Nacional Orgánico de la COB. Memoria.* 28-31 de agosto de 1991. Cedla. La Paz.

CUNIL P., 1966 - *L'Amérique andine.* PUF. Coll. Magellan. Paris.

DEMELAS D., 1980 - *Nationalisme sans nation ? La Bolivie aux XIX°-XX° siècles.* CNRS. Toulouse.

FASSIN D., 1992 - Le cinquième centenaire et le problème indien. *Esprit.* Décembre 1992 (16-29). Paris.

FAUROUX E., 1982 - Le déclin des cultures indigènes de la Sierra équatorienne et le renouveau des mouvements indigénistes. *In* : *Indianité, ethnocide, indigénisme en Amérique latine* (187-203). Gral-CNRS. Toulouse.

FRANQUEVILLE A., 1990 - Villes et réseau urbain en Bolivie. *Les Cahiers d'Outre-Mer,* 43, 171 (273-288). Bordeaux.

HARRIS O., 1987 - De la fin du monde, notes depuis le Nord-Potosi. *Cahiers des Amériques latines,* Nouvelle série, 6 (93-118). Paris.

LABROUSSE A., 1984 - *Le réveil indien en Amérique andine.* Ed. Favre-Cedetim. Lausanne.
LEBOT Y., 1982 - Étrangers dans notre propre pays : Le mouvement indien en Bolivie dans les années soixante-dix. *In* : *Indianité, ethnocide, indigénisme en Amérique latine* (155-165). Gral-CNRS. Toulouse.
LOPEZ MAMANI F., 1992 - Wiphala, emblema nacional andino. *Revista Unitas*, 7 (74-83). La Paz.
LUMBRERAS L. G., 1992 - Cultura, tecnología y modelos alternativos de desarrollo. *Comercio Exterior*, vol. 42, 3 (199-205). Mexico.
MAMANI C., FERNANDEZ M., 1992 - Los Aymara de ayer, de hoy y del futuro. *Presencia, Mundo Nuevo*, n° 9, octubre de 1992 (22-23).
MESA C., 1992-a - 500 años... mirando al futuro. *Presencia,* 27.09.1992. La Paz.
MESA C., 1992-b - 500 años : El signo de la cruz. *Presencia,* 04-10.1992. La Paz.
MORIN F., 1982 - Indianité et État. *In* : *Indianité, ethnocide, indigénisme en Amérique latine* (258-264). Gral-CNRS. Toulouse.
PLATT T., 1992 - Voces de Abya-Yala. Escritura, chamanismo e identidad. *Revista Unitas,* 7 (61-73).
PLAZA MARTINEZ P., CARVAJAL CARVAJAL J., 1985 - *Etnias y lenguas de Bolivia.* Instituto boliviano de cultura. La Paz.
Presencia. Quotidien. La Paz.
RIVERA CUSICANQUI S., 1986 - *Oprimidos pero no vencidos. Luchas del campesinado aymara y qhechwa de Bolivia. 1900-1980.* UNSRID. Ginebra.
ROULAND N., 1993 - Le développement devrait-il tuer la culture ? *Le Monde Diplomatique*, juin 1993 (16-17).
SAIGNES T., 1982 - Politiques ethniques dans la Bolivie coloniale, XVI°-XIX° siècles. *In* : *Indianité, ethnocide, indigénisme en Amérique latine* (23-52). Gral-CNRS. Toulouse.
SANDOVAL G., ALBÓ X., GREAVES T., 1987 - Chukiyawu, la cara aymara de La Paz. Tomo. IV : Nuevos lazos con el campo. *Cuadernos de Investigación Cipca*, 29. La Paz.
TOLA LARICO S., 1993 - Tupac Catari y los "Kataristas". *Presencia, Linterna diurna,* 14.03.1993.
ZEA L., 1992 - Invención de una cultura. *El Correo de la Unesco*, mayo 1992 : Redescubrir 1492 (42-43).

16

L'ESPACE ANDIN PRÉHISPANIQUE[1]

Résumé

L'étagement, à présent bien connu, de l'espace agricole andin préhispanique en territoires-archipels distribués entre un maximum de niveaux écologiques et permettant donc un maximum de variété dans les productions, n'est en réalité que l'un des aspects de l'organisation de ce milieu aux caractéristiques physiques si particulières.

Les peuples précolombiens, Aymara puis Quechua, se représentaient également leur espace comme structuré selon des lignes directrices sans doute elles-mêmes héritées de cultures antérieures, qui n'étaient pas sans rapport avec les données de la nature, et que l'on peut encore percevoir aujourd'hui malgré la déculturation et les destructions résultant de quatre siècles de colonisation.

Grâce à des approches complémentaires combinant les apports des différentes sciences sociales, il est possible de reconstituer, au moins en partie, cette représentation multiple de l'espace andin - quadripartition de l'Empire inca et opposition duale en même temps que complémentaire entre *le Haut* et *le Bas* - qui, dans une certaine mesure, continue de régir la vie des communautés autochtones et s'impose encore dans la façon de penser des contemporains, comme le révèlent certaines coutumes et traditions toujours en vigueur.

Abstract

The terracing, now well defined, of the agricultural pre-Hispanic Andean space in archipelago-territories distributed according to a maximum of ecological levels and thus allowing a maximum of variety in

[1]Texte publié dans l'ouvrage collectif : *Ethnogéographies*, sous la direction de P. Claval et Singaravelou, coll. Géographie et Cultures, L'Harmattan (77-92), 1995. Je remercie Georges Pratlong qui a bien voulu revoir ce texte, ainsi que Marie-France Franqueville-Fauvarque qui a participé à la rédaction de la dernière partie.

the productions is, as a matter of fact, only one of the organisational aspects of this milieu endowed with very particular physical characteristics.

The pre-Columbian peoples, Aymara then Quechua, also imagine their space as being structured according to directing lines probably themselves inherited from former cultures, which were not alien to natural realities, and that one may still perceive despite the de-culturation and destructions resulting from four centuries of colonisation.

Through complementary approaches combining the elements brought by the different social sciences, it is possible to reconstruct, at least partly, the multiple representation of the Andean space - quadripartition of the Inca Empire, and dual and in the meantime complementary opposition between *the High* and *the Low* - which, in a certain way, still governs the indigenous communities' life and still imposes upon the way of thinking of the present people as reveal some customs and traditions still in use.

Resumen

El escaloniamento, actualmente bien reconocido, del espacio agrícola andino prehispanico en territorios-archipiélagos distribuidos entre un máximo de niveles ecológicos y que permiten por lo tanto un máximo de variedad en las producciones, no es en realidad sino uno de los aspectos de la organización de ese medio con características físicas tan particulares.

Los pueblos precolombinos, Ayamar luego Quechua, se representaban igualmente su espacio como estructurado según lineas directrices en relación con los datos naturales y sin duda heredadas de culturas anteriores, que todavía se puede percibir a pesar de la desculturación y las destrucciones provocadas por cuatro siglos de colonización.

Mediante aproximaciones complementarias que combinan aportes de diferentes ciencias sociales, es posible reconstituir, al menos en parte, esta representación múltiple del espacio andino - cuadripartición del Imperio Inca y opposición dual al mismo tiempo que complementaridad entre la parcialidad de *arriba* y la de *abajo* - que, en cierta medida, sigue rigiendo la vida de las comunidades autóctonas y se impone aún en la manera de pensar de los contemporáneos, como lo revelan ciertas costumbres y tradiciones aún vigentes.

Dans les civilisations sans écriture telles celles qui s'étaient développées sur les hauts plateaux andins avant la conquête espagnole, la représentation de l'espace comme la perception du monde ne pouvaient être l'objet d'aucune transcription graphique. A la différence des Aztèques ou des Mayas, les peuples andins n'ont laissé aucun témoignage direct susceptible de faire connaître leur pensée sur l'espace, leur façon de le maîtriser et de l'organiser. Une telle approche n'est donc possible aujourd'hui que de façon indirecte, soit à travers ce qu'en avaient compris les chroniqueurs de la colonisation, soit par ce qu'il en reste dans les traditions ou pratiques contemporaines.

L'étude de ces diverses sources met en évidence la superposition de deux conceptions de l'espace qui, semble t-il bien, ont régi de pair la pensée du monde andin préhispanique sur l'espace et que les récentes recherches tant historiques qu'anthropologiques permettent d'élucider peu à peu. Il apparaît en effet que "*entre le passé précolombien et le présent existe une certaine continuité culturelle qui, si elle a fait la part du feu à près de cinq siècles d'agression, n'en demeure pas moins toujours perceptible*" (Pratlong, 1989).

L'espace inca : le *Tawantinsuyu*

Le fameux Empire inca, dont le symbole et la capitale furent la ville de Cuzco, était conçu comme un ensemble de quatre parties, d'où le nom que lui donnaient ses habitants : *Tawantinsuyu* en quechua, les quatre parties. Ces quatre parties constituaient le monde, et la traduction de *Tawantinsuyu* en aymara signifie "univers". "Chacune [des quatre parties] avait à sa tête un *apo*, écrit Métraux (1961), un chef, généralement une personnalité de haut rang, frère ou oncle de l'Inca". Ces quatre régions (*suyu*) de l'Empire avaient pour noms *Chinchasuyu*, *Cuntisuyu*, *Collasuyu* et *Antisuyu*.

La question se pose de la façon dont étaient délimitées dans l'espace ces quatre parties d'un empire qui, au fil des conquêtes, avait pris d'énormes proportions ; dans son extension maximale, à l'époque de la conquête espagnole, il s'étirait sur 4 000 kilomètres, de la frontière nord de l'Équateur actuel jusqu'à hauteur de Valdivia au Chili, et couvrait plus de 600 000 kilomètres carrés. Ces limites étaient-elles constituées par des obstacles naturels, cours d'eau, montagnes, forêts, ou bien correspondaient-elles à des étapes de la conquête, en fonction de l'incorporation plus ou moins ancienne des peuples soumis à l'Empire ?

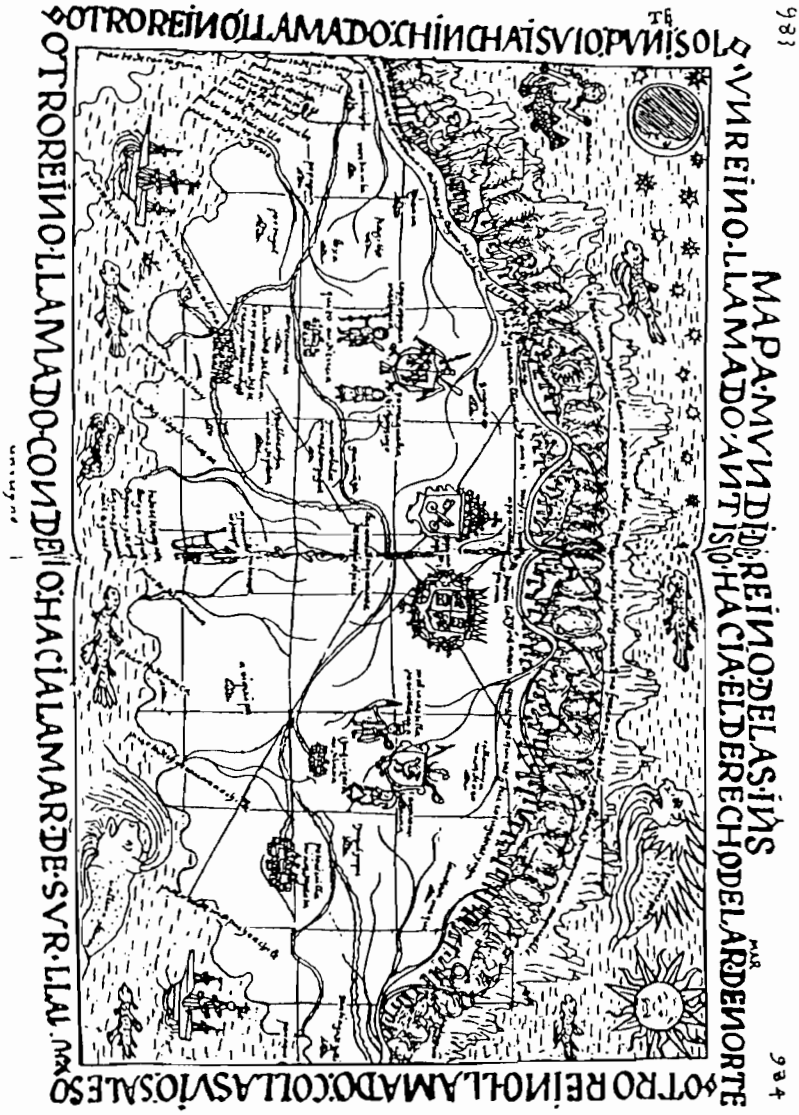


Fig. 1. "Carte du Monde du Royaume des Indes" de Guaman Poma de Ayala

Une réponse est apportée par l'une des précieuses illustrations laissées par Guaman Poma de Ayala dans son ouvrage intitulé "Le monde à l'envers". Autochtone lettré né vers 1545, se disant descendant du dixième Inca Tupac Yupanqui, Poma exprime par le dessin ce qu'il voit de son époque : l'exploitation de son pays et l'assujettissement de ses habitants par les Espagnols (*"écrire, c'est pleurer"*), mais tout cela avec sa vision indigène propre, en fonction des catégories mentales qui étaient encore celles des "Indiens" d'alors. Parmi ses quelque trois cents dessins qui nous sont parvenus, figure une étonnante "Mapa Mundi del Reino de las Indias" qui devrait particulièrement intéresser le géographe (Figure 1).

Située, comme il se doit, au centre exact de la "carte", la ville de Cuzco se trouve, par le fait même, le centre du monde. Elle est le lieu de croisement de deux diagonales divisant le "Royaume des Indes" (qui est en même temps le monde) en ses quatre parties dont les noms sont inscrits sur les côtés du rectangle : à gauche *Chinchaisuio*, en haut *Antisuio*, à droite *Collasuio* et en bas *Condesuio*. Ainsi, à en croire l'auteur, les limites des quatre "vice-royautés" ne sont autres que des lignes imaginaires qui coupent indifféremment les accidents topographiques, essentiellement des cours d'eau sur la carte. Observons qu'à cette division quadripartite fondamentale se superpose un étonnant quadrillage imité de celui des cartes espagnoles et qui n'a guère d'utilité pratique ici.

Cette disposition qui oppose deux à deux les quatre parties et les adosse toutes à Cuzco est hautement symbolique de l'autorité directe de l'Inca sur l'ensemble de l'Empire : l'accès depuis la capitale est toujours direct, sans qu'il soit besoin de traverser l'une ou l'autre des parties. Cette même division en quatre partageait également la ville de Cuzco, de sorte que les *suyu* (les divisions) de l'Empire n'étaient, en réalité, que les prolongements hors les murs de cette organisation de la capitale, l'Inca se confondant ainsi avec Cuzco pour paraître le pivot et le centre de l'organisation spatiale (Wachtel, 1971). Or, paradoxalement, à l'époque où Poma de Ayala réalisait ses illustrations, la capitale du vice-royaume n'était plus Cuzco, mais Lima.

Dans chacun des quatre secteurs sont représentés les gouverneurs et leur épouse, surmontés d'un écusson, tandis que l'Inca s'en voit attribuer deux : celui du pape et celui de l'Espagne, ce qui peut être pour l'auteur, dont on connaît les sentiments, une façon de montrer l'aliénation totale de ce qui fut l'Empire inca.

A considérer l'ensemble de la côte du Pacifique, bien identifiable grâce aux noms portés, la carte est orientée vers l'Est comme l'étaient les cartes

aztèques (Musset, 1988), bien que les inscriptions en légende considèrent que le quartier *Antisuyu* se situe au nord ("vers la droite de la mer du nord", c'est-à-dire l'Atlantique) et le quartier *Cuntisuyu* au sud ("vers la mer du sud", c'est-à-dire le Pacifique), le quartier *Chinchasuyu* à l'ouest ("*puniente sol*", au soleil couchant) et le *Collasuyu* à l'est ("*saliente sol*", au soleil levant). Comment admettre que ce grand voyageur que fut Poma ait pu commettre une telle erreur, placer le soleil couchant au nord et le levant au sud ? Sans doute faut-il rappeler ici que le culte du soleil était l'un des piliers de la religion impériale, l'Inca étant le fils du Soleil ; ne voulant ou ne pouvant passer outre à cette croyance, l'auteur doit donc déplacer sur sa carte les points cardinaux, nommant Nord ce qui est Est et réussissant ainsi à combiner les impératifs des deux cultures !

Les limites du "*Royaume des Indes*" figurées sur la carte sont donc, à l'ouest, la "*Mer du Sud*" et, à l'est, un fleuve puissant, puis une forêt peuplée d'animaux variés et étranges, à laquelle succèdent une cordillère et la "*Mer du Nord*" ; tout cela évoque, dans le désordre, la Cordillère Orientale des Andes, l'Amazonie et sa forêt, et l'Atlantique avec poissons et sirènes. Le contour de la côte pacifique est fantaisiste, mais les villes du "*Royaume*" sont assez correctement situées, Poma les ayant sans doute visitées. On reconnaît, dans leurs *suyu* respectifs, Lima, la plus grande, Quito, Cajamarca, Arequipa, Chuquisaca (Sucre), Chuquiyapu (La Paz), Potosi, Santiago, etc.

On peut donc conclure que la carte de Poma témoigne de la coexistence de deux mondes. L'un, le *Tawantinsuyu*, est un monde bien connu, soumis, ordonné et policé, comprenant à la fois la terre ferme traversée d'un bout à l'autre par un ou plusieurs chemins, et la "*Mer du Sud*" également parcourue par des navires et peuplée de poissons désignés par leur nom. L'autre, séparé du premier par un fleuve mythique, est un monde étrange et inconnu où l'on passe de la forêt à la montagne, de la montagne à la mer, et de la mer au ciel de la carte. Deux monde sans communication, étrangers l'un à l'autre. Mais deux autres mondes apparaissent encore sur cette carte, ceux-là totalement imbriqués ou plutôt superposés à la façon des deux divisions géométriques observées, celle générée par le carroyage et celle générée par les diagonales : le monde incaïque, celui d'avant la conquête avec Cuzco en son centre et ses gouverneurs (*apo*) dans chaque *suyu* dont les noms révèlent qu'ils ne sont pas contemporains de Poma, et le monde hispanique avec ses villes, ses mines d'argent, son administration (les audiences), ses ports et ses navires.

L'espace aymara

On peut tenter d'aller encore plus avant dans cette analyse de la carte. A mesure que progressent les recherches des anthropologues et historiens, il apparaît de plus en plus nettement que le fameux Empire inca n'a fait que soumette à son profit des techniques, des formes d'organisation sociale et même des conceptions religieuses qui lui étaient bien antérieures et qu'avaient développées les peuples auxquels il a progressivement imposé sa domination. Il a simplement intégré les éléments préexistants dans une nouvelle structure (Wachtel, 1971). Or, parmi ces éléments préexistants devaient se trouver une ou plusieurs façons de concevoir le milieu local, l'espace de vie politico-socio-économique.

La carte de Poma de Ayala présente deux omissions ou imperfections surprenantes. La première est de taille : l'absence du lac Titicaca, élément pourtant majeur tant dans la topographie que dans la mythologie incaïque puisque, selon la légende, c'est d'une île de ce lac que serait issue la dynastie impériale. La seconde est le schématisme extrême du réseau des chemins, quand on sait l'importance que revêtait celui-ci pour le fonctionnement de l'Empire, et Poma en avait certainement parcouru une grande partie. Manifestement, ce n'est pas là ce qu'a voulu représenter l'artiste.

On peut penser qu'en réalité, l'objet de cette représentation cartographique ait été de montrer que, sous le quadrillage de la colonisation espagnole subsistaient, non seulement les structures mises en place par la dynastie des Incas, mais aussi le pouvoir des véritables maîtres des lieux figurés par les *apo*. Pourtant, en insistant sur la persistance de l'organisation incaïque de l'espace, Poma en laisse percer une autre, peut-être à son insu. Pour erronée qu'elle soit, l'orientation des deux axes diagonaux qui découpent la carte n'est pas due au hasard : la quadripartition s'opère en effet selon les directions NO-SE et NE-SO qui sont en quelque sorte les lignes symboliques traduisant la conquête et la domination inca sur les peuples soumis. Or il apparaît que cette partition symbolique de l'espace en quatre parties s'est, en fait, substituée et imposée à une autre, celle préexistante des Aymara, au prix d'un déplacement et d'une transformation, ce que Poma réussit à occulter presque parfaitement (Figure 2).

Avant la mise en place de l'ordre incaïque, l'espace aymara était en effet ordonné selon un axe unique NO-SE, c'est à dire selon "l'axe aquatique" peut-être repris des peuples que les Aymara avaient eux-mêmes précédemment soumis, axe constitué par le lac Titicaca (*Taypi*) qui

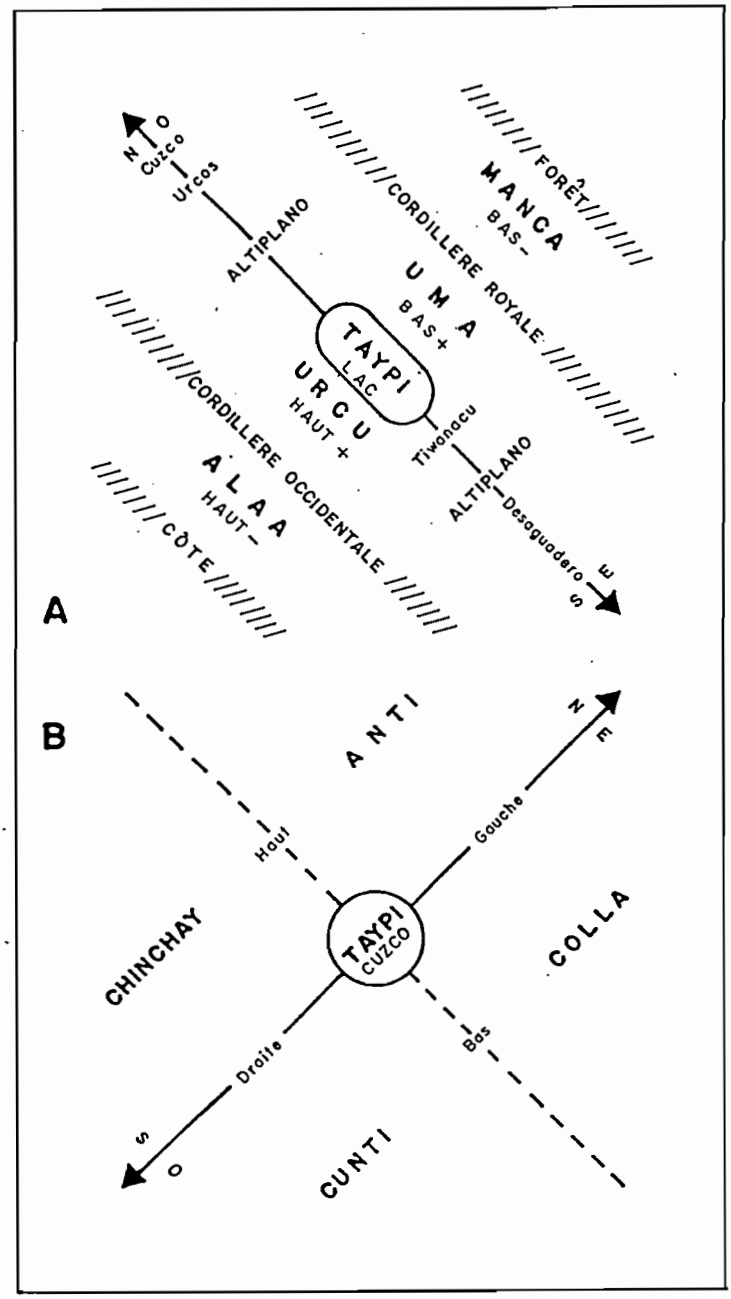


Fig. 2. Le symbolisme de l'espace (d'après Th. Bouysse Cassagne, 1987)
A - Le double dualisme aymara. B - La quadripartition inca.

présente effectivement cette orientation, le rio Azangaro au nord-ouest, le Desaguadero et le lac Poopo au sud-est (Figure 3). Cet axe central, encadré au nord-est par la Cordillère Orientale ou Royale et au sud-ouest par la Cordillère Occidentale, a donc bien été repris par la symbolique incaïque comme par l'illustration de Poma. Mais la modification considérable qui est alors introduite consiste à substituer à l'espace central qui nouait cet ensemble, le lac Titicaca et le centre urbano-religieux de Tiawanacu, un autre espace central qui est, cette fois, la ville de Cuzco, capitale des Inca. Gommé de la symbolique, le lac Titicaca l'est en même temps de la topographie, le centre du monde étant désormais Cuzco.

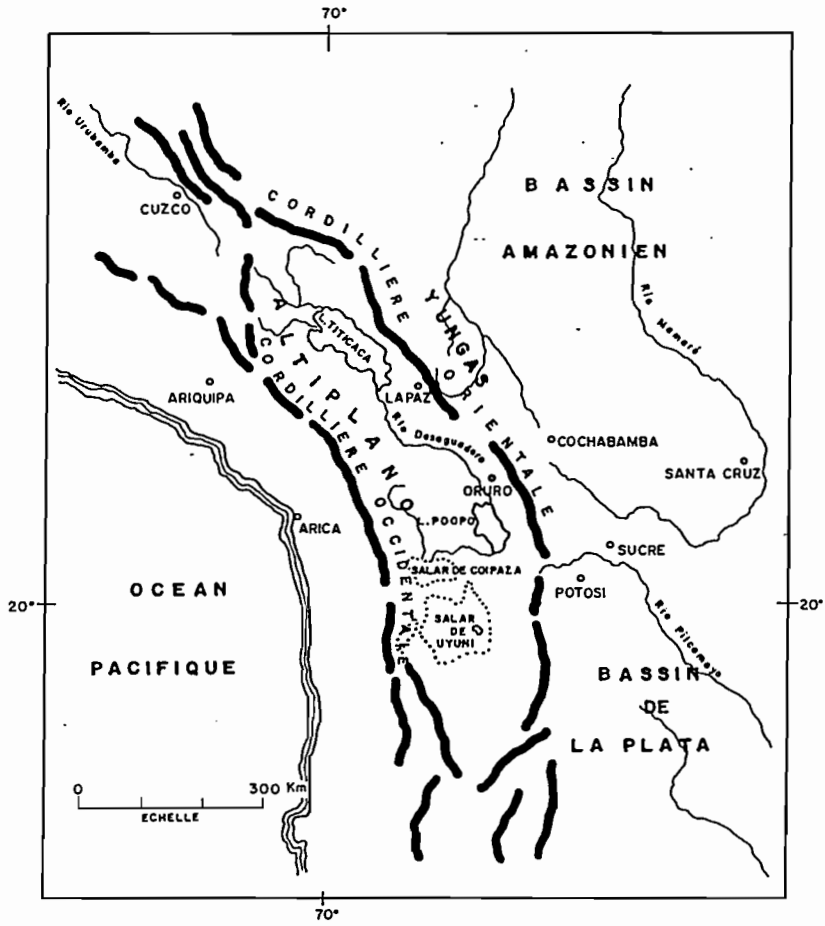


Fig. 3. Carte de la zone andine

Les recherches historiques montrent que la perception qu'avaient de leur espace les Aymara était, en réalité, beaucoup plus proche des caractéristiques topographiques andines que celle exprimée par Poma. Le fait s'explique sans doute à la fois par le site plus méridional de leur habitat où les divisions du relief andin sont extrêmement nettes, et par l'histoire de leur migration, probablement venue du sud-ouest, et qui a pu leur donne une grande conscience de ces divisions.

De part et d'autre de l'axe aquatique, les Aymara placent deux grandes zones : au nord-est *Uma* ou encore *Umasuyu*, "le Bas", qui signifie aussi l'eau, et au sud-ouest *Urcu* ou encore *Urcusuyu*, "le Haut". L'une et l'autre zones sont limitées par chacune des cordillères, mais au-delà de ces cordillères, l'espace est encore connu et nommé, ce sont les vallées : vers l'ouest et la côte pacifique, les vallées *Alaa*, celles du "Haut", vers l'est et la forêt amazonienne, les vallées *Manca*, celles du "Bas". Ces dénominations paraissent cependant assez singulières. Si l'on comprend bien que le versant amazonien de la Cordillère Royale soit appelé "Bas" (*Manga Yungas*), comment admettre que l'une de rives du lac Titicaca soit "basse" et l'autre "haute" alors que leur topographie est identique et, plus encore, comment admettre que le versant chilien de la Cordillère Occidentale soit encore "Haut" (*Alaa Yungas*) quand il confine à l'Océan ?

On peut avancer l'hypothèse que cette partition de l'espace est autant, sinon davantage, symbolique et dérivée de l'histoire de la conquête aymara; que topographique. L'étude linguistique montre en effet que le terme aymara "*urco*" ou "*urcu*" est associé à l'idée de virilité, domination, violence, sauvagerie, agression, guerre, tout ce qui est jugé supérieur. Or ce côté "haut" s'applique précisément au côté par lequel semblent bien être arrivés les guerriers aymara, et à la rive du lac Titicaca sur laquelle ils s'installèrent en premier lieu avant de soumettre, en un deuxième temps, les peuples établis plus à l'est, sur l'autre rive. A l'inverse, le mot *uma* désigne l'eau, la fertilité, est associé au féminin, à ce qui est dominé, voire méprisé ; il s'applique donc aux peuples et régions conquis. Il convient d'ajouter que les Inca avaient repris à leur compte cette "régionalisation" aymara fondée sur le Haut et le Bas, mais en la transposant, le Haut étant désormais la zone située au-delà de Cuzco vers le nord-est, et le Bas la zone au sud-ouest de la capitale, paradoxalement celle peuplée par les Aymara. L'illustration de Poma ne porte aucune trace de cette hiérarchisation, autre lacune.

Depuis les recherches de John Murra, le modèle économique dit "de contrôle vertical d'un maximum d'étages écologiques" des sociétés andines

est bien connu et a été repéré en de nombreux lieux. Dans ce modèle, l'espace de la communauté n'est pas un territoire continu, mais une série "d'îles" étagées, d'où son appellation de territoire archipel vertical. Or le caractère pré-incaïque de ce contrôle vertical est attesté par son intégration au modèle aymara de division symétrique de l'espace. Des documents historiques montrent en effet que les peuples implantés du côté *Umasuyu* envoyaient des *mitimaes* (colons agricoles) vers les *Manca Yungas* orientales où ils cultivaient notamment la coca, tandis que les peuples habitant le côté *Urcu* envoyaient les leurs vers la côte pacifique. Ainsi l'axe aquatique déterminait-il la partition du monde en deux moitiés selon une division apparemment autant économique que symbolique

L'espace culturel autochtone

Que reste t-il aujourd'hui de ces conceptions qu'eurent de leur espace les civilisations aymara puis quechua ? Dans quelle mesure la conquête et l'invasion espagnoles, puis l'ordre républicain ont-ils réussi à détruire, parmi d'autres, les structures qui permettaient à ces peuples de se repérer dans leur univers ? A travers deux exemples, il est possible de percevoir qu'en dépit de quatre siècles de déculturation et de destructions, subsistent encore, au moins dans les esprits, de telles structures.

Une première survivance de ce passé, la plus immédiate, est celle qui demeure dans le vocabulaire. De la quadripartition du *Tawantinsuyu* provient le terme *Colla* (habitant du *Collasuyu*), lequel désigne encore aujourd'hui les habitants de l'Altiplano bolivien, généralement par opposition au *Camba* de l'Orient amazonien. En réalité l'administration inca n'avait fait que reprendre là un mot qui s'appliquait, semble t-il bien, à l'une des ethnies conquises par l'invasion aymara et devenue "seigneurie" aymara, dont le domaine se situait au nord-est et au nord-ouest du lac Titicaca, à la fois sur les rives *uma* et *urcu*. Les cartes espagnoles appliquaient ce terme *Collasuyu*, souvent transformé en *Collao*, à toute la région altiplanique située au sud du Cuzco, qui sera par la suite le Haut-Pérou puis la Bolivie.

Il est également bien établi par les travaux de divers anthropologues (Harris, 1987 ; Pratlong, 1989, etc.) comme par le témoignage de tous ceux qui connaissent la réalité paysanne andine, que la division bipartite ou même quadripartite de l'espace est encore une réalité quotidienne, non seulement à l'échelle de la région andine tout entière, mais encore à celle de l'ethnie (*ayllu* majeur) ou de la communauté (*ayllu* mineur), de telle

manière que chacun de ces ensembles s'en trouve re-divisé à son tour en "Haut" et en "Bas. Le fondement historique de cette division, en réalité plus complexe qu'on n'en peut rendre compte ici, est donné par l'étude très détaillée de Platt (*in* Bouysse-Cassagne *et al.*, 1987). L'auteur voit dans ce mode d'organisation d'un espace interpénétré, une sorte de garde-fou permettant aux communautés de freiner d'éventuelles prétentions exagérées de la partie complémentaire.

Dans le même ordre d'idées, les recherches menées voici une vingtaine d'années par l'anthropologue Louis Girault ont montré que cette même quadripartition de l'espace est perceptible dans la subdivision des places des villages aymara et quechua. Celles-ci sont constituées, comme devaient l'être la ville même de Cuzco, de quatre quartiers dont la valeur symbolique est différente. Dans les villages quechua, les deux quartiers du Haut (*aran saya* en langue quechua), réservés lors des danses aux *ayllu* supérieurs, sont au nord, et des deux du Bas (*urin saya*) sont au sud ; dans les villages aymara, les deux côtés prioritaires sont ceux de l'est. Et l'auteur se demande si, dans cette structuration spatiale, les Aymara ne privilégiaient pas la dichotomie est-ouest comme fondamentale, tandis que, pour les Quechua, il s'agirait de la dichotomie nord-sud, hypothèse que des études récentes semblent bien confirmer.

La coutume des combats rituels appelés *tinku* est une autre survivance du passé préhispanique dans les Andes. On la retrouve au Pérou et en Bolivie, dans les provinces les plus isolées, celles qui ont davantage résisté à l'administration et à l'église espagnoles. Il s'agit d'une lutte farouche où les morts d'homme ne sont pas exceptionnelles, liées aux fêtes du cycle agricole, le sang versé garantissant les faveurs de la *Pachamama*. Or cet affrontement oppose en fait deux."moitiés": les gens d'en-haut et ceux d'en-bas de chaque communauté, ou encore ceux de Altiplano et ceux des Vallées.

Outre cet aspect guerrier, la linguistique permet de définir le terme aymara *tinku* comme désignant le lieu de rencontre où se réunissent deux éléments provenant de directions différentes. Autant que d'affrontement, il s'agit d'égalisation de forces, d'ajustement mutuel, voire de mariage, qui aboutit à une identité entre les deux moitiés à l'occasion d'un combat livré sous l'égide de la *Pachamama*. Dualisme et complémentarité entre le Haut et le Bas se trouvent ainsi scellés à nouveau, ratifiés par les forces surnaturelles.

Un autre domaine, celui-là plus inattendu, où l'on peut faire l'hypothèse que se révèlent encore les structures spatiales héritées du monde

préhispanique, est celui de l'art textile traditionnel. On sait qu'avec la musique, les tissus andins sont l'une des plus remarquables richesses artistiques de Bolivie et que la tradition de ces tissages survit en grande partie, malgré la persécution dont ils furent l'objet sous la colonie espagnole. Or l'étude attentive de ces tissus, vêtements, sacs, carrés de toile à usage rituel, permet de trouver nombre de concordances entre leurs agencement et décoration et l'espace géographique aymara.

De même que la géographie d'une région est reconnue et comprise à l'aide d'une conceptualisation, chaque partie d'un vêtement ou pièce de tissu andin est également nommée. Ainsi, dans un tissu, les zones de couleur unie, sans décoration, sont-elles toujours considérées comme "*pampa*", et les parties plus travaillées, toujours disposées en bandes parallèles et comportant des dessins variés, motifs géométriques ou animaux plus ou moins stylisés et à forte valeur symbolique, se nomment "*pallai*", la racine de ce mot qui signifie "choisir", évoquant le travail de la tisserande qui doit saisir alternativement les différents fils de couleur pour créer la figure (Gisbert, 1987). La *pampa*, dans la réalité comme dans le tissu, suggère la partie de Altiplano peu habitée ni mise en valeur, froide, un monde indéfini et presque sauvage, tandis que le *pallai*, généralement situé au centre, évoque un monde humanisé. Parfois, certaines tisserandes donnent à ce dernier le même nom de *taypi*, celui de l'espace aquatique central aymara. Généralement, les bords du tissu, en particulier dans le cas de *l'aguayo*[2], sont également constitués de bandes parallèles de diverses couleurs ; il en est de même pour les petits sacs appelés *ch'uspa*.

Comment ne pas penser, devant une telle disposition des tissages, à l'agencement général du paysage habité par les Aymara : celui d'une large pampa monochrome parce que monotone, traversée dans toute sa longueur par un axe aquatique chargé de significations multiples, quelle que soit la dispersion réelle des communautés dans cette pampa, axe représenté dans la plupart de tissus par un *pallai* plus ou moins large ? Ce qui importerait dans ce cas, celui de *l'aguayo* notamment, serait l'existence d'un axe de symétrie primordial. De chaque côté de celui-ci, parfois aux seules extrémités, se répètent d'autres bandes suggérant d'autres parallèles, comme s'il pouvait s'agir des cordillères ou de l'ensemble simplifié des vallées à l'est et à l'ouest, ou simplement des limites de l'univers connu.

A cet égard, les tissus peuvent donc être considérés comme un langage sur l'espace et sa maîtrise, une expression de la façon dont celui-ci est

[2]*Aguayo* : pièce de tissu rectangulaire qui sert à porter le bébé ou n'importe quelle autre charge sur le dos.

perçu. De même peut-on encore interpréter l'opposition particulièrement marquée entre deux traditions textiles boliviennes de la région de Chuquisaca (Sucre) : celle des tissus de Tarabuco dont les dessins d'animaux et d'hommes, miniaturisés à l'extrême, sont savamment disposés de façon rigoureusement symétrique, et celle des tissus du groupe ethnique Jall'qa représentant des êtres sauvages (appelés *khurus* en quechua), animaux énormes, étranges et parfois imaginaires, disposés dans tous les sens, entre lesquels l'homme apparaît rarement et toujours minuscule et comme perdu dans un monde fantastique. Et n'est-ce pas ce même monde inconnu et fantastique qu'évoque la "carte" de Poma, quelque part vers la "Mer du Nord", au-delà des limites de l'Empire Inca ?

Enfin, sur certains tissus traditionnels, les figures représentées évoquent symboliquement le bipartisme de l'espace andin. Les oiseaux, le condor en particulier, représentent le Haut, et les quadrupèdes le Bas. Tel tissu d'origine Jall'qa est divisé en deux de cette manière, et la tisserande a inclu, dans chacune des deux parties, des animaux de la partie opposée, tout comme une même communauté, du Haut par exemple, se prolonge par des "îles" dans la partie du Bas.

On ne saurait certes abuser de cette explication ni interpréter dans tous les cas ces tissus en termes de représentation spatiale même indirecte. Ainsi, V. Cereceda (1978), enquêtant auprès des tisserandes du village d'Isluga, a montré que celles-ci liaient la symétrie de leur tissage à celle du corps humain ou animal. Seuls les hommes de la communauté voyaient dans l'agencement des *talegas*, ces petits sacs de forme presque carrée étudiés par l'auteur, une représentation de l'organisation spatiale du village. "*C'est* arajj saya *(moitié d'en haut), c'est* manqha saya *(moitié d'en bas), disent-ils pour chaque côté du sac ; et ils précisent, montrant le centre* (chhima) *: c'est là que nous nous réunissons tous, c'est le village d'Isluga*". Et l'auteur de se demander : "*Qui a raison ? Le tissu constitue le langage spécifique des femmes, de sorte que les sacs sont par essence un corps et un coeur. Mais il n'est pas impossible qu'elles se réfèrent aussi à des structures homologues du territoire ou de l'organisation sociale...*". De même, il existe un vêtement traditionnel rectangulaire, appelé *acsu* ou *urku*, qui ne comporte pas d'axe médian. Ne représente t-il que le Haut ? Cette pièce est constituée d'une pampa fort large, encadrée de chaque côté de bandes parallèles généralement d'inégale importance.

Ce qui est sûr, c'est que l'art des tisserandes des communautés andines est non seulement d'une qualité esthétique exceptionnelle, mais encore

profondément nourri de leur univers spatial et symbolique, et cela de diverses manières.

Conclusion

Les vestiges qui ont pu subsister après les ravages de la conquête et de l'occupation espagnole, et dont les historiens et anthropologues tentent de percer la signification, permettent donc de rétablir, de façon encore fort hypothétique et probablement fort partielle, ce que furent la conception et l'organisation de l'espace dans les civilisations andines préhispaniques. Tentant de mettre en rapport cette appréhension de l'espace par les Aymara puis par les Quechua, dans la mesure où il est possible de la reconnaître, avec l'espace géographique réel, les recherches montrent comment ce dernier a été interprété, symbolisé, chargé de sens par les sociétés qui, l'une après l'autre, l'ont occupé et organisé.

Les bases de cette symbolisation et représentation sociale demeurent bien, si l'on observe de près les choses, les caractéristiques offertes par l'espace physique si particulier du monde andin : un axe aquatique nord-ouest - sud-est divisant de façon symétrique un Altiplano encadré de deux cordillères parallèles auxquelles font suite, de part et d'autre, les zone basses de l'Amazonie et de la côte du Pacifique. A cette donnée majeure de la nature, l'homme aymara et sans doute pré-aymara, puis quechua, a ajouté une dimension est-ouest permettant de tirer, de façon remarquable, un parti économique des différents niveaux d'altitude dont leur domaine se trouvait ainsi pourvu, de sorte que la distinction, voire l'opposition et en même temps la complémentarité entre le Haut et le Bas en sont arrivés à constituer l'un des traits majeurs de la conception du monde et des relations sociales andines.

Références bibliographiques

ADELSON L., TRACHT A., 1983 - *Aymara weavings*. Smithsonian Institution. New-Haven. 157 p.

BOUYSSE-CASSAGNE T., 1987 - *La identidad aymara, aproximación histórica (siglo XV, siglo XVI)*. Hisbol-IFEA. La Paz. 443 p.

BOUYSSE-CASSAGNE T., HARRIS O., CERECEDA V., 1987 - *Tres reflexiones sobre el pensamiento andino*. Biblioteca andina, n° 1. Hisbol-IFEA. La Paz. 231 p.

CERECEDA V., 1978 - Sémiologie des tissus andins : les talegas d'Isluga. *Ann. Éco. Soc. Civil.*, vol 33, n° 5-6 (1017-1035).

DUVIOLS P., ADORNO R., LOPEZ-BARALT M., 1987 - *Sobre Waman Puma de Ayala*. Breve Biblioteca de Bolsillo, n° 4. Hisbol-IFEA. La Paz. 124 p.

GIRAULT L., 1988 - *Rituales en las regiones andinas de Bolivia y Perú.* CERES-MUSEF-QUIPUS. La Paz. 467 p.
GISBERT T., ARZE S., CAJIAS M., s. d. - *Arte textil y mundo andino.* Gisbert y Cia. La Paz. 315 p., fotos.
HARRIS O., 1987 - *Economía étnica.* Breve Biblioteca de Bolsillo, n° 3. Hisbol-IFEA. 174 p.
LABROUSSE A., 1983 - *Sur le chemin des Andes, à la rencontre du monde indien.* L'Harmattan. Paris. 179 p.
MÉTRAUX A., 1961 - *Les Incas.* Coll. Microcosme, Le temps qui court. Seuil. 192 p.
MURRA J. V., 1981 - Socio-political and demographic aspects of multi-altitude land use in the Andes. *In : L'homme et son environnement à haute altitude.* Séminaire CNRS, 1981 (129-135). Paris.
MUSSET A., 1988 - La cartographie préhispanique au Mexique. *Mappemonde,* 88/4 (22-27).
PRATLONG G., 1989 - Individualisme et échange dans la culture andine traditionnelle. *Bull. Inst. Fr. Et. And.,* vol XVIII, n° 1 (23-53).
WACHTEL N., 1971 - *Los vencidos. Los Indios del Perú frente a la conquista española (1530-1570).* Alianza Universidad. Madrid. 408 p.

17

L'HABITAT RURAL DANS LE SUD DU CAMEROUN[1]

L'aspect, ou plutôt les aspects variés que présente aujourd'hui l'habitat rural dans la région forestière du Cameroun, résultent d'influences diverses où se mêlent l'héritage de la tradition, celui de la colonisation et les effets de la proximité de la capitale. De l'habitat dispersé à la concentration en gros bourgs, de la case végétale à la villa moderne, l'évolution est plus ou moins poussée suivant les lieux et suivant les ressources des villageois.

De la dispersion au regroupement

Parmi les témoignages qui décrivent l'état du pays à l'arrivée des premiers Européens, celui de l'Allemand Georg Zenker, qui fut chef du poste de *Yaunde* de 1889 à 1895, est l'un des plus précieux. Nous avons de lui une "Carte des environs de la Station" datée de 1890-1892, et un remarquable article publié en 1895 qui présente l'ensemble de ses observations sur la région[2].

La population béti qui occupe cette région, et dont les Éwondo décrits par Zenker ne forment qu'un rameau, n'est alors pas encore fixée et ne le sera que sous la pression du colonisateur[3]. Venus du nord-est, les Béti n'ont franchi le fleuve Sanaga qu'au début du XIX° siècle ou à la fin du siècle précédent, et leur lente migration les conduisait vers le sud-ouest,

---

[1]Texte d'une communication intitulée "Notes sur l'évolution de l'habitat rural dans le sud du Cameroun", présentée avec Jean Tissandier, géographe de l'Orstom, au séminaire sur l'environnement rural et l'habitat en Afrique intertropicale, tenu en février 1975 à Butaré (Rwanda).

[2]Article publié dans les *Mittheilungen von Forschungsreisenden und Gelehrten aus den Deutschen Schutzgebieten*, vol. VIII, Cah. 1. Berlin, 1895, pp. 36-70, sous le titre "Yaunde". Cet article et la carte citée ont été présentés et traduits par Ph. Laburthe-Tolra, dans les *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines* de Yaoundé, n° 2, 1970, sous le titre : "Yaoundé d'après Zenker".

[3]Le mot "Yaoundé", écrit *Yaunde* par les Allemands, est une déformation de l'ethnonyme "Éwondo", sans doute due aux porteurs batanga qu'utilisaient les Allemands.

vers l'océan que les premiers groupes (les Évuzok) avaient déjà atteint. C'est donc une population en cours de déplacement que les Allemands découvrent dans l'arrière-pays de leur colonie, au milieu duquel ils fondent le poste de Yaoundé en 1888.

On sait que ces lentes migrations se faisaient par petits groupes avançant "en sauts de mouton", comme l'explique P. Alexandre (1965) : "[...] *un groupe, ayant épuisé les ressources du terroir, fait un bond de plusieurs dizaines de kilomètres en avant, dépassant en cours de route d'autres groupes qui l'avaient eux-mêmes précédemment dépassé*". Selon le même auteur, un autre type de mobilité affecte également ces groupes : les "*fissions périodiques au cours desquelles un segment de lignage se détache et va fonder un nouveau village, souvent très loin du premier*".

Dans de telles conditions de peuplement, il n'est pas étonnant que les Allemands aient découvert ici une population très dispersée, disséminée par petits groupes dans les clairières de la forêt, et dont les habitations ne pouvaient avoir qu'un caractère assez précaire. Ainsi Zenker écrit-il : "*Il n'existe pas de villages groupés dans la région de Yaoundé, mais simplement des fermes ou, au mieux, des hameaux*" (*o. c.*).

Le terme de concession familiale semblerait mieux convenir à cet état de choses, pour traduire le mot éwondo *dzal* qui désigne aujourd'hui aussi bien le village au sens moderne que le groupe de constructions qui rassemble une famille (*nda bot*) sous un unique chef. La carte de Zenker illustre parfaitement cette répartition initiale de l'habitat : elle montre que chaque colline du site actuel de Yaoundé est alors le siège d'une ou de plusieurs concessions de ce type, de forme plus ou moins rectangulaire, et qu'il fallait traverser pour poursuivre sa route. Ces concessions portent le nom du chef de famille ("chez Essono", "chez Essomba", etc.) et comptent selon l'auteur, de deux à cinquante et même quatre-vingts personnes. Chacune correspond à un groupe de parenté, la *nda bot*, c'est-à-dire la famille élargie, cellule économique de base, à la fois unité de production et groupe de défense. Chaque chef de famille choisit son emplacement au sommet d'une colline et y construit sa case, la maison (ou les maisons) de sa femme (ou de ses femmes) et des dépendants, le tout entouré d'une palissade que l'on franchit aux deux extrémités du rectangle par une échelle. Le texte de Zenker comporte un croquis reproduisant parfaitement cette disposition.

Comme dans d'autres régions d'Afrique, l'Administration coloniale, tant allemande que française, s'est efforcée de regrouper cet habitat trop dispersé à son gré, pour mieux contrôler les populations. Ces

regroupements ont été provoqués à l'occasion de l'ouverture des pistes le long lesquelles les villageois durent installer leurs cases. L'entreprise eut un succès et une portée variables selon les lieux, et il semble bien que l'extension de la culture du cacao dans les années 1930 en marquât la fin, fixant l'habitat de façon définitive. De plus, la sécurité étant désormais mieux assurée, le groupe d'autodéfense ne se justifiait plus et l'activité agricole (cacao) prit chez l'homme la place de l'activité guerrière.

Ces regroupements n'ont cependant jamais donné lieu à de grands déplacements ; seules ont été contraintes de venir à la route les populations les plus proches, et de nombreux villages ont pu subsister vers l'intérieur. Une carte de la répartition actuelle de la population rurale n'en montre pas moins, à l'évidence, les effets de cette politique de regroupement linéaire. Les villages s'étirent interminablement le long des routes et des pistes du Sud forestier. Il n'est pas rare de rencontrer des villages qui égrènent leurs hameaux sur une distance de plus de cinq kilomètres. Ce peuplement de la route n'est pas, en effet, continu. Les *nda-bot* venues s'y installer ont laissé entre elles des espaces vides ; à la dispersion totale ancienne a succédé une sorte de dispersion linéaire de l'habitat. Les villages créés par l'Administration sont des entités artificielles et ne forment en réalité qu'une collection rarement cohérente de *nda-bot*, lesquelles demeurent les unités les plus pertinentes d'occupation du sol. L'individualité de ces hameaux familiaux est souvent soulignée par la disposition des cases : à l'une ou aux deux extrémités du hameau, une case perpendiculaire à l'alignement des autres en marque la limite[4].

Cette disposition linéaire n'est cependant pas générale. Elle est particulièrement nette au sud et au sud-ouest de Yaoundé, dans les départements du Ntem, du Dja-et-Lobo, de l'Océan, et également dans la province de l'Est. Elle apparaît le mieux dans les zones de densités démographiques les plus faibles. Au contraire, là où le peuplement se fait plus dense (départements de la Lékié et de la Méfou dépassant 50 habitants au kilomètre carré), une partie non négligeable des habitants se disperse loin de l'axe routier principal, parfois à plusieurs kilomètres de celui-ci auquel seul un étroit sentier les relie. La disposition du village de Vian, à 25 kilomètres de Yaoundé (arrondissement de Mfou, groupement Mvog Amougou I), dont la population se disperse entre sept hameaux, est un bon exemple d'une telle situation : le hameau principal qui donne son

[4]Quelques modifications à ce schéma général ont pu apparaître sous l'influence des missions religieuses, catholiques notamment, qui ont souvent tenté de regrouper leurs catéchumènes autour de la chapelle.

nom au village ne compte que le tiers de l'ensemble des cases, et la piste principale seulement la moitié d'entre elles.

Cette diversité dans la répartition de l'habitat apparaît liée aux problèmes d'exploitation du sol créés par les regroupements. Dans les zones peu peuplées, transférer les populations le long d'un axe routier ne présentait guère de difficultés, la terre étant abondante. Mais dans les zones plus densément peuplées, il fut impossible d'obtenir le regroupement de tous, les terres cultivables étant déjà occupées. Force fut donc de laisser subsister nombre de ces hameaux plus ou moins isolés, dont les habitants restèrent près de leurs terres, unis le plus souvent par d'étroits liens de parenté. Bien plus, toujours au village de Vian, la disposition des cases du hameau de Biyok (Figure 1) apparaît encore fort proche de celle qu'avait décrite Zenker au siècle dernier. Après les années 30, le développement de la culture cacaoyère devait fixer cette situation.

La croissance démographique postérieure de certaines zones aboutit parfois au même résultat : faute de place suffisante pour cultiver, une partie de la population regroupée décide de repartir s'installer à l'écart de la route.

On admet généralement que le système agricole actuel dans ces régions forestières ne peut supporter sans perturbations graves plus de 30 ou 35 habitants au kilomètre carré. Une telle densité peut être rapidement atteinte avec un regroupement sur un axe routier, car les paysans n'étendent guère leurs cultures au-delà d'une bande de 2 à 3 kilomètres de part et d'autre de la route. L'installation des cacaoyères derrière les cases entraîne rapidement une jonction avec les plantations des hameaux voisins : il faut dans ce cas défricher de nouvelles surfaces plus loin de la route, vers l'intérieur où la disposition du réseau hydrographique oppose souvent de gros obstacles au transport des récoltes. On accepte rarement, en effet, de devoir franchir ainsi plus de deux ou trois "marigots" dont les flancs souvent abrupts rendent difficiles les déplacements et l'acheminement des récoltes au village. L'obstacle que constitue alors ce réseau hydrographique doit être contourné par des cheminements longs et tortueux. Apparaît ainsi un seuil d'accessibilité qui, s'ajoutant au seuil de densité de population, détermine un essaimage des exploitations agricoles vers l'intérieur, sur une piste secondaire, voire sur un simple sentier.

Le morcellement des exploitations agricoles fut encore une autre conséquence du regroupement des populations sur les routes. Lors des

défrichements vers l'intérieur, la rencontre d'autres champs oblige en effet l'exploitant à "faire des sauts". Des agrégats de plantations et de champs vivriers naissent ainsi, imbriquant les terres de chaque hameau.

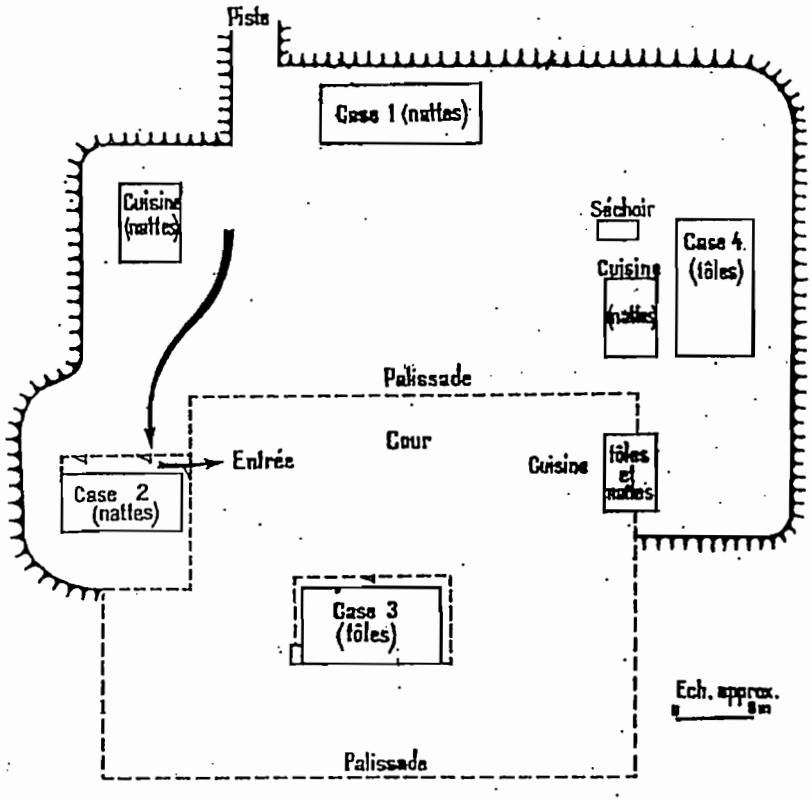


Fig. 1. Plan schématique du hameau de Biyok (village de Vian, Méfou)
Cases 2 et 4 : logements de deux frères ; Case 3 : logement du fils de 2 ;
Case 1 : logement d'un autre ménage.

Ces problèmes d'occupation du sol nés de l'habitat linéaire entraînèrent très rapidement une compétition pour la terre. Une fois atteint le seuil de 15 à 20 habitants au kilomètre carré, on assiste en effet à la matérialisation de l'espace "approprié" ; il est même fréquent de rencontrer de nouvelles plantations de cacaoyers aux plants très espacés, le but étant simplement de dissuader les voisins de s'y installer.

Les données humaines vinrent donc contrarier et limiter la pression exercée par l'Administration coloniale dans son désir d'encadrer les popu-

lations et aussi de disposer facilement de main-d'oeuvre pour l'entretien des routes. Aujourd'hui ce regroupement n'apparaît pas toujours comme un heureux héritage : même dans les régions faiblement peuplées se manifestent des signes d'épuisement des sols le long des axes routiers.

Réalisée autrefois sous la contrainte, l'occupation des bords de route se produit parfois encore sous nos yeux, cette fois spontanément : l'ouverture d'une nouvelle piste entraîne l'arrivée immédiate des habitants de l'intérieur attirés par l'espoir de pouvoir commercialiser leurs produits. Ainsi la piste du chemin de fer transcamerounais, ouverte uniquement pour les besoins du chantier de construction, se peupla très vite de paysans dépourvus jusqu'alors de débouché régulier pour leurs produits. Il en est de même, dans l'Est, de la nouvelle route de Bélabo à Bouam ou des pistes ouvertes dans la forêt de Deng-Deng.

Une exception à cette liaison faible densité - habitat linéaire et forte densité - habitat dispersé, est constituée par le pays bassa, à l'ouest de Yaoundé, où faible densité de la population et dispersion de l'habitat vont de pair. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette situation, à des degrés divers : une moindre pression de l'Administration pour obliger à un regroupement sur les routes, le chemin de fer Douala-Yaoundé étant l'axe de communications principal, une économie basée sur l'exploitation de la palmeraie naturelle, chacun voulant rester près de ses arbres, ou encore cet individualisme tenace dont on taxe souvent le paysan bassa et qui l'a fait résister davantage à la contrainte de l'Autorité.

L'évolution de la maison rurale

Bois, écorces et feuilles, tels sont les matériaux que les Éwondo décrits par Zenker utilisaient pour la construction de leurs cases. "*Les maisons sont formées d'un échafaudage de poteaux sur lesquels reposent les poutres formées de nervures de feuilles de palmes de bambous qui sont couverts de paillassons faits des palmes mêmes. Les parois sont constituées d'écorces d'arbres décollées*".

Les croquis de l'auteur montrent que les murs sont des panneaux d'écorce fixés sur des cadres de bois, le tout étant recouvert, non de feuilles de bambous, mais de feuilles de palmier-raphia qui se recouvrent à la manière de tuiles et que l'on utilise encore actuellement sous le nom de "nattes" de raphia. Le commentateur de Zenker ajoute : ces parois étaient démontables, ainsi que les toits, et pouvaient être réemployées lors des fréquents déménagements.

La disposition ordinaire de la concession familiale est alors la suivante : sur un petit côté du rectangle débroussaillé se dresse la "*maison des hommes* (abaa) *qui sert de lieu de séjour aux hommes, aux invités et aux voyageurs*", tandis que la (ou les) maison(s) des femmes est édifiée perpendiculairement à la précédente. Cette distinction qu'avait notée Zenker est toujours en vigueur, mais quelle que soit leur destination, les deux constructions sont du même type, entièrement végétales. La maison des hommes est surtout remarquable par ses grandes dimensions : 6 mètres de large, 8 à 12 de long et 3 mètres de hauteur au faîte. Elle comporte alors une seule vaste pièce où sont disposés des lits de bambous, "*jusqu'à trente, entre lesquels le feu est entretenu jour et nuit*". Les maisons des femmes sont plus exiguës : 8 mètres sur 4 et 2 de hauteur ; comme aujourd'hui, chaque épouse dispose de sa propre case qui a pris le nom de "cuisine" (*kisine*), et elle y vit avec ses jeunes enfants.

La description laissée par Zenker de la case de la femme reste parfaitement d'actualité encore aujourd'hui : "*Les maisons des femmes sont en principe séparées en deux parties. La plus grande pièce est équipée de plusieurs lits étroits : au-dessus du foyer se trouve une sorte d'étagère qui sert en partie à ranger les marmites, en partie à fumer le gibier tué* [...]. *A la poutre maîtresse du toit sont suspendus, pour être à l'abri des insectes et des rats, de longs paniers quadrangulaires remplis du fruit des récoltes, confectionnés avec la moelle de la tige de palmier-raphia*".

Remarquons que ces constructions n'avaient pas de fenêtres, pour lesquelles la langue béti utilise d'ailleurs le mot *wundi* d'origine anglaise. Il n'y avait, selon Zenker, qu'une petite porte (*mbé*) de 0,75 m² située, d'après les croquis qu'il a laissés, à mi-hauteur de la paroi du mur pour en interdire le passage aux animaux.

En réalité ce type d'habitat rencontré par les Allemands dans la région de Yaoundé, constituait déjà l'aboutissement d'une certaine évolution. Selon les anciens du pays, la maison des hommes n'était, à l'origine, qu'un corps de garde, abri sommaire pour les hommes veillant jour et nuit à la défense du *nda-bot*, et non une habitation telle que l'a vue Zenker. Chez les Fang du Gabon, G. Balandier décrit cette situation originelle ; à l'aube de la colonisation, elle est déjà ici bien modifiée, sans doute grâce à l'instauration d'une certaine sécurité.

Après 70 ans de colonisation et 15 ans d'indépendance, comment se présente aujourd'hui la maison du villageois de cette zone forestière ?

Parallèlement à sa politique de regroupement, le colonisateur s'est efforcé de faire améliorer l'habitat, ce qui a essentiellement consisté à faire remplacer les cases végétales par d'autres aux murs de boue séchée appelée "poto-poto"[5]. L'opération valut à tel administrateur de la région le surnom de "La Tempête", tant fut grand son zèle en ce domaine. Elle allait d'ailleurs de pair avec la précédente : en obligeant le paysan à consacrer plus de soins à la construction de sa case, on espérait le fixer de façon durable sur son nouveau lieu d'habitat.

Ce mode de construction des cases, que l'on appelle aujourd'hui traditionnel, a été souvent décrit. "*Des poteaux, faits de jeunes troncs d'arbres [de préférence en* éwoumé *(*Coula edulis*) résistant aux termites] sont enfoncés dans le sol sur le pourtour d'un rectangle déterminant la grandeur de la future habitation. Deux poteaux plus élevés sont placés au milieu des petits côtés du rectangle. Les montants vont être reliés à leur sommet par trois troncs rectilignes qui serviront de poutres : une sur chaque longueur du rectangle et la troisième, posée sur les deux poteaux les plus hauts, formera la faîtière. Cet ensemble va soutenir une charpente de "bambou" (nom donné à la nervure maîtresse des feuilles de palmier-raphia) à deux pans.*

*La toiture est constituée de folioles de palmier-raphia (*ndjam*). Ces folioles sont pliées en deux sur elles-mêmes autour d'une baguette de bois et disposées côte-à-côte, en se recouvrant en partie. Leurs extrémités sont fixées les unes sur les autres au moyen d'une petite aiguille de bois (fragment de la nervure des folioles). L'on obtient ainsi des rangées de feuilles formant des panneaux de trois à dix mètres de longueur et larges d'environ cinquante centimètres, appelés "nattes", qui sont disposés sur le toit de façon à se recouvrir à la manière de tuiles.*

La toiture une fois terminée déborde largement les rangées de poteaux du périmètre de la case sur lesquels vont être construits les murs. Cette avancée, soutenue par de nouveaux montants, forme un abri appelé "véranda" ou mbagala assi.

L'armature des murs est constituée de lames de bois taillées dans la longueur des "bambous" et liées horizontalement sur les montants soutenant la charpente, vers l'intérieur et aussi vers l'extérieur de la case. Ce coffrage sera rempli plus tard de terre battue, quand les emplacements de la porte et des fenêtres auront été découpés dans cette armature.

---

[5]Tissandier signale qu'au village de Zengoaga (limite forêt-savane), ces cases végétales rectangulaires avaient elles-mêmes pris la place de cases rondes.

Le malaxage de la terre avec les pieds est le seul travail dans la construction où interviennent les femmes. La terre battue est coulée à l'intérieur du quadrillage de bois. Quand les murs seront secs, ils seront enduits d'un crépis blanc, argile kaolinique provenant d'un marigot" (Tissandier, 1969).

Le procédé d'exécution de la toiture est bien celui qu'avait indiqué, plus sommairement, Zenker. Le changement porte essentiellement sur la façon de confectionner les murs, tant pour la maison principale que pour la "cuisine" de la femme. Le résultat de l'opération fut certainement une meilleure étanchéité du logement : ainsi fut-il possible de supprimer le feu permanent dans la maison des hommes. La cuisine demeure cependant de dimension toujours aussi réduite, même si elle abrite la plus grande partie de la famille.

En outre, du fait du regroupement, la disposition angulaire des bâtiments devient chose de plus en plus rare : la cuisine se trouve rejetée soit dans le prolongement de la case principale, parallèlement à la piste, soit le plus souvent derrière cette habitation principale.

C'est donc la maison de l'homme qui subit l'essentiel des transformations. De simple abri, elle est devenue logement, tandis que de la maison de la femme n'est plus qu'une cuisine faisant aujourd'hui figure de bâtiment secondaire. L'ancienne *abaa* est devenue la case (*nda*). Des anciennes constructions en écorces et bois, il ne reste aujourd'hui que quelques vestiges ; elles abritent le plus souvent des vieillards ou des veuves, ou font office d'habitation provisoire en attentant la construction de la cuisine, ou encore il s'agit de campements de culture, quand les champs sont trop éloignés du village.

L'évolution décrite ne porte pas seulement sur les matériaux de construction utilisés ; elle s'accompagne d'une transformation de l'agencement intérieur de la case. L'ancienne unique grande salle fut subdivisée et fit place à un salon (qui a repris le nom d'*abaa*) flanqué de chambres, généralement au nombre de quatre. Au gré de la fantaisie du constructeur, ce plan de base subit souvent quelque variation : on sépare salon et salle à manger par un muret, à l'avant de la maison une véranda permet d'ouvrir directement sur l'extérieur les deux premières chambres, ou encore on construit cinq, six et jusqu'à huit chambres si la case est de grande dimension.

Les murs sont à présent percés d'ouvertures que ferme un simple volet battant. La case possède le plus souvent deux portes, l'une à l'avant, l'autre à l'arrière, sans compter celles des chambres ; toutes sont pourvues

de serrures ou de cadenas. Le mobilier s'est également amélioré : des lits de bois remplacent souvent les anciens lits de bambous, chaises, fauteuils et tables apparaissent, fabriqués par des artisans locaux.

Le contraste est grand entre les progrès réalisés pour cette ancienne maison des hommes et la stagnation qui caractérise celle des femmes. Le seul changement est ici celui des matériaux utilisés pour les murs, le coffrage de bambous et de terre. Mais là s'est arrêtée l'évolution. Une pièce, parfois deux, comme l'avait déjà vu Zenker, une seule porte et aucune autre ouverture dans la plupart des cas. La description que l'on en donne aujourd'hui correspond en tout point à celle de 1895 : "*Dans un angle de la pièce, de grands paniers cylindriques de un à deux mètres de hauteur servent au stockage des récoltes, notamment des arachides*, écrit Tissandier (1969). *Près de la porte, une pierre* [...] *sert à la préparation des repas ; c'est le moulin familial sur lequel on écrase à l'aide d'une autre pierre l'arachide, le manioc, les graines* [...]. *Face à l'entrée, le mur est consacré à la batterie de cuisine. Sur des claies de bambous s'alignent des cuvettes et des marmites de toutes tailles, des calebasses sont suspendues au mur dans leurs filets. L'autre partie de la cuisine est à la fois la chambre et le foyer. Entre des pierres, quelques bûches se consument, emplissant la pièce d'une âcre fumée. De part et d'autre de ce foyer, des lits de bambous servent de chaises durant la journée. Au-dessus du foyer, une grande claie soutenue à 1,50 m du sol par quatre poteaux, constitue le grenier à maïs*".

A l'évidence, tout l'effort d'amélioration a porté sur la case de l'homme, et cette disparité dans le progrès reflète bien la situation faite à la femme dans la société béti. On ne saurait l'imputer à un manque de moyens : les grands personnages de la société rurale, les chefs qui avaient toutes les faveurs de l'Administration coloniale, ont aussi consacré toutes leurs ressources à l'habitation principale. Ils ont ainsi souvent légué d'immenses bâtisses en briques cuites, imitées des maisons coloniales de la ville, surmontées le plus souvent d'un étage aujourd'hui fort branlant auquel on accède par une galerie extérieure, et généralement couvertes d'un toit de tuiles. De telles demeures aux murs épais et humides, aux planchers aujourd'hui pourris ou rongés par les termites, ne sont plus que d'inconfortables témoignages d'un passé bien révolu. Et tout autour de ce "palais", les petites cuisines des femmes s'alignent, comme autrefois.

Çà et là dans cette partie méridionale du Cameroun, quelques autres types de cases peuvent encore se rencontrer, liées à des situations locales.

Aux environs des scieries qui, autrefois, se disséminaient nombreuses dans la forêt, les villageois utilisaient souvent des planches pour monter leurs murs, planches éclatées à la machette, dites "carabottes" (de l'anglais *cardboard*), plus rarement planches sciées. Enfin, parfois, quelques cas originaux : cet homme de la Lékié qui, au retour d'une vingtaine d'années passées à Santa-Isabel (Fernando Poo, aujourd'hui Bioco), se construit une case carrée surmontée d'un étage, à l'imitation de ce qu'il a vu là-bas, ou encore cet autre dont la case repose sur un seul pilotis de façon à pouvoir tourner "comme le fauteuil du coiffeur"!

L'évolution actuelle

L'évolution actuelle résulte, pour l'essentiel, de l'introduction de deux matériaux répandus surtout depuis l'indépendance (1960) : le ciment et la tôle ondulée.

La tôle n'était certes pas tout à fait inconnue auparavant et son emploi était déjà fréquent en ville. En brousse, elle couvrait aussi les demeures de quelques chefs ou notables; mais il s'agissait uniquement de tôles zinguées importées de France, lourdes et exigeant donc une charpente très solide. Elles sont aujourd'hui en aluminium, donc plus légères, et fabriquées au Cameroun par l'usine SOCATRAL d'Édea, filiale d'ALUCAM. Leur usage a commencé en ville et s'est propagé spontanément de proche en proche vers les campagnes environnantes. Ont d'abord construit "en tôles" les grands planteurs de cacao et surtout les salariés immigrés en ville qui voulaient se préparer une retraite relativement confortable au village de naissance.

Parallèlement à l'usage des tôles, celui du ciment se généralisait également dans les campagnes. Mais le ciment demeure un produit cher (1 200 FCFA le sac à Yaoundé) et la production nationale ne suffit pas aux besoins. Le ciment sert en premier lieu pour crépir les murs de terre, une fois posé le toit de tôles, et l'on obtient ainsi une case dite "en semi-dur". Il est ensuite utilisé pour couvrir d'une dalle le sol resté en terre battue mais, dans les campagnes, le cas est encore rare.

L'usage des tôles a permis de varier quelque peu la forme des toits, alors que les "nattes" n'autorisaient que les toitures à deux pentes. Il devenait dès lors possible de ménager un décrochement d'une pente par rapport à l'autre, mais surtout d'édifier une case à quatre pentes qui prend, de ce fait une allure beaucoup plus imposante.

Aujourd'hui la richesse d'un villageois, ou, pour le citadin, l'amour qu'il porte à son village d'origine, se mesurent au type de case qu'il construit. Une case digne de ce nom doit être au moins en "semi-dur" ; dans les meilleurs cas, elle peut être "cimentée" (sol cimenté). Restent encore d'un usage exceptionnel en brousse le plafond en "isorel" et les vitres pour les fenêtres. La porte d'entrée est, si possible, à deux battants, les murs sont le plus souvent blanchis, très rarement peints.

L'évolution actuelle semble se faire dans deux directions. Les plus riches des villageois construisent les murs en parpaings de ciment, mais l'entreprise est encore bien lourde pour les budgets ordinaires, comme en témoignent nombre de cases de ce type restées inachevées. Plus inédite dans la région est cette façon de construire les murs de briques crues à l'imitation de ce qui est pratique courante dans l'Ouest ; ce type de construction offre l'avantage d'un meilleur aplomb de l'ouvrage, mais est un peu plus onéreux que le mur de poto-poto, car il faut louer une presse.

Pour de nombreuses années encore, la construction la plus courante en milieu rural restera le "semi-dur", en raison de la simplicité de sa réalisation et aussi en raison de la pression exercée par les pouvoirs publics. Prenant en effet le relais de l'administration coloniale, les pouvoirs actuels tentent, depuis quelques années, d'imposer ce type de construction. La campagne de "tôlage des cases" a d'abord commencé à Yaoundé où elle s'est accompagnée de destructions de certains quartiers depuis 1969-70. Elle a ensuite été étendue aux petites villes de la région et atteint maintenant les principaux axes routiers le long desquels il n'est pas rare de voir inscrites sur les cases les mentions fatidiques : "A tôler, 3 mois", "A crépir, 15 jours", délais au-delà desquels la case est menacée de destruction. Il est vrai que ces opérations dites d'urbanisme n'atteignent encore que le voisinage des villes et des principales routes, les villages tant soit peu retirés étant encore épargnés par la vague. Contrairement aux apparences, l'opération n'est pas de tout bénéfice pour les paysans : outre leur coût, la qualité des tôles livrées par SOCATRAL ne paraît guère satisfaisante. Les utilisateurs les trouvent beaucoup trop minces au point de se déchirer facilement lors des tornades ; deux doigts suffisent en effet pour les plier sans effort. Certains affirment même qu'elles ne durent pas plus longtemps que les "nattes" de raphia traditionnelles. S'y ajoute encore, en saison sèche, l'inconvénient de la chaleur étouffante qui règne sous une telle toiture en l'absence de plafond, tandis qu'en saison des pluies, le crépitement des gouttes d'eau rend toute conversation et tout sommeil impossibles...

À L'habitation où la femme passe le plus clair de sa vie demeure quasiment inchangée depuis 80 ans. Elle n'est que rarement tôlée, moins souvent encore crépie. Aucun changement non plus dans le mobilier : les lits où dorment femmes et enfants restent en bambous, quand ceux de l'autre habitation sont en fer. Pas de tables ni de chaises, les seuls sièges sont toujours de minuscules tabourets hauts de vingt centimètres. Seuls les plats et les marmites en bois ont été remplacés par l'aluminium et l'émail ; pour le reste, tout est demeuré en place depuis Zenker, comme dans un musée. La femme et son univers n'ont-ils donc pas changé ? On touche ici l'une, parmi les plus oubliées, des inégalités sociales majeures engendrées par le soi disant développement.

D'une façon générale, l'évolution de la maison rurale se fait donc dans le sens d'une uniformisation dont la construction type est la case en semi-dur, crépie et tôlée. Les autres modèles de construction restent l'exception. Et pourtant il existe, à l'intérieur des villages, des disparités très fortes de revenus : certains grands planteurs peuvent commercialiser chaque année pour 200 à 300 000 FCFA de cacao, quand d'autres n'en réalisent que le dixième. Or on s'aperçoit que l'un et l'autre habitent des cases pratiquement identiques.

L'amélioration de l'habitat ne serait-elle donc qu'une préoccupation très secondaire dans l'esprit des villageois ? Il ne le semble cependant pas. Interrogés sur l'ordre de priorité de leurs besoins (à propos de demandes de crédit), ceux-ci mettaient toujours en tête de leurs réponses l'amélioration de leur demeure. Mais il apparaît bien qu'existent des freins d'ordre sociologique qui interdisent, même à ceux qui en ont les moyens, de procéder à cette amélioration. Un villageois qui, par son propre effort, réussit à se construire là où il vit une belle case, sort ainsi de la condition commune, provoque la suspicion et le mécontentement de ses pairs et s'expose à de grands risques dans ses biens et dans son corps. Le recours aux maléfices du sorcier est alors pratique courante pour rétablir l'équilibre social ainsi menacé, la norme devant rester celle d'une sorte de médiocrité générale.

A l'inverse, le fonctionnaire originaire du village se doit de matérialiser sa réussite par une belle construction qui honore le village, sous peine de subir le désaveu, voire le mépris de sa communauté. Apparaît ainsi une sorte de contradiction dans le comportement du groupe social. Pourquoi la richesse du fonctionnaire est-elle admise et même souhaitée, et non l'autre ? Est-ce parce que ses ressources sont censées provenir d'ailleurs, au contraire de celles du planteur, est-ce

parce que son éloignement fait que sa richesse ne semble pas perturber l'ordre social ? L'enquête sociologique reste à faire et serait d'une grande utilité pratique pour ceux dont le rôle est de promouvoir le développement du monde rural.

Références bibliographiques

ALEXANDRE P., 1965 - Proto-histoire du groupe beti-bulu-fang : essai de synthèse provisoire. *Cahiers d'Études Africaines*, vol. V, n° 20 (503-560). Paris.

Atlas du Cameroun. Planche X : Localisation de la population, 1972. Orstom. Paris

LABURTHE-TOLRA Ph., 1970 - Yaoundé d'après Zenker. *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines* n° 2. Yaoundé.

TISSANDIER J., 1969 - Zengoaga. Étude d'un village camerounais et de son terroir au contact forêt-savane. *Atlas des Structures Agraires au Sud du Sahara*. Mouton & Co. Paris-La Haye.

18

PERSISTANCE ET ÉVOLUTION DES COUTUMES BÉTI

L'enterrement d'un vieux chef en pays éton[1]

Ce texte, sans aucune prétention d'ordre sociologique ni ethnologique, vise seulement à mettre à la disposition des lecteurs curieux des observations faites à l'occasion d'une tournée en brousse et les réflexions qu'elles nous ont suggérées. Il est d'ailleurs probable que des cérémonies semblables à celle que nous relatons sont familières à nombre de lecteurs camerounais.

Nous avions prévu de travailler à Eyang[2] le 20 janvier 1971. Quelques kilomètres avant le village, on nous apprend que le vieux chef de ce village, le père du chef actuel, était décédé la veille. Dans un village proche où nous nous arrêtons quelques instants, des femmes nous demandent de les emmener au deuil du chef. Le village d'Eyang est relié à la grande route Yaoundé-Douala par une piste étroite et peu entretenue de quatre kilomètres. Nous arrivons vers 9 heures 30.

Une cinquantaine de personnes sont déjà rassemblées devant la case du mort où se trouve le corps. Trois tambours - tambours à deux lèvres faits d'un tronc d'arbre évidé (*nkul*) - sont alignés devant la case, un grand, un moyen, un petit. Les assistants sont assis près de la case. On nous apporte des fauteuils, des bananes, de la bière. Les hommes, fils et petits-fils du défunt, sont assis sous l'auvent de la case, sur des chaises, divers sièges ou par terre ; les femmes, très nombreuses, par terre, à l'ombre de la cuisine.

En face de la case du chef, de l'autre côté de la piste, des hommes commencent à creuser la tombe, après avoir pris la mesure du mort. Près de la tombe, il y a une autre cuisine (le défunt avait cinq ou six femmes) à l'ombre de laquelle sont assises les filles du feu chef. Devant la case,

---

[1]Article publié dans les *Cahiers d'Études africaines*, n° 47, Vol. XII, MCMLXXII, 3° Cahier (524-528).

[2]Vingt kilomètres au nord-ouest de Yaoundé, arrondissement d'Okola (Lékié), groupement Mvog Nama I, clan Énama-Ndjana, famille Mvog Ébodé. 125 habitants en 1967.

face aux tambours, brûle un feu de bois. Peu de temps après notre arrivée, trois hommes du village commencent à battre les tambours ; les villageois trouvent que l'un d'eux s'y prend mal et le font remplacer.

En réalité, l'ambiance n'est guère à la tristesse. Deux hommes se mettent à danser sur la route, un "chasse-mouches" à la main ; ils se placent à l'entrée de la concession qu'aucune limite ne matérialise. On m'explique qu'ils ont là pour inviter ceux qui vont venir participer au deuil. Je sus plus tard qu'il s'agissait de deux neveux du défunt. Par la suite, un seul restera, le plus jeune, choisi uniquement parce que ce rôle est très fatiguant.

Voici qu'arrivent les premières délégations ; il est environ 10 heures et demie. Des groupes de quelques personnes (trois ou quatre et jusqu'à vingt), représentant les différents clans (*mvog*) avec lesquels le défunt était apparenté, se présentent sur la piste en file indienne, à l'entrée de la concession, dansant au rythme des tambours qui battent sans cesse. Leur progression est très lente : quelques pas, puis ils dansent sur place, se retournent l'un vers l'autre. Ils tiennent à la main des bâtons, des cannes, des tiges de feuilles de bananiers, quelquefois des lances, et les brandissent comme des armes vers le ciel ; mon interprète me signale qu'il s'agit là d'une danse guerrière que l'on exécutait autrefois face à l'ennemi. Dans certains groupes, on aperçoit une ou deux femmes souvent âgées. Parfois l'une des personnes assises se dirige vers un danseur et esquisse quelques pas avec lui, ce qui m'a semblé une façon de saluer quelqu'un de connaissance.

Tourné vers les groupes qui arrivent ainsi, mais restant toujours à bonne distance (au moins 20 mètres), le neveu du feu chef danse à reculons, son chasse-mouches à la main, et les invite à s'avancer. Ceux-ci semblent hésiter. De temps en temps, le meneur de la file se lance à la poursuite du neveu comme pour le frapper avec son arme ; celui-ci s'enfuit à toutes jambes, puis chacun revient à sa place. Parfois les tambours s'arrêtent ; le meneur se détache, remonte la file et, tourné vers son groupe, chante quelques phrases en forme d'interrogation ; tout le groupe répond par des exclamations. Mon interprète dit ne pas comprendre, car ce sont là des chants en "vieille langue".

La file, suivant l'homme au chasse-mouches qui la guide à reculons, passe derrière nous, derrière la cuisine proche, derrière la case du chef, toujours en dansant. L'homme au chasse-mouches se tient toujours sur ses gardes, prêt à fuir dès qu'on fait mine de le poursuivre ; certains hommes nous saluent en passant. Le groupe arrive ainsi devant les trois

tambours et danse encore quelques instants. Certains semblent bien s'amuser et s'emploient à faire rire les femmes par leurs mimiques et leurs contorsions. Mais d'autres quittent le groupe et vont frapper de leurs armes les fils du feu chef, ses filles, ses veuves. Certains font seulement semblant, tandis que d'autres frappent violemment, ce qui provoque parfois des réactions. Tantôt les victimes se laissent frapper en se protégeant simplement la tête, tantôt elles s'opposent à l'assaillant. Un groupe de filles du chef refuse de se laisser battre (l'une a été blessée à la joue) parce que, disent-elles, étant mariées ailleurs, elles n'appartiennent plus au village.

Jusque vers 15 heures, des groupes continuent à arriver, venant d'un côté et de l'autre du village : Mvog Ébodé, Mvog Nama, etc. Spectacle curieux : ces hommes souvent âgés, vêtus de leurs plus beaux habits européens, chapeau, parfois chemise blanche et cravate, lunettes, parfois une serviette bourrée à la main, dansent en brandissant leurs bâtons et me saluent en passant. Quel sens tout cela peut-il avoir pour eux ?

Tout à coup, des éclats de voix : les cousins du défunt se fâchent pour ce vrai. Afin de se protéger et de se reposer un peu, le neveu au chasse-mouches est venu s'asseoir à l'abri du grand tambour ; là, personne ne peut plus le frapper : irritation des vieux qui le traitent de lâche et frappent violemment le tambour de leurs bâtons. L'homme reste impassible. Tout cela est-il feint ou réellement vécu ?

En même temps, les cousins du défunt s'emploient à faire subir différentes brimades au jeune chef : ils le font asseoir en plein soleil dans la cendre. Ce n'est qu'après avoir satisfait aux exigences des anciens - une dame-jeanne de vin rouge, une dame-jeanne d'eau (la demande est plus inattendue, à moins qu'il ne s'agisse encore d'un rite), vin de palme, caisses de bière et surtout quatre sacs de ciment - qu'il pourra quitter sa place.

On a planté des palmes pour abriter les musiciens du soleil éclatant. Quatre hommes continuent à creuser la tombe. Les enfants du défunt, hommes et femmes, arrivent en file indienne à la fosse, portant sur la tête une pierre plate ; c'est la coutume, me dit-on. Ils jettent leur charge en tas à côté du trou : cela servira à le combler tout à l'heure. La pierre aussitôt jetée, on part en chercher d'autres. Je note aussi que quelques femmes apportent, elles, de la terre noire dans des cuvettes et la déposent aussi près de la fosse. L'un des cousins du défunt, celui qui semble le plus menaçant et craint, semble leur reprocher de ne pas en apporter assez.

Les mêmes gestes, les mêmes danses, les mêmes mimiques, les mêmes coups sont répétés par chacun des nouveaux groupes. Parfois une femme arrive seule, portant son enfant dans le dos ; elle se lamente : "*Tara a ngawu, ho ho ho ! Nkukuma a ngawu, ho ho ho !*" ("le père est mort, le chef est mort"). Les hommes restent groupés par clan et s'assoient sur des chaises, à l'ombre des manguiers. Les femmes sont ensemble, assises par terre; d'autres restent à l'intérieur de la cuisine.

Vers 15 heures, il semble que tous ceux que l'on attendait soient arrivés. Alors commence une autre partie de la cérémonie, plus brève. Les fils du défunt, quatre ou cinq - dont le chef actuel et un homme vêtu d'une tenue militaire française, sans doute un ancien combattant - se couchent côte à côte, face contre terre. Les parents du défunt, cousins et oncles, se lèvent et les rouent de coups avec leurs tiges de bananiers. Ils prennent ensuite les cendres (froides) du feu de bois et les en aspergent ; le rite semble bien évoquer une mise à mort et un ensevelissement fictifs. Les fils de défunt se relèvent et secouent les cendres en parlant et en riant. Le groupe des oncles se dirige ensuite vers les filles, tente de les frapper aussi et de les asperger de cendres, mais avec moins de conviction. L'un des oncles prend d'ailleurs leur défense. On ne les fait pas s'étendre par terre.

Pourquoi ces coups et ces cendres ? ai-je demandé le lendemain à l'homme au chasse-mouches. "*C'est la coutume,* m'a-t-il répondu, *il faut le faire ; si on ne le faisait pas, ceux qui héritent du défunt n'auraient pas de chance dans la vie, l'héritage ne leur serait pas bon*".

Une troisième phase de la cérémonie commence alors, celle des discours. L'un des plus âgés parmi les parents, défenseur des intérêts du défunt, se lève. Il marche à grands pas le long de la route et s'arrête devant chaque groupe clanique : "*Holà, allez-vous m'écouter ?*". Tous crient : "*Oui*". "*Holà, m'écouterez-vous ? - Oui*". Et ainsi plusieurs fois devant chaque groupe. Cette entrée en matière dure bien dix minutes. L'homme commence enfin à parler. En substance, il dit : "*Allez-vous laisser ainsi la tombe du chef, sans y mettre de ciment ?*". D'autres orateurs interviennent, chacun à son tour, utilisant le même prologue que le premier. Les uns défendent le jeune chef, notamment celui qui était déjà intervenu en faveur des filles : "*Le jeune chef n'a pas d'argent, laissez-le tranquille avec votre ciment*". D'autres menacent : "*Si on ne met pas de ciment, je prendrai pour moi les veuves du défunt, la case de tôles et les plantations du défunt*". Les mêmes orateurs interviennent plusieurs fois, les fils du chef défunt restent silencieux ; le tout dure bien

une heure et demie. Les fils du défunt se lèvent alors et vont se réunir dans une case voisine pour délibérer. Je n'ai jamais su quelle décision ils avaient prise, car à ce moment est arrivé en 2 CV le prêtre de la mission catholique voisine, Nkolkoumou. Observons que le catéchiste du village faisait partie de l'un des groupes de danseurs aux bâtons. Son tour de danse terminé, il était allé réciter une prière devant le corps.

Le prêtre entre dans la case du défunt et administre sans doute l'extrême-onction. Il ressort ; on place une table sous un gros manguier. Il tire d'une petite valise les objets du culte ; les assistants s'assemblent. Un groupe de choristes entonne le *Requiem*. Tous, y compris les vieilles femmes, chanteront en latin tous les couplets du *Requiem*, de *l'Absolve*, du *Dies Irae*. Les tambours ne serviront pas ; c'est la cérémonie catholique romaine exactement reproduite. Le prêtre dit quelques mots avant la messe, en langue éton. L'office dure trente minutes ; prières et textes en éton, tous les chants en latin. Le prêtre range ses affaires et s'en va rapidement, emmenant ses choristes. Le cercueil vide est déposé devant la case du défunt.

Dernière partie de la cérémonie. Le plus âgé des frères - ou des cousins - du défunt se lève et fait l'éloge du vieux chef. Il me semble que cet éloge consiste surtout à dénombrer ses épouses et les enfants auxquels elles ont donné naissance. Le discours est d'ailleurs bref. Tous les enfants et petits-enfants du mort se rassemblent ensuite au bout du chemin. Les trois tambours recommencent à jouer ; le rythme est plus rapide que tout à l'heure. En file indienne, tous les hommes puis toutes les femmes, une branche feuillue à la main, viennent faire le même périple précédemment parcouru par les danseurs, derrière la cuisine, derrière la case du défunt, et restent à danser un moment devant les tambours ; on plaisante et on rit. Deux hommes tirent en l'air des coups de fusil. C'est la fin de la cérémonie. Le drap du défunt est déchiré en fines bandelettes, et chacune est attachée au poignet de ses enfants et petits-enfants ; ils devront la garder jusqu'au soir (dans d'autres régions, ils doivent la garder jusqu'à ce qu'elle tombe toute seule). Si on ne faisait pas cela, m'explique-t-on, l'enfant tomberait malade.

Le mort est placé dans le cercueil et l'inhumation a lieu rapidement, presque dans l'indifférence générale. Les gens bavardent et ne regardent même pas ; le prêtre est parti depuis longtemps. Les étrangers au village s'en vont peu à peu. Certains s'attardent à boire, d'autres se plaignent que l'on n'ait pas assez bu. Quelques-uns des assistants sont les fonctionnaires de Yaoundé venus avec leur voiture.

Les enfants et petits-enfants du défunt ont veillé toute la nuit précédente, assis devant la case où étaient allumés des feux de bois. Ce soir, on ranime les feux, et ils veilleront encore, cela pendant dix jours. Au dixième jour, certains des assistants reviendront, sans doute pour la clôture du deuil.

Le lendemain de l'inhumation, je suis réveillé à 5 heures par des lamentations de femmes, puis les tambours recommencent à battre quelques instants. On me dit que les fils et petits-fils du défunt sont partis se laver. Bain rituel, car depuis la mort du chef aucun n'avait le droit de toucher à l'eau. Un à un, ils reviennent du marigot. Chaises et fauteuils resteront sous l'auvent de la case où, pendant dix jours, on parlera des affaires d'héritage du défunt.

Quelques impressions en guise de conclusion :

- Les rites anciens ont été ici respectés parce qu'il s'agissait de la mort d'un grand chef. Cette cérémonie était, à n'en pas douter, ce qui reste de l'*ésani* qui, selon l'abbé Tsala, est destiné à "commémorer les exploits d'un brave défunt. La danse guerrière qui s'exécute durant la cérémonie porte le même nom. On fait l'*ésani* non seulement à la mort d'un grand personnage, mais aussi à celle d'un animal redoutable" (Tsala, 1958). Le même auteur décrit la même danse "guerrière et funèbre" à propos de l'histoire d'un clan éton proche du nôtre (Tsala, s.d.). Zenker relate des cérémonies semblables à l'occasion de la mort d'un chef (Laburthe-Tolra, 1970). De cette coutume, les éléments qui ont persisté sont la procession dansante et l'aspect guerrier qu'elle présente, le simulacre de combat entre deux camps décrit par Zenker. La mise à mort, autrefois pratiquée, des veuves, voire des fils du défunt, tenus pour responsables, semble avoir été remplacée par les fustigations. Pas de traces non plus du badigeonnage en blanc décrit par Zenker, mais peut-être les cendres en tiennent-elles lieu ? En revanche, d'autres éléments observés lors de cet enterrement n'apparaissent pas dans les récits : la présence de trois tambours et le rôle protecteur que peut jouer le plus grand, les pierres et la terre qu'apportent pour la fosse les enfants du défunt, la bandelette portée au poignet, le bain du lendemain.

- Ces rites semblent avoir gardé peu de sens pour ceux-là mêmes qui les pratiquent : on fait cela parce que c'est la coutume, il le faut. Ne pas les respecter pourrait attirer des ennuis ; on ne sait trop comment d'ailleurs.

- Hormis les lamentations des femmes, qui sont elles aussi rituelles, on ne trouve pas trace de tristesse. Il est vrai qu'il s'agissait de la mort d'un vieillard.

- Seule la cérémonie catholique semble apporter une note de tristesse. Elle apparaît entièrement surajoutée, nullement intégrée à l'ensemble du deuil. C'est un autre rite qu'il faut aussi pratiquer.

- Surtout, le deuil est une occasion, pour les parents proches du défunt, de s'efforcer d'obtenir des enfants et petits-enfants, le plus de choses possible, et tout d'abord à boire, mais aussi des biens matériels ; cela en vertu de droits que la coutume semble leur donner. Ici apparaît donc la même déviation qui s'est opérée avec le système de la compensation matrimoniale.

Références bibliographiques

LABURTHE-TOLRA P., 1970 - Yaoundé d'après Zenker. *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines*, 2 (5-113). Yaoundé.

TSALA T., 1958 - Moeurs et coutumes des Éwondo. *Études Camerounaises*, 56 (8-112). Yaoundé.

TSALA T., s.d. - Les Mvog Beloa. Archives Orstom. Texte inédit. 46 p. dact. Yaoundé.

Achevé d'imprimer en avril 2000
sur les presses de la Nouvelle Imprimerie Laballery
58500 Clamecy
Dépôt légal : avril 2000
Numéro d'impression : 004071

Imprimé en France

La Bolivie et le Cameroun sont rassemblés ici par l'itinéraire intellectuel et scientifique d'André Franqueville. Mais ce rapprochement est aussi intéressant dans la poursuite d'un questionnement et d'une écoute attentive, celle d'un chercheur de terrain sensible à la vie et à la peine des hommes et des femmes démunis qui vivent dans ces pays et qui se demandent comment ils peuvent avoir, enfin, un univers vivable.

Ici, pas de théorie englobante, mais de la minutie dans la traque qui est faite aux signes, aux gestes et aux paroles qui révèlent comment on naît, on mange, on vit et on meurt dans les pays pauvres de la planète. Développement et ajustement structurel sont ici observés par le menu dans les maisons, les villages, les quartiers et les champs et ils suscitent nombre de questions sur les rapports spatiaux et sociaux à l'échelle nationale et internationale. Vingt-deux textes viennent apporter une moisson de faits vécus objectivés sous la plume du scientifique qui a parcouru ces contrées avec son regard de sympathie pour les humbles.

On y trouve des réflexions sur des thèmes forts comme l'insécurité alimentaire et les rapports Nord/Sud, sur la dynamique démographique qui inquiète depuis Malthus, sur l'urbanisation mal maîtrisée, sur la désertion des campagnes par les migrants et sur les identités des peuples et les spécificités des cultures. Dans ce pèlerinage aux sources de l'inspiration du géographe modeste que fut André Franqueville, on trouve un plaidoyer pour regarder les hommes autrement, avec la dignité qu'ils portent en eux.

André Franqueville est docteur de 3e cycle (Université L. Pasteur de Strasbourg, 1964) et docteur d'État en géographie (Paris I, Panthéon-Sorbonne, 1984). Entré à l'ORSTOM en 1965, il a d'abord mené des recherches au Cameroun notamment sur les migrations, puis en Bolivie sur la sécurité alimentaire et la pauvreté. Il a séjourné une dizaine d'années consécutives dans chacun de ces pays sur lesquels il a écrit plusieurs ouvrages et de nombreux articles. Directeur de recherche, il a quitté l'ORSTOM en 1997 et, tirant les leçons des recherches réalisées, participe aujourd'hui à des projets solidaires des pays du Sud.

Économie et développement

Collection dirigée par Georges Courade

9 782845 860575

ISBN : 2-84586-057-9